

*Jacques Wajnsztein*

# APRÈS LA RÉVOLUTION DU CAPITAL

TEMPS CRITIQUES

L'Harmattan

JACQUES WAJNSZTEJN

# Après la révolution du capital

2007

L'HARMATTAN

## TABLE DES MATIÈRES

### PARTIE I – Aliénation, exploitation, domination

|  |    |
|--|----|
| 1. L'antériorité de l'aliénation   |    |
| 1.1. Généralité de l'aliénation .....  | 10 |
| 1.2. L'aliénation initiale.....  | 18 |
| 1.3. De l'aliénation initiale à l'aliénation historique.....   | 19 |
| 2. L'exploitation comme forme spécifique<br>de la domination du capital.....   | 24 |
| 2.1. L'exploitation et la théorie de la valeur-travail .....   | 27 |
| 2.2. Technosciences et valorisation .....  | 41 |
| 2.3. L'englobement de la contradiction<br>forces productives/rapports de production .....  | 47 |
| 2.4. La périodisation en domination formelle<br>et domination réelle du capital et la critique<br>de la théorie de la décadence du capitalisme ..... | 52 |
| 3. Sur la notion de système<br>et sur le concept de domination.....  | 63 |
| 3.1. Une profonde transformation des rapports sociaux .....  | 63 |
| 3.2. <i>System or not?</i> .....   | 65 |
| 3.3. Domination et critique du travail .....   | 77 |
| 4. La question de la forme politique .....   | 79 |
| 4.1. Le communalisme citoyen n'est pas<br>une nouvelle forme de conseilisme .....  | 79 |
| 4.2. Les transformations de l'État .....   | 84 |
| 5. La question de la révolution .....  | 88 |
| 5.1. Politique et révolution .....   | 88 |
| 5.2. La tension individu/communauté.....   | 90 |
| 5.3. Les médiations et les tentations de l'immédiatisme .....  | 93 |

## **PARTIE II – La révolution à titre humain**

|   |     |
|---|-----|
| 1. La question des classes.....   | 100 |
| 1.1. Tocqueville et Marx.....   | 100 |
| 1.2. Sur l'emploi indifférencié de la notion<br>de classes moyennes.....                            | 103 |
| 1.3. Remarques critiques sur la théorie<br>des classes sociales de Marx.....                        | 105 |
| 1.4. Invariance et l'IS, une nouvelle approche<br>du concept de classes moyennes.....               | 108 |
| 1.5. Recomposition de classe<br>ou fin de l'antagonisme de classe?.....                             | 112 |
| 2. Les nouvelles formes de lutte.....   | 121 |
| 2.1. Le déclin des luttes sur les lieux de production<br>et la crise de l'encadrement syndical..... | 121 |
| 2.2. Travail et pratiques anti-travail.....   | 130 |
| 2.3. Maintenant, c'est après la révolution du capital.....  | 135 |

## **PARTIE III – Où va le capitalisme?**

|   |     |
|---|-----|
| 1. Globalisation et mondialisation.....   | 155 |
| 1.1. Sur la soi-disant déconnexion entre<br>"économie réelle" et économie (ou bulle) financière.. | 155 |
| 1.2. La mondialisation au-delà du mythe.....  | 162 |
| 1.3. "Empire" ou impérialisme?.....   | 164 |
| 1.4. Des États sous influence mais pas sans influence.....  | 169 |
| 1.5. La crise de l'État-nation.....   | 172 |
| 1.6. Valeur, rente et création de valeur.....   |     |
| 1.7. Fictivisation du capital et organisation de la société<br>selon trois niveaux.....           | 181 |
| 1.8. La tendance à la valorisation sans le capital.....   | 189 |
| 1.9. La crise du travail.....   | 192 |
| 2. Les luttes à l'époque de la fin de l'identité ouvrière....                                     | 202 |
| 2.1. De la crise du travail à la critique du travail.....   | 202 |
| 2.2. L'affirmation devenue impossible<br>d'une identité ouvrière.....                             | 203 |
| 2.3. L'auto-organisation n'est pas une fin<br>ni même un pis aller.....                           | 227 |

|   |     |
|---|-----|
| 3. Révolution et alternative .....  | 238 |
| 3.1. Le travail du négatif n'est plus ce qu'il était.....                 | 238 |
| 3.2. Réformisme ou alternative?.....                                      | 204 |
| 4. Vers un autre monde .....  | 254 |
| 4.1. Démocratie, communisation, communauté humaine ..                     | 254 |
| 4.2. Quelques remarques autour du débat<br>sur les "communisateurs" ..... | 257 |

*Il est désormais dépourvu de sens de se demander dans quelle mesure l'enseignement de Marx et d'Engels est, à notre époque, théoriquement recevable et pratiquement applicable. Toutes les tentatives pour rétablir la doctrine marxiste comme un tout et dans sa fonction originelle de théorie de la révolution sociale de la classe ouvrière sont aujourd'hui des utopies réactionnaires. Le premier pas à faire pour remettre debout une théorie et une pratique révolutionnaires consiste à rompre avec ce marxisme qui prétend monopoliser l'initiative révolutionnaire et la direction théorique et pratique.*

Karl Korsch  
*Dix thèses sur le marxisme aujourd'hui*  
(1950)

## PARTIE I

### ALIÉNATION, EXPLOITATION, DOMINATION Trois concepts à préciser

Notre raisonnement sur l'Homme est mis en perspective historique. Ce n'est pas une vision anthropologique. Nous n'avons pas un discours sur l'origine, mais nous refusons une conception de l'Histoire qui n'envisage l'évolution des rapports sociaux qu'à partir du modèle du capitalisme industriel et d'une critique de l'exploitation. En effet, l'Histoire n'est pas réductible à l'histoire du capitalisme lue à travers la grille d'interprétation marxiste d'un matérialisme historique qui tracerait les grandes étapes du développement de l'espèce. Ce modèle suppose une succession mécanique des modes de production, décidant de ce qui relève de la pré-histoire ou de l'Histoire, ce qui relève de l'humain ou des classes. Marx était bien conscient de certaines difficultés à ce sujet, lui qui a tour à tour élaboré des analyses en termes d'aliénation, d'exploitation ou encore de domination<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> On peut repérer trois périodes dans l'œuvre de Marx. Dans ses écrits d'avant les *Grundrisse*, il donne la primauté aux rapports d'aliénation; dans les *Grundrisse*, les textes sur les classes et l'Etat, il privilégie les rapports de domination, puis avec *Le Capital*, ce sont les rapports d'exploitation qui deviennent prépondérants. Quand un concept traverse les œuvres, il lui arrive parfois de ne pas lui donner le même sens comme pour l'aliénation dans les *Manuscrits de 1844* qui a une fonction explicative pour l'humanité se réalisant dans l'activité (auto-aliénation) alors qu'elle revêt la forme de l'aliénation du travail pour le prolétariat et celle de l'asservissement au capital à partir des *Grundrisse*.

# 1. L'antériorité de l'aliénation

## 1.1. Généralité de l'aliénation

L'aliénation est une perte et si rien de ce qui se perd ne se retrouve vraiment à un niveau supérieur, dans une autre activité, un dépassement<sup>2</sup>, tout ce qui se perd n'est pas irréversiblement perdu à condition de resituer historiquement cette aliénation dans l'histoire de l'humanité et de ne pas appréhender l'Histoire d'une manière linéaire et progressive. On ne peut pas connaître ce qu'était la pensée collective des communautés primitives, mais on peut comprendre un certain développement de l'activité humaine en partant de l'analyse des sens; voir que l'aventure humaine est à la fois processus de l'émergence des sociétés hiérarchisées (priorité est donnée à la vue et à l'ouïe sur le toucher) et d'émancipation vis-à-vis des sens. L'homme (au sens d'espèce) se distingue progressivement de tout ce qui n'est pas lui, mais comme il n'a pas de représentation de lui-même, c'est par différence avec la nature et les autres espèces vivantes qu'il se définit concrètement, et cela dès les communautés primitives comme le montrent les systèmes de parenté qui excluent tout rapport automatique entre statut et fonction d'un côté, caractères bio-physiques de l'autre<sup>3</sup>. Cela permet de saisir le mouvement qu'on a appelé Progrès comme une suite de pertes pour aboutir au règne de la conscience. L'homme n'est homme que parce qu'il s'aliène dans le rapport à l'autre (voir les affres de l'amour), que parce qu'il s'aliène dans l'activité<sup>4</sup>.

Cela permet aussi de saisir ce que le mouvement actuel vers le virtuel doit à un certain rapport à la nature extérieure conçu comme construction d'une seconde nature. Le processus d'artificialisation de la vie n'est pas nouveau et on peut dire qu'il

---

<sup>2</sup> C'est un premier accroc à la pure logique dialectique.

<sup>3</sup> Dans notre *Capitalisme et nouvelles morales de l'intérêt et du goût*. L'Harmattan (2002), nous avons essayé de montrer comment les nouveaux particularismes radicalisés (féministes, homosexuels, antispécistes,) retrouvaient des pratiques proches mais dans une perspective individualiste de sortie de la nature, de négation de l'espèce et d'abandon de l'humanité comme communauté des hommes.

<sup>4</sup> C'est le sens de notre concept "d'aliénation initiale", développé avec Charles Sfar dans les n°2 et 4 de la revue *Temps critiques* et repris dans le second volume de l'anthologie *La valeur sans le travail*. L'Harmattan. 1999.



est une des caractéristiques de l'espèce humaine. Celle-ci, tout en ayant une "nature" (prématuration, cérébralisation et conscience de sa finitude pour ne prendre que trois déterminations de l'homínisation) est prise de distance avec la nature extérieure qui n'est pas simplement "l'environnement" des autres êtres vivants. Dans cette prise de distance est incluse la participation à un monde que l'espèce crée et reproduit. Mais ce processus n'a pas la même ampleur ni les mêmes conséquences quand il se développe dans les conditions techno-scientifiques du monde actuel. Conditions qui visent non seulement la maîtrise totale de cette nature extérieure, mais encore la maîtrise d'une nature intérieure (à travers les bio-technologies) entraînant une redéfinition de cette "nature humaine". La direction prise par ces nouvelles technologies rendrait alors absolu ce qui n'était que partiel et progressif avec la technique.

Le sujet s'efface devant l'individu qui doit alors subjectiviser un rapport objectif avec la technique : une artificialisation des processus de vie, un développement des prothèses et des combinatoires inter-spécistes qui altère la conscience des limites de l'espèce. Cela indique aussi que le rapport social n'est pas que rapport social de production entre deux pôles, capital et travail ; il est aussi rapport à la nature extérieure et par exemple il y a eu une tendance des hommes à vouloir se libérer de la nature extérieure perçue comme contrainte et cela s'est fait au travers du capitalisme, mais avec l'approbation des deux grandes classes "progressistes" de ce mode de production ; et il est aussi rapport à la nature intérieure, à sa propre détermination naturelle. Il y a tension constante entre volonté de puissance et de domination d'un côté, conscience des limites et de la finitude de l'autre. En fait, le mouvement dialectique permet de dépasser le positivisme de l'idée d'une nature humaine par l'idée que c'est le processus dialectique qui l'emporte : l'homme est déterminé par sa nature intérieure, mais il est production d'un rapport à la nature extérieure qui transforme son rapport à sa nature intérieure dans un monde dominé par l'objectivité toujours plus grande de la sphère de la technique. Un individu paradoxalement plus faible dans sa constitution (l'individu démocratique a moins de "valeur" que l'ancien individu bourgeois), mais aux potentialités collectives illimitées (clonage, biotechnologies, mariages homosexuels, génie génétique, etc.) qui semblent justement le faire échapper à sa

"nature" ce qui amène certains à parler de "seconde nature"<sup>5</sup>. Je ne fais que poser cette hypothèse, mais cela mériterait d'y revenir.

Poursuivons sur la "nature". Il y a un rapport homme/nature tout d'abord parce que pour Marx, la nature n'existe que comme rapport à la nature et c'est par son activité générique que l'homme transforme aussi bien la "nature extérieure" que sa "nature intérieure". La richesse et le caractère polyvalent de la notion de rapport chez Marx semblent ainsi occulter le contenu même de ce rapport et rendre vaine, à l'avance, toute critique écologiste radicale.

Cette conception du jeune Marx n'entre pas en contradiction avec les œuvres de maturité puisque ce qui était essentialisé sous l'influence conjuguée de Feuerbach et Hegel va devenir une force matérielle dans le développement d'un mode de production spécifique, étape nécessaire de l'avènement du communisme. Dans les deux cas, aucune limite ne semble être posée à l'action de l'homme. Dans le premier cas, le communisme, c'est la libération de la toute puissance de l'humanité sur le modèle non reconnu de l'homme fait Dieu<sup>6</sup>. Cet optimisme révolutionnaire conduit à une négation des limites de la condition humaine et à une vision idyllique du communisme censé résoudre tous les problèmes y compris d'ordre privé puisque le communisme serait la fin de la vie privée<sup>7</sup>, au profit d'une vie immédiatement et purement sociale<sup>8</sup>. Le communisme est alors conçu comme une parfaite adéquation entre l'individuel et le social (fin de l'individualité en tant que catégorie bourgeoise ou subsomption de l'individu sous la communauté humaine suivant les interprétations) de la même façon qu'il serait parfaite unité entre individu et nature. Il supprimerait ainsi toute tension et le communisme devient une des formes de la réconciliation dans laquelle vie individuelle et vie

---

<sup>5</sup> La revue *Invariance*, mais aussi J. Guigou au sein de *Temps critiques*.

<sup>6</sup> J.Y. Bériou a fait une bonne autocritique de cette position — partagée d'ailleurs par toute une mouvance issue de 68, situationnistes compris — dans un texte manuscrit de 1986, non publié et intitulé : "Pour un aggiornamento théorique".

<sup>7</sup> C'est la limite sur laquelle butent toutes les pratiques alternativistes gauchistes entre les années 65/75, ainsi que la critique théorique, de type situationniste, entreprise par Vaneigem.

<sup>8</sup> Le "Tout est politique" des gauchistes des années 70, mais aussi le "Faire entrer le politique dans le privé" des particularismes radicaux des années 90.

sociale (générique dit Marx dans les *Manuscrits de 1844*) ne sont pas différentes. On est au bord d'une pensée religieuse. Cette vision est rendue concrète par le Marx des "Manuscrits" dans l'image de l'homme polytechnicien. Il n'y a plus aucune distance vis-à-vis d'une activité qui peut alors se déchaîner. Le "Ni Dieu ni Maître" des anarchistes devient "l'Homme est le Maître" comme si celui-ci pouvait être indépendant de ses déterminations naturelles, comme s'il pouvait vaincre "l'aliénation initiale" qui réside dans sa passion de l'activité, comme s'il pouvait surmonter son inadéquation au monde qui est pourtant ce qui le définit comme espèce singulière capable de produire la pensée conceptuelle, le sentiment tragique de la vie, la conscience de sa finitude, l'asocialité de l'amour dès Antigone, l'expression artistique, etc.

Dans le second cas, celui de la vision marxiste traditionnelle, c'est la croissance des forces productives qui est censée dépasser toutes les limites. Il n'existe alors plus de limite naturelle et c'est une limite sociale, la propriété privée des moyens de production qui constitue le mur à abattre. Cela traverse toute l'œuvre de Marx aussi bien dans les *Manuscrits de 1844* où il parle "d'humanisation de la nature" que dans la *Contribution à la critique...* où il développe de façon mécaniste la contradiction forces productives-rapports de production. On retrouve aussi maint passages dans lesquels la nature est davantage conçue comme objet que comme puissance capable d'auto-régulation, mais aussi de débordements peu maîtrisables. L'aspect à la fois prométhéen et scientiste de Marx lui rend difficile la perception de limites. La théorie de la valeur-travail, par exemple, nie la limite extérieure que représenterait la rareté des ressources naturelles ou alors elle la reconnaît comme interne, produite par le MPC. Cette position s'exprime, sans que cela la justifie, dans le cadre d'une polémique contre la loi de population de Malthus qui conduisait à naturaliser les potentialités de création de richesse et les conditions de la reproduction humaine.

Cela ne veut pas dire que Marx ne soit pas traversé par des doutes. Ainsi, dans *Le programme de Gotha*, il distingue nature et humanité (deux entités séparées au lieu d'un rapport essentialisé) pour donner une autonomie relative à la nature qui serait productrice de valeur d'usage. C'était pour s'opposer à la vision lassalienne dominante dans le Parti social-démocrate allemand, selon laquelle seul le travail serait producteur de valeur d'usage. Ce ne serait alors que pour expliquer l'origine de la valeur d'échange que la simplification conduirait à cette conception

vulgaire. C'est cette production de valeur d'usage qui pourrait être remise en cause avec le développement d'une agriculture industrielle<sup>9</sup>. On peut supposer que cette critique concerne l'agriculture industrielle en général et non pas l'agriculture industrielle capitaliste, mais dans le même Livre I, dans le chapitre sur l'accumulation primitive, on ne retrouve plus cela. On a aussi une critique très forte des dégâts dus au progrès des sciences et des techniques chez Bordiga, mais cela reste toujours relatif aux conditions intrinsèques du développement du capital. J. Camatte, à partir de la série IV d'*Invariance*, puis F. Bochet dans la revue (*Dis*)*continuité*, partiront de là pour affirmer une discontinuité avec un cycle de développement dont l'origine est bien antérieure au développement du capitalisme. On passe alors d'une contradiction entre les hommes médiée par les classes à une contradiction entre l'activité humaine et une "nature humaine", une contradiction qui fait disparaître le capital comme rapport social pour le constituer en "communauté matérielle"<sup>10</sup>. Cette conscience des limites ne doit pourtant pas déboucher sur deux types de dérives :

1) la première qui amène à jeter le bébé avec l'eau du bain à partir du moment où l'hypothèse révolutionnaire conduirait à tout réduire au social et se heurterait donc au "Vous voulez donc tout changer", sous-entendu, y compris ce qui est bien, vrai ou en dehors du social. Cette tare originelle ne permet pas la conquête du cœur d'individus qui, tout en ne se contentant pas forcément de leurs conditions (exploitation, domination, atomisation) aiment, souffrent, connaissent des joies, enfin vivent alors que les "révolutionnaires" pensent qu'ils ne font que survivre. Un projet révolutionnaire dont la prétention est de totaliser l'ensemble de l'aventure humaine, mais qui se contente en fait de la réduire à l'immédiateté sociale, est voué à l'échec non pas parce qu'il est trop révolutionnaire mais parce qu'il ne comprend pas ce qui est en jeu.

---

<sup>9</sup> Cf. le chapitre du Livre I du *Capital* sur cette question.

<sup>10</sup> Sur cette question on pourra se reporter à divers articles du n°11 de *Temps critiques*.

2) la seconde qui conduit à affirmer différentes variantes de primitivisme ou à adopter une vision catastrophiste du développement du capital<sup>11</sup>.

Il faut donc tenir compte d'un certain nombre de données.

Dans le marxisme traditionnel, les ressources naturelles sont considérées comme des matières premières et l'agriculture est assimilée au modèle productif général, sans tenir compte de l'autonomie de la nature en tant que productrice de valeur d'usage, d'auto-régulation qui constitue un obstacle naturel à la valorisation. Or, c'est cette autonomie par rapport au processus de production et de travail que les bio-technologies sont en train de liquider. Une fois de plus le capital tend à réaliser le programme prolétarien. Tout ce qui est transformé en moyens de production (capacité de travail, reproduction humaine, terre, nature, espace) est inscrit dans le cadre de la marchandisation des rapports sociaux, même s'il ne s'agit pas de marchandises au sens strict. Le fait que ce soit l'État qui assure la reproduction de ce qui n'est plus que conditions de production (politique de la famille, de la santé, éducation, transports, protection sociale, aménagement du territoire, transformation de la nature en environnement) rend ridicule toute analyse en terme de libéralisme ou de capitalisme sauvage. Ce n'est plus le régime de propriété et les rapports de production qui sont déterminants, mais la nouvelle infrastructure de ce que j'appelle "le mode de reproduction capitaliste" dans la mesure où le capital place son développement immédiatement au niveau de cette reproduction plutôt qu'au niveau de la production. C'est pour cela aussi que nous l'analysons davantage en terme de domination que d'exploitation. A ce niveau et dans notre perspective, peu importe qui est le propriétaire<sup>12</sup> à partir du moment où c'est la qualité et la fonction de l'infrastructure qui domine.

Aujourd'hui, "la crise" se situe bien au niveau de ces conditions de production et ce n'est pas essentiellement parce qu'une autre crise, d'ordre économique celle-là (trop bas niveau de profit ou trop forte concurrence suivant l'interprétation marxiste des crises choisie) conduit à des économies dans ces secteurs. Il y a bien destruction d'une partie de ces moyens de production (chômage et

---

<sup>11</sup> Cette critique est développée dans l'article d'A. Dréan du n°14 de *Temps critiques*, hiver 2006.

<sup>12</sup> Comme tendrait à le prouver la polémique actuelle autour des systèmes de concession autoroutière.

précarisation endémique, éducation dévastée, habitat délité<sup>13</sup> énergie gaspillée, pollution monstrueuse, santé dégradée, météo assassine, famines rénovées), mais il n'y a pas "décadence" car tout cela co-existe avec une fuite en avant technologique et la mise en place de ce que certains appellent une stratégie biopolitique afin de contrôler ces conditions de production et donc la reproduction d'ensemble. Il ne s'agit donc pas tant d'une "reproduction élargie" au sens marxien du terme que d'une reproduction d'un dispositif de puissance qui peut se permettre une valorisation sur le mode "rétréci"<sup>14</sup>. Nous y reviendrons.

Avec le modèle dominant de l'environnement, la nature extérieure est devenue, comme la force de travail, inessentielle au procès de production. On pourrait même dire que toute production automatisée se donne comme fin la possibilité de fonctionner sans nature : sans activité humaine mais aussi sans produit directement issu de la nature. C'est le cas lorsque les produits alimentaires sont désubstantialisés (produits allégés, hygiénisés, lyophilisés) ou que la valorisation se fait hors nature<sup>15</sup>. Mais de la même façon que l'inessentialisation de la force de travail ne signifie pas la fin du travail (ou plus exactement la fin de l'emploi), l'inessentialisation de la nature du point de vue de la production ne signifie pas sa disparition et manifeste bien plutôt son importance en tant que condition de la reproduction (protection de la nature, négociation de Kyoto, Rio, etc.).

Les luttes qui se produisent dans ces secteurs ont un potentiel subversif dans la mesure où elles touchent justement les conditions de la reproduction et par là même, elles tendent à remettre en cause les vieilles distinctions entre luttes revendicatives et luttes politiques, entre luttes réformistes ou révolutionnaires, luttes quantitatives ou qualitatives. Ces luttes sont souvent critiquées comme interclassistes ou pire comme expression des nouvelles classes moyennes; comme si la contradiction des classes continuait à être le moteur des luttes

---

<sup>13</sup> Délité et non pas ghettoisé car d'un ghetto on ne sort pas ("modèle américain"), alors que d'un trajet de bus, métro ou tramway, un habitant des banlieues européennes se retrouve en centre ville.

<sup>14</sup> Cf. les écrits de Guy Fargette dans la revue *Le crépuscule du XX<sup>e</sup> siècle*, 5 square Frédéric Valois. 75015 Paris.

<sup>15</sup> Cf. notre supplément : "Les semences hors sol du capital", sept. 2000, téléchargeable sur le site de la revue *Temps critiques*  
<http://membres.lycos.fr/tempscritiques>

actuelles et à venir ; elles sont aussi, pour certaines, qualifiées de "citoyennes" dans la mesure où elles semblent parfois représenter une critique raisonnable de la société civile par rapport à l'illuminisme devenu dément des différentes sources de pouvoir, mais c'est alors négliger, au-delà de leurs limites<sup>16</sup>, les potentialités de refus qu'elles contiennent. Il ne s'agit pas de participer au mouvement anti-mondialisation, ni même aux actions de la Confédération paysanne, mais de ne pas faire comme si ça n'existait pas parce que ce n'est pas révolutionnaire ou communiste. Ce n'est pas un extérieur à ce qui serait "notre" mouvement : il y a bien un lien entre la baisse des coûts de production et la hausse des coûts de reproduction. C'est sur ce lien, entre autres, que peut se tisser une nouvelle unité contre le capital. Saisir tout cela peut permettre de conserver ce qui a été perdu (le passé) dans le cadre d'une intervention dans le présent qui ne soit pas pure réaction s'efforçant de recréer de toute pièce ces éléments du passé<sup>17</sup>.

L'aliénation est une perte mais en même temps c'est une objectivation nécessaire qui modifie le monde en devenant sociale car elle est en même temps une autre forme de soi. Ce qui se perd ce n'est pas quelque chose par rapport à une essence ; ce qui se perd c'est la possession. "Cette fixation de l'activité sociale, cette pétrification de notre propre produit en une puissance objective qui nous domine (...) réduisant à néant nos calculs, est un des moments capitaux du développement historique jusqu'à nos jours"<sup>18</sup>.

Le "jeune Marx" parfois et surtout Lukacs dans *Histoire et conscience de classe* ont cherché à historiciser l'objectivation, à faire de l'objectivation une simple aliénation dans le capital. C'est une vision de l'histoire des luttes de classes comme préhistoire nécessaire de l'humanité<sup>19</sup>. L'histoire n'est plus alors que le temps

---

<sup>16</sup> Principale limite : la croyance en la possibilité d'une démocratie "vraie" au sein même d'une société dans laquelle la démocratie est réduite à une représentation spectaculaire.

<sup>17</sup> C'est malheureusement la tendance que développent de nombreux "primitivismes". Pour une critique plus précise cf. mon *Capitalisme et nouvelles morales de l'intérêt et du goût*. L'Harmattan. 2002.

<sup>18</sup> Marx, *L'Idéologie allemande*, Éd. Sociales, p.63.

<sup>19</sup> C'est ce que fait aussi, aujourd'hui, le groupe anglais *Aufheben* quand il indique, dans le n°12 de sa revue éponyme, traduit et reproduit dans la revue *Théorie communiste* n°19, que dans le sujet pré-bourgeois

de la révolution et de la transition vers le communisme, puisque l'avènement de ce dernier est fin des classes et de l'histoire, en tant que dépassement de toutes les contradictions

## 1.2. L'aliénation initiale

Si on rapporte cela au rapport à la nature, on peut dire que l'Homme est aliéné à la nature de façon fondamentale et donc définitive ; mais plutôt que de partir de l'objectivation hégélienne nous partons du concept d'aliénation initiale dans l'activité humaine. En transformant l'homme et la nature d'un même mouvement cette activité s'autonomise en quelque sorte de son sujet humain, en se réalisant socialement. L'activité, dans cette aliénation initiale, prend la forme de la passion. Une passion qui constitue une forme aliénée de l'activité générique des hommes sans que pour cela les individus s'y identifient absolument. Ils ne font que s'y perdre momentanément, ce qui constitue une chance, une aventure car les formes de l'humain ne sont pas déterminées à l'avance et une fois pour toutes. Cette aliénation n'est pas liée à un rapport social donné mais au fait que l'homme ne se confond jamais avec son activité. C'est pourquoi il est espoir et joie démesurée aussi bien que déception et conscience de sa finitude. Ses conduites passionnées dans une activité d'intervention sur le monde s'avèrent réactionnelles, défensives, une manière réifiée de combattre le doute et l'angoisse engendrés par la sortie des communauté originelles c'est-à-dire par le passage de la communauté humaine à la société. Ce n'est que dans la production de la future communauté humaine que cette passion pourra se transformer en véritable jouissance de l'activité.

C'est néanmoins cette capacité à contourner la nécessaire objectivation qui peut expliquer que le monde a bel et bien été transformé et on peut considérer le XX<sup>e</sup> siècle comme un formidable délire sur la passion de l'activité. On ne peut comprendre autrement le rôle de la technoscience dans la société moderne.

---

l'aliénation formait une unité indifférenciée avec l'objet et que c'est seulement l'aliénation capitaliste qui produit la séparation. Le communisme est alors conçu comme ce qui réunit ce qui était séparé, à un niveau supérieur bien sûr puisque *Aufheben* est un groupe dialecticien!



Reconnaître l'existence et l'antériorité de cette aliénation initiale par rapport à l'aliénation du travail, c'est reconnaître aussi l'antériorité de l'activité (de toutes sortes d'activités) sur le travail. Les passions du jeu, de l'échange, préexistent à la fonction productive comme nous l'indique l'étude des premières formes de société, mais aussi celle de la société médiévale jusqu'à la cassure de l'an mille. La seule richesse y est celle de l'activité et de son fonds pulsionnel. L'activité n'est donc pas tapie sous le travail, comme certains ont pu le penser car l'activité en général englobe justement le travail comme activité particulière et située historiquement.

### **1.3. De l'aliénation initiale à l'aliénation historique**

Aliénation initiale et aliénation du travail ne sont donc pas deux aliénations de même nature puisque dans la première le destinataire de la perte (ce qui définit l'aliénation) c'est l'humain dans son processus d'homínisation. alors que dans la seconde, c'est le capital qui s'approprie le fruit du travail. Ce ne sont pas non plus des aliénations dans le même ordre de temps puisque l'aliénation initiale s'inscrit dans un processus d'homínisation sur toute l'histoire de l'humanité alors que l'aliénation du travail prend des formes multiples en fonction de périodes historiques qui correspondent à des spécifications du travail (esclavage, servage, salariat). C'est d'ailleurs pour cela qu'il serait peut être plus juste de distinguer à l'intérieur de l'aliénation du travail, ce qui ressort plus précisément de l'aliénation du travail salarié dans le mode de production capitaliste, puisqu'il est souvent évident que lorsqu'on parle de travail tout court, ce qui est envisagé en réalité est le travail salarié. Toutefois, maintenir l'indétermination du travail dans la question de l'aliénation permet de rendre compte d'un certain continuum dans l'aliénation du travail, au-delà de la spécification des périodes historiques. Je préfère utiliser ici ce terme plutôt que celui de mode de production que je réserve uniquement à la caractérisation du capitalisme, organisation spécifique qui se met en place progressivement en tant que rapport particulier entre des classes, orienté vers la prédominance de la production matérielle. La valeur et le capital pré-existent à ce mode de production comme l'a amplement démontré Braudel avec sa distinction entre économie de marché et système capitaliste<sup>20</sup>. Il

---

<sup>20</sup> Cf. F. Braudel, *La dynamique du capitalisme*. Flammarion. 1988. Cette grille de lecture lui permet aussi de tenter une intéressante analyse de la

ne faut donc pas s'étonner de l'avoir vu perdurer aussi bien dans le soi-disant mode de production socialiste que dans le rapport social actuel qui cherche à s'émanciper de cette prédominance de la production matérielle. Nous y reviendrons.

Le dépassement de l'aliénation du travail ne peut donc constituer un dépassement de l'aliénation initiale impliquant l'idée d'une activité humaine non contradictoire. Dans cette hypothèse le travail n'est pas vu comme une aliénation mais comme une contradiction dont le dépassement dialectique résiderait dans la libération de l'activité enserrée dans le travail. Il n'est pas vu non plus comme la médiation qui permet de développer un processus général de domination, aussi bien vis-à-vis de la nature, qu'au niveau des rapports sociaux. Le travail n'est vu que sous l'aspect d'une activité séparée, séparation entre activité individuelle et activité sociale qui renvoie à la séparation en classes fondée sur l'exploitation. C'est là une vision traditionnelle des courants communistes de gauche que nous ne partageons pas. Nous ne pouvons non plus nous satisfaire de la position de Marx, dans ses œuvres philosophiques. Son triptyque sujet-réel-aliénation fait en effet du sujet une essence de l'homme, du réel une apparence qui voile l'essence et de l'idéologie la projection de l'essence mystifiée. Dans cette vision la fin de l'aliénation ne peut être que le retour à l'essence de l'homme comme fin de l'Histoire (Marx) ou à l'inverse la victoire de l'aliénation (à des degrés divers Marcuse, Adorno, Goldman), ce qui supprime l'idée même d'une

---

crise des années 70 et de ses implications ("Une rupture plus grave que celle des années 30". *L'Expansion*, octobre 1982). Ainsi, la crise correspondrait à la fin d'un cycle descendant de Kondratiev, mais l'épuisement des forces productives industrielles aurait empêché le démarrage d'un cycle ascendant de croissance et nécessité la reprise en main de l'ensemble par le "capitalisme du sommet", principalement financier, mais qui regroupe le grand négoce, la haute banque, les grands marchés, les sources d'approvisionnement, les grandes entreprises concentrées. Il se caractérise par des stratégies de puissance et la captation de surplus à partir d'une position extérieure à la sphère productive au sens strict. Nous sommes en accord avec cette analyse qui fonde notre caractérisation actuelle en terme de "système de reproduction capitaliste" et cela même si nous pensons qu'aujourd'hui, l'analyse de Kondratiev n'est plus opérante pour la prévision de crises futures (voir notre seconde partie : "Où va le capitalisme").

activité au sens où nous l'entendons, c'est-à-dire une activité libre, mais non pas indéterminée.

Au risque de nous répéter, nous disons que l'homme est aliéné à la nature de façon fondamentale et définitive, mais que l'aliénation initiale renvoie à une définition de l'activité créatrice qui est bien aussi liberté et conscience de soi. Il n'y a pas d'essence de l'homme car ce qui est perçu comme essence est le produit de l'activité et non l'inverse. L'activité des individus est objective car fruit de plusieurs déterminations qui sont intégrées, intériorisées. A partir de là, un mouvement subversif ne renvoie pas à une qualité humaine abstraite extérieure à des conditions concrètes (celles qui fondent l'exploitation<sup>21</sup>). L'aliénation n'est pas celle d'une essence, mais le fait de l'intériorisation des conditions et contradictions sociales qui inhibent ou fragmentent. Chez l'homme il n'y a pas d'essence car il n'y a rien de premier<sup>22</sup>. Il y a indissociablement transformation de la nature intérieure de l'homme et de la nature extérieure donc il n'y a pas de retour à un stade d'avant l'aliénation, ni dépassement des déterminations matérielles. Fin de la dialectique comme pensée magique!

Pour rester opératoire ce concept nécessite que l'individu reste extérieur à ce qui aliène son activité et par exemple, dans l'aliénation historique, qu'il puisse, aujourd'hui, affronter le capital sans en prendre possession. Or, pour certains, y compris dans *Temps critiques*, la capitalisation du monde agit bien comme un procès qui transcende l'individu et qui tend à annuler cette extériorité. L'être social n'est plus alors un rapport entre un individu et ses fonctions et conditions sociales, rapport qui lui permettait d'atteindre une responsabilité restreinte mais réelle. Il tend à ne plus être qu'un comportement normalisé par les impératifs de la machinerie sociale. Le capital semble tout recouvrir. Mais l'utilisation du concept d'aliénation présente des dangers : il peut tout d'abord laisser entendre que sa fin déboucherait sur un retour à l'origine, soit dans une perspective religieuse ou messianique, soit dans la forme "communiste" que lui ont donné les auteurs de la revue *Invariance* et particulièrement J. Camatte avec son idée d'une "errance de l'humanité". Il peut ensuite laisser penser qu'on peut se libérer de ce qui aliène et Marx

---

<sup>21</sup> C'est la position de *Théorie Communiste*, n°21, (mars 2007) dans sa critique adressée à *Temps critiques* (p.27-67).

<sup>22</sup> C'est l'idée sartrienne : l'homme a d'abord une existence, puis les hommes définissent ce qu'ils deviennent.

en est parfois bien conscient quand il se penche sur la question de la médiation. Par exemple, dans certains passages des *Grundrisse*<sup>23</sup>, Marx décèle l'aliénation que constitue le recours nécessaire à une médiation des échanges par un équivalent général. Il s'interroge sur la commune mesure incarnée dans la monnaie et c'est alors que lui apparaissent les contradictions et aliénations induites par le médium dans ce qui apparaît pourtant comme un échange duel et mutuel. C'est la question de ce médium, de ce "produit symbolique universel" par lequel les individus aliènent leurs relations sociales sous forme d'objet qui le préoccupe. Marx est devant une aporie qu'il ne résoudra pas et qui grève finalement toute sa vision communiste d'un individu immédiatement social. Ainsi, dans ce même texte, il pose que "La valeur d'échange, et mieux encore, le système monétaire, constituent en fait le fondement de l'égalité et de la liberté". Il reconnaît par-là les bienfaits du processus d'individualisation initié par les révolutions bourgeoises, alors que de façon programmatique il énonce la nécessité de supprimer la médiation aliénante. Comment alors échanger sans équivalent général? Peut-on abolir l'économie? Ces questions restent actuelles mais qui a les réponses? Enfin, si le concept d'aliénation ouvre bien sur une perspective non strictement classiste, il ne permet pas une traduction précise en terme de lutte et de sortie du système de reproduction capitaliste. A ce dernier niveau, il apparaît comme beaucoup moins opératoire que celui de subordination. En effet le concept de subordination renvoie à la fois à l'idée de révolte subjective nécessaire contre toutes les formes de domination et à l'existence possible d'une insubordination générale comme réponse à une crise de la reproduction immédiate des rapports sociaux. Cette reproduction étant la contre partie de la subordination. L'idée de capital comme rapport social est bien maintenue et cela permet de rompre avec la vision d'un capital omniprésent et tout puissant, mais invisible ou insaisissable pour déboucher sur la question du pouvoir et de ses formes.

---

<sup>23</sup> Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*. Anthropos, 1968, tome I, p.106 et aussi p.194. Il est à remarquer que dans cette œuvre, Marx dépasse de beaucoup sa conception dominante exprimée dans *Le Capital* qui reprend telle quelle la position des économistes classiques sur la fonction neutre de la monnaie et ce qu'on appelle la théorie de la monnaie-voile.

Ce concept d'aliénation, marqué souvent par son utilisation mystique ou humaniste<sup>24</sup> permet pourtant une appréhension globale à l'échelle de tout le processus d'humanisation tout en ouvrant sur une perspective non strictement classiste des luttes et de la sortie du système de reproduction capitaliste. Cela permet aussi de rompre avec la vision d'un capital omniprésent et tout puissant, mais invisible ou insaisissable et permet de mettre en avant la question de la domination au sein des rapports sociaux et le rapport à l'Etat<sup>25</sup>.

En fait, il faudrait reprendre, pour les travailler, les concepts d'exploitation, de domination, d'aliénation, de subordination et de séparation car aucun n'est absolument satisfaisant. Il faudrait aussi les rapporter les uns aux autres.

Une fois posé cela, on peut passer à la question de la domination et à celle de l'exploitation.

---

<sup>24</sup> C'est le reproche qu'Althusser adresse au "jeune" Marx et qui semble, de façon étonnante, être repris aujourd'hui par le groupe *Théorie communiste*. Les notions de "capital comme rapport social", "implication réciproque", qui justement tentaient d'éviter une problématique en terme de coupure, sont tirées maintenant vers une sorte de néo-structuralisme. L'intérêt pour Althusser est d'ailleurs clairement revendiqué dans le numéro 15 de leur revue et dans le n°21 de mars 2007, une annexe est consacrée à Althusser qui semble faire de celui-ci le bon gardien du programmatisme. La seule critique qui transparaît est qu'Althusser ne sauve le programmatisme qu'en le tuant puisqu'il le fait en détachant la théorie-science de la lutte des classes (p. 203-209).

<sup>25</sup> Question de la domination qui est occultée par le même Althusser, pour qui : "La structure du tout est articulée comme la structure d'un tout organique hiérarchisé. La co-existence des membres et rapports dans le tout est soumise à l'ordre d'une structure dominante qui introduit un ordre spécifique dans l'articulation des membres et rapports" *Lire le Capital*, tome II, Maspéro 1966. C'est à partir de là que le groupe Krisis développe une conception du prolétariat non pas comme sujet matériel, mais comme concept. La question de la lutte des classes ne se pose donc plus pour lui.

## 2. L'exploitation comme forme spécifique de la domination du capital

Dans les *Manuscrits de 1844*, Marx essaie de concilier les trois éléments de définition du capital : il part essentiellement de l'aliénation<sup>26</sup> de l'homme à son produit, à son activité et à l'autre homme dans le procès social de travail. On retrouvera cela dans le chapitre 1 du *Capital* et l'analyse du fétichisme de la marchandise. Mais il aborde aussi une définition du capital comme rapport de domination, comme "pouvoir de gouverner le travail et ses produits", ce qu'il développera dans les *Grundrisse* en dégagant le caractère spécifique de cette domination dans le capitalisme. Ce n'est que dans *Le Capital* qu'il va aborder la question du rapport d'exploitation à travers les notions de plus-value, travail nécessaire, surtravail. En tout cas le concept de domination apparaît comme un concept clef dans la mesure où il peut faire le lien entre les deux autres.

Reprenons cela d'un point de vue historique. C'est l'accroissement des échanges puis la tendance à l'accumulation<sup>27</sup> qui vont créer progressivement la société capitaliste. Mais ce foisonnement de l'économie qui déborde de toute part la vieille organisation sociale et politique, en se "désencastrant" dira Polanyi<sup>28</sup>, doit trouver son propre cadre organisationnel dans l'institutionnalisation du marché. Il va y avoir production d'une nouvelle forme de subordination qui transforme les rapports féodaux concrets de domination directe en des rapports abstraits médiés par le marché, les contrats et l'argent. Un marché du travail va ainsi être créé à partir de la destruction de l'ancien rapport social qui n'avait pas le travail pour centre et où les pauvres ne se transformaient pas automatiquement en prolétaires, protégés qu'ils étaient par les diverses lois sur les pauvres. Ce nouveau rapport social est organisé au sein du salariat qui pose la dépendance réciproque entre deux classes du travail, la bourgeoisie et le prolétariat, sur la base (formelle) de la liberté, de l'équivalence dans l'échange d'où son lien étroit avec les formes

---

<sup>26</sup> Cf. particulièrement le fragment du premier manuscrit intitulé "Le travail aliéné".

<sup>27</sup> Contre l'orthodoxie marxiste, nous affirmons que c'est dans cet ordre qu'échanges et accumulation se développent.

<sup>28</sup> K. Polanyi, *La grande transformation*. Gallimard, 1983. On y trouve aussi, concrètement décrit, le processus de création du marché du travail à partir de l'exemple de Spenshamland.

démocratiques. Le salariat n'est donc pas pur rapport de domination comme dans l'esclavage et même dans le servage puisqu'il est rapport social entre des individus qui passent contrat et qu'il deviendra rapport entre des classes. Le travail produit le capital comme le capital le reproduit. Cet enchaînement réciproque masque le rapport de subordination objectivé dans la propriété privée des moyens de production et rend légitime la servitude volontaire du travailleur "libre" dans le salariat. En effet, la classe dominée dans ce rapport spécifique ne peut que difficilement se révolter contre un système qui la pose en créatrice de richesses à partir du discours des économistes classiques sur le travail source de la valeur et du discours de Marx sur la plus-value et l'exploitation.

Les révoltes des luddistes ou des ouvriers lyonnais contre les métiers Jacquard sont le signe d'une insubordination aux nouvelles formes de rapports qu'impose le capital, le signe que la domination du capital n'est pas encore réelle<sup>29</sup> même si c'est une première phase de la domination du travail mort sur le travail vivant<sup>30</sup>. Que cette insubordination au commandement capitaliste

---

<sup>29</sup> Nous tenons là l'origine du fameux "respect de l'outil de travail" qui, à partir de la fin du XIXème siècle, jalonna toute l'histoire du syndicalisme. Le petit opuscule de Pouget, *Le sabotage* est assez significatif de la différence faite, au sein du syndicalisme révolutionnaire, entre sabotage et destruction de l'outil de travail (cf. mon article dans le n°12 de la revue *Temps critiques*). Le sabotage au sens courant du terme est donc assez extérieur à l'histoire du mouvement ouvrier et il ne sera pratiqué qu'en période exceptionnelle (par exemple dans le cadre de la résistance à l'occupant). Il est une réaction à la fois pré-ouvrière (ce que Marx a bien vu en disant que les *luddites* ne sont pas encore "éduqués") et post-ouvrière quand le fil historique se rompt (les luttes autonomes dans l'Italie des années 70, les luttes de *desperados* des années 2000 chez Cellatex et autres usines en déroute). Dans les deux cas la lutte est politique et signale que le travail salarié n'est pas encore ou déjà plus au centre de la domination. Ainsi, les Canuts, les révolutionnaires de 1848, les Communards de 1871, comme les prolétaires italiens des années 70 chercheront leur organisation dans les quartiers plus que dans les occupations d'usines et tous les protagonistes des luttes ne seront pas forcément des ouvriers..

<sup>30</sup> Il est à remarquer que ces luttes ne furent d'ailleurs pas essentiellement des luttes anti-travail et anti-machines mais plutôt une résistance des ouvriers qualifiés de certaines corporations (textile, cuir, imprimerie) à une nouvelle forme de subordination. Sur cette question, cf. *Histoire du*

soit restée minoritaire et même marginale, n'est pas dû à un quelconque sens de l'histoire mais plutôt au fait qu'elle s'inscrit au sein d'un mouvement ouvrier et de théories socialistes qui se sentent pleinement parties prenantes d'une modernité à l'œuvre synonyme de progrès.

Si la question de l'exploitation n'est pas pour nous centrale, c'est pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que le despotisme du capital précède et conditionne l'organisation de forces productives qui n'existent ni réellement ni conceptuellement en dehors de rapports d'oppression. Le pouvoir d'un entrepreneur particulier dépend de l'ensemble d'un appareil de pouvoir dont il n'est qu'un opérateur. Dit autrement, la division technique du travail n'existe pas sans division sociale du travail ce qui inclut forces, puissances, hiérarchies et la production n'est pas réglée par l'utilité. L'oppression du capital est indifférente aux formes utiles de la valeur d'usage et du travail humain. Pour Marx comme pour les théoriciens néo-classiques, tout ce qui est produit est potentiellement utile, même si ce n'est pas pour les mêmes raisons; ensuite parce qu'elle découle d'un mode spécifique de domination porté au niveau de la reproduction d'ensemble du rapport social, que nous préférons appeler subordination. Il est antérieur et conditionne le procès de production immédiat même si c'est la valorisation et la survie du système qui est en jeu; enfin parce que la notion d'exploitation, à partir de Marx, a pris un sens bien précis lié à une théorie de la valeur-travail très contestable et qui est fort éloignée du sens commun au contenu plus moral ou plus politique<sup>31</sup>. Or si aujourd'hui la notion d'exploitation garde un sens c'est uniquement dans cette acception, celle d'une plainte du

---

*mouvement ouvrier* anglais de Morton et Tate, Maspéro, 1963, ainsi que ma note 12 p.19 de *Temps critiques* n°12 et le livre récent et passionnant de N.Chevassus-Au-Louis, *Les briseurs de machines*. Seuil, 2006.

<sup>31</sup> La différence entre le sens courant et celui, marxiste, lié à la théorie de la valeur-travail, apparaît bien dans la notion de taux d'exploitation qui est le rapport entre la plus-value produite par la force de travail et la valeur de la force de travail. Dans cette hypothèse ce taux d'exploitation n'a jamais cessé d'augmenter alors même qu'au fur et à mesure que le système capitaliste se développait l'exploitation au sens courant se faisait moins sentir ou du moins était moins ressentie. Cette énigme ne peut s'expliquer qu'à partir d'une dialectique a-historique de l'essence et de l'apparence et d'une métaphysique marxiste de la valeur sur laquelle nous reviendrons.



monde du travail. L'exploitation n'est plus, dans les pays modernes, cette condition atroce faite à tous les prolétaires, femmes et enfants compris. L'exploitation n'est plus un poison féroce qui tue les plus faibles et abrutit les forts, mais un lent empoisonnement de la structure psychique des salariés qui conduit à la somnolence de leur conscience, à la passivité généralisée. L'exploitation, en ce sens, se confond avec l'aliénation, "cette affreuse blessure qui s'ouvre tous les jours, qui est le travail aliéné"<sup>32</sup>. C'est pourtant ce sens précis donné à l'exploitation qui, entre autres, a permis de fonder le "socialisme scientifique" et le marxisme sur une nature objective de la lutte des classes et un matérialisme historique donnant le sens de l'Histoire. C'est cette théorie que nous allons maintenant critiquer.

## 2.1. L'exploitation et la théorie de la valeur-travail

Certaines des critiques adressées à *Temps critiques*<sup>33</sup> demandent si la théorie de la valeur-travail a toujours été fausse ou si elle est devenue fausse de par les mutations du système capitaliste. La réponse à cette question qui se veut souvent piège n'est pas facile, car d'un point de vue marxien l'erreur ne peut apparaître qu'aujourd'hui, alors que si on se situe à l'extérieur de la théorie du prolétariat, la critique technique de la loi de la valeur, de la transformation des valeurs en prix de production, des schémas de la reproduction, de la force de travail comme marchandise a été produite depuis longtemps. Sans être obligé de passer par une généalogie de la valeur<sup>34</sup>, on peut repartir des économistes pré-classiques pour qui la valeur est un signe, le signe de la puissance sociale du Prince ou de l'État. C'est donc un concept global non réductible à une sphère économique qui n'est pas encore désencastrée de la société. N'a de valeur que ce qui est utile pour la puissance. Adam Smith ne pourra fonder l'économie politique comme science qu'à condition d'évacuer totalement le pouvoir ou la puissance du champ de l'analyse. Ses formulations ne parlent d'ailleurs plus que de "richesse des nations" et non de pouvoir ou de puissance. "Tout est en place pour la longue marche

---

<sup>32</sup> D.Mothé : *Militant chez Renault*. Seuil. 1965, p.117.

<sup>33</sup> Comme celle de R.Simon dans ses *Fondements d'une théorie de la révolution*. Senoneveo, 2001, p.324-363. .

<sup>34</sup> Ce que tente de faire Foucault dans *Les mots et les choses*. Gallimard, 1966, chapitres VI et VII.

de la science économique : la surpuissance devient magiquement 'surproduit', le plus de pouvoir 'plus-value' ou 'profit'<sup>35</sup>. N'a de valeur d'usage que ce qui est utile à la puissance et la valeur d'échange devient une quantité de puissance sociale circulant dans un ensemble spécifique d'institution, le marché. Dans cette optique, il n'y a pas de science économique et de théorie autonome de la valeur ; il n'y a que des problèmes pratiques de mobilisation des ressources en vue de la puissance et la valeur est une question politique. Si Smith va évacuer la question du pouvoir et de la puissance, il garde quand même l'idée de la valeur signe, par exemple dans le travail qui mesure les équivalences de valeur; mais avec Ricardo on va passer de la valeur signe à la valeur comme produit (du travail). Alors que chez Smith l'échange est encore à la source des richesses (puisqu'il engendre la division du travail), chez Ricardo la suprématie de la production est affirmée. La dispute des économistes va pouvoir se perpétuer dans cet affrontement, en jeu de miroir, entre valeur-travail d'un côté et valeur-utilité de l'autre.

La valeur comme forme et représentation, c'est-à-dire la valeur signe a été approchée par Marx, mais sans que cela l'empêche de retourner à une conception naturaliste de la valeur à la Ricardo qui débouche sur la valeur du travail et le temps de travail comme mesure de la valeur. Comme tous ses schémas sont dépendants de grandeurs de valeur, il bâtit ses lois sans voir qu'elles peuvent être contredites, non pas simplement par des contre-tendances (cela, il l'envisage), mais par un changement des prémisses. Prenons l'exemple justement de cette notion de force de travail. Tout d'abord, on peut remarquer qu'elle est rien moins qu'évidente pour Marx puisqu'il ne produit le concept qu'à partir des *Grundrisse* alors que jusque là il suivait l'analyse de Ricardo sur le travail, le prix de ce travail-marchandise s'échangeant contre son équivalent en capital. Mais même dans les *Grundrisse*, la distinction entre travail et force de travail n'est pas systématique et surtout Marx ne définit pas cette force de travail comme marchandise<sup>36</sup>. Elle n'est encore qu'un produit. Ce n'est que dans *Contribution à la critique*

---

<sup>35</sup> Cf. F.Fourquet, "L'accumulation du pouvoir". *Recherches* n°46. 1982, p.53 à 60.

<sup>36</sup> Pour ce passage, je m'appuie sur Henri Nadel, *Marx et le salariat* Anthropos, 1983.

de l'économie politique, une œuvre vraiment maudite pour nous, que le pas est franchi. La force de travail devient une marchandise comme une autre. Or la force de travail n'est pas une force naturelle mais une force à la fois individuelle et sociale qui, sous le capitalisme, est appropriée par le capital du fait qu'elle a atteint la liberté de se détacher de l'individu et dans cette mesure, elle peut alors prendre une valeur. Au contraire, dans l'esclavage puis le servage, le travail n'est pas encore dégagé des personnes qui y sont contraintes et il n'a pas plus de valeur que n'en ont ces porteurs.

Dans le capitalisme, la force de travail est une potentialité, une capacité qui cherche son emploi et qui le trouve dans le contrat de travail qui sépare le travailleur de son mode de vie en le subordonnant aux conditions de l'exploitation. La transformation de cette puissance en force marque bien l'appropriation capitaliste et justifie que nous conservions une place à la notion d'exploitation en dehors de toute référence à la théorie de la valeur-travail. Le rapport fondamental d'inégalité qui marque le contrat de travail<sup>37</sup> et la situation de subordination ouvre la possibilité de l'exploitation de la force de travail dans les conditions sociales qui sont celles de la domination générale du capital sur le travail dans le système du salariat. Mais cela ne fait pas de la force de travail une marchandise car ce n'est pas une chose et d'ailleurs une marchandise ça ne lutte pas<sup>38</sup>! La force de travail est en fait une marchandise fictive. Elle n'a pas de valeur

---

<sup>37</sup> Marx parle lui de contrat égal ce qui n'est qu'un artifice, qui comme celui de coût de reproduction de la force de travail ne vise qu'à produire le concept de plus-value comme base de l'exploitation. Cette idée a eu de sinistres effets dans les pays dits socialistes et particulièrement en URSS où le salariat a été maintenu sans que cela pose le moindre problème aux dirigeants de ces pays, ni d'ailleurs à la plupart des intellectuels marxistes (excepté peut-être P.Naville dans son livre, *Le nouveau Léviathan*. Anthropos, 1970).

<sup>38</sup> Ce n'est pas un hasard si après 1968, des groupes plus ou moins informels issus de l'ultra-gauche (auxquels je participais) ont réduit le prolétariat à du capital variable et ont développé une vision du communisme comme mouvement de caducité de la valeur. Pour de plus amples développements sur cette question voir la première partie de mon livre, *Individu, révolte et terrorisme*, Nautilus, 1987.

car elle est propriété naturelle des hommes<sup>39</sup> — de la même façon que la terre est "propriété" de la nature extérieure — mais elle en acquiert une. Elle atteint à la forme marchandise par son prix (elle a une valeur d'échange) sans pour autant en devenir une. Dans l'achat-vente de la force de travail, ce que le travailleur cède, ce n'est pas une marchandise, mais son indépendance en se soumettant au rapport salarial.

Le rapport entre vendeur et acheteur de la force de travail peut bien dépendre d'un rapport de force, mais il n'est pas en lui-même le signe d'une lutte des classes continue. Cette situation définit seulement le salariat comme système particulier de subordination libre. La force de travail a peut-être une valeur d'usage pour le capitalisme et une valeur d'échange pour le salarié, mais elle n'a pas de valeur en elle-même et c'est pour cela qu'elle peut être laissée en déshérence. C'est pour cela aussi que sa valeur est le produit d'une estimation subjective et sociale et n'a pas un fondement essentiellement objectif et économique lié au coût de la reproduction de cette force. Dans ses travaux sur la formation, Naville fait remarquer la très grande variété de cette évaluation et il observe que la référence au temps d'éducation met à mal la détermination objective des salaires par réduction du travail complexe à des quanta de travail simple. Il apparaît évident aujourd'hui que l'analyse de Marx sur la reproduction de la force de travail et la fixation de sa valeur ne rend compte que de la période de domination formelle du capital. Dans la domination réelle, la force de travail a toujours un coût, mais le salaire ne représente plus que 60% de ce coût socialisé dont la part indirecte ne fait que croître. Le salaire est alors plus un revenu qu'un prix et avec le crédit, la somme des revenus est largement supérieure à la somme des prix.

On peut même dire que le rapport salarial n'est pas un rapport essentiellement marchand, de la même façon que nous disons que la force de travail n'est pas assimilable à une marchandise. Le salariat est un système de domination qui présuppose l'échange et un rapport de subordination avant même la mise au travail et l'exploitation par le capital. Nous y reviendrons, dans notre 3<sup>ème</sup>

---

<sup>39</sup> L'affirmation par Marx du caractère fétiche des marchandises ne concerne que la valeur d'échange des marchandises réelles et non les marchandises fictives que le rapport social cherche à s'approprier.

partie avec la notion de "salaire politique" développée par la théorie operaïste<sup>40</sup> à partir de la fin des années 60.

A un niveau plus immédiat, on ne peut pas dire aujourd'hui que les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui ont pour résultat une baisse du prix des marchandises, aient pour but une baisse du prix de la reproduction de la force de travail. Ce serait, à la limite juste, si le panier du ménage moyen n'était constitué que de produits de première nécessité et surtout de produits alimentaires, mais c'est loin d'être le cas. Ces règles sont bien plus liées aux mécanismes économiques caractérisant une phase de croissance intensive en situation potentielle de surproduction constante. Elles signalent aussi que ce qui prime c'est de reproduire l'auto-présupposition du capital à un niveau global et non au niveau de chaque capital individuel comme le veut la théorie de la valeur-travail. Pour celle-ci, en effet, le point de départ est le niveau micro-économique<sup>41</sup> d'un capital particulier qui n'atteint le niveau macro-économique que dans le processus postérieur de la péréquation des taux de profit. L'hypothèse d'une pertinence de la théorie de la valeur-travail repose sur l'idée d'une productivité moyenne du travail qui, ce faisant, l'homogénéiserait et le validerait socialement, mais cette hypothèse n'est pas plus vérifiée que celle de la théorie néo-classique sur la concurrence parfaite. Dans les deux cas on est en pleine idéologie performative.

Notre critique de la valeur-travail ne s'inscrit pas dans le cadre d'une polémique autour de ce que certains conçoivent encore comme la prémisse théorique de la révolution, comme la dernière

---

<sup>40</sup> Particulièrement par le groupe Potere Operaio et T.Negri, mais à la suite des analyses de M.Tronti dans *Ouvriers et capital*. Bourgeois. 1970.

<sup>41</sup> Ce point est particulièrement délicat vu les ambiguïtés de l'analyse de Marx. En effet, dans les *Manuscrits de 1844*, l'individu semble premier par rapport à la société, ce que relève, par exemple, Louis Dumont dans le vol I d'*Homo Aequalis*, Gallimard. 1976, comme du reste la relation homme/nature par rapport à la relation homme/homme ; alors que dans *Le Capital*, l'individu ne semble exister que dans sa soumission aux rapports sociaux. La charge de Dumont me paraît trop à contre-pied de l'interprétation officielle, trop polémique et il paraît plus juste de considérer, au moins avant *Le Capital*, que la position de Marx est celle de l'individu défini comme être social ce qui dégage une double identité entre l'homme et la société premièrement et secondement entre homme/nature d'un côté et homme/homme de l'autre.

contradiction alors qu'elle n'est que la "baleine blanche" du marxisme<sup>42</sup>. Elle s'inscrit plutôt dans la critique d'un objectivisme marxiste qui produit une hypostase de l'économie. D'où vient cette hypostase? Du rattachement de Marx à l'économie classique, sans aucun doute. Alors que jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle la valeur reposait sur les mécanismes de l'échange, l'économie politique va progressivement installer la production comme dominante. Si Smith maintient encore l'idée d'un échange qui accroît la richesse par l'extension du marché et de la division du travail qui en découle, avec Ricardo, c'est fini : la marchandise vaut en elle-même du fait du travail qu'elle contient. Toute l'Histoire est reconstruite pour donner cohérence à la thèse fondatrice d'une science qui cherche à se fonder. Toute une fable sur le troc, le surplus et le nécessaire échange, sur la monnaie comme simple instrument technique pour faciliter les échanges, sur des besoins naturalisés, va naître ; toute une conception évolutionniste va prendre corps avec des idées simples comme : au début la rareté, une activité économique réduite, de petite taille, sur un espace de proximité<sup>43</sup> et puis à partir d'un certain moment, avec l'augmentation de l'activité, on est passé à un stade supérieur. Une conception que des historiens comme Braudel, Pirenne, des inclassables comme Polanyi, des anthropologues comme Marshall Sahlins ou les anti-utilitaristes de la revue du MAUSS ont détruit depuis, chacun dans leur domaine.

La pensée économique se constitue donc en autonomisant son objet pour lui donner son sens. Refusant les déterminations historiques elle en est réduite à historiciser l'économie par des lois comme celle des rendements décroissants, celle de la loi d'airain des salaires, celle de la baisse tendancielle du taux de profit. La dynamique du capitalisme est en quelque sorte définie comme sa limite, son écart à la norme qui est la situation d'équilibre, "l'état stationnaire" dit Ricardo. Marx n'échappe pas à cela dans le premier livre du *Capital* dans lequel l'analyse se déroule hors

---

<sup>42</sup> Pour reprendre un bon mot d'O. Scalzone dans sa préface à la *diagonale des autonomies*. Périscope. 1990.

<sup>43</sup> Par exemple quand Marx essaie de développer l'idée du passage d'une petite production marchande pré-capitaliste reposant sur la valeur d'usage, à une production capitaliste reposant sur la valeur d'échange, comme si cette dernière n'était pas déjà à la base des échanges commerciaux de l'époque pré-industrielle.

concurrency<sup>44</sup> ce qui lui permet non seulement de bâtir des schémas statiques dont la loi de la valeur, mais aussi sa théorie du fétichisme de la marchandise qui repose sur la séparation en un être vrai, celui qui correspond à l'essence de l'homme, la productivité humaine, la valeur d'usage et une apparence fausse, celle qui correspond à l'avoir, au marché, à la valeur d'échange.

Pour nous, de la même façon que la fin du capitalisme n'est pas inéluctable, la preuve économique de l'exploitation n'est pas nécessaire à la lutte contre ce système. La loi de la valeur n'est pas la contradiction à laquelle il faudrait se raccrocher comme à la corde du pendu. Pour nous, la contradiction du travail (subordination-aliénation-exploitation dans le salariat) et le travail comme contradiction (hominisation des conditions dans l'aliénation et la séparation) sont les éléments fondamentaux qui permettent de comprendre à la fois un processus qui opère à l'échelle de l'histoire de l'humanité (l'individualisation) et un autre (l'inessentialisation de la force de travail) spécifique au capitalisme. En outre, le "système de reproduction capitaliste"<sup>45</sup> a réactivé nombre de contradictions que le mode de production capitaliste avait englobé dans l'affirmation de la prédominance de la production matérielle (rapports hommes/nature, individus/communauté).

Pour un marxiste, le caractère productif du travail — même s'il est affirmé par ailleurs qu'il faut faire une distinction entre les types particuliers de travail et donc entre travail productif et travail improductif — ne tient pas essentiellement à la nature de l'objet produit ou au travail effectué mais à la nature capitaliste du procès de travail. Un premier pas est alors franchi quand il est dit que tout

---

<sup>44</sup> Marx parle parfois "des lois coercitives externes" de la concurrence. Ce qui montre bien sa vision "classique" de l'économie comme équilibre que des éléments extérieurs viennent compromettre, mais on ne sait trop que penser quand ces lois externes viennent imposer la loi fondamentale du capitalisme! "La concurrence, surtout quand il s'agit de bouleversements décisifs, impose le remplacement des vieux moyens de production par de nouveaux" (*Le Capital*, Éd. sociales, tome IV, p.157. 1948).

<sup>45</sup> Pour une définition et des précisions sur ce que j'appelle le système de reproduction capitaliste, cf. mon article dans *Temps critiques* n°9, 1996, réédité dans Guigou J. et Wajnsztein J. (dir.), *La valeur sans le travail*. L'Harmattan, 1999.

travail est aujourd'hui productif... pour le capital<sup>46</sup>, mais rarement le second qui verrait cette propriété du travail vivant s'étendre au travail mort qui tend à le supplanter ("Le mort saisit le vif")

La théorie de la valeur-travail n'a d'ailleurs pas pour but de démontrer l'existence de la plus-value, mais d'imputer celle-ci au travail et d'expliquer sa captation. Il est donc tout à fait possible de l'imputer à un autre facteur de production, comme le capital fixe par exemple, en distinguant seulement valeur transmise et valeur nouvellement incorporée par la machine. L'origine du surplus n'a alors pas de lien direct ou particulier avec le travail vivant utilisé dans la production. Marx en est parfois bien conscient : "Il est donc absurde de se demander si le capital est productif ou ne l'est pas. Le travail lui-même n'est productif que s'il est recueilli au sein du capital qui constitue la base de la production dont le capitaliste est le commandant (...) Il (le travail) n'est pas production comme activité directe des travailleurs (...) Certains prétendent que la force productive attribuée au capital est une simple transposition de la force productive du travail ; mais ils oublient que le capital est précisément cette transposition, et que le travail salarié implique le capital de sorte qu'il est, lui aussi, transubstantiation, c'est-à-dire une activité qui semble étrangère à l'ouvrier<sup>47</sup>" ; et aussi : "La dimension que le capital fixe possède déjà et que sa production occupe dans la production globale est la mesure du développement de la richesse fondée sur le mode de production du capital<sup>48</sup>".

Le procès de production a donc cessé d'être un procès de travail au sens où c'est le travail qui déterminerait l'ensemble du processus. "L'unité existe, non pas dans les ouvriers vivants mais dans la machinerie vivante (active) qui apparaît face à l'activité insignifiante de cet ouvrier comme un organisme lui imposant sa violence". Donner à la production un caractère scientifique de par

---

<sup>46</sup> Cf. les thèses de la revue *Théorie communiste*. Celle-ci n'en tire pas toutes les conséquences, à savoir qu'il n'existe plus qu'une valorisation globale qui ne correspond ni à une somme de plus-values isolées évaluées à partir d'un niveau micro-économique, ni une égalisation des taux de profit correspondant à des proportions de capital avancées par chaque entrepreneur. Les rapports de force et de pouvoir ne se confondent pas avec des quantités de capital et les lois de Marx échouent à quantifier la puissance.

<sup>47</sup> *Fondements...* Anthropos, T II, p.256.

<sup>48</sup> *ibid*, T II, p.228.



ses applications technologiques est donc une tendance très précoce du capital qui rabaisse le travail vivant immédiat au rang de simple moment du procès. En effet, "Les choses ne se passent pas comme dans l'emploi de l'outil, que l'ouvrier, en tant qu'organe, anime de son adresse et de son activité et dont le maniement dépend de sa virtuosité. La machine qui possède adresse et force à la place de l'ouvrier est au contraire elle-même le virtuose qui, du fait des lois mécaniques dont l'action s'exerce en elle, possède une âme propre et qui consomme, par son auto-mouvement permanent du charbon, de l'huile, etc., de même que l'ouvrier consomme des aliments"

Ce n'est donc plus le travail vivant de l'ouvrier qui est à l'origine de la valorisation et de l'accumulation des richesses. C'est le capital fixe et à travers lui, la techno-science qui le remplace, même si le travail vivant est encore présent dans les agencements productifs.

Il faut abandonner l'idée d'une conception de la plus-value comme origine de la création de valeur mais aussi celle d'une conception de la plus-value comme enjeu politique de la répartition de la valeur créée qui, toutes deux relèvent finalement de la même référence à la loi de la valeur. Mais dans la valeur sans le travail le paradigme n'est plus le même, c'est la valeur elle-même qui se pose comme richesse, ce que nous verrons plus loin avec la notion de "création de valeur" et c'est la question de la captation de cette richesse qui se pose.

"Le capital n'existe que par son activité de producteur de survaleur et il est l'existence de la valeur dans toute sa pureté et son universalité<sup>49</sup>". Le capital est alors la valeur qui se présente comme sujet<sup>50</sup> par opposition aux autres formes que représentent l'argent et la marchandise et il réalise l'unité des procès de production et de consommation<sup>51</sup>. C'est cela qui est remis en cause aujourd'hui dans le processus de globalisation qui tend à occulter procès de production et temps de travail dans le procès de circulation et la consommation. La forme argent semble alors triompher parce qu'elle représente la mobilité, la dynamique, alors que le capital est accumulation et immobilisation. Pourtant, Marx

---

<sup>49</sup> Marx, *Grundrisse*. Ed. Sociales, 1980, tome I, p.192.

<sup>50</sup> *ibid*, p.250

<sup>51</sup> *ibid*, p.206 et 272.

a abordé cela quand il dit que le capital est d'essence immatérielle parce qu'indifférent à sa substance matérielle<sup>52</sup>.

Ici s'ouvre la question théorique et politique décisive pour le moment actuel, celle des rapports entre capital et valeur<sup>53</sup>. Dans le processus capitaliste de la domination réelle, le capital domine-t-il la valeur? Le travail mort et le travail vivant sont désormais confondus dans le travail abstrait. Le quantum de travail abstrait contenu dans les marchandises et se réalisant dans l'échange (VE) ne peut plus constituer le contenu du capital (*i.e.* la valeur) puisque celui-ci s'est émancipé de sa détermination à la seule exploitation de la force de travail.

Si l'on dit que le capital domine la valeur il faut alors en tirer toutes les conséquences sur notre définition de la valeur. Selon quelles modalités et surtout dans quelles limites continue-t-elle à exister? On pourrait avancer l'hypothèse suivante : on observe un double processus d'autonomisation de la valeur sous la domination réelle du capital :

1- Une autonomisation de la valeur par rapport au travail vivant. C'est le processus d'inessentialisation de la force de travail dans la valorisation du capital. Nous l'avons décrit et nommé "la valeur sans le travail"<sup>54</sup>.

2- Avec la fictivisation du capital, la spéculation financière, la globalisation, la virtualisation des flux de capitaux, ce qui signifie une mise en forme universelle du capital, on aurait une autonomisation de la valeur par rapport au travail mort, ce qu'on pourrait exprimer dans la formule : la valeur sans la forme valeur. En effet, le capital s'étant totalisé, il ne lui serait plus nécessaire de se référer à la forme valeur de la même façon qu'il n'a plus besoin de se référer à une loi de la valeur qui servait à faire le lien entre les divers mode de production continuant à exister au sein du MPC. On aurait donc un processus d'évanescence de la valeur. Ce qui aboutirait, en tendance, à la formulation : le capital sans la valeur.

Examinons les contradictions de cette affirmation.

---

<sup>52</sup> *Grundrisse*, tome I, Anthropos p.248.

<sup>53</sup> Question que nous avons déjà développée dans Guigou et Wajnsztein, *L'évanescence de la valeur. Une présentation critique du Groupe Krisis*. L'Harmattan, 2004.

<sup>54</sup> Cf. Guigou J. et Wajnsztein J. (dir.), *La valeur sans le travail*, L'Harmattan, 1998.

S'il y a domination totalisante du capital alors il y a instauration de sa communauté matérielle, laquelle engendre la dissolution potentielle de toute société : le capital n'est plus alors un rapport social. Par contre la domination de la valeur qui reprendrait le dessus sur un capital qui n'est que rapport social de production permet de maintenir les notions de société capitalisée et de système de reproduction capitaliste — deux notions qui justifient la différenciation entre capital et capitalisme — en complément plus qu'en concurrence avec l'idée de domination non systémique<sup>55</sup>. On doit, dans cette proposition, préciser que la reproduction du capital n'est de l'ordre ni du système ni du sujet, mais que c'est un processus de bouleversement constant des rapports sociaux. Dans ces conditions, le concept "d'évanescence de la valeur" ne désignerait pas une soumission-effacement, mais une diffusion toujours plus intense et abstraite au sein des rapports sociaux. Loin de constituer un modèle de domination comme l'affirme Krisis, la domination de la valeur se heurte à de nouvelles objections. Par exemple comment et pourquoi néglige-t-on le terme de capitalisme au profit de celui de capital en lui accolant rapport social comme pour le politiser? S'il y a effectivement aujourd'hui un mouvement de la valeur ne conduit-il pas à désintégrer ce rapport entre deux pôles qui ne sont plus au cœur de la production de richesse et de puissance ?

Reprenons maintenant le cheminement à partir du *Capital* de Marx. Dans le Livre I, on a le mouvement qui va de la valeur d'usage à la valeur et la loi de la valeur est censée donner sa cohérence à un ensemble qui n'est pas encore pur car marqué par la co-existence de plusieurs modes de production. Toutefois quand Marx dit encore que la marchandise est à la fois valeur d'usage et valeur, il donne l'impression que c'est la valeur qui est contenue dans la marchandise d'où le rôle central de cette dernière dans

---

<sup>55</sup> La notion de "domination non systémique" avancée par J. Guigou, au sein de *Temps critiques* correspondrait mieux à la fois à la prédominance des flux et de la circulation par rapport à l'accumulation et la production d'une part et d'autre part au fait que la restructuration entamée depuis la fin des années 70 n'aurait pas encore trouvée son achèvement. La question reste ouverte, mais on pourra se reporter au n°14 de la revue (hiver 2006), p.105-114 pour une discussion entre cette position et celle de JW sur "le système de reproduction capitaliste".

l'analyse, alors que dans les *Grundrisse*<sup>56</sup>, il soutient que c'est la marchandise qui est contenue dans la valeur. Ce livre I reste énigmatique. Alors qu'il est centré sur l'analyse du fétichisme de la marchandise et de façon sous-jacente sur la question de l'aliénation, il développe aussi (dans le chapitre 4) l'idée d'un capital "sujet qui empiète", "sujet automatique" au sein duquel l'ouvrier est un simple support. Il est sujet quand il est en mouvement sinon il ne s'exprime que par l'intermédiaire de ses prédicats (l'argent et la marchandise). On a l'impression d'une hésitation entre la perspective d'une désaliénation du prolétariat et une idée du capital comme étant sa propre et unique limite ; dans le Livre II, la valeur se fait capital ou plus exactement, le capital, c'est la valeur en procès. La valeur est son propre équivalent général et il s'ensuit une dématérialisation de la monnaie, le développement du crédit, c'est-à-dire d'une circulation sans temps de circulation. Le capital n'a plus besoin de la loi de la valeur ; dans le Livre III, le prix est une projection de la valeur-sujet hors de la valeur d'usage et le capital réussit l'unité des procès de production et de circulation.

L'intégration de la techno-science et tout particulièrement des nouvelles technologies de l'information, au processus de production, y compris au processus de production de la vie bouleverse complètement le fonctionnement de base du capitalisme classique. Ce n'est plus l'accumulation et particulièrement l'accumulation de marchandises qui représente le phénomène dominant, mais les flux mondiaux de la valeur et de la puissance<sup>57</sup>. Or ces flux doivent être contrôlés, ce qui est la tâche de ce que nous avons nommé système de reproduction capitaliste. Ce système produit une nouvelle structuration de l'économie fondée sur l'économie de temps et non plus seulement sur l'économie de temps de travail. En effet, il ne s'agit pas là d'une

---

<sup>56</sup> *Ibid*, tome II, p.447. Marx indique la démente de ce mouvement et en fixe quand même la limite dans le fait que le capital ne peut briser son rapport aux hommes, qu'il ne peut pas y avoir d'échappement. Mais dans les *Théories sur la plus value*, il envisage que le capital puisse devenir une forme réifiée qui a absorbé le rapport social où tout souvenir du procès de production a disparu. C'est ce que la revue *Invariance* a théorisé comme "communauté matérielle du capital" et comme "anthropomorphose du capital".

<sup>57</sup> De la valeur-puissance comme le dit F.Fourquet dans *Richesse et puissance*. La Découverte. 1989.

économie de temps de travail abstrait mais d'une économie d'un temps devenu lui-même abstrait ou plutôt abstraction. Au sens où le système de reproduction capitaliste fait abstraction de toutes les considérations autres que ce temps qu'il doit s'approprier. Si nous disons que le capital échappe à la valeur, c'est au sens où il échappe en partie aux contraintes de la valeur-travail, mais ce n'est pas pour cela qu'il y aurait une autre valeur liée au temps, c'est le temps abstrait ("carcasse du temps" dit Marx) qui devient mesure de toute chose et le temps concret qui perd tout son sens comme le montrent les réactions ambivalentes vis-à-vis des dernières mesures de réduction du temps de travail.

La formule : "Le temps c'est de l'argent", devient réalité, non seulement pour les entreprises, mais aussi dans la vie quotidienne de tous les individus. Tout devient gestion (savoir gérer son temps). L'informatisation permet cette accélération du temps de même que la mise en place de toutes les formes de fluidité. Le capital n'est pas un concept, mais une configuration que Marx attribuait au "mouvement fructifiant des quantités abstraites" et dans cette mesure il devient difficile de distinguer accumulation du capital et circulation du capital d'un côté, capital et capitalisme de l'autre. Je pense que le capital est le produit d'un agencement des forces productives dans un rapport social spécifique (le rapport capital-travail), alors que le capitalisme est une configuration politico-sociale qui a cherché à dompter le mouvement de la valeur dans une économie de la production (lui trouver une substance) et du marché (qui lui donne son cadre).

Quand la science envahit tout le procès de production, la production croît alors en dehors d'une stricte mesure de la répartition entre travail passé ("mort") et travail vivant. D'une vision quantitativiste et agrégée des opérations de travail, vision que l'on trouve chez Marx et surtout chez Taylor, on doit passer à une vision systémique et relationnelle. Dans la nouvelle combinaison productive, mais il serait plus juste de parler d'une véritable combinatoire<sup>58</sup>, se développe une "productivité

---

<sup>58</sup> La substitution capital/travail qui est au cœur de cette combinatoire n'est pas principalement le signe d'un anthropomorphisme dans lequel, comme disait Marx, le mort saisit le vif car la machine va aussi remplir des fonctions qui n'ont jamais été celle de l'homme (cf. Naville). Dans cette mesure, il devient difficile de parler en terme de réappropriation de l'outil de travail par les prolétaires et c'est même la labellisation du travail humain qui risque d'être menacée.

intégrale<sup>59</sup> qui indique le passage d'une phase accumulative du capital à une phase intensive avec accélération de la circulation. C'est ce que reconnaissent difficilement beaucoup de marxistes qui, sans aller jusqu'à ressortir les thèses récurrentes sur le déclin du capitalisme, maintiennent l'idée d'une baisse de la productivité. Or ce qui pouvait être un des éléments de la crise économique du milieu des années 70 (surtout pour ce qui concerne les États-Unis), ne l'est plus aujourd'hui, dans un système où les coûts se déplacent de plus en plus vers l'amont et où il ne sert donc à rien de calculer une productivité respective des facteurs. Cette impossibilité d'une imputation micro-économique de la valeur signe aussi bien la fin de la théorie de la valeur-travail que la fin de la théorie marginaliste<sup>60</sup>. Cette impossibilité marque aussi la nécessité d'une analyse en termes de capital global. Une notion qui permet à la fois d'appréhender l'unité entre production et circulation, entre privé et public (le capital collectif) et aussi d'intégrer la notion de capital fictif<sup>61</sup>. Dans ce mouvement, la valeur atteint un stade suprême d'abstraction, abstraction qui est dans la logique des formes de développement du capital, mais qui conduit à perdre le sens même de ce qui est valeur, de ce qui est richesse. Pour perdurer, la théorie de la valeur se fait alors auto-référentielle<sup>62</sup>.

---

<sup>59</sup> Cf. R. Richta, *La civilisation au carrefour*. Anthropos, 1969.

<sup>60</sup> Théorie marginaliste qui évalue la productivité des facteurs par rapport à l'unité supplémentaire de capital ou de travail utilisée. Sans aborder franchement la question, des théories plus modernes et moins ambitieuses comme celle de la croissance endogène avec les notions d'externalités positives ou négatives, en rendent compte.

<sup>61</sup> Chez Marx, le capital fictif concerne surtout le développement du capital par actions, les traites etc. Autant de catégories qui ressortent plutôt du capital financier. Sa conception ne conduit donc pas à une transformation du concept de capital, même quand la valeur n'est plus qu'une simple représentation. Pour Marx, le capital fictif n'est encore qu'une variable extérieure (dans *Le Capital*, elle n'apparaît qu'aux livres II et surtout III) et à son époque le système de crédit ne peut vraiment être appelé capital fictif car il repose encore sur la matérialité de la couverture-or. Il n'en est plus de même aujourd'hui comme nous le verrons dans la partie intitulée : "Où va le capitalisme ?"

<sup>62</sup> C'est ce que ne saisit pas vraiment le Groupe Krisis quand il confond ce niveau d'abstraction atteint par la valeur avec la détermination de la valeur par le travail abstrait. Sur ces questions et particulièrement sur ce

## 2.2. Technoscience et valorisation

Donner à la production une dimension techno-scientifique produit des effets importants qui se répercutent sur l'analyse théorique.

Les industries nouvelles se situent surtout dans le secteur des biens de consommation (le "secteur II" de Marx) dont à priori la demande est potentiellement illimitée. Cela limite les possibilités de fortes crises de surproduction que le marxisme concevait dans le cadre d'une prédominance du secteur des biens de production (le "secteur I" chez Marx) dans la phase de domination formelle du capital. La crise des années 30 peut alors être interprétée non pas comme une crise générale de surproduction puisque le secteur II restait en situation de sous-production. Il s'agissait plutôt d'une crise de passage entre deux types de domination du capital : de la domination formelle à la domination réelle.

Pendant longtemps, les dépenses d'armement ont été vues comme des dépenses improductives tendant à compenser les difficultés de la réalisation dans le cadre d'une analyse de la crise en terme de crise des débouchés. Or ces dépenses ont permis le développement d'une recherche de masse et particulièrement d'une utilisation de la physique : "la physique est devenue une branche du radar" disait déjà un ingénieur américain des années 50<sup>63</sup>.

L'industrie des ordinateurs est un des secteurs industriels où le capital investi par employé est le plus faible. Cela contredit les analyses en terme de composition organique du capital qui lient son augmentation et une baisse du taux de profit.

Donner à la production une dimension techno-scientifique produit des effets importants sur le travail vivant et particulièrement sur le travail ouvrier, question que j'ai abordée dans la discussion autour du travail productif (cf. *Temps critiques*, n°6/7) dans lequel j'insistais sur les méfaits des stratégies syndicales ayant abouti à abandonner la question du contrôle des nouvelles technologies<sup>64</sup>, de la lutte contre les augmentations de

---

qui touche à la valeur, on pourra se reporter à Guigou J. et Wajnsztein J. *L'évanescence de la valeur*. L'Harmattan, 2004 (p.115-122).

<sup>63</sup> Cité par JP.Vigier (lui-même physicien) dans un article en collaboration avec G.Waysand, "Révolution scientifique et impérialisme". *Les Temps modernes*, n°266-267, aout-sept. 1968, p.500.

<sup>64</sup> Que le père de la cybernétique jugeait pourtant absolument fondamental en tant que contre-pouvoir... Un débat sur l'automatisme eut lieu dès le début des années 60 aux États-Unis dans lequel Oppenheimer

productivité, de la baisse du temps de travail contre les avantages matériels du salaire garanti et l'accès à la consommation massive et de masse ; puis avec la question du "travail reproductif" (*Temps critiques*, n°9). Ce n'est donc plus ce travail ouvrier (*i.e.* le travail productif) qui permet la valorisation massive, mais cette valorisation qui est aux mains du capital fixe et du *General Intellect* approprié par le système de reproduction capitaliste lequel se moque totalement de la qualité de la valeur d'usage<sup>65</sup> qui lui permet de perpétuer le processus de production de la richesse. C'est là un processus que Marx a bien décrit : "D'une part, le travail simple étant devenu travail scientifique qui soumet les forces naturelles au service des besoins humains, la transformation du processus de production apparaît comme une propriété inhérente au capital fixe, en opposition au travail désormais improductif, si ce n'est précisément comme travail producteur dans l'activité collective qui assujettit les forces naturelles ; le travail individuel, élevé au rang de travail social est en fait réduit à l'impuissance par la puissance collective et concentrée du capital... le travail immédiat cesse d'être comme tel la base de la production ; car d'une part il se change en activité de surveillance et de direction et d'autre part le produit a cessé d'être l'œuvre du travail isolé et direct : c'est la combinaison de l'activité sociale qui apparaît en fait comme le producteur"<sup>66</sup>. On pourrait rajouter, qui

---

et Wiener intervinrent pour faire remarquer que ces transformations conduiraient à l'éviction d'une grande part de la force de travail peu qualifiée et à la nécessité d'envisager un revenu de survie extérieur au système du salariat. Mais l'AFL-CIO comme la CGT française s'illusionnèrent sur le gonflement du travail qualifié que produirait le développement des nouvelles technologies. En fait, l'augmentation de la polyvalence fut confondue avec une augmentation de la qualification et donc de la valeur du travail.

<sup>65</sup> Le développement des machines à commande numérique constitue, de ce point de vue, une dévalorisation de la qualification ouvrière et une augmentation du contrôle sur des travailleurs qui avaient été moins soumis à l'OST de Taylor que les ouvriers des chaînes de montage.

<sup>66</sup> Marx : *Economie II*. La Pléiade, p.301 à 308. Toutefois Marx n'a pas tiré toutes les conséquences de ces positions et dans ses polémiques contre Lauderdale et Proudhon il s'est rabattu mordicus sur la défense de la théorie de la valeur-travail. Pour plus de développements sur cette question cf. mon article "Et le navire va", *Temps critiques*, n° 6/7 (article



est à l'origine du profit dans ce cas. Le *Fragment sur les machines* de Marx (*Grundrisse*) avec ses développements sur le *General intellect*, représentait une hypothèse de dépassement de la loi de la valeur... que le capital a réalisée en dehors de toute perspective d'émancipation. Le temps de travail n'est plus une unité de mesure adéquate et sa baisse séculaire n'est plus promesse de libération mais de misère. Il n'y a pas eu dépassement car le dépassement s'est fait sur la base de ce qui devait être dépassé. La société capitalisée produit la crise de l'ancienne société du travail et la plus grande part de la force de travail en activité pourrait intégrer l'armée industrielle de Marx qui comme précaires, qui comme intermittents, qui comme simulateurs<sup>67</sup> du travail. Un temps de production de plus en plus continu (produit du capital fixe et du *General intellect*) se subordonne un temps de travail intermittent<sup>68</sup>. Cette subordination est à la base de la production de survaleur.

Par rapport à cette position clairvoyante, la plupart des marxistes actuels mettent en avant l'alchimie mystérieuse du travail productif ouvrier. En caricaturant, on peut dire que pour eux, même s'il n'y avait plus qu'un ouvrier se promenant dans l'usine, il trouverait encore le moyen de valoriser le capital. Pour tenter de légitimer leur position, certains font remarquer, surtout depuis l'offensive néo-libérale et la globalisation, que les conditions de travail et les salaires de l'ouvrier font l'objet d'attaques particulièrement virulentes. Cela indiquerait une nécessité d'accroître le surtravail de l'ouvrier. Pour nous, l'explication n'est pas là et réside plutôt dans le fait qu'il s'agit pour le capital de produire plus à moindre coût pour résister à la

---

réédité dans Guigou et Wajnsztein (dir.) *La valeur sans le travail*. L'Harmattan, 1998, p.37-71).

<sup>67</sup> Par exemple, en France, le TGV pourrait fonctionner sans pilote. Le conducteur n'est là que pour pallier une éventuelle défaillance ; mais cette défaillance est déjà prévue dans le système automatique de pilotage et même la folie possible du conducteur est un paramètre pris en compte. Le cheminot est condamné à simuler le travail. L'irrationalité politique et sociale d'un tel fonctionnement transparait quand la direction de la SNCF essaie de nous faire croire que les cheminots en grève bloquent les transports.

<sup>68</sup> La continuité de la chaîne taylorienne et fordiste est remplacée par la chaîne discontinue des réseaux. La première peut bien perdurer à maints endroits, elle n'en est pas moins devenue périphérique par rapport au système technique dominant.

concurrence accrue dans la sphère de la circulation aujourd'hui mondialisée. Marx l'a exprimé sous une autre forme, plus abstraite: "Ce procès réduit à un minimum le quantum de travail nécessaire à la production d'un objet déterminé, mais pour qu'un maximum de travail soit valorisé dans le maximum d'objets"<sup>69</sup>.

Parmi ces marxistes néo-ouvriéristes, on en trouve quelques uns pour se poser des questions. Pour Tom Thomas, par exemple<sup>70</sup>, ce n'est pas le travail qui disparaît, mais seulement le travail immédiat, c'est-à-dire du travail non qualifié auquel se substitue la machine. Mais la méprise apparaît quand Thomas continue à concevoir ce travail immédiat comme étant le travail producteur de plus-value...non pas parce qu'il serait le seul à être réellement productif, mais parce qu'il est le seul à être mesurable. En effet, pour lui, le travail scientifique n'aurait pas de valeur d'échange et il ne serait donc pas mesurable et le capitalisme hésiterait donc à l'employer à plein (on suppose que pour Thomas ce travail complexe n'est pas réductible à des quanta de travail simple). Il ne peut alors que conclure au suicide du capital, ce qui n'est qu'un avatar des théories traditionnelles de la décadence<sup>71</sup> du capitalisme, ou alors compenser la faiblesse de l'extorsion de plus-value dans les pays dominants par la masse de celle extorquée

---

<sup>69</sup> Marx, une fois arrivé à ce point, est saisi d'effroi par sa propre audace et surtout par rapport à la distance prise vis-à-vis de sa théorie de la valeur. Il va user de la plus grande mauvaise foi dans sa polémique contre Lauderdale, afin de sauver l'honneur de la théorie à défaut de l'honneur du polémiste. Sur cette discussion, cf. mes remarques dans l'article: "Le navire va" du n° 6-7 de *Temps critiques*.

<sup>70</sup> T. Thomas: *Ni fin du travail ni travail sans fin*. Albatroz, 1998.

<sup>71</sup> La théorie de la décadence est liée à l'idée de la primauté de la contradiction forces productives/rapports de production au sein du capitalisme: les rapports de production seraient trop étroits pour retenir le développement des forces productives. Cette contradiction devait être résolue par la socialisation des rapports de production, mais celle-ci n'a pas eu lieu et c'est le capital qui a tant bien que mal reproduit la contradiction. Mais en perdant son caractère progressiste, en freinant le progrès technologique, il entrerait en décadence. Cette vision a dominé l'idéologie ouvrière des années 20 jusqu'aux années 50 du XX<sup>e</sup> siècle. Elle perdure aujourd'hui dans certains petits groupes de la gauche communiste comme le CCI (Courant Communiste International). Pour une mise en perspective, on se reportera à la périodisation en domination formelle et réelle du capitalisme (à partir de la p. 49).

dans les capitaux dominés où régnerait le travail simple. C'est méconnaître la dynamique du capitalisme qui, même s'il tolère des formes différentes, diffuse et de plus en plus vite ses formes les plus modernes. Thomas se raccroche à la contradiction forces productives/rapports de production pour arguer d'un freinage du développement technologique en dégageant une double impossibilité : il y a impossibilité à socialiser le travail technologique car on ne peut établir un temps de travail social moyen et en plus sa socialisation reviendrait à le remettre au pouvoir des masses. L'idée du "travailleur collectif" développée par Marx<sup>72</sup> est alors traitée par Thomas comme le produit d'un brouillon, alors que pour nous il représente, en tendance, le dépassement de la théorie de la valeur-travail. Mais reconnaître cela, ce serait aussi reconnaître qu'il n'y a pas de limite objective absolue à la reproduction du système capitaliste... et que la théorie de la décadence est une ineptie. Il est dommage de s'apercevoir que bien souvent ce sont des écrits radicaux en marge de la théorie communiste proprement dite qui porteront le fer sur la plaie : "Marx était vraiment trop optimiste quand il escomptait qu'un primat des forces productives présentait une certitude sur le plan historique et ferait nécessairement éclater les rapports de production (...) Le fait que forces productives et rapports de production soient de nos jours une seule et même chose et qu'ainsi l'on puisse construire sans difficulté la société à partir des forces de production, ce fait est l'aspect actuel d'une illusion socialement parlant nécessaire. Elle est socialement nécessaire parce que sont ramenés à une sorte de dénominateur commun des moments du processus social (les hommes vivants y sont inclus) qui effectivement étaient jusqu'ici sans lien les uns avec les autres. Production matérielle, répartition, consommation ont une administration qui leur est commune (...) Elle permet, dans la mesure du possible, d'oublier ou de repousser hors de la conscience tout ce qui apparaît à l'examen personnel comme un élément de séparation ou ayant un caractère antagoniste".

---

<sup>72</sup> Par exemple dans *Les théories de la plus-value*, tome I, p.481. Éd Sociales.

Adorno en tirait des conclusions sur la caducité de la loi de la valeur et la disparition de la classe révolutionnaire<sup>73</sup> avant de conclure par : "Les besoins sont devenus fonction de l'appareil de production (...), mais entre temps, l'aspect 'valeur d'usage' des marchandises a perdu son ultime évidence, celle qui était de fondement naturel<sup>74</sup>". Comment mieux dire qu'il ne s'agit pas de décadence parce que le système capitaliste ne développerait plus les forces productives, mais parce que justement il continue à les développer contre les

On retrouve ces apories de la théorie de la valeur dans les développements autour des nouvelles technologies et particulièrement au sujet des logiciels libres. La production de logiciel est vue par les idéologues de l'immatériel comme productrice de valeur, mais une fois le logiciel produit, celui-ci ne fonctionnerait pas comme tous les autres biens de production en ne faisant que transmettre sa valeur aux produits qu'il permet de réaliser, mais en créant de la valeur lui-même (sans l'aide de travail vivant donc). Cette valeur serait alors difficilement mesurable (elle ne dépend pas du travail nécessaire fourni pour produire le logiciel à l'origine) ou alors seulement au niveau global et social. Contrairement à ce que prévoit Thomas, il n'y a donc pas freinage de l'innovation technologique par peur de la dévalorisation, mais fuite en avant dans la valeur sans le travail (vivant).

---

<sup>73</sup> "Si du fait de l'expansion du progrès technique (...) la participation du travail vivant, duquel seul, selon sa propre conception (Marx), découle la plus-value, a tendance à diminuer au point de devenir une valeur limite, il se trouve que l'idée fondamentale, la théorie de la plus-value, en est affectée (...) Cette carence nous ramène à la difficulté prohibitive que l'on rencontre lorsqu'on essaie de motiver objectivement, sans s'appuyer sur la théorie de la plus-value, la formation de classes". Adorno : *Capitalisme tardif ou société industrielle* reproduit sous le titre "Marx est-il dépassé, dans la revue *Diogène* d'octobre-décembre 1968, p.8.

<sup>74</sup> Idem, p.13 et p.19.

Dans le même ordre d'idées, on peut se reporter au livre de J.Baudrillard, *Le miroir de la production*. Castermann. 1969

### 2.3.L'englobement de la contradiction forces productives/rapports de production

S'il n'y a pas eu explosion de la contradiction forces productives/rapports de production, c'est tout d'abord parce que la contradiction reposait sur une erreur d'appréciation. Le caractère premier du despotisme du capital dont j'ai déjà parlé induit qu'il est faux de parler d'une situation dans laquelle les rapports de production constitueraient l'enveloppe (trop étroite) des forces productives comme le proclame la trop fameuse *Préface à la critique de l'économie politique* de Marx, parce que le caractère collectif et socialisé (le *General intellect* dont parle Marx) de ces forces productives dépasse largement la polémique autour du caractère privé ou public du développement du capital. Jamais les rapports de production ne seront des entraves au développement des forces productives en l'absence d'une force qui viendrait contrecarrer la puissance du capital. Mais même au cas où on pourrait trouver acceptable cette idée de contradiction, elle n'est pas explosive pour trois raisons :

- premièrement parce que le capital a continué à développer ses forces<sup>75</sup> dans la mesure où la bourgeoisie poursuit sa tâche pratique d'accumulation et ses fins de recherche de profit : "Toutes les utilisations de la science (...) n'apparaissent elles-mêmes que comme des moyens d'exploitation du travail, des moyens de s'approprier du surtravail<sup>76</sup>". L'irruption massive de la science dans la production et son intégration particulière dans le

---

<sup>75</sup> Alors que la revue *Socialisme ou Barbarie*, en bonne fille du trotskisme dont elle était issue, est née sur le principe de la décadence et de l'imminence d'une troisième guerre mondiale, elle connut une première inflexion avec la reconnaissance du rôle stabilisateur que produirait une classe bureaucratique au pouvoir, vers laquelle convergeraient socialisme et capitalisme. Mais après le "Bilan" du n°35, c'est un pas de plus qui est franchi avec la reconnaissance par Cardan (Castoriadis) que le capitalisme ne freine pas les forces productives, mais qu'il les exalte. On peut trouver des développements intéressants aussi chez un autre ancien membre de *SoB*. Ph.Souyri (P.Brune) dans l'ouvrage : *La dynamique du capitalisme*. Payot. 1983, mais dans une plus stricte obédience marxiste (l'auteur a fait partie des scissionnistes de *SoB* qui formèrent ensuite *Pouvoir Ouvrier*).

<sup>76</sup> Marx, *Grundrisse*, p.458 et 459.

*General intellect* produisent l'image d'un "capital automate"<sup>77</sup> et l'idée que la science et la technique n'ont pas de limites car le capital ne se nourrit pas simplement de ce dont le travail est dépossédé<sup>78</sup>. Comme le dit P.Naville les machines ne se contentent pas de reprendre les fonctions humaines avec le développement de l'intelligence artificielle, du virtuel, etc. Les salariés sont mis, jusque dans leurs émotions les plus personnelles, dans la nécessité de s'intégrer dans le mécanisme social, d'y jouer un rôle, de se modeler sans restriction sur lui. Ce sont des embryons du processus de capitalisation de la vie sociale.

Le système de reproduction capitaliste n'étant plus limité par autre chose que par lui-même, c'est-à-dire par un procès de travail qui lui pré-existe, il peut alors se déployer dans toute la société (la "société capitalisée"<sup>79</sup>) et dans le monde (unification de l'espace-temps des êtres humains). C'est exactement ce qui se passe avec le développement des formes fictives de capital et la soi-disant déconnexion de l'économie réelle et de la finance. J'y reviendrais dans la partie "Où va le capitalisme ?"; mais avançons déjà que ce n'est pas pour autant qu'on peut dire qu'il y a "échappement du capital"<sup>80</sup>.

- La seconde raison qui explique qu'il n'y ait pas eu explosion de la contradiction forces productives/rapports de production tient au fait que les rapports de production eux aussi ont été profondément

---

<sup>77</sup> Marx le reconnaît, mais pour dire aussitôt que c'est en fait une mystification car autrement ce serait faire l'apologie du capital ou pire encore le croire sur parole comme nous le reproche avec virulence R.Simon dans son monumental *Fondements critiques d'une théorie de la révolution*, Senonevero. 2001 et plus particulièrement, p.317-364;

<sup>78</sup> C'est la vision de Marx du "mort qui saisit le vif", actualisée dans la brochure *Hic Salta*, ADES. BP 2318. 13213. Marseille cedex 02.

<sup>79</sup> Comme le disait Castoriadis, la société capitaliste de classe (la société bourgeoise) n'a pu fonctionner que parce qu'elle a hérité des types anthropologiques du passé (fonctionnaires intègres, juges incorruptibles,, éducateurs à vocation, ouvriers consciencieux) qu'elle a recyclés dans sa période de domination formelle, alors que la société capitalisée de la période de maturité de la domination réelle n'a que faire de ceux qui constituent aujourd'hui plutôt des obstacles à une dynamique portée par des mafieux recyclés, des PDG avides de puissance, des metteurs en scène du spectacle

<sup>80</sup> Cf. mon article "Et le navire va...", *Temps critiques* n°6/7, automne 1993, particulièrement les pages 50 à 55.

transformés. Tout d'abord, la distinction entre propriété et direction des entreprises s'est complexifiée depuis que le niveau opératoire n'est plus l'usine avec sa direction technique et son ensemble coopératif tels que Marx a pu les décrire, mais l'entreprise organisée en réseau et centre de décision politico-stratégique. Le lien entre direction technique d'usine et direction stratégique apparaît bien dans le fait que la seconde pousse la première à augmenter sans cesse la productivité afin de fournir des nouveaux profits sous forme de valeur (monétaire) et alimenter ainsi ses stratégies compétitives. Les gains de productivité ne sont plus absorbés sur le modèle productiviste<sup>81</sup> fordien dans l'auto-entretien conflictuel du couple capital/travail (le fameux partage de la valeur ajoutée<sup>82</sup>). La contradiction est patente entre une société qui continue à s'appuyer idéologiquement sur le travail et une pratique qui consiste à en économiser le plus possible. Ce n'est donc pas la vilaine finance qui se déconnecte de "l'économie réelle" comme le croient les bonnes âmes de gauche et d'extrême gauche<sup>83</sup> qui participent encore d'une éthique du travail contrariée, mais la stratégie de la puissance qui recouvre l'ensemble du processus de totalisation du capital. Ce processus est assuré par la

---

<sup>81</sup> Ainsi, le paradoxe de Solow se résout : l'invisibilité des gains de productivité dans l'utilisation des technologies de l'information n'est, en fait, une invisibilité qu'au regard du cadre productif, mais pas au niveau des prix qui eux, ont tendance à baisser. Le nouveau modèle est de tendance déflationniste alors que l'ancien était de tendance inflationniste.

<sup>82</sup> Comme le croit encore le groupe Théorie communiste qui y fait référence à chaque lutte (cf. Particulièrement *Théorie et marche à pied* de F.Martin sur le mouvement de 1995).

<sup>83</sup> Le capital sous forme financière est honni car défini comme spéculatif puisqu'il ne rencontre pas le travail (ce qui ne veut pas dire d'ailleurs qu'il n'a pas de rapport avec le capital productif). Cela conduit souvent à encenser le capital productif qui est pourtant au fondement de l'exploitation...mais donc aussi, mécaniquement de la révolution! Cela devient complètement aberrant quand cette critique est effectuée, comme chez R.Vaneigem, par des courants qui critiquent aussi le travail. La position n'est plus alors qu'une posture morale et se rapproche fort des anciennes prescriptions de l'Eglise contre l'argent, le commerce...et la recherche d'un bouc émissaire. Si on abandonne le point de vue moral et qu'on se fie aux "spécialistes", comme P.Artus, il apparaît que le spéculateur a une influence stabilisatrice sur les marchés puisqu'il anticipe les déséquilibres. Il profite de la distorsion, mais ne la crée pas.

tendance de plus en plus vive à la fluidité de la valeur<sup>84</sup> ; ensuite l'anonymat du capital, la popularisation des titres de propriété, le développement des investisseurs institutionnels et des fonds de pension indiquent que le processus d'appropriation dans le système de reproduction capitaliste présente la particularité d'à la fois conforter et nier la propriété privée. La globalisation est la forme nouvelle que prend le processus de totalisation quand la vitesse de circulation de la valeur est telle que soit elle se détache de la propriété privée, soit elle devient propriété de tous dans un quantum absolument négligeable (tous actionnaires). Chacun existe alors comme membre du capital et comme exploité par lui; enfin, l'accroissement des revenus ainsi que de la part sociale de ce revenu bouleverse à la fois la notion de "sans réserves" (définitoire du prolétaire au sens strict) et le rapport de priorité entre production et consommation<sup>85</sup>. Le projet productif s'est mué en stratégie de l'offre : il ne s'agit plus de commercer mais de distribuer le produit de cette offre suivant une logique économique qui tue en chaque consommateur le producteur. La lutte autour du prix devient primordiale, mais ces prix s'appuient de moins en moins sur une valeur objective, sur le coût de production ou la valeur-travail qu'ils contiennent<sup>86</sup>. Tous ces éléments ont conduit à l'internisation de la contradiction entre les classes dans la société capitalisée et rendent caduque la vision politique du *Manifeste du*

---

<sup>84</sup> En terme technique, on parlera de tendance à la liquidité ou encore de préférence pour la liquidité, point déjà mis en évidence par Keynes.

<sup>85</sup> Bordiga avait envisagé un déblocage du capital par la fluidification plus que par l'accumulation et son analyse du devenir de la Chine est intéressante car elle se situe aux antipodes de la version aujourd'hui économiquement correcte d'une nouvelle usine du monde et particulièrement des États-Unis. Pour lui, la Chine pouvait passer directement d'un pays de paysans à un pays de consommateurs sans forcément passer par l'usification de la société. Cela anticipait déjà le processus de totalisation à l'œuvre. On peut dire que l'élargissement actuel tous azimuts de l'Europe va dans le même sens.

<sup>86</sup> Il y a bien toujours des coûts de fabrication mais ils n'interviennent qu'à la marge pour beaucoup de produits dont le prix est essentiellement induit par des inputs à des prix directs fixés internationalement (matières premières, énergie) ou politiquement (fiscalité, taux d'intérêt du crédit, salaire minimum). "L'usine" ne pouvant pas agir sur ces prix, il n'est donc pas étonnant qu'elle se concentre sur ce qui est encore de son ressort : le niveau de salaire et la masse salariale.



*Parti Communiste* de 1848, avec sa séparation de plus en plus nette en deux grandes classes à l'antagonisme irréductible.

- Troisièmement, c'est la distinction même entre forces productives et rapports de production qui doit être remise en cause à l'aune des deux premières raisons. En effet, la notion de forces productives a été "naturalisée" comme s'il s'agissait de forces physiques faites pour s'exercer et s'accroître de manière autonome, alors qu'elles participent des rapports de production. Comme le dit Paul Mattick<sup>87</sup>, le rapport capital/travail n'est pas technologique, mais le problème est de distinguer ce qui continue à ressortir d'une logique de reproduction de la puissance de ce qui ne ressort que d'un commandement capitaliste moderne<sup>88</sup>. La technologie employée à un moment précis est à distinguer de la technologie possible "techniquement"<sup>89</sup>. Elle est la résultante de liaisons multiples qui la relie aux rapports sociaux. Les nouveaux possibles qu'elle ouvre font l'objet d'un contrôle aussi bien du point de vue de l'organisation de la production et du travail que de ce qui en découle du point de vue de la structuration/restructuration des rapports sociaux. La nécessité évidente qui semble se dégager des choix technologiques masque

---

<sup>87</sup> P.Mattick, *De la pauvreté et de la nature fétichiste de l'économie*. Ab Irato, 1983.

<sup>88</sup> Mattick hésite d'ailleurs sur les caractéristiques de ce commandement. Dans *Le marxisme hier, aujourd'hui et demain*, Spartacus, 1983, texte qui regroupe des articles des années 70 ou antérieurs, il parle encore de la technologie en tant qu'instrument de production de plus-value, donc comme d'une forme d'exploitation ; mais dans "De la pauvreté..." qui est un extrait de son dernier livre écrit avant sa mort, il développe l'idée qu'en période de croissance intensive du capital, la "concurrence réalisable" (*workable*) nécessite de donner la priorité aux gains de productivité et de parts de marché, ce qui pousse à l'innovation en dehors de la logique du profit immédiat. On peut rajouter qu'il faudrait aussi distinguer les innovations technologiques de second ordre qui font intervenir les rapports de force et les coûts (exemple : ouvrier ou robot) et ce qui relève d'une révolution scientifique et technique qui touche aux infrastructures et au mode de vie même de la société capitalisée.

<sup>89</sup> Ainsi, nous savons depuis longtemps que toutes les caisses de super et hypermarchés pourraient être immédiatement complètement automatisées et d'ailleurs Auchan vient de lancer son premier hyper automatisé.

le plus souvent l'élément de domination qu'elle comporte<sup>90</sup>. C'est ce qu'Adorno et Horkheimer ont théorisé, il y a déjà longtemps, comme "voile technologique" : "La fausse identité que l'expansion totale de la technique a établie entre l'organisation du monde et ses habitants aboutit à confirmer les rapports de production ; ceux-ci continuent à exister, inattaqués, bien qu'il soit presque aussi vain d'en rechercher les bénéficiaires qu'il est impossible de distinguer où sont les prolétaires"<sup>91</sup>

Comme nous le disons dans la quatrième page de couverture de la revue *Temps critiques*, la lutte des classes a produit et achevée une révolution structurelle avec l'avènement de la société du capital en lieu et place de l'ancienne société de classes, plus communément dénommée société bourgeoise. Il s'agit de passer maintenant à l'analyse politique des contradictions présentes et à leurs implications révolutionnaires éventuelles<sup>92</sup>.

#### **2.4. La périodisation en "domination formelle et domination réelle" du capital et la critique de la théorie de la décadence du capitalisme.**

Le thème de la décadence remonte aux aristocraties foncières de l'Antiquité qui s'opposèrent à la valeur : "Et notre époque est brisée (...) tout va dépérissant, tous les êtres marchent au cercueil, épuisés par le long chemin de la vie"<sup>93</sup>. Contrairement à ce que l'on croit souvent, il n'est pas une conséquence d'un arrêt du Progrès. Il est plutôt un mythe a-historique et récurrent. Ce thème très général sera repris par des théoriciens conservateurs comme Spengler, Evola et des révolutionnaires comme Déjacques et Dezamy ou encore Coeurderoy et son appel aux cosaques, Herzen et ses références à la commune russe. Mais la théorie de la décadence dans son lien spécifique avec la critique du capitalisme s'origine au sein de la Deuxième internationale, particulièrement dans le "Programme d'Erfurt", dans une perspective engelsienne qui a pour ambition de fonder une science marxiste<sup>94</sup>. Dans cette

---

<sup>90</sup> La pratique des logiciels libres, le refus des OGM, la critique du nucléaire montrent qu'il y a actuellement une résistance à l'imposition de cette "matérialité".

<sup>91</sup> Adorno, *Marx est-il dépassé*, op. cit, p.20.

<sup>92</sup> Cf. la partie III.

<sup>93</sup> Lucrèce, *De Natura Rerum*, II. Garnier Flammarion, p.82.

<sup>94</sup> Cela apparaît nettement dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, au contenu profondément social-démocrate.

perspective, le socialisme est une réponse rationnelle à un système capitaliste qui ne sait proposer que l'anarchie du marché. Les théories léninistes et luxembourgistes ou celle de Boukharine ne feront que reprendre cette théorie du déclin, même si elle s'énonce à partir de l'analyse de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme. Si ces théories ont leurs petites différences, toutes reposent sur une position objectiviste : la révolution n'est possible que parce qu'il y aura une crise qui est elle-même le produit d'une contradiction entre forces productives et rapports de production<sup>95</sup>. La critique de l'économie politique bourgeoise est ainsi devenue une économie politique marxiste. Mais ce sont surtout les gauches communistes qui vont reprendre cette conceptualisation en essayant de l'historiciser et d'en faire une conséquence de la fin de la période progressiste du capital. Le capitalisme aurait terminé sa tâche historique parce qu'il buterait sur la contradiction entre développement potentiellement illimité des forces productives et rapports de production trop étroits du fait du caractère privé de la propriété des moyens de production.

Rompant avec la position de la gauche communiste italienne sur la décadence, la revue *Invariance* a développé, particulièrement à partir de l'analyse du *Sixième chapitre inédit du Capital*, une analyse des rapports entre domination formelle et domination réelle qui fait de cette domination réelle une phase tellement spécifique du développement du capital, qu'elle en change la nature et qu'elle permet d'abandonner la référence à la notion de décadence. La contre-révolution peut alors être appréhendée, non comme décadence, mais comme restructuration. Je rappelle brièvement cette distinction entre deux phases du développement du capital car nous ne pouvons en effet accepter l'interprétation qui réduit les concepts de domination formelle et domination réelle à une description pragmatique alors qu'ils relèvent de la théorie et désignent des rapports. Il n'y a donc pas développement conjoint des deux modes de domination avec le retour de certains éléments de la domination formelle comme le renouveau de la petite entreprise innovatrice dans les secteurs *high*

---

<sup>95</sup> Ce sera tout le travail de Rosa Luxembourg sur l'accumulation du capital que de prouver le futur de la crise finale à partir d'une théorie de la crise des débouchés qui sera aussi à mal par la révolution du capital que la théorie concurrente de la baisse tendancielle du taux de profit. Des générations de marxistes polémiqueront à partir de l'une ou l'autre des positions sans percevoir les transformations fondamentales du capital.

*tech*, le développement des *start up*, la mode de l'entreprise *light* et le retour du travail à domicile, mais une accélération du processus de totalisation du capital. Ces deux modes n'ont été conjoints que dans la période de la domination formelle, ce qui a permis à Marx, comme sur bien d'autres points, d'anticiper les nouvelles formes puisque celles-ci manifestaient déjà une certaine présence sans pour cela s'imposer. Aujourd'hui cette forme conjointe n'existe plus qu'au niveau mondial dans l'inégale insertion des divers capitaux et pays dans le processus de capitalisation. Il ne faut donc pas confondre phase historique et processus inégal. Seule la caractérisation de la phase permet de saisir la signification du processus. C'est fondamental pour pouvoir apprécier théoriquement et politiquement des phénomènes historiques tels que les luttes d'indépendance nationale, le développement du syndicalisme ou les conseils ouvriers. Sinon on ne peut que rabâcher des positions érigées en principes intangibles. Les tables de la loi de la révolution<sup>96</sup>!

Si nous voulons donner une définition rapide et nécessairement simplifiée des deux notions cela pourrait être :

- Dans la domination formelle le procès de travail est déjà soumis au procès de valorisation du capital (ce qui n'est pas le cas dans la phase antérieure de la petite production marchande). Le stade de production y est déjà proprement capitaliste, mais pas encore celui de la reproduction. C'est d'ailleurs la production, surtout de plus-value absolue dans l'analyse de Marx, qui est au cœur de cette phase. Tout n'est donc pas encore capital et c'est ce qui fonde la distinction entre société bourgeoise et rapports de production capitalistes. On s'accorde généralement à la dater de la révolution industrielle jusqu'aux années 20 du XX<sup>e</sup> siècle qui voient la contre-révolution vaincre la révolution et engendrer une restructuration du capitalisme sur les nouvelles bases de la domination réelle.

- Dans la phase de la domination réelle, tout apparaît comme capital. La force productive du travail se trouve incluse dans le capital fixe qui, pourtant, se pose comme extérieur, autonomisé du procès de travail, mais étroitement lié au développement de la techno-science. "Le mort saisit le vif" et le capital se présente lui-

---

<sup>96</sup> "Toutes les tentatives pour rétablir la doctrine marxiste comme un tout et dans sa fonction originelle de théorie sociale de la classe ouvrière sont aujourd'hui des utopies réactionnaires" disait déjà K.Korsch dans *Dix thèses sur le marxisme* (op. cit.).

même comme la source de la survaleur : le profit efface la plus-value (en langage marxiste, c'est la domination de la plus-value relative) et l'entrepreneur cède la place aux managers, technocrates et actionnaires. La société bourgeoise devient la société du capital en englobant la société civile. Le discours du capital remplace l'idéologie bourgeoise et impose sa neutralité axiologique à travers son utilisation de la techno-science et de ses systèmes experts.

La difficulté avec cette distinction c'est qu'elle pousse à périodiser de façon stricte avec l'idée d'une rupture, alors que la mise en place des deux concepts qui se renvoient l'un à l'autre exprime leur simultanéité. Il en découle que certains vont soutenir que tout était déjà là, dès 1848<sup>97</sup> ; d'autres que c'est à partir de 1914 seulement et enfin certains, que ce sont ces concepts mêmes qu'il faut critiquer et finalement refuser<sup>98</sup>. En fait, bien souvent chez Marx, la théorie anticipe. C'est la situation exactement inverse que nous connaissons aujourd'hui et qui explique la crise de la théorie communiste. Elle ne peut plus anticiper car les forces productives se transforment plus vite que les rapports sociaux et qu'il n'y a plus de classe montante qui porte le projet révolutionnaire. La théorie qui n'est alors communiste que parce qu'elle se décerne le label, via le fil historique qui la rattache à l'ancien mouvement prolétarien et à sa théorie, ne peut que courir après le nouveau pour essayer de le contrôler (on le voit bien dans la perception des nouvelles technologies) ou bien chercher à réactiver l'idée d'une nouvelle accumulation primitive du capital dans les pays émergents du procès de globalisation, afin de retrouver une classe ouvrière montante sur laquelle pourrait s'appuyer le projet révolutionnaire. Il faut alors faire les yeux doux au développement de la Chine, de l'Inde et du Brésil. La théorie n'anticipe plus rien, si ce n'est une nouvelle crise. A ma connaissance seule la revue *Théorie Communiste* s'est amusée à en dater l'échéance (2020), sur la base des cycles de Kondratiev. Or, si la périodisation

---

<sup>97</sup> C'est la position de Bordiga pour qui le marxisme est produit par la révolution de 1848 en tant que théorie de la révolution et de la contre-révolution ; théorie qui doit rester invariante et permettre la prévision.

<sup>98</sup> Cf. par exemple la critique qui en est faite dans le n°5 de la revue *Les mauvais jours finiront*. (une quinzaine de numéros parus, qu'on peut demander à l'adresse de la revue *Le crépuscule du XX<sup>e</sup> siècle*, déjà citée).

DF/DR que nous venons de faire s'appuie de fait sur ces cycles longs et permet, par exemple, de dégager une nouvelle phase de la DR à partir de la fin des années 70, comme le pense Théorie Communiste qui prend alors ses distances avec *Hic Salta* (nous parlons plutôt d'une maturation de la DR que d'une nouvelle phase), cela ne permet pas de dire que ces cycles longs perdurent. La théorisation par cycle de Kondratiev n'est plus opérante aujourd'hui comme nous le montrerons dans la partie "Où va le capitalisme ?". Cela ne permet pas non plus de dire que la restructuration entreprise à cette époque a réussi, qu'un cycle ascendant (1995) a été amorcé et qu'il faut maintenant attendre le cycle descendant pour entrevoir la crise finale.

C'est un point très important, mais souvent négligé. Cette nécessité d'anticiper le devenir réside dans l'écart du rythme d'évolution entre d'un côté des rapports sociaux capitalistes déjà bien installés, avec une forte croissance d'une classe ouvrière qui est motrice dans ces transformations et de l'autre côté des forces productives à la croissance très inégale selon les branches, selon les régions et les pays. C'est ce processus inégal qui a permis à Marx et Engels de faire œuvre de tactique (souplesse à court terme) dans le cadre d'une stratégie (fermeté sur les principes). Se demander aujourd'hui s'ils avaient raison ou tort, s'il faut reprendre la polémique entre Marx et Bakounine n'a qu'une importance relative, puisque nous ne sommes plus du tout dans les mêmes conditions. La référence aux deux concepts correspond plus à la saisie d'un processus de deux formes d'inégal développement qu'à deux phases bien distinctes qui ne pouvaient pas être reconnues comme telles par Marx, parce que des caractères importants de la domination réelle telle qu'elle s'est développée par la suite, correspondent...à des revendications du programme ouvrier de la Deuxième internationale. La question de savoir si tout était déjà là en 1848 est le type de mauvaise question. Ce qui est déjà là c'est la vision du communisme<sup>99</sup> (qui s'exprime dans les *Manuscrits de 1844*) et l'émergence du prolétariat industriel, mais par exemple, la critique de l'économie politique n'est pas encore là. Et même par la suite les différences

---

<sup>99</sup> Et non pas un "communisme philosophique" qui sera dépassé plus tard comme l'énonce, de façon plus brillante que convaincante, la revue *Théorie Communiste*, dans son n°21 de mars 2007. Même si c'est à partir d'autres prémisses, on retrouve là un découpage à la Althusser.

entre les Livres I et III du *Capital* peuvent laisser place à de telles divergences d'appréciation (sur la loi de la valeur, le travail productif, etc.) que la thèse d'un corpus invariant, présent depuis le début ne peut tenir. D'ailleurs, Bordiga n'a pas pu tenir cette position puisqu'il intégrera progressivement les apports des œuvres de jeunesse de Marx, ce que ne firent pas Pannekoek et Mattick.

La périodisation de Marx n'est pas seulement théorique car elle implique des prises de position et des interventions adéquates. Il est, en effet, impossible de séparer cette domination réelle des rapports sociaux et particulièrement de la lutte des classes. La domination réelle n'annonce pas une décadence mais une contre-révolution et c'est cette contre-révolution qui va faire des frontières de classes une question décisive. Dans un premier temps, la défaite de la Commune, la dissolution de l'AIT marquent le début d'une période contre-révolutionnaire qui voit, par ailleurs, se mettre en place les bases de la domination réelle du capital (unification de l'Allemagne et de l'Italie, socialisation plus importante de la production à l'intérieur de chaque aire nationale). Mais les acquis programmatiques sont déjà possibles et nombreux : l'ère des révolutions bourgeoises nationales va s'achever et avec elles les alliances de classes au sein du parlementarisme. Ces acquis ne permettent aucun développement d'une nouvelle organisation de classe dans la nouvelle période révolutionnaire et pourtant la Deuxième Internationale va se créer sur des bases immédiatistes, sans perspective révolutionnaire et elle n'aura de cesse que d'épouser le fameux "socialisme allemand" dont Marx se gaussait sans cesse: le lassallisme et l'apologie de toutes les institutions d'État. Il n'est donc pas étonnant que la social-démocratie se lance dans l'arène électorale et purge de ses rangs tous les éléments révolutionnaires<sup>100</sup> et non pas seulement les éléments anti-communistes. Un grand mouvement ouvrier se développe effectivement alors, aussi bien en Angleterre qu'en France, en Allemagne, puis aux États-Unis, mais sur la base de la défense de ses intérêts immédiats dont les syndicats sont les garants. Si on admet cette argumentation, on voit donc que la question des frontières de classes ne se pose qu'en rapport avec le fil historique et que chaque "frontière" possède une autonomie relative. Pour les marxistes et puis

---

<sup>100</sup> Entre 1889 et 1894, les *Jungen*, les anarcho-communistes seront exclus, ainsi que les petites tendances hollandaise, suédoise et danoise.

évidemment pour son rejeton léniniste, le syndicalisme est nécessaire pour faire grossir le mouvement, pour la formation de la conscience de classe, etc. Mais Malatesta, comme Nieuwenhuis s'opposent fortement aux tendances syndicalistes-révolutionnaires ou anarcho-syndicalistes, faisant remarquer que plus le syndicalisme se renforce plus il est obligé d'abandonner son programme originel et plus il s'éloigne de l'idée de révolution. L'anarchisme fut donc une théorie révolutionnaire en période contre-révolutionnaire, ce que ne purent reconnaître et tolérer les marxistes qui plutôt que de comprendre les divergences de vues comme fruit des contradictions de l'époque, cherchent à établir une séparation stricte en rejetèrent tout ce qui n'était pas marxiste comme n'étant pas révolutionnaire. Dans cette période, le mouvement ouvrier épouse le mouvement de la valeur et même ses luttes, qui le renforcent, ont un effet d'accélération de la valorisation dans le sens de son intensification, de la mécanisation supplémentaire et donc de la tendance vers la domination réelle du capital. Il est donc de peu d'importance de caractériser ces luttes comme étant de classe ou non, comme offensives ou défensives. Il est le mouvement de la classe du travail qui s'exprime dans les catégories capitalistes : en tant que producteur (le syndicat), en tant que consommateur (les coopératives), en tant que force politique (les partis), en tant que citoyen (le municipalisme), en tant que participant à la vie culturelle (clubs, chorales, fanfares, associations sportives). La guerre de 1914-18 va continuer à intégrer les classes ouvrières à leur État national respectif et renvoie l'internationalisme à un principe abstrait que la théorie du socialisme dans un seul pays se chargea d'enterrer, sans parler des tentatives de bolchevisme national à la Laufenberg<sup>101</sup>. Partant de la réalité d'une classe ouvrière non révolutionnaire les dirigeants de la Troisième Internationale, comme l'avaient fait auparavant ceux de la Deuxième, décidèrent de prendre les ouvriers comme ils sont. Il fallait donc sauver les syndicats, ce dont se chargea l'Internationale syndicale rouge. Un syndicat qui pouvait éventuellement se réclamer de la lutte des classes, mais qui dans

---

<sup>101</sup> Les résultats des dernières élections françaises sont aussi en rapport avec la situation actuelle des prolétaires. En 1933, Korsch, dans son *Karl Marx*, disait déjà : "L'une des caractéristiques de l'époque capitaliste qui, prolétarisant, individualisant, a retiré à des masses formidables, le sentiment de la sécurité, est d'avoir généralisé l'inquiétude". (p.392, Grasset).



les faits remplissait un rôle de défense des acquis de la classe du travail et la promotion de ses droits. Il en fut de même avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les luttes de libération nationale.

Ceux qui refusèrent cela n'eurent plus qu'à ramer à contre-courant comme le firent les anarchistes. Mais ce courant ne fut pourtant pas à l'origine de la reprise théorique qui s'amorce dans une période révolutionnaire qu'on peut faire commencer en 1905<sup>102</sup>. Ce redémarrage va paradoxalement se produire à partir d'une nouvelle génération de membres de la Deuxième Internationale, mais s'ils défendirent les frontières de classes, ce ne fut pas toujours pour de bonnes raisons. Par exemple, une des faiblesses de la gauche communiste germano-hollandaise dans les années 20, fut d'asseoir les bases de son anti-syndicalisme et de son anti-parlementarisme sur la croyance en une décadence du capitalisme rendue possible par la proximité de la crise finale. La reprise économique ne pouvait alors que ruiner ces positions puisque les principes ne s'appuient pas sur autre chose que des éléments conjoncturels... et ne sont donc pas des principes! Or ces éléments existaient et résidaient dans une critique des fondements de la Deuxième Internationale que même Pannekoek n'exprima jamais pleinement, au contraire d'un Nieuwenhuis, par exemple, dans *Le socialisme en danger*<sup>103</sup>. Quant aux bordiguistes, s'ils défendaient certains principes, ils ne constituaient, jusqu'au début des années 30 (quand ils devinrent "la Gauche italienne"), qu'une extrême-gauche de la social-démocratie comme on peut le voir dans la critique qu'ils firent du mouvement des conseils de Turin en 1919. De même, les critiques portées à Kautsky par Mattick dans *Kautsky : de Marx à Hitler* où il lui reproche de dire que la classe ouvrière n'est plus révolutionnaire depuis 1914, tout en reconnaissant que c'est vrai, ne permettaient pas de sortir de l'impasse. Les individus et groupes issus de ces gauches

---

<sup>102</sup> Le mouvement anarchiste va complètement s'émietter en autant de tendances que de particularismes à prétention culturelles, phénomène qui ressurgit aujourd'hui mais sans manifester davantage d'opposition au mouvement du capital. L'acceptation de la guerre de 1914 par la majorité de ses membres va accélérer son déclin historique, sauf en Espagne.

<sup>103</sup> Payot, collection *Critique de la politique*. 1975. La consistante postface de J.Y. Bériou constitue, à mon avis, la meilleure contribution théorique à la question des rapports entre révolution, contre-révolution et cycles historiques.

communistes historiques ne peuvent faire l'économie de se frotter aux écrits et expériences anarchistes et même aux individus qui sont encore influencés par l'anarchisme.

Une autre faiblesse de la gauche communiste germano-hollandaise fut de se focaliser sur l'organisation, d'abord en réaction au léninisme, puis pour développer son propre cheminement (le conseillisme). On en retrouve trace dans la façon dont les discussions sur les frontières de classe se mènent encore aujourd'hui. C'est surtout net quant à la question du syndicalisme. La discussion reste au niveau des principes ou de la périodisation historique plutôt qu'elle n'aborde le pourquoi du syndicalisme et surtout le fait que tant bien que mal il résiste. Les intervenants sont alors souvent obligés d'adopter une démarche schizophrène qui les fait discourir sur ces principes entre révolutionnaires d'un côté et s'en remettre de l'autre au goût de chacun ... mais de chacun des révolutionnaires et non pas des prolétaires! Le capital est placé en ennemi et en fonction de ses phases on est plus ou moins pour, contre, etc. En fait le capitalisme n'est pas vraiment compris comme un rapport social d'implication réciproque<sup>104</sup> entre deux pôles, celui du travail et celui du capital et en conséquence, le syndicalisme ne peut être vu comme le signe de cette implication réciproque, instrument de défense des travailleurs.

Le syndicalisme ne peut donc être révolutionnaire au sens où il permettrait le dépassement de la contradiction, ce que Marx puis les léninistes affirmèrent en donnant la priorité au Parti, mais cela ne veut pas dire que le syndicat trahit les intérêts de la classe. Il est l'organisation permanente de la défense de la force de travail. S'il n'est pas révolutionnaire il n'est pas non plus pourri par nature ou parce qu'il ferait des compromis avec l'État ; sa nature est de faire des compromis puisqu'il ne peut exister sans le pôle auquel il fait face. Cet aspect de la chose est bien visible dans un phénomène très courant : après une grève dure, les individus les plus actifs déchirent leur carte syndicale. Quelques mois après, ils la reprennent ou changent de syndicat. Les ouvriers sont décidément indécrottables et on n'en retrouve pas ses frontières de classe ! Comprendre cela revient aussi à ne pas s'illusionner aujourd'hui, sur de nouvelles formes corporatives autres que celles du syndicalisme. Tant que la classe ouvrière (ou paysanne en Espagne ou en Ukraine) a constitué la classe de la production elle

---

<sup>104</sup> Je reprends cette notion de la revue *Théorie communiste*, même si je lui préfère maintenant l'expression de dépendance réciproque.

a pu et su poser des formes politiques propres comme les conseils ou les collectivités agricoles qui tentaient de dépasser la coupure entre forme économique/sociale et forme politique. Il faut donc considérer ces formes dans leur dimension historique et politique qui était celle du passage de la domination formelle à la domination réelle. Alors qu'elles étaient le produit d'une incomplète intégration de la classe à la société civile de l'époque, elles manifestaient déjà des éléments de l'intégration future. En effet, une grande majorité des conseils ouvriers allemands des années 20 était corporatistes et dominés par les sociaux-démocrates. Mais aujourd'hui, il faut reconnaître que si le prolétariat en tant que classe antagonique au capital, a été défait politiquement et militairement, la classe ouvrière a gagné le droit d'être une catégorie de la société capitaliste.

Si on regarde les coordinations françaises et autres *Cobas* italiennes ou assemblées espagnoles, on s'aperçoit que ces formes sont apparues comme une dernière possibilité d'affirmation du travail, mais déjà plus sous l'ancienne forme générale de l'affirmation de l'identité ouvrière, mais plutôt sur la base d'une identité restreinte et particulière, d'une identité professionnelle (les infirmières, les "roulants" cheminots, les dockers) et non plus d'une identité de classe. Ces formes d'organisation sont très ponctuelles, ou alors, pour perdurer elles se transforment en syndicat bis. Quant aux petits syndicats radicaux du type CNT, ils sont bloqués dans leur développement par la même contradiction insurmontable que nous venons de citer<sup>105</sup>. Ils sont alors contraints de faire un grand écart peu créatif entre radicalité de principe (pas de permanents, pas de candidats aux élections professionnelles, appels constants à la grève générale) et suivisme en pratique au niveau des revendications et des signatures unitaires au bas des tracts syndicaux. C'est à cette seule condition qu'ils peuvent espérer assumer crédibilité d'un côté et légitimité de l'autre. Dans les mouvements, leur but est de ne pas se couper des autres syndicats et pour cela leur radicalité se transforme en musique de la petite différence. Comme les grands syndicats, ils ne peuvent éviter le double langage caché derrière le revendicatif, celui qui dit à la fois que le système fait toujours plus de profit... mais qu'il est

---

<sup>105</sup> Une preuve parmi tant d'autres nous est fournie par le fait qu'une des scissions au sein de la CNT française s'est faite à partir de la question de savoir si un syndicat anarcho-syndicaliste pouvait syndiquer des musulmans pratiquants !

en pleine crise, celui qui fait dire que la classe ouvrière est écrasée et intoxiquée... mais que la victoire est à portée de grève générale ou que la classe est toujours en lutte même si cela n'est pas immédiatement perceptible.

Comme le capitalisme n'est pas vu comme rapport social contradictoire, c'est aussi toutes les questions des réformes, des acquis, du partage de la valeur ajoutée (niveau de productivité et taux d'exploitation) qui deviennent insolubles et induisent le va et vient entre deux positions :

- une première position selon laquelle le capital ne peut accorder de réformes que si cela lui rapporte plus que cela ne lui coûte (échange hausse de salaires/hausse de la productivité dans le fordisme par exemple). C'est la position classique des gauches communistes. Elle présente l'avantage de tout pouvoir justifier à partir d'une position de principe : le capitalisme ne peut plus se permettre de réforme, au moins à partir de sa décadence. Mais comme dans les faits, il accorde des réformes, il en découle une contre-position : ce ne sont pas des vraies réformes puisque ce sont des attaques indirectes contre le prolétariat<sup>106</sup> ;

---

<sup>106</sup> Cf. toutes les discussions autour des 35 heures. Comme elles n'ont pas été le fruit d'une quelconque lutte de classes (une majorité de salariés demandent actuellement à gagner plus et non pas à travailler moins et c'est à partir de cette "vérité" qu'on nous sert tout le discours sur le nécessaire retour à la valeur du travail), cela ne peut que correspondre au machiavélisme du capital qui accorde une baisse du temps de travail contre une intensification des rythmes et une flexibilité plus importante. Mais alors pourquoi le MEDEF a-t-il été un opposant résolu à cette réforme ? Certains gauchistes ou anarchistes vont même critiquer cela au nom d'une extension du temps libre, ce dernier étant considéré comme le temps de l'extrême aliénation (on trouve ce discours à la CNT-Vignoles). A l'inverse, je n'ai lu nulle part dans la presse militante que les 35 heures ont permis à des travailleurs particulièrement défavorisés, ceux de l'artisanat, de bénéficier de temps de congés qui sont pourtant le lot des travailleurs des grandes entreprises depuis plus de 50 ans. Pourtant, le syndicat des artisans, l'UPA, a tout de suite saisi l'intérêt qu'il pouvait en retirer puisqu'en période de reprise de l'emploi aucun jeune n'est disposé à accepter les conditions qui règnent dans ces secteurs, sans contre partie. On est bien loin des conditions atroces et de la précarité digne de la révolution industrielle que nous décrivent maints "radicaux" et leur idéologie des "Temps maudits". Ce qui est vrai, c'est que la critique (passive surtout) du travail atteint un tel niveau, surtout chez les jeunes, que le capitalisme s'en trouve en partie ébranlé... même si lui-même est

- une seconde position selon laquelle les réformes sont en partie le produit de la lutte des classes. Il devient alors difficile de dire que les luttes de classes sont révolutionnaires puisqu'elles ne produisent que des réformes. Le mouvement ouvrier apparaît ainsi comme un moment non contradictoire du capital. Pour sortir de cet embrouillamini, il faut alors faire surgir un troisième type de lutte à côté des luttes révolutionnaires (de classe) et des luttes réformistes (pas de classe ?), les luttes défensives qui sont des réponses à des attaques du capital et qui retrouveraient ainsi miraculeusement leur qualité de luttes de classes ! Si on prend l'exemple du supplément mensuel d'*Échanges* : "Dans le monde une classe en lutte", on aura bien du mal, au vu de l'énumération du "cours quotidien" des luttes, à faire la différence entre luttes de classe défensives et luttes réformistes, sans parler du fait que la question du lien entre les trois types n'est guère abordée avec les questions subséquentes de la transcroissance ou de la rupture, des conditions objectives, etc.

### **3. Sur la notion de système et sur le concept de domination**

#### **3.1. Une profonde transformation des rapports sociaux**

Le développement du capital est tout sauf une abstraction à partir du moment où on le comprend comme rapport social, d'abord entre des classes antagoniques, puis entre des individus dont la structuration passe encore par des groupes organisés en classes, mais qui ne se définissent plus par leur antagonisme : malaise, ras-le-bol, bravades, flambées de colère se substituent aux conflits traditionnels. De nombreuses questions ne peuvent plus se formuler dans les anciens termes car là encore le capitalisme a révolutionné les rapports sociaux au point d'être déjà au-delà des classes, ce qui est aussi le but du communisme, si on le conçoit comme le mouvement qui abolit les conditions présentes. Ce n'est donc pas un hasard si de plus en plus de textes, émanant de cercles militants ou théoriques, mettent en avant d'autres critères de classements, d'autres notions.

Pour ceux qui se réfèrent encore à la théorie du prolétariat les notions de pauvres et riches sont alors les plus fréquentes, relayant purement et simplement le sens commun. Cela part d'un constat pragmatique sur la dilution des frontières de classes, mais cela ne

---

le premier critique du travail en le rendant inessentiel et en montrant sans cesse qu'il n'est pas le moyen le plus direct pour accéder à la richesse.

permet guère d'avancer quand on remplace les frontières de classes de la théorie par le recours à des critères matériels d'évaluation et au critère idéologique des besoins. Ces critères qui reposent sur une acceptation de la logique de consommation de la société capitalisée sont d'ailleurs souvent contradictoires avec le discours moralisateur et anti-système des mêmes cercles militants. Pour ceux qui ne se réfèrent pas à la théorie du prolétariat, la critique se fait à partir de nouvelles identités particulières (genre, groupe sexuel ou ethnique) ou à partir de luttes qui délaissent les procès de production et de travail (écologie, altermondialisme, anti-spécisme, anti-fascisme).

Plus personne d'ailleurs ne semble se reconnaître dans la figure de l'ouvrier et plus généralement du travailleur : il apparaît comme celui qui nuit aux autres car il est "toujours en grève" (même si c'est faux); celui qui pollue (même si c'est son patron); celui qui encombre les routes (le chauffeur-routier "qui occupe toute la route"). Tout apparaît magique du point de vue de l'individu-démocratique qui, quel que soit son "classement" sociologique n'est plus soumis à sa classe mais à la société de consommation! C'est le monde précédent, à l'envers. Le travailleur n'apparaît plus comme celui qui transforme pratiquement le monde, il n'y a donc plus aucune raison, en dehors d'un douteux "sens de l'histoire", pour qu'il le révolutionne. D'ailleurs bien souvent quand on lit les "radicaux" on a l'impression que la guerre de classes dont ils parlent tant n'est plus que la guerre d'une classe dont ils s'évertuent à chercher la cohérence, sur le modèle de l'ancienne bourgeoisie; bourgeoisie dont l'acte de décès a déjà été prononcé depuis longtemps et parfaitement décrit par des auteurs aussi différents qu'Adorno et Horkheimer d'un côté, Bordiga de l'autre dans les années 50, *Socialisme ou Barbarie* et *l'Internationale Situationniste* dans les années 60, sans que cela soit vraiment toujours satisfaisant comme nous le verrons pour Castoriadis et sa référence à l'oligarchie, ou pour Debord avec sa vision complotiste de l'histoire à partir du milieu des années 70.

Adorno, dès 1947, caractérisait déjà cette dynamique du système en ces termes : "En dépit de la tendance à l'oligarchie, les ouvriers savent de moins en moins qu'ils sont des ouvriers, cela peut s'expliquer à partir de certaines observations. Alors qu'objectivement le rapport des propriétaires et des producteurs à l'appareil de production se consolide et devient de plus en plus rigide, l'appartenance subjective à une classe devient de plus en

plus fluctuante. Ce processus est favorisé par l'évolution économique elle-même. La composition organique du capital exige, comme on l'a souvent observé, le contrôle de responsables techniques plutôt que des propriétaires des usines. Ces derniers étaient en quelque sorte la contrepartie du travail vivant, alors que les premiers correspondent au prorata des machines dans le capital. (...) Le fait que l'évolution technique a atteint un stade qui permettrait à n'importe qui d'exercer n'importe quelle fonction – cet élément socialiste immanent au progrès – est dissimulé et travesti sous le capitalisme avancé. (...) Est privilégié celui qui s'adapte le mieux à ce système (...) Les élus restent certes une infime minorité, mais la possibilité structurelle suffit pour préserver l'illusion de l'égalité des chances dans un système qui a éliminé la libre concurrence qui vivait de cette illusion. (...) Ce qui décide de la chute ce n'est pas l'incompétence, mais une structure hiérarchique opaque dans laquelle nul – pas même ceux qui se trouvent au sommet – ne peut se sentir en sécurité : c'est l'égalité sous la menace<sup>107</sup>.

Cette citation est importante en ce qu'elle permet de questionner la notion de classe et surtout la notion de système sur laquelle nous allons nous attarder. On peut souscrire en partie à la position d'Adorno dans la mesure où elle rompt avec l'idée marxiste d'un plan du capital, tout en se tenant à distance d'une explication psychologisante des bases de la domination.

### 3.2 *System or not ?*

S'il y a bien des forces objectives (accumulation gigantesque de capital fixe, développement de la technoscience sous sa forme socialisée de *General Intellect*, bureaucratie tentaculaire de l'appareil d'État, urbanisation qui met fin à l'aspect individualisant et progressiste de la ville), ces forces objectives (j'insiste sur le mot forces) ne se sont pas substituées purement et simplement à l'ancienne classe dirigeante. Le pouvoir n'est pas seulement celui, impersonnel, de la société rationnelle-bureaucratique de Weber. Il y a bien une nouvelle personnalisation des formes de la domination dans le sens d'une gestion hégémonique de la puissance étatique. Celle-ci n'hésite plus à dépoussiérer les vieilles administrations et à brouiller les frontières entre administrations publiques et administrations privées.

---

<sup>107</sup> Th. Adorno, *Minima Moralia*. Payot, 1980, p. 181.

La structuration technoscientifique de notre société permet l'écllosion d'une puissance générale sociale inconnue jusqu'alors qui s'incarne néanmoins dans des réseaux d'individus, des manipulateurs de symboles, que l'on retrouve par exemple à Davos, mais aussi de façon beaucoup plus formalisée dans des organisations comme la Trilatérale. Un peu comme dans la science-fiction, cette puissance permet un jeu à l'échelle planétaire qui sera ensuite rationalisé et planifié dans le cadre d'une stratégie (c'est ici un bien trop grand mot) de domination par extension dans le monde de ce qui ne constituait au départ, qu'un ballon d'essai. Ce qu'il manque malgré tout à ces groupes dominants c'est une conception du monde qui caractérisait l'ancienne classe dominante bourgeoise :

- une base et une assise sociales stables avec des intérêts communs bien établis;

- une vision à long terme qui seule donne cohérence à une vision du monde, à une conscience;

- un système de valeurs universalisable comme celui qui a pu se constituer autour de la religion, puis autour du travail, c'est-à-dire un système qui fonde la solidarité d'une société au-delà des antagonismes. Or l'intérêt et l'idéologie du développement personnel ne constituent pas des motivations suffisantes autour desquelles puissent converger des milliards d'individus et ce n'est pas d'y ajouter l'étendard des droits de l'homme qui changera les choses. Ce qui est imposé aux pays dominés ce n'est pas la révolution bourgeoise et le capitalisme, c'est le capital moins la révolution moins la bourgeoisie.

Si les managers des années 50 à 70 ne pouvaient constituer une nouvelle classe parce qu'ils se situaient au service des grandes administrations privées (la grande entreprise comme lieu de rationalité économique) et publiques (le sens de l'État), les puissants d'aujourd'hui ne le peuvent pas davantage car ils sont à leur propre service ou à la rigueur au service de leurs réseaux et ils développent une sorte de morale des forts qui les amènent constamment à tourner les règles et à développer un cynisme modéré par leur réalisme ("responsables, mais pas coupables"). C'est ce qui fait qu'aujourd'hui il est parfois difficile de les distinguer des divers groupes mafieux. Le fait d'être touché par "les affaires" est donc finalement chose normale puisque leur "responsabilité de soi" est au-delà de toute responsabilité collective. Ce qui distinguera le puissant du simple "gagneur", c'est que la justice ne fera que le frôler (Chirac, Berlusconi), alors



que l'autre devra rendre quelques comptes (Tapie). Ce qui rend aussi difficile l'identification d'une classe dominante aujourd'hui, c'est la complexité systémique qui fait intervenir un nombre de participants extrêmement important à une multitude de projets qui sont autant de tentatives de transformer des situations particulières, de changer des rapports de force, sans que les intérêts de ces divers participants soient toujours complémentaires. S'il est à la mode de gloser sur les anciens soixante-huitards arrivés au pouvoir, il faut bien reconnaître que nombre de participants des mouvements de la fin des années 60-début 70, y compris de base, retrouvent aujourd'hui dans la valorisation de l'activité individuelle, de l'autonomie, de la communication au service de leur entreprise ou de leur carrière, des éléments proches des idéaux pour lesquels ils pensent avoir combattu naguère. Comme le montre le cas du non-repenté Cohn-Bendit, il y a bien un lien et non une trahison entre le libertaire et le libéral et le discours du capital n'attend pas son bourgeois pour être proclamé. Il est dans l'air du temps quand le moindre individu envisage de gérer son temps, de faire fructifier sa ressource humaine, de potentialiser sa compétence, le tout avec la fausse importance que donne le téléphone portable collé à l'oreille et l'ordinateur, tout aussi portable, à la main. Dans un monde où le capital ne fait pas principalement que s'accumuler, mais augmente aussi sa puissance par le développement de ses réseaux, n'importe qui peut venir se connecter et être à la fois tendance *world music* et altermondialiste, pour ne prendre que cet exemple. Même ce qui se présente comme critique ou comme radical a tendance à s'aligner sur cet air du temps comme le montrent les mouvements identitaires ou particularistes qui, s'inspirant de la pensée libérale anglo-saxonne, mettent l'accent non pas sur la lutte pour l'égalité mais sur les luttes contre les discriminations<sup>108</sup>.

Ce qui est difficile à admettre, c'est que les transformations actuelles ne sont interprétables ni en termes de plans préconçus, organisés par un groupe omniscient et tout puissant, ni en termes de processus inconscient, sans sujet et sans réflexivité, pure matérialité d'un capital devenu automate. Pour éclairer cela on peut prendre l'exemple des lois Auroux de 1982, un exemple suffisamment daté qui nous laisse un peu de recul pour en mesurer les effets. Les lois Auroux qui visaient, entre autres, à augmenter

---

<sup>108</sup> Cf. J. Wajnsztein, *Capitalisme et nouvelles morales de l'intérêt et du goût*, L'Harmattan, 2002.

le pouvoir syndical de négociation et à faire rentrer des syndicats dans toutes les entreprises, y compris les plus petites, ont fait hurler les patrons de l'époque. Elles ont pourtant eu comme effet pervers de favoriser l'individualisation des rémunérations et des conditions de travail dans un premier temps, puis la précarisation dans un second, en déplaçant les négociations de la branche vers l'entreprise. Le contexte économique général de restructuration industrielle a fait que tout cela a convergé vers l'éclatement du collectif de travail et de ce qui restait de la classe ouvrière. Or à l'époque, la critique de gauche la plus courante faite aux lois Auroux, était qu'elles visaient à institutionnaliser encore plus les syndicats, à les contrôler, comme si l'exemple de la CGT en 1968 n'avait pas suffi à montrer qu'ils étaient bien déjà suffisamment contrôlés ! La droite revenue au pouvoir n'a plus eu alors qu'à transformer l'effet non voulu en effet voulu, sans qu'on ait besoin, pour comprendre tout cela, de faire appel au traditionnel : la gauche au pouvoir réalise ce que la droite ne pourrait faire.

A un niveau plus théorique, il faut faire le lien entre cette question de domination et le processus de globalisation. La globalisation ne se réduit pas à un ensemble de processus observables, elle est aussi un projet normatif d'une gouvernance sans gouvernement définie comme un mécanisme de régulation lié à l'ordre mondial et fonctionnant sans émaner d'une autorité officielle<sup>109</sup>.

Mon appréhension de la situation ne correspond donc pas à une abstraction pensée par rapport à ce qui serait la réalité réduite à une simple forme phénoménale. Il s'agit de comprendre la réalité sous sa forme de plus en plus abstraite prise par ce que j'appelle faute de mieux, pour l'instant, le système de reproduction capitaliste.

Je vais essayer d'éclairer ces termes à partir d'un exemple. Les mouvements de 1986 chez les cheminots et les infirmières annoncent les mouvements de 1995 dans la fonction publique et de 2003 dans l'enseignement, malgré les différences. Le point commun à tous c'est qu'ils se situent dans le secteur de la reproduction et qu'ils sont amenés, par le rôle stratégique (les transports), politique (l'éducation), vital (la santé) qu'ils jouent, à poser des questions non exclusivement particularistes malgré les reproches de corporatisme qui leur sont lancés par tous les modernistes et médiatiques. Mais la situation générale semblant

---

<sup>109</sup> C'est aussi l'optique de Hardt et Negri dans *Empire*. Exils. 2000.

s'aggraver (tendance à la privatisation des services publics, remise en cause de leur mission), la critique de l'État qui sourd de ces mouvements, déjà toujours problématique dans ces secteurs de par la dépendance définitoire du fonctionnaire par rapport à son Etat, s'efface au profit d'un appel à l'État. Cet aspect est d'ailleurs renforcé par la présence sur le terrain de courants citoyennistes. Ainsi, on a pu assister à un certain recul dans la lutte des enseignants contre la réforme Allègre de 2000, par rapport à celle menée en 1995, mais peut être cela est-il propre aux enseignants ? Il y a une contradiction apparente entre, d'un côté, le fait que le poids de l'État n'a pas cessé de se renforcer — ce phénomène est particulièrement repérable dans le domaine social aux contours de plus en plus indéfinis — contrairement à ce que disent non seulement les discours libéraux, mais aussi la plupart des discours qui se veulent critiques et d'un autre côté, le fait qu'il semble se dissoudre dans la société par ses multiples ramifications, ses réseaux et la crise d'institutions étatiques qui représentaient pourtant une source de sa légitimité. Les "affaires" en France, le lancement puis l'échec de *mani pulite* en Italie, comme ce qui se passe au Japon tendent à détruire cette légitimité et précipiter une crise du politique, mais elles ont aussi pour conséquence d'innocenter le pouvoir au-delà des personnes impliquées, pour qu'en dernier ressort la domination reste justifiée. Les juges s'acquittent de la suspicion d'une justice de classe en administrant le pouvoir de la Justice qui tout à coup semble frapper plus fort les puissants que les faibles. Ce n'est alors plus en tant qu'institution de l'État qu'intervient la Justice, mais en tant que substitut de l'État. C'est particulièrement net en Italie où depuis les années 70, la lutte contre la mafia et contre l'extrême gauche a engendré une justice d'exception qui s'est substituée à l'État de droit. Que cette Justice soit à la fois précédée et relayée par les médias nous indique à quel point le Pouvoir total se distingue du simple pouvoir politique. Le phénomène Berlusconi est à cet égard révélateur de la symbiose entre capital, État et société civile. Ce personnage ne se prive pas de dire qu'il va supprimer définitivement la politique<sup>110</sup>.

---

<sup>110</sup> Il est ainsi particulièrement mal venu de le traiter de fasciste dans la mesure où le fascisme est une forme particulière d'imposition autoritaire du politique comme choix de vie. Léninisme, stalinisme et maoïsme sont d'autres formes de cette imposition autoritaire.

Il nous faut donc reprendre la théorie de l'État<sup>111</sup>. Il ne s'agit plus de l'État de la classe dominante (d'ailleurs cela ne l'a jamais été sous une forme pure), ni d'un État politique contrôlant puis intégrant l'antagonisme des classes. Il s'agit d'un État qui a englobé les deux pôles du rapport social, le capital et le travail<sup>112</sup>. Et ce faisant, à sa façon, il a réalisé la prédiction de Marx du dépassement de la politique dans la simple "administration des choses", mais bien sûr pour son propre compte en quelque sorte, c'est-à-dire sans qu'il y ait abolition de l'État comme dans la perspective communiste. Pour cela il aurait fallu que les luttes de classes débouchent sur autre chose que sur d'immenses transformations... au sein du capitalisme; que les questions de la domination et de l'oppression, des rapports à la nature, soient abordées à l'échelle de l'histoire de l'humanité, tout en tenant compte du processus d'individualisation accéléré par le capitalisme. Il aurait fallu aussi que la lutte des classes soit lue à l'aune de la tension individu/communauté et donc de la révolution à titre humain. La persistance des questions nationale, paysanne, religieuse peut s'appréhender justement comme l'expression de cet échec. Cette "administration des choses", même si elle découle d'un phénomène déjà ancien et par exemple analysé par Weber comme principe de la rationalité et de la modernité, prend une forme nouvelle dans la mesure où elle semble tout recouvrir comme le signalait déjà Adorno. Rien ne doit lui échapper (tout est gestion, expertise, fatalité technoscientifique), alors que pourtant tout semble le déborder (les réseaux par rapport au plan centralisé, l'international par rapport au national, le local par rapport au national, le privé par rapport au public).

Ce qui est difficile à comprendre aussi, c'est que si l'État semble avoir un poids de moins en moins important du point de vue de la décision, il prend une place de plus en plus prépondérante du point de vue de la reproduction d'ensemble<sup>113</sup>. Mais de cela, on ne doit pas en conclure, comme semble le faire

---

<sup>111</sup> Ce que nous avons essayé de faire dans le n°13 de *Temps critiques* (hiver 2003).

<sup>112</sup> Mais d'une toute autre façon que celle qui s'est développée dans les pays de l'ancien bloc socialiste. Il faudrait revenir sur cette différence...

<sup>113</sup> C'est ce que j'ai essayé de dégager dans le supplément à *Temps critiques* sur le mouvement de 1995, *Le sens du tous ensemble*, repris dans le n° 9 de l'automne 1996 (p. 97-110).

Guy Fargette<sup>114</sup>, à une sorte de déconnexion entre un État qui ne serait plus que force d'inertie, lieu de l'immobilisme, sur le modèle du *mode de production asiatique* défini par Marx<sup>115</sup> et une sphère de la *société civile*<sup>116</sup> dominée par la recherche de puissance (au sommet) ou la défense d'intérêts corporatistes (à la base) qui garderait une force dynamique, le tout produisant ce que Fargette nomme une "reproduction rétrécie". C'est dans une optique proche que je parle de système de reproduction plus que de mode de production. Ce n'est certes pas très satisfaisant dans la mesure où cette notion frôle la tautologie ; mais elle contient cependant une valeur heuristique si on peut montrer que ce qui est central aujourd'hui ce n'est plus la production matérielle, ce n'est plus ce qui était désigné comme travail productif. C'est ce que nous avons essayé de dégager dans le supplément de *Temps critiques* sur le mouvement de 1995<sup>117</sup> et il me semble que la notion de "reproduction rétrécie" n'en est pas loin même si elle reste, de fait, référée à la notion de "reproduction élargie" de Marx et donc à la loi de la valeur.

Sur la notion d'oligarchie, il ne nous est pas possible de suivre Fargette. Il nous semble que c'est vouloir nommer quelque chose de nouveau avec un nom ancien. On peut certes reconnaître qu'il existe un phénomène de confluence des pouvoirs qui face à l'atomisation de la société a tendance à s'exprimer sous forme clientéliste. Si cette tendance n'est pas incompatible avec la mise en réseau de l'Etat, les formes mafieuses du capital, etc. cela semble par contre incompatible avec la présence d'un pouvoir politique réel, ce qu'implique la notion d'oligarchie que Fargette définit comme une situation de pouvoir dans laquelle il y a rupture de toute réciprocité entre gouvernants et gouvernés. Là encore l'exemple trivial de la réélection de Berlusconi, il y a quelques

---

<sup>114</sup> Cf. *Les Mauvais jours finiront*, n°14, p.36-37.

<sup>115</sup> Dont on peut trouver un exemple dans la "bureaucratie céleste" des empires chinois, à laquelle font référence les allusions de Fargette au développement des potentats locaux dans le processus de décentralisation à la française entrepris à partir de 1982.

<sup>116</sup> Au sens hégélien de sphère de l'économie qui englobe ce que l'on nomme social aujourd'hui, mais qui n'était pas nommé comme tel à l'époque d'Hegel.

<sup>117</sup> Cf. supra et le site de *Temps critiques*.

années en Italie, semble indiquer au contraire une sorte de mimétisme entre vendeur et clients, ces derniers ne se voyant plus que comme groupe de pression intervenant auprès du plus grand groupe de pression italien ! Si rupture il y a, elle est commune aux deux formes de domination, c'est la rupture avec une vision de l'État et de ses institutions comme force politique.

Par ailleurs, si la notion d'oligarchie pouvait grosso modo rendre compte de l'exercice du pouvoir dans les systèmes bureaucratiques hiérarchisés et autoritaires du fordisme et du stalinisme – ces deux variantes d'une même conception de l'organisation du travail et du commandement dans l'entreprise, faisant reposer le pouvoir réel sur une sorte de caste – elle semble moins à même de décrire une situation où le plus grand nombre participe à ce que certains appellent la soumission<sup>118</sup>, mais que je préfère interpréter de façon plus neutre en disant que les individus participent à la reproduction des rapports sociaux ou que l'État "c'est aussi nous"<sup>119</sup>. En effet, la notion de soumission sans contrainte qui est à référer à celle de servitude volontaire chez de La Boétie, présuppose la fin de la dépendance réciproque entre les pôles du rapport social. Or ce n'est jamais le cas, ni dans le rapport maître/esclave bien dialectisé par Hegel, ni dans l'acception du système féodal comme système de protection, ni dans celui qu'on pourrait appeler la communauté des classes, ni dans le "ils ne nous paient pas, on ne fait rien" des systèmes socialistes. Cette tendance ne peut s'observer qu'à la marge, dans l'aspiration à l'émancipation du propriétaire dans la société bourgeoise, à son assomption comme libre citoyen, ce qu'anticipe finalement La Boétie avec son cri du *Contr'un*.

Il me semble que nous sommes tous dans la même aporie qui est de se trouver confronté à un double phénomène. D'un côté nous

---

<sup>118</sup> Cf. Riesel : "Les progrès de la soumission vont à une vitesse effroyable" (Entretien au journal *Libération*. Hiver 2001).

<sup>119</sup> Des associations comme *Act up* et *Attac* sont des relais particulièrement actifs de ces transformations du rapport social, à tel point qu'on ne sait plus exactement qui est le moteur du processus. L'exemple du PACS est significatif de cet associationnisme étatique qui rend caduque l'opposition gouvernants/gouvernés et la conception d'une sphère autonome de la politique qui serait le lieu principal des prises de décision.

sommes conscients du caractère de plus en plus abstrait du capitalisme, même si nous désignons cela à l'aide de concepts différents en fonction de nos parcours théoriques et de notre propre expérience ; certains parlerons alors de bureaucratie ou de capital ou de système capitaliste, de caractère anonyme de la domination, etc. De l'autre côté nous sommes aussi persuadés qu'à ces termes correspondent des forces sociales que nous nommons aussi différemment ; certains parlent d'oligarchie, de dirigeants, d'autres de dominants, etc. La difficulté est d'essayer de dépasser la simple nomination et plus on prend un terme qui réfère à quelque chose de précis, plus on s'expose à la critique sans pouvoir forcément y répondre. Ainsi de l'oligarchie définie comme coupure dirigeants/dirigés qui ne peut déboucher, comme perspective, que sur l'exigence d'une vraie démocratie définie comme une forme politique qui contient et exprime un déséquilibre du pouvoir<sup>120</sup>. Par ailleurs, si la notion d'oligarchie pouvait grosso modo rendre compte de l'exercice du pouvoir dans les systèmes bureaucratiques hiérarchisés du stalinisme, des fascismes et même du fordisme, dans lesquels il y avait une sorte de captation du pouvoir par quelques groupes formant une nouvelle caste de dirigeants ayant peu à voir avec la figure traditionnelle du bourgeois propriétaire, elle semble moins à même de décrire une société capitalisée dans laquelle pratiquement tous les individus participent à la reproduction du système d'ensemble, directement ou par l'intermédiaire de particularismes affirmés<sup>121</sup>. Castoriadis le reconnaît lui-même quand il dit<sup>122</sup> que la division dirigeants-dirigés perd de sa

---

<sup>120</sup> On est alors très proche de ce que dit quelqu'un comme Lefort (plus que de Castoriadis) et finalement d'une vision qui veut restaurer une sphère politique. Cf. aussi toutes les tentatives de réactiver Arendt, par exemple chez D.Meda (*La fin du travail*) ou dans une autre perspective celle de lier Marx et la démocratie chez Abensour (*La démocratie contre l'État. Marx et le moment machiavélien*. PUF. 1997).

<sup>121</sup> Des associations comme Act up et Attac sont des relais particulièrement actifs de ces transformations des rapports sociaux, à tel point qu'on ne sait plus exactement qui est le moteur du processus. L'exemple du PACS est symbolique de cet associationnisme pro-étatique qui rend inopérante l'opposition dirigeants/dirigés chère à *Socialisme ou Barbarie* et vain l'appel à une reconquête démocratique.

<sup>122</sup> Introduction à *La société bureaucratique*. UGE, coll 10/18, 1973. Pour lui, la prolétarianisation des anciennes classes moyennes n'a pas donné lieu

pertinence dans un système où il y a de moins en moins de fonctions pures, de division pure vu la complexité de la pyramide sociale. Le projet de l'autonomie se perd alors dans les différentes formes de l'autonomisation et particulièrement celle du procès de production, à travers la domination de la techno-science et d'une hiérarchie de plus en plus arbitraire. Celle-ci est définie<sup>123</sup> comme un moyen au service d'appareils de pouvoir... qui ne dirigent vraiment plus rien! La maîtrise se veut de plus en plus rationnelle et donc impersonnelle, mais cela manifeste, en fait, une absence de maîtrise (cf. la tendance à l'automatisation des décisions par les "systèmes experts") et de l'illusion de la toute puissance. On peut alors se demander quelle cohérence pousse Castoriadis à définir les démocraties occidentales comme des oligarchies libérales<sup>124</sup>. Nous sommes conscients de la difficulté quand nous dénonçons la fausse opposition entre l'économie et le social et que nous parlons de nécessaire intervention politique, mais cela ne veut pas dire qu'il faut restaurer une sphère du politique comme lieu où s'exprimerait, par la forme politique démocratique, un nouvel en-commun.

Cette aporie prend aussi une forme plus concrète quand nous discutons de la notion de Système et de son bien fondé. Nous ne sommes d'ailleurs pas tous sur la même longueur d'ondes à ce propos, à l'intérieur de *Temps critiques*. Certains font remarquer que cette notion de système est de moins en moins appropriée<sup>125</sup> pour rendre compte des modes d'action du capital, à travers flux et réseaux, processus de valorisation et/ou de dévalorisation d'activités humaines jusque là s'exerçant en dehors du mouvement de la valeur, etc.

---

à une base prolétaire plus large (ce que prévoyait la théorie du prolétariat), mais une réorganisation bureaucratique pyramidale.

<sup>123</sup> *Les carrefours du labyrinthe*, vol 3. *Le monde morcelé*. Le Seuil, 1990.

<sup>124</sup> *Ibid*, vol 4 : *La montée de l'insignifiance*. Le Seuil, 1996.

<sup>125</sup> Cf. la position de J. Guigou dans l'article du n°14 de *Temps critiques*, (hiver 2006), intitulé : *Vers une domination non systémique?* p.111-112 qu'on peut résumer ainsi : Ne pourrait-il pas y avoir aujourd'hui domination sans la prégnance d'un système de domination ? L'exercice de cette domination s'exercerait alors par une "gestion des intermédiaires" — notion que Guigou a développée dans son article du n°12 de *Temps critiques*, "L'institution résorbée" — qui remplace les anciennes médiations institutionnelles entrées en crise.



Il est un fait que le développement de notre critique sur la globalisation et la fluidité des formes du capital, l'évanescence de la valeur ou le refus de reconnaître dans les réformes sur l'école un plan du capital semble confirmer la vision avancée par J.Guigou d'une "domination non systémique" et condamner mon emploi de la notion de "système de reproduction capitaliste" qui a pourtant été à l'origine de nos développements sur "la valeur sans le travail". En effet, c'est bien parce que les mécanismes capitalistes de domination ne forment pas système que la dynamique du capital se maintient malgré l'impression de simple reproduction en l'état qui semble prédominer. C'est aussi ce qui rend nécessaire la continuation de notre activité critique aujourd'hui, quand les théories révolutionnaires liées au mouvement prolétarien se sont toujours contentées de combattre un "système". C'est aussi ce qui la rend difficile, puisqu'il lui faut se passer des habituels "il n'est donc pas étonnant", "il est donc logique que", "c'est le point de vue de la totalité qui prédomine", qui huilaient les rouages de la pensée dialectique basique au point d'en faire une nouvelle sophistique. Toutefois, ce qui pourrait permettre de vraiment trancher entre système de reproduction capitaliste ou domination non systémique, ce n'est pas le contenu de vérité du débat théorique mais le fait de savoir si la restructuration entamée à partir de la fin des années 70 trouve son mode d'achèvement et de consolidation. Pour le moment cela ne nous semble pas être le cas comme nous l'avons souvent fait remarquer (pas de nouveau mode de régulation des rapports sociaux qui viendrait relever le fordisme, difficultés à mettre en place un nouvel ordre politique mondial stable, politiques à courte vue, au cas par cas et absence de dimension stratégique<sup>126</sup>). C'est pour cela que pour le moment, nous privilégions la vision de la domination non systémique. Mais à moyen terme, la question reste ouverte. Pour ne prendre qu'un exemple, ce que certains appellent L'Empire signale-t-il la fin de l'idée de souveraineté où une nouvelle forme de souveraineté ?

Ces questions ne nous semblent pas scolastiques dans la mesure où, de leurs réponses dépend un peu (la critique n'est pas extérieure à son objet ni aux luttes) la perspective générale de la lutte. Il n'est en effet pas identique d'affronter une forme de domination qui a suffisamment trouvée de cohérence interne pour

---

<sup>126</sup> Le mouvement néo-conservateur américain représente une tentative collective et assez globale de renouer avec cette dimension stratégique... et de s'en donner les moyens.

tracer son chemin avec logique et donc avec force, mais logique que la critique peut anticiper ; ou bien de se trouver dans une situation de domination diffuse dont on peine alors à distinguer le fil directeur, qui manque de force, mais laisse se développer toutes les fausses oppositions. En effet, il ne faudrait pas que la mise en retrait de la notion de système laisse le champ libre à une critique épousant un mouvement du capital qui, dans son immédiateté, exalte la circulation, les échanges, les désirs et les subjectivités. Alors, elle n'aurait plus, comme possibilité que deux voies :

- soit célébrer le mouvement de capitalisation du monde pour ce qu'il contient de possibilités futures de libération (position marxiste traditionnelle reprise aujourd'hui par les positions néo-opéraïstes de revues comme *Futur antérieur*, *Alice*, *Vacarme*, *Tumultes*),

- soit enregistrer ce qu'il contient de parachèvement, de forclusion (la position de l'*Encyclopédie des nuisances*, par exemple). Mais comment concevoir un parachèvement...qui ne soit pas parachèvement d'un système? A la limite, ce qui est liquidé ici dans cette dernière position, c'est l'idée même de domination qui peut alors être remplacée par celle de soumission. Mais alors c'est toute la conception de la "sortie" qui est en cause; si sortie il y a. Car, pour nombre d'ex révolutionnaires, il n'y a plus de sortie du tout<sup>127</sup>.

La défaite de la classe prolétarienne et de sa théorie a rompu le fil historique<sup>128</sup> qui donnait des repères à la révolte sociale, et c'est ce fil qu'il faut renouer...mais en tenant compte du fait que le monde a bel et bien été révolutionné. Le repère, par exemple, ne peut, pas être celui d'une redistribution généralisée des richesses, car ce n'est justement plus la classe traditionnelle des producteurs qui est centrale aujourd'hui, dans la valorisation. Dans cette revendication, les tenants du revenu garanti, aussi radicaux qu'ils se prétendent<sup>129</sup>, ne peuvent que s'aligner sur le phantasme partagé d'une société de rentiers. Il me semble que le fil ne peut se renouer qu'autour de la critique du travail au nom de la multiplicité des activités humaines et autour de la critique de l'État au nom de la solidarité et de la communauté. Comme le dit Surya dans son livre

---

<sup>127</sup> C'est d'ailleurs la position finale de Debord, ce qui lui vaut aujourd'hui son si grand succès dans le monde.

<sup>128</sup> Sur ce point, cf. le n°12 de *Temps critiques*.

<sup>129</sup> Par exemple, la tendance *Cargo* au sein de l'association Agir contre le Chômage.

*De la domination*<sup>130</sup>, c'est l'absence d'alternative qui définit le mieux aujourd'hui, la domination. D'où notre volonté de lier alternative et révolution.

### 3.3 Domination et critique du travail

La critique de la domination se porte parfois contre l'État, mais à partir d'une position qui semble regretter les anciens modes de régulation et particulièrement celui qui aurait vu l'État se faire "social". Dans ce cas, cette critique a tendance à dénoncer la "fraction néo-libérale" du pouvoir qui cherche à désagréger l'État-Providence au détriment d'un État réduit à un super-ministère de l'Intérieur (le sarkozysme en France, Bush aux États-Unis). Cette critique, souvent d'origine libertaire, insiste aussi sur le fait que cette nouvelle opérationnalité de l'État, centrée sur ses fonctions régaliennes), produirait un *apartheid* social.

La notion d'*apartheid* suggère que la société capitalisée cherche à recomposer des classes dangereuses à l'image de ce qu'elles étaient au tournant du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, quand le prolétariat n'avait pas encore été intégré dans la communauté nationale par la mise au travail forcé de ses éléments *lumpénisés* et par l'embrigadement des deux guerres mondiales. Or la situation est aujourd'hui assez différente. S'il y a bien développement d'un système carcéral à grande échelle, on ne peut pas non plus dire que cela soit vraiment prémédité de la part des États. Sauf peut-être aux États-Unis, on ne construit pas, ou peu, de prison, mais on entasse des prisonniers dans la plus pure irrationalité car tout le monde sait très bien que ce n'est pas une solution, mais un pis allé et que ce sera pire à moyen terme. Le fait que, par exemple cela diminue le nombre de chômeurs américains (argument que l'on entend souvent à l'extrême gauche) n'est qu'une conséquence et ne correspond pas à un plan du capital. Si on s'attache surtout à l'Europe, la fonction des États est toujours globalement intégratrice, y compris en Grande Bretagne où les droits s'effondrent, mais où la charité sociale permet à la bouilloire de ne pas exploser. C'est aussi le cas en France pays des "banlieues à problèmes" et à révoltes sporadiques, mais où l'école continue tant bien que mal son travail de reproduction comme le montre l'extrême sensibilité de ce secteur; sensibilité aux "réformes", mais aussi sensibilité aux luttes depuis 1986.

---

<sup>130</sup> Léo Scheer. 1999.

Ce qui, malgré tout, fait tenir tout ça, c'est que la société capitalisée, dans une certaine mesure et pour un certain temps (combien de temps?) est capable de se reproduire au sein même de la crise du travail. Le capital, en se faisant totalité réalise l'unité de son procès et peu importe qu'il intègre par la production ou par la consommation. Ce n'est pas une question de valeurs, c'est une question de prix. Il s'agit d'instiller du revenu que ce soit par le travail, les allocations ou le *deal* afin de parvenir tant bien que mal à contenir la révolte à son état latent. C'est cette relative réussite d'une segmentation/particularisation qui n'exclut pas (il n'y a plus de marginaux dans la société du capital) qui explique la difficulté des luttes des chômeurs ou de ce qu'on appelle "Les sans". C'est ce qui explique aussi la réapparition de toutes les formes de gauchisme qui prospèrent sur les nouvelles *Causes* à défendre, les luttes par procuration<sup>131</sup>.

Comme toujours, quand une période révolutionnaire atteint ses limites, c'est sur ces limites que prospère la suivante en les retournant (c'est ce que les différentes formes de gauchisme appellent "la récupération du mouvement"). La critique du travail a donc été retournée au profit du capital. L'absentéisme et le *turn over* des années 60/70 sont devenus flexibilité et précarité et les OS sont devenus robots. Le droit à la paresse est devenu droit au travail ou droit au revenu. La société du travail est arrivée à sa fin... et il n'y a pas à le regretter, mais le système de reproduction capitaliste n'a pas dit son dernier mot car il essaie de transformer tout le travail devenu inutile en emplois utiles! C'est ce que nous développons quand nous distinguons inessentialisation de la force de travail et fin du travail. La reproduction du rapport social combine tendance à la valorisation sans le travail et travail comme discipline, élément de domination plutôt que d'exploitation. Ce distinguo permet aussi d'éviter d'avoir à surveiller les chiffres du chômage pour savoir si notre point de vue est vérifié. Si la fin de la dialectique des classes rend difficile la constitution d'une nouvelle théorie générale et a fortiori son unité, ce n'est pas une raison pour que la critique succombe aux variations des courbes statistiques. Cela est valable aussi bien en ce qui concerne les pays dominants, pour qui on va nous parler de reprise de l'emploi, que pour les pays dominés à partir desquels l'extrême gauche table sur l'augmentation absolue du chiffre de la classe ouvrière mondiale.

---

<sup>131</sup> Cf. mon article sur *Le minimalisme politique* pour le n° 31 de la revue *Lignes* (mai 1997).

#### 4. La question de la forme politique

##### 4.1 Le communalisme citoyen n'est pas une nouvelle forme de conseillisme

Nous avons souvent répété que dans la société capitalisée, ce qui prédominait était la fausse opposition entre l'économie et le social. Cette tendance a conduit nombre de pratiques à privilégier l'intervention militante dans un "social" (domaine qui délimiterait le champ d'intervention à vocation radicale) isolé à la fois de "l'horreur économique" (Forrester) et du "mal politique", le politique étant réduit à sa version politicienne. Il n'empêche que le manque de perspective de cette intervention dans le social conduit souvent à faire resurgir par une porte dérobée ce qui avait été chassé par la fenêtre. Les tendances citoyennistes en représentent un cas extrême puisqu'elles réunissent un vaste ensemble, d'une partie de l'extrême gauche jusqu'aux républicains souverainistes. Mais on en repère aussi, de plus sympathiques, au premier abord, dans ce qu'on peut appeler le communalisme citoyen qui réactive des notions avancées par les socialistes utopistes français du début du XIX<sup>e</sup> siècle comme Th. Dézamy et son *Code de la communauté* qui dénonce le caractère despotique de la communauté chez Cabet et s'inspire de la révolution française pour reprendre et achever la forme communale initiée sous la révolution : "L'État à proprement parler n'est qu'une collection de communes toutes égales entre elles, mais une collection harmonieuse et intelligente". Dézamy eut donc le mérite de concevoir une communauté ne portant pas en elle la mort des sources de spontanéité alors que la plupart des utopistes de l'époque reproduisait dans leurs expériences des modèles d'enfermement. A travers le principe de l'union universelle s'édifie la société des Egaux dans un monde où l'organisation politique et économique est cependant périphérique<sup>132</sup>. J. Russ poursuit : "Non seulement elle (la commune) s'inscrit dans une perspective d'achèvement de la grande Révolution, mais encore dans le prolongement direct de ce qui fut l'action même, durant cette révolution, de Buonarroti dont la principale activité au service du Comité de salut public fut l'organisation de communes auto-administrées autour de Nice, en Corse et même quelques tentatives en Sardaigne".

Ce communalisme est donc tout à fait différent de la forme conseil. Il n'est pas centré sur l'usine et sur le travail, mais sur le

---

<sup>132</sup> J. Russ : *Les précurseurs de Marx*, PUF, p.159, repris dans le n°21 de *Théorie Communiste* sur le Communisme philosophique.

quartier, la commune et il trouvera son acmé durant la Commune de Paris. Elle se confond avec l'idée de révolution entendue comme réalisation concrète de l'idée abstraite de liberté. Ce qui a importé, c'est son existence en actes, son caractère de phénomène total et non les mesures qu'elle a prise dont certaines étaient révolutionnaires et d'autres parfaitement intégrables dans le cadre d'une démocratie bourgeoise.

La Commune de Paris représente aussi le point de départ vers autre chose, vers la forme conseil et Lénine s'en inspirera dans son ouvrage le plus "libertaire", *L'État et la révolution*, en prônant la forme soviétique et le peuple en armes et on peut dire qu'elle eut aussi son influence sur l'organisation des collectivités espagnoles de 1936 et sur la conception des milices avant que le gouvernement républicain ne les intègre de force à l'armée.

A ce propos, un bref retour sur les conseils s'impose.

Il faut distinguer les conseils, les conseils ouvriers et le conseilisme. Les conseils sont une forme prise par le mouvement révolutionnaire au XX<sup>e</sup> siècle et qui dans leur acception la plus large tendent vers le souvenir de la Commune (cf. La Commune de Berlin ou de Kronstadt, le Conseil du Grand Budapest). Dans cette optique, les conseils ouvriers ne sont qu'une des figures de prou du mouvement, mais l'ambiguïté n'est jamais loin puisque comme le montre la révolution allemande, la revendication des conseils ouvriers va venir des prolétaires les plus engagés dans la révolution... mais qui sont ceux aussi qui sont le moins intégrés dans les usines ne serait-ce que parce qu'ils en sont mis à la porte. Ce n'est pas un hasard si les conseils d'usine seront à majorité sociale-démocrate pendant les révolutions allemandes et pourront même soutenir un gouvernement qui assassina K.Liebkecht et R.Luxemburg<sup>133</sup>. Le syndicalisme est capable d'épouser la forme conseil, si le besoin s'en fait sentir.

---

<sup>133</sup> Max Adler, théoricien de l'austro-marxisme a théorisé les difficultés et limites des conseils dès 1923 dans *Démocratie et conseils ouvriers* (Maspero, 1967). Cela ne l'empêche d'ailleurs pas de pointer les limites de la démocratie et du principe de la majorité souveraine. Par exemple, dans une situation de "communauté solidaire, les votes ne peuvent plus heurter les besoins vitaux, ils ne peuvent concerner que des divergences d'opinion plus ou moins importantes sur l'efficacité ou l'urgence des décisions soumises à l'approbation. Le vote n'est plus qu'un simple acte administratif ou un acte de direction des affaires" (p.55). Adler se

Quant au conseillisme, il est l'idéologisation de la théorie des conseils que Pannekoek a désigné comme forme adéquate de la dictature du prolétariat, par opposition à la position léniniste dominante (le soviétisme comme forme à instrumentaliser au service du parti c'est-à-dire sa bolchévisation) et à la position bordiguiste qui critique le conseillisme comme démocratique et gestionnaire (la révolution n'est pas une question de forme, mais une question de communisation). Ce débat, malgré tout son intérêt se déroulait dans une perspective qui est aujourd'hui caduque, celle de la domination formelle du capital et de l'affirmation du prolétariat. Il ne faut pas oublier que la première partie du programme de Rühle et des communistes les plus radicaux, c'est la transformation de tout individu en prolétaire salarié! Or c'est un programme que le capital a réalisé. La distinction faite par certains aujourd'hui, entre conseillisme et communalisme, pour condamner le second au profit du premier, semble très artificielle si elle est posée en dehors de son contexte historique<sup>134</sup>. Elle apparaît même inadaptée aujourd'hui car elle aboutit à réaffirmer la supériorité du programme prolétarien à l'époque où la dynamique du capital ne repose plus sur les luttes de classes et où l'individu démocratique est confronté directement à l'ensemble du rapport social. D'où la nécessité de médiateurs quand les anciennes médiations ne

---

rapproche ici de Marx et de la vision d'une fin de la politique au profit d'une simple administration des choses.

<sup>134</sup> C'est ce que rappelait déjà Korsch dans un article du recueil *Revolutionäre Kommune* (die Aktion. 1929, traduction JP. Baudet sur le site des amis de Nemesis) : "Le véritable objectif final de la lutte de classe prolétarienne n'est aucunement un quelconque État, qu'il soit 'démocratique', 'communal' ou 'conseilliste', mais une société sans classe et sans État". Ces institutions ne sont que des formes et, pour Korsch, ces formes sont influencées par l'époque et par exemple, il montre la fluidité de la forme Commune du Moyen-Age à 1871. Ce qui compte, c'est leur capacité à exprimer leur but politique ou leur but social. [Le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est justement ce que l'on ne retrouve pas aujourd'hui dans les expériences d'auto-organisation des luttes de la fin XX<sup>e</sup>-début XXI<sup>e</sup> siècle. "C'est dans ce contenu social et non pas dans la particularité artificiellement choisie ou dans l'originalité réalisée au sein d'une époque particulière de la forme politique, que réside le 'véritable secret' de la commune révolutionnaire, du système des conseils révolutionnaires ou de toute autre forme historique de gouvernement par la classe ouvrière" (p. 108).

suffisent plus. Indépendamment des conséquences qu'il peut en tirer par ailleurs, M.Bookchin<sup>135</sup> met bien en place une critique du programme prolétarien comme strictement limité par le cadre de l'usine. Il n'en fait pas une critique de type bordiguiste, mais une sorte de critique éthique qui assimile le travail d'usine à l'embrigadement (patronal, puis communiste autoritaire). Il y oppose une structure qui transcende le contexte capitaliste et prolétarien, une structure sur la longue durée : la Commune qui, pour lui, permet de dépasser la séparation social/politique et particulièrement l'idée d'une autonomie du social par rapport à la politique, idée qui a eu une si forte influence dans l'anarchisme et qui est, selon moi, l'une des causes internes de la défaite des anarchistes pendant la révolution espagnole.

Néanmoins, si Bookchin affirme la nécessité "d'une politique non étatique"<sup>136</sup>, il s'égare dans la notion de corps politique et rejoint insensiblement les tenants du bio-politique. La Commune n'est plus alors le lieu de la lutte et des transformations, ce n'est qu'un lieu de confluence pour les groupes et individus nomades, pour les nouveaux mouvements sociaux et citoyens. De l'analyse juste selon laquelle le travailleur salarié ne peut plus rien affirmer contre le capital sans se détruire lui-même comme travailleur (il ne revendique plus que le fait de continuer à être travailleur), Bookchin ne conclut pas à la nécessité d'une rupture qui instaure les conditions préalables à la résolution de cette aporie, mais s'en remet à l'immédiatisme du capital (dévalorisation, crise, restructuration) et aux formes qui l'accompagnent : développement d'expériences alternatives, production de nouveaux rapports sociaux, auto-gestion municipale et citoyenne. Mais le citoyen c'est aujourd'hui l'individu-démocratique passif et impuissant, passif parce qu'impuissant. Et le citoyennisme c'est l'idéologie qui cherche à fonder un mouvement qui transformerait la passivité en activité...sans critiquer les fondements de la passivité et de l'impuissance. C'est un pur volontarisme autour de l'idée de l'individu libre. Le contenu immédiat du citoyennisme, c'est de rassembler des individus sans qualité dont les positions ne peuvent apparaître que comme des convictions par rapport à une cause complètement extérieure à eux. Paradoxalement d'ailleurs toute une frange des citoyennistes anti-mondialisation (au nom de

---

<sup>135</sup> *Une société à refaire*. ACL. 1992.

<sup>136</sup> C'est aussi ce que L.Debray affirme dans le n°10 de la revue *Temps critiques*.



la Cause) s'avèrent mondialistes dans leurs rapports sociaux quotidiens (branchés en tout genre, tenants de la libre circulation, du relativisme et du multiculturel), ce qui ne les empêche pas de côtoyer les tendances souverainistes.

Il faut d'ailleurs reconnaître que cet individu sans qualité fait quelque peu retour à la conception originelle de la citoyenneté dans la Révolution française. En effet, dans cette conception, la Nation est constituée de citoyens dont la qualification politique suppose qu'ils sont détachés de toute appartenance locale ou professionnelle renvoyant à des intérêts particuliers, de façon à pouvoir se consacrer à l'intérêt général. C'est sur cette base digne de la démocratie athénienne que seront pourchassées les associations de travailleurs et même des associations de petits patrons. D'une certaine façon la classe ouvrière sera considérée comme extérieure à cette Nation et n'y sera rangée qu'à partir de son ralliement à la guerre de 1914. En effet, l'idéologie républicaine, dans sa tradition jacobine, raisonne dans les termes de l'individu propriétaire. Cet individu propriétaire n'était donc pas "sans qualité" d'où a contrario l'exclusion des non propriétaires (ouvriers avec le suffrage censitaire, le livret ouvrier et l'obligation de résidence) et des femmes qui sont déclarées incapables au sens juridique du terme..

Si le communalisme est citoyen, c'est parce qu'il s'inscrit immédiatement dans l'institution comme une sorte de revitalisation de la vie publique<sup>137</sup>, mais la Commune, à condition qu'elle ne soit pas prise comme cadre administratif, est politique si elle est le cadre de lutte pour des actions de communisation, un cadre où s'accroît aussi la tension individu/communauté. L'universalité n'est alors pas l'universalité des droits de l'homme ou celle de la liberté bourgeoise du propriétaire, mais l'universalité concrète de la communauté humaine (*Gemeinwesen*) qui assure le passage des particularités (l'individu dominé par les communautés de référence) vers une singularité dans laquelle les références communautaires ne font qu'enrichir la subjectivité<sup>138</sup>.

---

<sup>137</sup> Les conseils de quartiers en France, l'agitation communaliste du parti des travailleurs et même la démocratie participative de S.Royal s'inscrivent dans cet espace à la suite du communalisme participatif du Brésil de Lula ou aujourd'hui, du Venezuela de Chavés.

<sup>138</sup> Sur ce point, on peut se reporter à notre article, "Sur les rapports individu/communauté: le temps des confusions" rédigé avec Ch.Sfar dans le n°9 de *Temps critiques* (automne 1996), dans lequel est abordée

## 4.2. Les transformations de l'État

Historiquement, le fait de cesser de travailler n'a aboli ni le travail ni les travailleurs. Même pendant les révolutions, il y a eu des individus qui continuaient à travailler, même si les révolutionnaires ont eu tendance à abandonner les lieux de travail. En fait, il s'agit surtout de savoir pourquoi on arrête. Le problème est d'inclure la communisation dans la révolution et non l'inverse, mais cela dépend des conditions historiques. Il y a eu des embryons de cette praxis dans les collectivisations de la révolution espagnole, mais c'est finalement la guerre et les conditions externes (la période est globalement contre révolutionnaire et constitue une marche vers la guerre) qui l'ont emporté sur la révolution.

Aujourd'hui les problèmes sont différents ; l'État s'est profondément transformé. Ce n'est plus un ennemi extérieur comme pouvaient le concevoir des anarchistes du tournant du siècle précédent qui s'affirmaient encore comme des "en-dehors" avant que la question de la participation à la Première Guerre mondiale, puis de la participation au gouvernement de la République espagnole de 1936, ne leur arrivent en pleine figure. Ce n'est pas non plus un simple élément de la superstructure déterminé par l'infrastructure économique comme Marx et ses épigones l'ont décrit. L'appareil d'État n'est pas une structure comme une autre car il est la clef de voûte du système d'ensemble. Cet appareil d'État ne se confond pas avec ce qu'Hegel, et Marx à sa suite malgré sa critique de la théorie de l'État de Hegel, appellent la société politique, c'est-à-dire l'administration, l'armée et la police, le gouvernement et les assemblées, les partis, les municipalités et la justice. L'appareil d'État est devenu co-extensif au social, pénètre les moyens de communication, la vie matérielle et la vie quotidienne. Le capitalisme moderne a introduit une rhétorique du désir qu'il a projeté sur la marchandise-objet, ce qui contredit toute la théorie des besoins de Marx, fondée sur l'utilité, à travers la notion de valeur d'usage. Et l'État a été un des acteurs principaux de ces transformations en place une politique des revenus.

Les "Trente glorieuses" et la forme État-providence ont représenté une période où les capitaux privés ont été étroitement

---

la distinction entre communauté de référence et références communautaires. Article réédité dans *L'individu et la communauté humaine*. L'Harmattan, 1998.

liés à la puissance de l'État qui a organisé un financement public de l'investissement, que ce soit par les transformations du système bancaire français qui a vu les grandes banques publiques de dépôt se transformer en banques d'affaires et devenir des "noyaux durs" du nouveau capitalisme (les "zinzins") ou par les déductions d'impôts accordées aux ménages épargnants. Parallèlement, son intervention élargie dans le champ social a permis un mode de régulation assurant croissance des salaires réels et protection sociale à la base de nouveaux comportements de consommation et de modes de vie.

Pour nous l'État actuel, l'État de la société capitalisée n'est donc pas l'État politique de la bourgeoisie ou même celui d'une classe dominante. Nous ne sommes plus dans la phase de domination formelle du capital, mais, depuis les années 30 (en gros) et surtout depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans la phase de domination réelle du capital. La forme politique est finie. Le gaullisme, par exemple, a constitué une des dernières formes d'État politique, pour justement réaliser les réformes institutionnelles que nécessite le passage à l'État de la société capitalisée : lutte contre la dictature des partis et l'influence exagérée du Parlement, mise en place progressive d'un système présidentiel, même s'il reste institutionnellement et juridiquement semi-présidentiel. L'État gestionnaire et technocratique des Giscard d'Estaing, Chaban-Delmas, Delors a assuré la transition vers une forme d'État moderne, malgré une interruption imprévue pendant les deux premières années de la présidence de Mitterrand.

Aujourd'hui, l'État prend la forme réseau et parcourt l'ensemble des rapports sociaux<sup>139</sup>. La forme politique de l'État-nation est caduque dans le cadre du pouvoir politique ordinaire<sup>140</sup>. Mais

---

<sup>139</sup> Pour de plus amples développements sur cette question de l'État, on se reportera au n°13 de *Temps critiques* (décembre 2003) qui lui est consacré.

<sup>140</sup> C'est pour cela qu'elle n'apparaît plus que sous la forme extraordinaire de l'État d'exception (l'Italie après "les années de plomb", l'Amérique de l'après 11 septembre, la France et son couvre feu face à la révolte des banlieues). La situation d'état d'urgence devient la règle pour répondre à tout événement imprévu non organisable dans l'ordre des choses. L'exception devient une décision politique qui suscite un autre front et permet d'agrèger un nouveau consensus, un nouveau processus de légitimation du pouvoir politique et de son monopole de la violence légitime. Dans la crise actuelle de la politique, la re-légitimation de la

aujourd'hui, l'existence de l'Etat contient la possibilité de sa radicalisation autoritaire sans passer par la forme fasciste. En effet, l'Etat concentre une énorme puissance sans avoir besoin de tout régenter puisqu'il contrôle l'essentiel. C'est déjà quelque chose qui avait été théorisé par l'Ecole de Francfort et qui trouva son expression pratique dans le mouvement étudiant anti-autoritaire de la fin des années 60. En fait, il n'y a pas d'incompatibilité entre l'Etat dans sa forme réseau et l'Etat dans sa forme autoritaire. C'est ce que révèlent finalement les "affaires" qui tendent à occuper tout l'espace politique et brouillent les frontières avec business et liens mafieux. Elle est caduque aussi en tant que champ de l'émancipation politique. En effet, tout particularisme qui se pose comme problème politique et non pas donc, comme fondamentalement critique de l'ensemble du rapport social, est résorbé dans l'obtention d'un nouveau droit. Pour les individus, cela consacre souvent le passage d'un militantisme pour le changement des conditions sociales au profit d'un militantisme pour le changement de soi qui ne présente plus aucun antagonisme, même partiel ou limité, avec un Etat pour qui tout est équivalent, les "valeurs" comme les marchandises. Mais cela n'implique pas forcément la fin de l'intervention politique<sup>141</sup>. Une intervention qui est politique au sens où elle critique la fausse opposition entre l'économie et le social, tarte à la crème des nouvelles résistances citoyennes, sans pour cela chercher à dégager un nouvel espace politique que pourtant beaucoup appellent de leurs vœux comme le montrent les nouveaux fronts qui s'organisent à la gauche de la gauche.

Les positions qui nient toute spécificité de l'Etat du capitalisme tardif pour en faire une simple officine du capital ou du marché induisent au moins trois conséquences :

- premièrement, elles ne peuvent saisir correctement la fonction de reproduction du rapport social dévolu à l'Etat, qui justement, relève de la politique et particulièrement en France dans la forme de l'Etat-nation<sup>142</sup>. Dire que cet Etat-nation est en crise<sup>143</sup>, dire que

---

domination est nécessaire. Sur cette question, on peut se reporter à *La Révolution et l'Etat* de Persichetti et Scalzone. Dagorno, 2000, p.102-132; 224-229.

<sup>141</sup> Au sens où nous l'entendons à *Temps critiques*, depuis notre n°9.

<sup>142</sup> Ce n'est pas la Nation qui est une réalité, mais l'Etat-nation. C'est pour cela qu'il n'y a pas de nation là où il n'y a pas d'Etat stable. De là provient la volonté des nationalistes de tout bord à vouloir créer leur

la gestion l'emporte sur la dimension politique peut être juste mais ne résout pas les contradictions. Ce n'est qu'une tendance, sinon cela veut dire que tout est déjà joué ou alors qu'il faut lutter pour revenir à la situation antérieure, à la réglementation ;

- deuxièmement on ne peut saisir pleinement le caractère particulier des luttes en son sein, leur caractère directement politique dans la mesure où, au-delà de revendications défensives, c'est souvent la question de cette reproduction des rapports sociaux qui est posée dans le caractère récurrent des luttes dans l'école, les transports, les hôpitaux et à un autre niveau dans un mouvement global comme celui de 1995 ;

- enfin cela nous place une fois de plus dans un extérieur à tout cela, comme si l'État-réseau, l'État du tout social, ce n'était pas aussi nous ! Ce monde est bien notre monde et il n'y a nul point d'Archimède à partir duquel le soulever. Nous sommes condamnés à penser le monde de l'intérieur. Bien sûr, d'une certaine façon cela a toujours été le cas, au moins pour qui s'en tient au matérialisme qui refuse tout point de vue extérieur à la réalité sociale. Mais avant la réalisation de la société capitalisée, cette réalité comportait une contradiction porteuse d'un autre devenir possible, porteuse d'un universel, la communauté humaine, reposant sur le côté prolétarien de la contradiction. Il y avait ce mouvement dialectique de l'en-dedans et de l'en-dehors, de cette classe du capital mais qui n'est pas le capital, de cette classe qui est affirmation du travail, mais en même temps abolition du travail, affirmation du caractère classiste de la révolution, mais en même temps fin et négation de toutes les classes.

Aujourd'hui, la réalité semble unidimensionnelle comme le disait Marcuse, ce qui donne l'impression non seulement qu'il n'y a pas d'en dehors, mais qu'il n'y a pas d'autre réalité possible. C'est ce qu'entérine l'individu-démocratique, même quand il a un petit passé de révolutionnaire. Parmi ceux qui refusent cela, beaucoup ne voyant plus d'universel se mettent alors à refuser tout universel au profit du pluriel, du multiple et remplacent le prolétariat par la multitude (les néo-opéraïstes, Deleuze et Guattari

---

propre État, ce qui les amène à se conduire toujours comme des étatistes avec toutes les répressions qui accompagnent les fonctions étatiques (tribunaux, milices, tortures).

<sup>143</sup> Sur la crise de cet État-nation, voir la deuxième partie du présent ouvrage ("Où va le capitalisme").

appropriés par les libertaires); d'autres cherchent à se mettre complètement à l'extérieur, ce que J. Camatte et la revue *Invariance* ont initié dès la fin des années 70 ("Ce monde qu'il faut quitter").

## 5. La question de la révolution.

### 5. 1. Politique et révolution

Si nous parlons encore de la nécessité d'une révolution politique et non pas seulement de Révolution, c'est parce que la révolution structurelle (économique, sociale et technologique) a été accomplie par le capital dans le processus contradictoire de la dialectique des classes. En disant cela, nous savons bien que nous choquons ceux qui, dans le droit fil du courant historique des gauches communistes ou du mouvement de Mai 1968, ont mis en avant la critique de la politique. A l'origine de cette défiance vis-à-vis de la politique, il y a une référence à Marx qui, en 1843 dans *La méditation de Kreuznach*, dénonce la révolution politique au profit d'une forme plus radicale qui serait la révolution sociale. Dans la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, il énonce aussi l'idée que la révolution politique n'est qu'une forme partielle de la révolution qui laisse en place les piliers du capitalisme<sup>144</sup>. En 1844 dans *Le roi de Prusse et la réforme sociale*, Marx distingue la communauté politique (*Gemeinschaft*) et la véritable communauté, la communauté humaine (*Gemeinwesen*)<sup>145</sup>. La première n'aurait qu'un caractère historique et borné parce qu'elle ne vise qu'à régler les contradictions entre les classes et l'État. Cette position est à replacer dans son contexte historique qui est celui des révolutions politiques : la révolution française de 1789 et celle de 1848 qui caractérisent une période dans laquelle la révolution politique précède la révolution économique et sociale. Marx hésite donc entre l'attrait pour une révolution politique qui est le seul modèle de l'époque à partir duquel on puisse penser la révolution en général<sup>146</sup> et le fait qu'elle reste à mi chemin en ne s'attaquant pas à la question sociale. Cette hésitation sur la question politique on la

---

<sup>144</sup> Pour suivre pas à pas ce cheminement de Marx, cf. M. Abensour, op. cité.

<sup>145</sup> Cf. *Karl Marx. Textes 1842-1847*. Présentation de Jacques Camatte. *Spartacus*, n°33 mai 1970, p.67.

<sup>146</sup> Ce n'est en effet pas le cas pour la révolution américaine.

retrouvera tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. D'abord comme radicalisation de la position anti-politique de Marx, mais au sein des courants anarcho-syndicaliste ou syndicaliste révolutionnaire, dans la méfiance sorélienne vis-à-vis de la politique, dans l'appel à la grève générale qui est une tentative d'affirmer le prolétariat comme devenant sa propre médiation ; mais on la retrouve ensuite comme radicalisation du politisme de la Révolution française, dans le jacobinisme et la terreur de Lénine et Trotsky, puis de Staline, c'est-à-dire dans un volontarisme politique qui veut forcer l'Histoire en l'absence des conditions objectives de la victoire du prolétariat. Sur cette tradition s'est bâtie une vision marxiste de la politique comme décision qu'on retrouve dans tout le courant marxiste-léniniste, maoïsme et castrisme inclus. En opposition à cela, les courants dits de la Gauche communiste des années 20 vont prendre le contre-pied de ce "tout politique" qui triomphe pendant ce temps au sein de la III<sup>e</sup> Internationale. La révolution politique devient peu à peu synonyme de révolution par le haut et apologie de la forme Parti<sup>147</sup>. Sans que cela soit toujours explicite on assiste à un retour aux sources de Kreuznach et à une conception plus radicale de la révolution, au sens où elle prendrait les choses à la racine. De façon plus explicite une citation issue de *la Sainte Famille* va devenir la référence de ces courants dans les années 60/70 : "Peu importe ce que tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier imagine momentanément comme but. Seul importe ce qu'il est et ce qu'il sera historiquement contraint de faire en conformité avec cet être<sup>148</sup>". Cet essentialisme du prolétariat s'accompagne soit d'une référence à l'autonomie, à sa capacité d'organisation et de gestion, grosso modo pour le courant issu de la Gauche communiste germano-hollandaise ; soit de la référence à la "communauté matérielle du capital", au sens d'un

---

<sup>147</sup> Cf. les discussions au sein du KAPD allemand puis la scission de l'AAUD, le développement d'un communisme de conseils, etc.

<sup>148</sup> Marx, *Œuvres* III, p.460, La Pléiade. Les revues *Le Mouvement Communiste*, *Invariance* Série I et II, *Théorie Communiste* développeront des positions à partir de cette conception essentialiste des classes et affirmeront parallèlement une dialectique abstraite des contradictions, une automaticité de la crise du capitalisme en tant que mouvement de caducité de la valeur. Bien que j'aie participé, modestement, à cette élaboration, le projet originaire de *Temps critiques* et ses développements se situent en rupture avec certains de ces pré-supposés.

anthropomorphisme du capital, pour le courant issu de la Gauche communiste italienne. Pour cette dernière, le capital serait désormais, dans sa domination réelle, le seul sujet actif. L'individu et l'État ne sont plus que des quanta de capital parmi d'autres. Cette vision rend caduque la référence à la politique et les médiations sont analysées comme rackets. Leur disparition est considérée comme nécessaire car permettant d'avancer vers une plus grande pureté du système-capital...et donc vers sa fin ! Ce mouvement est inéluctable, qui irait toujours vers une plus grande pureté. Or, pour nous justement, les mouvements révolutionnaires sont nés d'impuretés, c'est-à-dire du mélange entre classes ou fractions de classe et sont rien moins que prévisibles. Ainsi aujourd'hui, s'il s'agit bien de toujours prendre les choses à la racine, cela ne peut se faire ni sur les bases de cet essentialisme de la classe révolutionnaire ni sur la base de l'objectivité de conditions permettant le passage automatique à la communisation.

Revenons au cheminement historique. Marx hésite en fait entre deux positions, qui lui viennent toutes deux de Mosès Hess. D'un côté la politique est considérée comme une forme de domination, au même titre que la religion, car la politique a intérêt aux oppositions puisqu'elle lui doit son existence. Cette idée est très contestable. En effet, la religion, par exemple, est au contraire ce qui unit dans le cadre d'une communauté traditionnelle pré-politique ; mais d'un autre côté, la position de Hess renvoie à une idée de la politique comme réconciliation elle-même empreinte de religiosité. Marx va reprendre cette idée de réconciliation en faisant de l'union des hommes, du vivre ensemble l'essence du politique. Mais alors la différence qu'il posait entre communauté politique et *gemeinwesen* comme communauté humaine perd de sa pertinence. D'autre part, si la réconciliation n'a plus ici son sens religieux, elle dénote par contre une sorte de croyance en un achèvement de l'Histoire qui liquide l'idée même d'une tension individu-communauté dans le processus communiste.

## 5.2. La tension individu / communauté

La sociologie du début du XX<sup>e</sup> siècle a tenté de dépasser l'opposition philosophique entre individu et société en se fixant sur une naturalité du lien social dans la communauté (Durkheim, Tönnies). Mais parler du lien social, c'est justement négliger la nature des rapports individus/communauté. Le lien social devient alors le nouveau référentiel comme condition d'existence de la société. Ce qui est appelé aujourd'hui, dans un grand élan



médiatique et consensuel, la crise du lien social, repose sur l'incompréhension de ce qu'est le processus d'individualisation dans le capitalisme moderne et donc sur ce que sont les nouvelles formes du rapport individu/communauté. On a l'impression que la société n'existe plus et que c'est une théorie politique et sociale qui doit la recréer. L'idéologie des droits et le développement de tendances communautaristes sont les symptômes opposés d'une crise du rapport individu/communauté dans laquelle la tension vers la communauté se manifeste par la revendication de particularités qui viennent supplanter les identités de classes.

Il faut tenir compte de l'irréductibilité des trois termes : individu, communauté, et praxis. Chez Marx il y a l'idée que l'homme est immédiatement et simultanément individu et communauté, ce qui semble définir, pour lui, la nature humaine<sup>149</sup>. Alors que pour nous dans l'idée de tension il y a autre chose ; il y a l'idée que cette coïncidence n'est jamais immédiate, mais que cela n'est pas lié à une barrière posée par l'aliénation. Cette tension est un invariant (il y a bien là un point commun avec Marx), mais c'est un élément de l'activité et de l'aventure humaine. La communauté n'est pas à retrouver et elle n'est pas non plus l'être collectif de l'Homme abstrait des *Manuscrits de 1844*, défini par une polyvalence qui peut tirer vers l'équivalence, l'indifférenciation, dont l'universalité s'exprime par le commun à tous. Il y a eu production de nouveaux rapports et on ne peut revenir sur le procès d'individualisation qui pose aujourd'hui les rapports individu/communauté comme interaction des singularités dans l'activité. En effet la manifestation de ma tension vers la communauté ne peut être immédiatement l'autre. C'est plutôt l'union de mon individualité avec le tout des autres qui pose le devenir-autre de la communauté humaine. C'est pour cela que nous insistons tant sur la tension et pas simplement sur le rapport. La fin de la particularisation ne peut pas être l'immédiateté sociale ; elle ne peut pas être non plus l'adéquation à l'espèce qui aurait retrouvé le chemin d'une renaturalisation. La tension individu/communauté n'exprime pas vraiment une contradiction car les deux pôles, s'ils sont impliqués l'un par l'autre ne sont pas simplement opposés l'un à l'autre mais ils sont tendus l'un par l'autre. Il n'y a donc pas de synthèse possible, pas de dépassement dialectique et c'est pour cela que souvent, au moment des grandes

---

<sup>149</sup> Marx, *Notes à J.S. Mill, Économie*. La Pléiade, p.23 et aussi tout au long des *Manuscrits de 1844*.

crises historiques et révolutionnaires, c'est-à-dire aux moments de la plus grande tension, l'un des termes se trouve subsumé par l'autre<sup>150</sup>. La seule chose qu'on puisse espérer, à défaut de dépassement, c'est un déploiement et une intensification de cette tension tout en sachant que :

- il ne s'agit pas de réaliser une politisation généralisée de la vie : l'individu est social, mais sa socialité ne supprime pas ses déterminations naturelles (sexe, âge, finitude) et le fait que certaines de ses activités sont non réductibles au social. Le "privé" garde son sens et la passion, qu'elle soit passion de l'activité (l'aliénation initiale) ou passion amoureuse résiste au social;

- l'intervention politique ne représente que le moment politique pendant lequel s'exacerbe cette tension. Il constitue une médiation pour autre chose car il n'est pas une activité supérieure qui restaurerait une instance de décision de la chose publique. Si on voit cela ainsi, il y a alors danger de réintroduire la démocratie comme institution politique du social qui ne pourrait se confondre avec l'État. C'est la position d'Abensour pour qui l'agir démocratique doit constituer une limitation de l'État de droit qui n'est bien souvent pas autre chose qu'un État d'exception. L'idée d'anarchie doit s'imposer non dans sa dimension politique mais comme dialectique négative et Abensour de citer ce nouveau grand penseur de l'anarchie que serait Lévinas ! : "Elle (l'anarchie) ne peut que troubler, mais d'une façon radicale et qui rend possible des instances de négation sans aucune affirmation, l'État. L'État ainsi ne peut pas s'ériger en tout"<sup>151</sup>. C'est une conception inacceptable de la critique réduite à une fonction de poil à gratter et qui réintroduit subrepticement une pensée de l'État nécessaire.

Développer un volontarisme ou un fétichisme de la forme politique ne peut conduire qu'à un nouvel immédiatisme historique à la Bernstein, dans lequel "le but n'est rien, le mouvement est tout". Ce travers est fréquent quand on perd de vue le but ou quand il se fait contingent. Or aujourd'hui le système de reproduction capitaliste est organisateur. Sa complexité due à un long processus de sédimentation avec neutralisation ou intégration

---

<sup>150</sup> La makhnovichna en Russie et certains épisodes de la révolution espagnole constituent des exemples éclairs de tension poussée à l'extrême.

<sup>151</sup> M. Abensour, *La démocratie contre l'État. Marx et le moment machiavélien*. PUF 1997, p.114.

de nombreux facteurs, ceux constitués par la dimension technique du processus et la dialectique des classes étant les plus importants, fait qu'une action délibérée ne peut qu'avoir des conséquences imprévisibles.

Rompre avec l'idée d'une fin de l'Histoire conduit à envisager autrement l'idée et la pratique de la révolution. Déjà en ne parlant que de révolution politique, nous quittons l'idée d'une transcendance du phénomène Révolution pour le resituer en tant qu'événement, mais cela ne résout pas la question politique. Si nous refusons une définition de la politique comme moment d'élaboration du possible (Brossat), peut-on accepter celle d'une politique de l'impossible (L.Debray) qui ne facilite pas une visibilité de perspective et qui réintroduit une coupure nette entre alternative et révolution ?

### 5.3. Les médiations et la tentation de l'immédiatisme

Toute la pensée critique de l'aliénation vise à la transparence. Transparence de l'individu dans la société: "l'individu immédiatement social" de Marx et "l'administration des choses" en guise de politique<sup>152</sup>. Transparence de l'Homme : pas de "part maudite", pas d'inconscient, négation de la finitude humaine ; toutes les représentations de l'individu, dans l'aliénation, seraient rendues inutiles et donc remplacées après la révolution<sup>153</sup>. La critique de la politique et de l'État par les anarchistes se situe dans le même registre. Pourtant l'existence de médiations est ce qui permet de ne jamais être confondu avec ce que l'on fait, avec la nature, avec les autres. C'est aussi ça qui permet la conscience.

Il me semble que J.Guigou a essayé au contraire, par exemple dans ses analyses sur Mai 1968<sup>154</sup>, de dire que le mouvement n'avait pas trouvé sa médiation. De même, A.Negri a analysé l'échec des luttes de la décennie 1968-1979 en Italie, comme lié à l'incapacité à dégager des médiations politiques. Ces mouvements manifestaient l'irruption d'une contestation du vieil ordre bourgeois dans une société capitaliste qui s'était déjà beaucoup transformée et qui, comme on l'a déjà dit, était en train de réaliser

---

<sup>152</sup> Pour une critique de cette notion d'administration des choses, on pourra se reporter à mon article : "L'aporie du politique", *Temps critiques* n°8, et particulièrement les p.61 à 65.

<sup>153</sup> Cf. à ce sujet, la discussion récurrente autour de la mort de l'art, de la fin des activités séparées.

<sup>154</sup> J.Guigou, *La cité des ego*. L'impliqué, 1987.

une révolution du capital et non pas une contre-révolution comme dans les années 20.

La contestation de l'ordre n'a en fait touché que les institutions les plus décalées par rapport à cette restructuration de grande ampleur (la famille, l'école, l'usine à immigrés, les syndicats et partis, l'armée), ce qui a produit leur affaiblissement ou leur crise, mais sans que les forces de la subversion en profitent.

Cette vacance des institutions-repères est bien mise en évidence dans le mouvement de grève de 1995. Ce mouvement s'énonce en effet comme la grève du tout-social contre l'économie et la gestion politicienne. Il s'affirme sans médiation comme étant toute la société ("Tous ensemble"), comme si le social était un monde indépendant des institutions (État, patronat, syndicats) qui justement l'encadrent! Le fait qu'aujourd'hui un syndicat comme la CNT, se revendiquant de l'anarcho-syndicalisme historique, veuille raviver cette tendance, mais en la recentrant sur sa composante prolétarienne, nécessite, de son point de vue, de réactiver ce qui serait une position permanente du prolétariat en tant que classe sociale spécifiquement exploitée et dominée. Elle doit alors se conduire comme une CGT de 1906, avec non seulement une référence à la charte d'Amiens, mais aussi une référence aux "Temps maudits"<sup>155</sup> qui n'est pas innocente. Mais qui dit absence de médiation dit aussi que le but est toujours contenu dans le mouvement et ça c'est plus difficile à montrer, d'où l'obsession de la grève générale, slogan réitéré à toutes les occasions, en ce qu'elle symboliserait une synthèse entre mouvement et but, une synthèse permettant aussi de dépasser les divergences au sein de la CNT entre la tendance qui vise une stricte défense de la condition prolétarienne (défendre tout le monde ou presque pour la tendance Vignolles<sup>156</sup>) et celle qui rappelle l'exigence révolutionnaire (le but acrate pour la tendance AIT). La CNT s'illustre, si l'on peut dire, dans une stratégie de défense d'une position dans le social définie à partir du travail, sans voir ou comprendre que cette position n'a plus de valeur dans le processus de production actuel. On a alors affaire à une nostalgie de la vie sociale d'antan et de la communauté ouvrière<sup>157</sup>.

---

<sup>155</sup> Nom de la revue théorique de la CNT.

<sup>156</sup> Sur ce point, la CNT se distingue de SUD en ce qu'elle ne cherche pas à syndiquer les flics et les matons.

<sup>157</sup> On peut trouver aussi une critique humaniste de l'économie qui ignore l'exploitation et la misère des époques précédentes. Le Goff par exemple,

Il faut dire quand même que, malheureusement, le courant libertaire a eu tendance à accorder une attention réduite à ce qui est désigné comme "économie". Si l'on prend l'exemple d'une rare contribution libertaire intéressante dans ce domaine, celle de Luciano Lanza, au cours du colloque de Toulouse<sup>158</sup> sur l'anarchisme, l'économie y est définie comme une catégorie de l'esprit, comme si la valeur, reconnue comme concept fondateur de l'économie s'opposait à une autre représentation du monde fondée sur l'utilité et le travail. Lanza accorde donc une importance à la valeur, mais uniquement en tant que représentation qui s'opposerait à la réalité qui devrait être régie par les lois de l'utilité sociale. Il critique donc vigoureusement la théorie objectiviste de la valeur des économistes classiques et de Marx : "Toute la valeur est occasionnelle, ce qui est le contraire de ce que disent Marx et les économistes bourgeois" (p.17). Il pense dépasser Marx par son exemple de la fabrication des chapeaux pendant la révolution espagnole, en mettant constamment en avant une dimension d'utilité qui n'est pas réductible au concept de valeur d'usage<sup>159</sup> : les chapeaux sont utiles et on doit donc continuer à les produire, sous entendu, sans se soucier de leur coût de production. Mais nous restons dans le champ de l'économie, des besoins et de la rareté puisque les questions de la beauté du chapeau ou du sens que le port de celui-ci exprime ne sont pas posés (en Espagne, à l'époque, son port a une connotation fasciste). Dans ce cadre, il n'y a pas de solution et le syndicat révolutionnaire doit essayer de faire passer ce qu'il conçoit comme l'intérêt général des prolétaires, la solidarité, avant l'imagination de la révolte. Solidarité dans le social qui a permis l'englobement de la contradiction capital/travail et la liquidation de la question du communisme au profit de la question sociale. Ce que certains

---

dans *La barbarie douce : la modernisation aveugle des entreprises et des écoles*. La Découverte. 1999, semble regretter le temps où "les élites de la modernisation de l'après-guerre disposaient d'une culture humaniste et d'une expérience humaine, acquises à travers l'enseignement et les épreuves de la guerre". Il prône une ré-institutionnalisation qui favoriserait un lien entre dirigeants et dirigés qui ne débouche pas sur l'ignorance et le mépris, tout en reconnaissant comme légitimes les différences et les conflits. Encore un partisan du renouveau démocratique!

<sup>158</sup> Reproduit dans *L'anarchisme a-t-il encore un avenir*. ACL. 1999.

<sup>159</sup> On retrouve cette tendance dans la mouvance du réseau *No Pasaran*.

énoncent comme le retour de la question sociale<sup>160</sup> prend la forme, soit d'une réactivation de l'idée de classes dangereuses (pour faire vite, les jeunes des banlieues) soit celle de "nouveaux mouvements sociaux"<sup>161</sup> aux contours d'autant plus flous qu'y sont ajoutées toutes les expressions des particularités et des luttes contre les discriminations, comme si tout cela était équivalent. Ce retour de la question sociale disions-nous, est confondu avec la question du communisme, la question de la communauté humaine. On est comme renvoyé en arrière, dans un passé où on pouvait encore y voir clair, les acteurs de la révolution étant définis, les objectifs déterminés et les ennemis identifiés. Tout est alors lu de manière rétroactive avec des assimilations ou des amalgames dommageables : les individus qui ne voulaient pas devenir prolétaires au tournant du siècle précédant sont affublés du même nom que les individus qui ne peuvent plus devenir prolétaires aujourd'hui. La notion de classes dangereuses rassure tout le monde; les dominants parce que ces classes soi-disant dangereuses

---

<sup>160</sup> Cf. la nouvelle revue théorique communiste libertaire qui porte ce nom.

<sup>161</sup> L'évolution du contenu de cette notion est assez significative. Elle est apparue à la fin des années 70 en Italie (Bologne 79) et dans les années 80 en France, c'est-à-dire en période de restructuration du capital et en pleine crise de l'idéologie prolétarienne, marquant la fin d'un cycle de lutte, le cycle des années 65/75 que nous avons analysé comme une rupture du cours historique des luttes de classes (cf. vol I de l'anthologie de *Temps critiques* intitulée, *L'individu et la communauté humaine*, L'Harmattan, p.15 à 44). Ces nouveaux mouvements sociaux exprimaient encore dans la forme des luttes traditionnelles (grèves, assemblées générales, manifestations de masse), une situation nouvelle caractérisée par le passage à la prédominance de la reproduction sur la production dans la société capitalisée (cf. vol II de l'anthologie de la revue *Temps critiques*, "La valeur sans le travail". L'Harmattan, p.99 à 156). Profitant de l'affaiblissement des institutions d'encadrement des salariés, ils s'affirmèrent sans médiation, leurs coordinations ne leur servant qu'à manifester publiquement leur existence, à la limite simple médiation organisationnelle, mais sans trouver de médiation politique qui aurait pu donner de la force à des mouvements cantonnés aux secteurs-clés de la reproduction. Or aujourd'hui, ce qui est nommé nouveaux mouvements sociaux, ce sont les mouvements des "sans" (sans travail, sans papiers) dont l'action exprime certes un contenu politique immédiat parce qu'elle révèle la véritable nature du capital, mais qui reste symbolique vu le rapport de force actuel.

ne sont qu'une agglomération d'individus isolés ou de bandes rivales et les militants parce que ces individus sont potentiellement subversifs puisque révoltés.

La recherche, assez à la mode, du vivre ensemble, concerne aussi des démarches alternatives qui peuvent déboucher sur un immédiatisme différent de celui des libertaires. Il peut échapper plus facilement à la simple appropriation des conditions présentes. En effet, alors que dans l'appartenance de classe les individus se posent dans la séparation de la communauté humaine (lutte des classes) même si la construction d'une communauté ouvrière indique que cette séparation est constamment contredite, y compris sous la forme de la communauté du travail fasciste, l'individu-démocratique, lui, pose la communauté comme déjà là mais sans contenu réel : l'idée de société de consommation ou celle de société civile rendent compte de cette idée de communauté comme monde commun dans l'aliénation et la domination. C'est sûrement ce qui explique les tendances actuelles au consensus et le succès de l'idée de réconciliation : réconcilier les français et la Gauche avec l'entreprise, réconcilier l'utilisateur et le service public, le producteur et le consommateur, réconciliation avec la nature, etc.

Quand cet alternativisme se veut radical il rencontre une contradiction de taille : en voulant séparer le social et l'économie afin de détruire les racines de l'économie, par exemple dans la revendication d'un droit au revenu garanti qui aurait pour conséquence de détacher travail et revenu, il entérine implicitement la division entre ceux qui travaillent encore et ceux qui ne travaillent plus ou qui ne pourront pas travailler. Il n'a alors plus que deux possibilités, soit aller au bout de la démarche et faire l'apologie de la marge (cela peut aller de la pratique des squats jusqu'à la simple édition ou réédition de textes contre le travail ou pour le droit à la paresse), soit plaquer un discours classiste sur tout cela afin de garder quelques repères<sup>162</sup>.

---

<sup>162</sup> Cf. partie III du présent ouvrage.





## PARTIE II

### LA RÉVOLUTION À TITRE HUMAIN

*Le concept de révolution, dans la théorie marxiste, télescope tout un cycle de l'histoire, qui englobe l'étape finale du capitalisme, la période transitoire de la dictature du prolétariat, et l'étape initiale du socialisme. Au sens strict du terme, c'est un concept historique, puisqu'il projette certaines tendances inhérentes à la société présente; et c'est un concept dialectique, puisqu'il projette en même temps les tendances contraires à l'intérieur de la période historique envisagée, dans la mesure où ces courants sont inhérents à cette période. Courants et contre-courants sont des manifestations de forces sociales parmi lesquelles le marxisme lui-même, sur le plan théorique, est un élément essentiel. La théorie marxiste, en effet, est une force au sein du conflit historique, exactement dans la mesure où ses concepts « traduits » en pratique deviennent des forces de résistance, de changement et de reconstitution; comme la théorie elle-même, ces concepts pratiques sont soumis aux vicissitudes du conflit historique qu'ils réfléchissent et qu'ils englobent, mais qu'ils ne dominent pas. Le "réexamen" est donc un élément du concept de révolution, une partie intégrante de son déroulement interne.*

H.Marcuse<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> "Réexamen du concept de révolution", *Diogène* n°64, 1968, p.21-32.

# 1- La question des classes

## 1.1. Tocqueville et Marx.

Pour Tocqueville, dans son étude des révolutions américaine et française, la révolution ce n'est pas la fin des classes mais la fin des privilèges et l'égalité des conditions. C'est sur cette nouvelle base que se recomposent des inégalités qui ne sont plus des inégalités de nature, mais des inégalités de fait qui relèvent des individus au sein de rapports sociaux déterminés. L'appartenance de classe y est donc contingente : un bourgeois ruiné n'est plus un bourgeois alors qu'un noble ruiné reste un aristocrate.

C'est pour cela que pour Tocqueville, une opposition entre deux grandes classes antagonistes comme celle que décrit Marx plus tard est impossible. Pour lui, la forme démocratique présuppose la massification et une relative indifférenciation des individus. Il ne se situe déjà plus dans l'optique de l'individu bourgeois des Lumières par le fait qu'il anticipe l'avènement d'une future classe moyenne regroupant la masse des semblables, ne laissant aux deux extrémités de la société qu'un petit nombre de riches et un petit nombre de pauvres.

Il perçoit la démocratie comme le fruit d'un consensus faible autour de quelques valeurs restreintes et de la défense de statuts. Une vision assez actuelle même si les progrès de l'individualisation dissolvent les possibilités d'existence de classes moyennes et de tout discours sur les classes. Aujourd'hui, le consensus mou est celui des individus-démocratiques et séparés, subissant, mais reproduisant tout à la fois, un discours du capital qui prend les formes concrètes de la "pensée unique" et du politiquement correct.

Malgré ses nombreux exemples historiques, la pensée de Tocqueville est théorique. Sa juste anticipation provient du fait que sa référence principale est la révolution américaine. Son analyse s'en trouve heureusement biaisée par l'absence de lutte de classes et d'embryon de révolution industrielle en Amérique. Il n'y a ni privilèges ancestraux à éradiquer, ni sans-culottes à surveiller comme c'est le cas dans la révolution française. C'est cela qui lui permet d'anticiper. Il saute une étape historique et c'est pourquoi cet aspect de sa théorie est encore actuel. Mais le revers de la médaille, c'est qu'il ne comprend pas qu'il puisse y avoir des classes déterminées objectivement par leur place dans les rapports de production et que la démocratie moderne ne soit que la forme politique de l'agencement des rapports sociaux et donc de

rapports de forces. S'il anticipe donc les classes de la mobilité sociale et de la consommation, il oublie l'existence des "classes dangereuses" et néglige ce qui va fonder les nouveaux rapports sociaux : la production, la propriété privée comme condition de la forme politique, la valorisation par le travail et le travail comme valeur qui sont au centre de la théorie de Marx.

Tocqueville ne comprend donc pas que ce sont les classes du capital et du travail qui transforment le monde dans le cadre de la prédominance de la production matérielle. Il ne voit que le nouveau champ de développement et de dynamisme qui s'ouvre avec les révolutions ; champ seulement limité par le caractère inquiet des classes moyennes<sup>2</sup> qui craignent toujours de retomber dans la pauvreté alors que, par ailleurs, elles ne peuvent attaquer la grande propriété sans risquer de voir remis en question ce même droit de propriété. C'est ce qui fonde pour lui la stabilité politique du système, l'association classes moyennes-parti de l'ordre. Et il ouvre lui-même vers une nouvelle vision du monde qui triomphera un siècle plus tard, celle de l'individu sans attaches, ou celle de "l'homme quelconque" ou encore celle de l'individu-consommateur de la théorie économique néo-classique.

C'est ce que les marxistes n'ont pu (ou voulu) voir, ni d'ailleurs les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires qui se rattachent au socialisme ricardien du producteur comme créateur de la valeur.

J'ouvre ici une parenthèse : on a souvent trop tendance à vouloir injecter, après coup, de la lutte de classes dans les polémiques théoriques. Or, si bien évidemment les théories ne sont pas neutres, cela ne signifie pas qu'elles collent automatiquement à un courant politique. Le plus souvent elles sont un mélange d'emprunts, de descriptions de la période historique et d'intuitions conduisant à des anticipations lumineuses. Ainsi ce qui apparaît, à un certain moment, comme le fruit d'un combat d'idées, correspond en fait à la mise en forme théorique d'un nouveau cycle de développement du mode de production capitaliste. Ainsi, la pensée de Smith et Ricardo sera analysée par les marxistes comme économie politique de la bourgeoisie industrielle en lutte à la fois contre l'idéologie mercantiliste et les théories de la grande propriété foncière à la Malthus, alors que

---

<sup>2</sup> Nous utilisons le pluriel puisqu'elles n'ont jamais d'unité ni en soi, ni pour soi. Si Tocqueville utilise cette notion au singulier, c'est justement qu'il ne perçoit rien de la composition de classe de la société qu'il étudie.

Smith plaçait pourtant les échanges à l'origine de toute richesse puisqu'à l'origine eux-mêmes de la division du travail et des gains de productivité ; de même la théorie néo-classique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle n'a pas été une machine de guerre anti-socialiste, puisque l'un de ses principaux auteurs, Walras était lui-même socialiste, mais a correspondu à l'importance prise par les échanges et la consommation dans le processus général de croissance. La théorie néo-classique n'est devenue réactionnaire qu'à partir du moment où elle a cherché à tout modéliser à partir du consommateur rationnel et de la théorie de l'équilibre, négligeant ainsi complètement les rapports sociaux et les luttes de classes. Mais elle a mis le doigt sur un point important : la consommation des travailleurs ne peut se réduire à la simple reproduction de la force de travail comme le pensaient Ricardo et Marx. Cela annonce déjà Keynes et la théorie du salaire comme revenu et non pas comme simple coût. Cela annonce aussi une critique de la notion de besoin au profit de celle de satisfaction, de désir. La valeur n'est plus considérée dans sa dimension quantitativiste mais en tant que valeur-signe ouvrant sur le code différentiel de l'utilité. On le voit concrètement dans l'importance prise par la mode et le phénomène des marques.

Le capitalisme n'est pas un système rationnel qui tout à coup aurait perdu la tête parce que repousser ses contradictions le ferait dériver. Cela, c'est la vision d'un capital progressiste qui à un certain moment connaîtrait la décadence parce que, finalement, la révolution ne l'a pas emporté. Une telle fiction, c'est une histoire à raconter aux petits enfants. Le capitalisme est irrationnel et c'est pour cela qu'il est dynamique, qu'il poursuit une tendance à l'auto-valorisation. La distinction ne réside plus entre nécessaire et superflu, mais elle se situe entre plusieurs possibles ; c'est l'innovation technologique qui est le moteur d'un processus qui lie offre-besoin-demande.

Toute l'idéologie des classes moyennes a pu fondre là-dessus, mais ce n'est pas pour cela qu'il y a vraiment une existence pratique de ces classes et c'est pour cela qu'on peut parler d'une idéologie des classes moyennes. Elles correspondent à une véritable construction idéologique, alors que la bourgeoisie et le prolétariat, tels que Marx les conçoit, sont des constructions théoriques...qui peuvent éventuellement donner lieu à des interprétations idéologiques.

## 1.2. Sur l'emploi indifférencié de la notion de classes moyennes.

Tocqueville et Marx ne parlent pas de la même chose quand ils mentionnent les classes moyennes. Marx envisage surtout ce qu'on a longtemps appelé la petite bourgeoisie et c'est cette classe moyenne-là qu'il voyait disparaître en se prolétarisant. Alors que Tocqueville anticipe encore une fois, en mettant à jour l'éclosion d'une nouvelle classe moyenne dans le procès d'individualisation que la démocratie politique va radicaliser. Il faut donc tenir compte de cette double caractérisation sociologique des classes moyennes. Si elles sont au centre des grands bouleversements, il nous faut préciser de quels bouleversements il s'agit.

Dans l'Europe capitaliste industrialisée des années 20-30, ce sont les anciennes classes moyennes qui se mobilisent autour des fascismes, dans l'espoir d'échapper à ce qui apparaît comme une fatalité de déclin. Elles sont alors non pas "passives", mais contre-révolutionnaires. Elles refusent une exacerbation de la lutte des classes qui se ferait à leur détriment, soit par la victoire du "Grand capital", soit par la victoire d'un socialisme des travailleurs. Mais aux États-Unis dès les années 30, puis dans l'Europe des années 60-70, cette lutte de classes est soit déjà de l'histoire ancienne (pour les pays du Nord, les deux Allemagnes incluses, sauf la Belgique et la Grande Bretagne), soit un champ du cygne (le dernier assaut prolétarien<sup>3</sup>) qui est déjà gros de bien autre chose. Bien sûr, dans le registre ultra-gauche on pourra dire que c'est sur les limites de la révolution de la fin des années 60 que se développe une nouvelle contre-révolution<sup>4</sup>, mais c'est forcer l'analyse pour essayer de faire tout tenir à l'intérieur de la théorie du prolétariat<sup>5</sup>. Il va sans dire que cette contre-révolution-là est

---

<sup>3</sup> Sur le Mai 68 français et le "Mai rampant italien", voir la première partie de mon livre *Individu, révolte et terrorisme*. Nautilus, 1987. On se référera également à J.Guigou et J.Wajnsztein (dir.), *L'Individu et la communauté humaine*. volume I de l'anthologie de la revue *Temps critiques*. L'Harmattan, 1998. Un ouvrage spécifique est prévu pour mai 2008.

<sup>4</sup> Cf. là encore mon analyse dans *Individu...* ou les analyses de *Théorie Communiste et Crise Communiste*.

<sup>5</sup> A ma connaissance seule la revue *Théorie Communiste* et quelques individus comme B.Astarian (*Le travail et son dépassement*. Senonevero. 2001), ont gardé le cap d'une théorie marxienne à la fois préservée et renouvelée.

toute différente de celle des années 30, ne serait-ce que parce qu'elle poursuit un mouvement commencé les vingt années précédentes et qu'elle n'a donc pas besoin d'une grande crise économique ou d'une grande guerre pour s'imposer. Elle ne repose donc pas sur la peur d'un avenir incertain ou sur la répression. C'est pour cela et aussi pour d'autres raisons, qu'il nous paraît plus juste de parler de restructuration et de nouveau cycle plutôt que de contre-révolution car cette notion renvoie à celle de programme qui entre en crise à cette époque.

Ce sont les nouvelles classes moyennes, pour la plupart salariées ou qui le deviendront (les étudiants), qui sont au centre de ce qui se présente comme un nouveau type de révolution : la révolution des modes de vie, des mœurs, de la consommation, la publicité et les médias, le temps des "libérations", des "nouveaux mouvements sociaux". C'est cette révolution qui a fait voler en éclat ce qu'on a appelé la culture ouvrière, mais qui est en fait une culture beaucoup plus mixte qui inclut des éléments du monde paysan dans les pratiques ouvrières et aussi des éléments proprement urbains et enfin des éléments de "la culture du pauvre" au sens d'Hoggart. Cet aspect mixte n'est pas qu'une rectification anecdotique car il trouve son fondement dans une analyse particulière des classes sociales et particulièrement de la classe ouvrière<sup>6</sup>. D'autre part, il me semble que c'est aussi cet aspect mixte et l'influence particulière du monde paysan dans la formation de certaines classes ouvrières nationales qui explique la violence symbolique et aussi réelle des luttes anticapitalistes en Espagne, France et Italie, ainsi qu'une persistance plus longue des références communautaires en leur sein.

La classe ouvrière s'est longtemps distinguée des nouvelles couches salariées dont le modèle est fondé sur la consommation et les loisirs. Elle était en cela plus proche de son origine paysanne et le bricolage, le jardinage sont restés pendant longtemps les premières formes de loisirs des ouvriers, ce qui ne s'est pas avéré incompatible avec la joie procurée par les premiers départs en vacance à l'occasion des congés payés de 1936. Il ne s'agit donc pas simplement d'une question de ressource financière, mais plutôt d'un rapport différent au temps libre. C'est seulement depuis les années 80, qu'il n'y a plus de différence de fond entre les diverses catégories de salariés : cela n'a rien d'étonnant, car tous

---

<sup>6</sup> Cf. Les deux articles sur les classes de Ch.Sfar et J.Wajnsztein dans le n°6-7 de la revue *Temps critiques*.

sont de vrais urbains, tous connaissent la crise du travail (inessentialisation de la force de travail, apologie du temps libre et des loisirs, norme des vacances, etc.).

Si une certaine révolution de la vie quotidienne a bien eu lieu elle a néanmoins été limitée à deux niveaux :

- elle s'est faite sans subversion des rapports sociaux, ce qui nous vaut aujourd'hui de voir ressurgir des particularismes radicalisés qui nous font prendre leur "révolution" privée pour une révolution politique;

- elle a été conçue essentiellement comme libération, comme si tout était possible, comme s'il n'y avait ni conscience d'une finitude humaine, ni nature humaine, comme si tout relevait d'un intérêt individuel. Les derniers obstacles à la croissance débridée du capital sont alors levés. Tout a pu être retourné (et non pas récupéré comme l'ont cru l'Internationale situationniste et les gauchistes). On en subit encore les conséquences avec la réalisation pratique de certaines idées libertaires, même si c'est dans un cadre libéral (idéologie libertarienne dont Cohn Bendit est le prototype dans sa version de centre-gauche).

Pour résumer on pourrait dire que c'est le rapport social capitaliste qui a réalisé la classe universelle en unifiant sous sa domination, l'ensemble des individus. Si on veut faire servir encore Tocqueville, on peut dire qu'il y a eu une deuxième étape dans l'égalisation des conditions, sous la forme d'une uniformisation des catégories salariées sur le modèle des classes moyennes, celle à qui tous les hommes politiques s'adressent aujourd'hui, de Clinton à Jospin, de Merkel à Sarkozy, Royal et Bayrou.

### 1.3. Remarques critiques sur la théorie des classes sociales de Marx

Chez Marx on peut repérer plusieurs apories. D'un côté c'est la lutte des classes qui crée la classe au sens fort et non pas simplement une situation de classe (ce qu'il développe dans *le Manifeste du Parti Communiste*); mais d'un autre côté, dans le chapitre ultime resté inachevé du Livre III du *Capital*, il indique que les classes sont d'abord déterminées objectivement par leur place dans les rapports de production et leur source de revenus.

Dans l'analyse de ce chapitre, il fige la réalité autour des deux grandes classes qui sont des classes de la conscience et qu'il homogénéise et crée sur le même modèle : celui d'une force qui grandit sans cesse. C'est cette conception qui lui permet

d'anticiper la révolution. Dans *Les luttes de classes en France* il ne cherche pas à produire une théorie systématique. Ces développements ne sont pas en contradiction avec ce qui est avancé dans *Le Capital*, ils posent un autre problème. Il cherche à déterminer quels sont, à un moment donné, les sujets historiques. C'est pour cela qu'il faut réévaluer le rôle historique des classes moyennes, en dehors d'un corpus théorique bien déterminé et il faut échapper à l'erreur qui consiste, dans la lignée du Marx de la fin du Livre III, à faire une analyse de la structuration de classe des classes moyennes, dans une optique programmatiste et même politiste (les alliances de classes).

Marx aura du mal à faire le grand écart entre l'essence du prolétariat, qui est d'être révolutionnaire<sup>7</sup> et son être réel déterminé, son être ouvrier en quelque sorte<sup>8</sup> et il nous a laissé nous débrouiller avec tout ça<sup>9</sup>.

L'avantage de Marx — si l'on peut appeler ça un avantage — c'est qu'il peut s'en sortir en essayant d'anticiper, puisqu'à son époque le salariat est loin d'avoir accompli sa généralisation. Par exemple il préjuge du caractère unitaire de la classe en se basant sur la théorie classique de l'unification des conditions de la force de travail à partir du moment où se met en place un marché du travail qui met les différentes forces de travail en concurrence. Nous savons bien aujourd'hui que c'est doublement faux. Cela l'était déjà à son époque car la force de travail n'a jamais été une marchandise et en tout cas pas une marchandise comme une autre ; ça l'est encore plus aujourd'hui que le salaire est bien plus un revenu qu'un prix quand sa part dans le coût d'un produit tend vers zéro. Il préjuge aussi de l'autonomie du pôle travail au sein des rapports sociaux capitalistes, autonomie relative, qui pourrait faire du prolétariat, effectivement, la classe de la conscience. Croire à une théorie révolutionnaire qui élève l'abstraction au niveau de la modernité en en faisant la classe de la conscience, est

---

<sup>7</sup> Essence du prolétariat qui dérive elle-même d'une conception de l'essence de l'homme, au moins jusqu'à *L'idéologie allemande* incluse. Dans cette perspective, le prolétariat est le vrai dépositaire (mais seulement en puissance) d'une universalité produite par la classe bourgeoise.

<sup>8</sup> A partir des *Grundrisse*.

<sup>9</sup> Quand je dis nous, cela recouvre les différentes tendances de la gauche communiste et aussi le courant opéràiste et particulièrement M.Tronti dans *Ouvriers et Capital*.



une position qui cherche à échapper au problème de la double nature classe ouvrière/prolétariat et je ne crois pas cette position sur la conscience tenable. Déjà Lukacs, qui a développée jusque dans ses conséquences ultimes la primauté et l'autonomie de la conscience de classe, est revenu dessus plus tard pour faire du Parti l'organisateur de la conscience. Bien sûr son retournement stalinien peut expliquer bien des dérives théoriques, mais on peut aussi penser qu'il y avait une faille au départ, aussi séduisante que sa théorie ait pu paraître à son origine. En effet, sans avoir eu la possibilité de lire les écrits de jeunesse de Marx et particulièrement *Les Manuscrits de 1844*, Lukacs développe la distinction entre *classe en soi* et *classe pour soi*; notion très intéressante du point de vue théorique, mais très risquée aussi car elle implique un dédoublement de la classe en deux réalités, l'une exprimant le particulier (la classe en tant qu'expression du pôle travail du rapport social), l'autre l'universel (la classe comme expression de la communauté), sans que le lien entre les deux aspects soit bien évident. On retombe sur l'une des distinctions contestables de Marx, celle de l'opposition entre essence et apparence que nous avons essayé de critiquer par ailleurs<sup>10</sup>. Ce qu'on a justement appelé "le parti Marx" ou ce que la Gauche italienne a appelé le parti historique, par opposition au parti formel, a justement été théorisé pour rendre compte de ce hiatus, mais cela n'est plus tenable à partir du moment où on ne réduit pas la théorie communiste et la perspective de la communauté, à la théorie du prolétariat.

Une faiblesse de la théorie originelle de la conscience chez Lukacs est justement qu'il n'en reconnaît pas le moment coercitif, ce qui le pousse vers une philosophie du sujet ou de l'être qu'Adorno a critiqué dans sa *Dialectique négative*. La conscience de classe du prolétariat devient alors la "conscience vraie" (dépendance de la conscience vis-à-vis de l'être), alors qu'elle est une médiation entre sujet et objet. Mais pour Adorno, maintenir la médiation de la conscience est la seule façon de ne pas faire n'importe quoi, de ne pas faire disparaître la séparation sujet/objet et dans la phase historique où il écrit, cela le conduit à s'opposer au mouvement extra-parlementaire allemand de la fin des années 60, sur la base de cet anti-immédiatisme. Au niveau théorique Adorno prend l'exemple de l'échange capitaliste qui se fait entre équivalents, alors que la conscience sait qu'il s'agit en fait

---

<sup>10</sup> *L'évanescence de la valeur*. L'Harmattan. 2004, p.84-103.

d'éléments inégaux qui sont concrètement échangés. Une fois que la théorie critique a dévoilé cela, elle démontre seulement qu'elle se situe historiquement ou potentiellement au-delà de l'idéal bourgeois de l'égalité, mais tant que la critique n'est pas réalisée, supprimer toute commensurabilité (par exemple supprimer le contrat de travail et le droit) ne conduirait qu'à la violence et à la domination des cliques et autres monopoles. Cela poussera Adorno à revenir à un soutien de la démocratie comme le moins mauvais des systèmes.

On ne peut pas parler à la fois de conscience et d'essence. Il faut choisir. Par exemple, la plupart des courants de la gauche communiste ont choisi l'essence comme le montre la référence constante à la citation de Marx : "Peu importe ce que tel ou tel prolétaire ou même ce que le prolétariat tout entier s'imagine être son but, momentanément. Ce qui importe, c'est ce qu'il est réellement et c'est ce qu'il sera historiquement contraint de faire conformément à son être. Son but et son action historique lui sont tracés visiblement et irrévocablement, dans les circonstances mêmes de sa vie comme dans toute l'organisation de la société bourgeoise actuelle<sup>11</sup>". Accessoirement cela permet de maintenir la perspective communisme dans un contexte de grand marasme.

Le refus de tout pédagogisme révolutionnaire se situe dans cette perspective. Sur cette question on peut vraiment dire que les deux groupes les plus importants des années 50-60 (*SoB* et *l'IS*) n'ont rien résolu et qu'il a fallu remettre tout cela en analyse à partir de la fin des années 60, avec l'appui d'une revue comme *Invariance*, il ne faut pas l'oublier.

#### **1.4. *Invariance* et l'*Internationale Situationniste* : une nouvelle approche du concept de classes moyennes.**

Ces deux revues ont repris la notion de classes moyennes dans leur argumentaire théorique. La revue *Invariance*, dans sa première série qui reprend surtout des textes anciens de J.Camatte alors qu'il était encore au Parti Communiste International. La revue *Invariance*, dans son n°6 de la série I (1969), fait des classes moyennes un sous-ensemble de la classe des travailleurs

---

<sup>11</sup> Ce n'est pas un hasard si J.Barrot (G.Dauvé) l'a mis en exergue de son ouvrage *Le mouvement communiste* (Champ Libre, 1972) qui constitua une sorte de base de départ pour une gauche communiste rénovée par les événements de 1968. Il reste aujourd'hui dans la même veine avec une revue dont le titre est tout un programme (*Trop Loin*).

salariés...mais qui serait alimenté par la plus-value tirée des seuls travailleurs productifs. Mais là où elle innove c'est en déclarant que ces classes font face au résultat du capital : la consommation et son objet, la marchandise. La revendication de ces classes peut donc osciller entre l'apologie de la "société de consommation" et la critique de la marchandise d'un côté, l'apologie du pillage de l'autre. On aura compris que cette analyse inclut la critique des ambiguïtés de l'IS. Malgré son travail sur la marchandise et son affirmation d'une haine viscérale contre la catégorie des cadres, la critique initiée par l'IS a opéré comme un travail de déculpabilisation, par rapport à la consommation mais aussi par rapport à tout le catéchisme révolutionnaire, majoritairement puritain<sup>12</sup>.

Néanmoins, avec une certaine conscience de ce que la théorie de *La société du spectacle* pouvait avoir d'immédiatiste dans sa description même du mouvement du capital, l'IS s'est finalement raccrochée à la théorie du prolétariat et d'une façon un peu désespérée<sup>13</sup>. Il faudrait prendre le temps de se pencher sur les positions de Vaneigem à partir de l'après 68 puisqu'il est finalement le seul à continuer à exploiter cette veine des désirs, de la jouissance, etc. Car il faut bien le dire, pour les autres, ce rattachement marque la fin d'une histoire. En dissolvant l'IS en 1972, Debord en donne acte, comme Marx avait pu le faire avec la dissolution de l'Association Internationale du Travail à son

---

<sup>12</sup> Le "Ne travaillez jamais" ou l'exaltation du "droit à la paresse" participent de ce travail de déculpabilisation, mais aussi de l'ambiguïté d'une vision du communisme comme lieu de plaisirs pendant que des machines travailleront pour les humains...

<sup>13</sup> On peut en juger avec ce passage de 1957 du *Rapport sur la constitution des situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale* : "Le défi situationniste au passage des émotions et du temps serait le parti de gagner toujours sur le changement en allant toujours plus loin dans le jeu de la multiplication des périodes émouvantes".

Cet abandon ludique au mouvement du capital sera systématisé par la suite par Baudrillard : "Le défi que nous lance le capital dans son délire, liquidant sans vergogne la loi du profit, la plus-value, les finalités productives, les structures de pouvoir, et retrouvant au terme de son processus l'immoralité profonde (mais aussi la séduction) des rituels primitifs de destruction, ce défi là, il faut le relever dans une surenchère insensée" (*La société de consommation*. Idées. 1969).

époque, même si ce n'est pas exactement pour les mêmes raisons. Bien sûr le parti situationniste comme le parti Marx a été défait, mais d'une certaine façon le situationnisme triomphe<sup>14</sup>...mais sous la forme d'un "situationnisme tranquille" comme l'a désigné J.P.Voyer.

Je ferai ici deux remarques :

1) Les membres de l'EdN et autres ennemis des nuisances reprennent aujourd'hui et sans états d'âme apparents, une critique du capital qui se fait si ce n'est au profit, du moins au nom de certaines franges que les sociologues ou politologues appellent "les classes moyennes". La dénonciation de la réalité mortifère du capital, les références implicites ou explicites à l'authenticité, la préservation de la vie et du cadre de vie découlent d'une vision catastrophiste du capital que ne renieraient pas les tenants de la *Deep ecology* et de thèmes qu'on retrouve aussi chez les nouveaux primitivistes (Zerzan et Kaczynski). La critique disparaît derrière un nouveau moralisme qui a maintenant pris toute la place. Ce courant est loin d'être uniforme puisque s'y côtoient et se renvoient les tendances hédonistes extrêmes, les tendances à "la vie bonne" et un ascétisme de secte protestante, digne des pionniers de l'Ouest américain.

2) Hegel a été le premier à mettre en avant la notion de "classe universelle" et il en a fait un modèle pour le développement de l'appareil bureaucratique d'État. Marx la reprend dans *L'Idéologie allemande*, en essayant de dépasser l'antinomie entre le fait qu'une classe est forcément une particularisation de la totalité, de l'univers, mais qu'en même temps ce qui unit cette classe (son opposition au capital) a valeur universelle. Ici Marx anticipe sur le devenir en entrevoyant la révolution à titre humain comme dépassement des particularisations et donc des classes et aussi en entrevoyant la dimension communautaire de la révolution. Il s'agit donc d'une conception a-classiste de la révolution dans sa dimension communiste et non pas d'une vision qui envisagerait la concomitance entre révolution et auto-négation du prolétariat comme on a pu le penser dans les années 70. Mais cette révolution reste dans le ciel des idées du socialisme allemand et cette vision va s'effacer dès que Marx rencontrera le mouvement ouvrier réel, c'est-à-dire à l'époque, le mouvement ouvrier anglais. Jusque là, le modèle de l'ouvrier était resté celui de l'ouvrier artisan, canut lyonnais ou tisserand silésien.

---

<sup>14</sup> Cf. *L'amère victoire du situationnisme* de G.Marelli. Sulliver. 1998.

Plus tard, Lukàcs fera, à nouveau du prolétariat, la classe universelle car c'est celle qui n'a pas de torts particuliers à faire valoir, mais qui les concentre tous<sup>15</sup>. La classe universelle est apte alors à remplir son action émancipatrice car elle est devenue une pure essence de la catégorie de l'universel, qui s'est dépouillée de toute appartenance particulière.

Introduisons dans ce débat les données historiques en procédant à une certaine réhabilitation théorique de la social-démocratie allemande. Les sociaux-démocrates comme Kautsky et Bernstein ont été parmi les premiers à reconnaître le hiatus entre mouvement et but, c'est-à-dire entre la réalité du mouvement ouvrier et le but que serait le communisme. En épousant l'immédiatisme du capital, ils ne pouvaient que perdre l'initiative, ils ne pouvaient plus que s'adapter dans un réformisme alors encore ouvrier<sup>16</sup>. Les positions de Lénine sur "l'aristocratie ouvrière", la conscience spontanément trade-unioniste des ouvriers et donc la nécessité d'une conscience importée de l'extérieur par le Parti, procèdent beaucoup plus du même constat que d'un avant-gardisme d'intellectuel à la recherche de pouvoir. D'ailleurs, dès cette époque, c'est la définition même de la classe et sa délimitation qui posent problème et beaucoup vont chercher à la définir par la conscience. Si Lénine la définit indirectement dans la conscience du Parti (un Parti de masse : en cela, il reste très social-démocrate d'esprit), Rosa Luxembourg et sa théorie de la spontanéité des masses, Panekoeck, Korsch et les conseils la définissent directement par cette conscience qu'exaltera Lukacs dans *Histoire et conscience de classe*. Ce hiatus sera comblé par l'identification du programme prolétarien à la généralisation du salariat, première phase de la future République des conseils ouvriers.

Bordiga et la Gauche italienne ont tenté une synthèse de toutes ces positions en insistant sur une dimension objective du prolétariat : il est chargé de produire un nouveau mode de production et sur une dimension subjective : c'est le Parti (au sens historique du "Parti Marx") qui prévoit et décrit le communisme. Mais aujourd'hui, nous savons que le communisme ne sera pas un nouveau mode de production et que nous n'avons besoin ni de

---

<sup>15</sup> En fait, il reprend en la prolongeant, la position de Marx de *Critique de la philosophie du Droit de Hegel*.

<sup>16</sup> Réformisme très différent de l'idéologie et de la pratique sociale-démocrate de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, ni ouvrière, ni réformiste.

parti au sens formel de Lénine, ni au sens historique de Bordiga. Nous savons aussi, après les défaites des révolutions des années 20, que c'est le capital qui a réalisé ce programme, dans sa domination réelle, rendant impossible l'affirmation de la classe ouvrière. A partir de cet instant, les valeurs ouvrières sont destinées à décliner et disparaître, qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse n'y change rien!

Dès cette époque (dans les dix ans qui ont suivi), vont se développer les théories de différents courants marxistes, sur la décadence du capitalisme. Une décadence qui proviendrait de l'incapacité du MPC à continuer à développer les forces productives dans le cadre des rapports sociaux de production capitaliste. La crise des années 30 a produit une vision d'une dernière crise catastrophiste, mais n'explique pas que cette vision déformée par la proximité temporelle de l'analyse, perdue encore aujourd'hui dans une certaine gauche communiste, alors que les forces productives ont continué à se développer de façon spectaculaire.

### **1.5. Recomposition de classe ou fin de l'antagonisme de classe?**

La notion de "composition de classe" a été avancée par les théoriciens operaïstes de la fin des années 60 et reprise ensuite dans les chaudes années 70 en Italie. Elle a été mise en place pour rendre compte de la transformation des rapports de classe dans le capitalisme analysée par exemple par l'équipe des *Quaderni Rossi*<sup>17</sup>. Elle se veut aussi, au niveau théorique, une réponse à une conception abstraite de la classe qui ne l'envisage que sous l'angle de son unité. Une unité factice entretenue par un discours syndical centré sur l'ouvrier qualifié alors que "l'ouvrier masse" puis "l'ouvrier social" sont devenus les figures dominantes de la nouvelle composition de classe. Elle cherche aussi à rénover et concrétiser la distinction "classe en soi/classe pour soi" qu'elle perçoit comme expression d'une distinction stricte entre ce qui relèverait de l'infrastructure (la classe en soi) et ce qui relèverait de la superstructure (la classe pour soi), distinction qui n'a pas lieu d'être. La composition de classe est un processus en lui-même porteur de subjectivité : "Les couches sociales du jeune prolétariat, extérieures à l'usine, ne sont plus définissables sur le modèle d'une force de travail qui cherche à se vendre et peut fonctionner

---

<sup>17</sup> Pour une approche approfondie des textes de cette revue, on peut se reporter à : *Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui*. Maspéro. 1968.

comme élément de pression<sup>18</sup>», car il y a conscience qu'il est possible de vivre en travaillant toujours moins. Il n'y a pas seulement critique de la valeur d'échange de la force de travail, par exemple dans la revendication du "salaire politique" du groupe Potere operaio, mais critique de la valeur d'usage de la force de travail. Il s'ensuit une critique de la loi de la valeur : "La classe ouvrière n'est pas celle qui produit de la valeur (elle n'est pas le travail productif), mais celle qui libère, qui produit l'autonomie<sup>19</sup> " et une définition politique de la classe. Il n'est donc pas étonnant que celle-ci disparaisse avec sa défaite. Nous y reviendrons dans notre partie III avec l'analyse de l'échec de "l'Autonomie", mais nous pouvons déjà dire que cette conception d'un néo-prolétariat n'est pas convaincante. En effet, elle affirme l'existence d'une recomposition alors qu'il y a simple agglomération d'individus atomisés dont l'identité (si on peut employer ce mot) n'est que négative ; elle continue à parler en terme de sujet ce qui l'amène à opposer ancien et nouveau sujet alors que la transformation des rapports sociaux a liquidé la possibilité même de sujet (sujet sur le modèle de l'individu libre d'abord, sujet de classe ensuite dans la bourgeoisie et le prolétariat), produisant un individu qui se retrouve en tension immédiate avec la communauté sans passer par ses médiations traditionnelles. Berardi n'est pas sorti de cette contradiction, lui qui continuait à parler en terme de composition de classe alors même qu'il disait que le concept de classe doit être redéfini<sup>20</sup>. Vingt cinq ans plus tard le concept negriste de "Multitude" en tient compte, mais en dehors d'une perspective communiste.

Sans référence à la notion operaïste, d'autres marxistes ont abordé cette question d'une nouvelle structuration des classes en partant soit de l'extérieur de l'ancienne classe ouvrière, à partir de l'idée d'une prolétarianisation nouvelle des classes moyennes, soit en partant de l'intérieur pour exprimer une tendance au précaire.

La critique marxiste de l'évolution des classes moyennes est souvent victime d'une double erreur. Tout d'abord, elle se trompe d'époque historique en confondant anciennes et nouvelles classes moyennes. Or l'analyse de Marx sur leur prolétarianisation ne concernait que les anciennes (petite bourgeoisie artisanale et commerçante, petits rentiers, propriétaires paysans) et non pas les

---

<sup>18</sup> F. Berardi, *Le ciel est enfin tombé sur la terre*. Le Seuil. 1978, p.43.

<sup>19</sup> Ibid, p.44.

<sup>20</sup> Ibid, p.221

nouvelles couches salariées, fort peu développées à l'époque ; ensuite elle tend à reprendre de façon a-critique (parce que ça l'arrange du point de vue théorique) tout un discours médiatique et sociologique qui prend constamment le pouls de ces couches comme base de la structuration des rapports sociaux. La santé politique de ces catégories fait l'objet alors d'une attention quasi boursière qui se renforce encore plus en période électorale. Ces deux tendances alimentent l'idée d'un déclin des catégories intermédiaires au profit de quelques privilégiés. Or le haut niveau de consommation, y compris avec un crédit qui est redevenu moins cher depuis une vingtaine d'années, le développement des nouvelles formes d'accès à la propriété (mobilière par exemple) qui viennent compléter l'ancien mouvement d'accès à la propriété (immobilière) de la période de la croissance fordiste, infirment cette vision. Je ne dis pas qu'il n'y a absolument aucune chance que cela se produise, mais seulement que ce n'est pas le plus probable si on s'en tient à une analyse objective et qu'on ne tombe pas dans un catastrophisme dont on a strictement rien à espérer comme le montre l'expérience historique<sup>21</sup>. Cela ne veut pas dire non plus qu'il faille s'abandonner benoîtement à la thèse de la *moyennisation* de la structure sociale. C'est bien plutôt l'analyse en termes de classes strictement délimitées qui doit être remise en cause, puisque si la structure des rapports sociaux prend encore la forme de classes, c'est davantage au sens de catégories de classement (les catégories socioprofessionnelles des instituts officiels de statistiques, par exemple), qu'au sens de sujets historiques à caractère antagonique. D'ailleurs d'autres éléments que la position sociale sont aujourd'hui importants pour déterminer la situation réelle des individus. Vivre en couple avec deux salaires ou revenus et un nombre d'enfants réduit est devenu un des déterminants essentiels de cette situation. Le nombre croissant d'individus remplissant ces conditions a constitué un facteur important d'uniformisation du salariat sans que cela se traduise par une prolétarianisation, bien au contraire. Inversement, ce sont les individus qui ne correspondent pas à ce modèle qui sont aujourd'hui le plus durement touchés par la restructuration des rapports sociaux en cours<sup>22</sup>. L'extension du salariat à la totalité de

---

<sup>21</sup> La liquidation des rentiers des années 30 a conduit au salariat généralisé, aux fascismes et à la guerre, non pas à la révolution.

<sup>22</sup> Deux salariés rémunérés autour du SMIC, "pacsés" sans enfant, peuvent vivre moins difficilement qu'une mère isolée fonctionnaire de



la population potentiellement active et donc aux femmes n'a pas conduit à une prolétarianisation accrue, mais au contraire à une stabilisation qui a facilité la reproduction des rapports sociaux. L'âpreté des luttes sur les salaires s'en est trouvée amoindrie, comme la possibilité qu'éclot des luttes plus importantes de chômeurs. Le double salaire a lui aussi fonctionné comme réserve et nous savons qu'il s'est produit une certaine réorganisation de la famille sur une base large avec mise en commun des différents types de revenus perçus dans les régions les plus touchées par la désindustrialisation. Là encore, ceux ou celles qui échappent au modèle dominant (familles éclatées, nombreuses, monoparentales) sont les plus en difficulté.

Ce n'est pas non plus éclaircir le débat que de préjuger d'un mouvement qui relève plus de la paupérisation que de la prolétarianisation. C'est pourtant ce à quoi on assiste quand on entend parler d'un processus de déliquescence des catégories intermédiaires de la hiérarchie sociale, d'une situation de montée des phénomènes de précarité, du passage d'une société pyramidale à une société en sablier. Il est évident qu'on assiste à une redistribution des flux de force de travail et à une diversification des formes de salarisation. Nombre de prestations de travail laissent transparaître leur non nécessité, leur coût excessif du point de vue du capital ou de la société capitalisée<sup>23</sup> comme l'ont montré encore récemment les luttes des intermittents du spectacle<sup>24</sup>, mais faire du précaire une notion centrale (M.Ravelli) revient à masquer les profondes divisions au sein du salariat et par exemple celle entre salariés effectivement employés et salariés potentiels<sup>25</sup>.

---

cadre B ou une secrétaire trilingue à temps partiel dans le secteur privé, avec un ou deux enfants.

<sup>23</sup> C'est particulièrement net si on prend l'exemple des emplois du spectacle, à la fois de plus en plus nombreux et de plus en plus précaires. Sur cette question, on peut se rapporter aux articles du n°14 de *Temps critiques* (L'impliqué, 2006).

<sup>24</sup> Cf. *Temps critiques*, n°14.

<sup>25</sup> Les instituts de statistiques prennent cela en compte. Dans la définition classique de la population active le chômeur est un actif puisque sa période de chômage n'est qu'une parenthèse entre deux périodes de travail. Mais quand c'est le travail qui devient une parenthèse entre deux périodes de chômage ou quand on a affaire à un jeune ou une femme qui n'a encore jamais travaillé, il faut savoir le reconnaître et l'INSEE a tenu

Pourtant, ce sont ces divisions qui font qu'on ne trouve plus de convergence entre l'action des exclus du travail (lutte de chômeurs, révolte des banlieues) et actions dures des salariés au travail comme cela a pu être le cas encore pendant les émeutes anglaises de 1981 et les années suivantes.

On assiste aussi à une renaturalisation des différences sociales via le racisme, les discriminations, les manipulations génétiques, la tendance à la criminalisation de la misère.

Pour forcer la démonstration d'une précarisation généralisée, certains insistent sur le fait qu'elle se répand partout (ce qu'infirmement les statistiques) et qu'elle s'accompagnerait de l'éclatement des solidarités familiales et communautaires alors qu'on assiste plutôt au mouvement inverse de recomposition des solidarités "mécaniques"<sup>26</sup> pré-capitalistes maintenant que les solidarités proprement capitalistes, "organiques"<sup>27</sup>, entrent en crise car elles sont devenues des entraves à la dynamique de capitalisation de tous les rapports sociaux. Ce mouvement de recomposition des anciennes solidarités mécaniques est un élément essentiel de la dynamique actuelle du capital. Leur rôle de compensation par rapport aux attaques qui sont portées contre les anciennes médiations s'avère vital pour la reproduction des rapports sociaux capitalistes dans les zones sinistrées et pour que la crise du travail ne débouche pas sur la révolte contre le capital. Le fait que ces recompositions particularistes et communautaristes rencontrent des difficultés spécifiques de réalisation, en France, vu l'histoire politique du pays, n'est pas étranger au type de révolte

---

à différencier maintenant population active potentielle et population active effectivement occupée.

<sup>26</sup> Je reprends ici la distinction de Durkheim qui oppose une solidarité collective de proximité quasi naturelle (de communauté pourrait-on dire) à une solidarité institutionnelle créée par la loi et qui oblige des individus maintenant isolés à se relier dans un système qui leur est extérieur et qui est garanti par l'État.

<sup>27</sup> L'État et la Sécurité Sociale donc, mais aussi un collectif de travail organisé dans un procès de production de type industriel et usiniste dans lequel la médiation essentielle est représentée par les classes, dont l'unité positive est la communauté du travail et l'unité négative la lutte des classes.

qui se développe dans ses banlieues depuis le début des années 80<sup>28</sup>.

On assiste donc à un double mouvement contradictoire : d'un côté, une individualisation accrue produit une autonomisation des individus vis-à-vis des anciennes médiations, l'individu n'est plus soumis<sup>29</sup> à sa classe et son rapport à la société est celui de l'individu-démocratique décrit par J.Guigou dans *La Cité des ego*<sup>30</sup> ; de l'autre, la tension de l'individu vers la communauté n'est pas morte mais ne s'exprime plus sous la forme des universalismes bourgeois (modèle kantien) ou prolétarien (les *Internationales* et le communisme), mais sous celle des socialités primaires, des particularités et du relativisme. La force du rapport social capitaliste est justement de ne rien dépasser, mais de tout englober, ce qui met en échec la dialectique et les lutte de classes et enfin la dialectique des luttes de classes !

A côté de la question de la prolétarianisation qui continuerait sa progression, on retrouve dans les tendances les plus ouvriéristes, l'idée d'une recomposition de la classe et cela à deux niveaux. Tout d'abord dans le cadre d'une nouvelle division internationale du travail qui verrait se produire un phénomène de déversement d'emplois industriels des pays dominants vers les pays en voie de développement<sup>31</sup>. Cela aurait pour conséquence une augmentation

---

<sup>28</sup> Sur cette question, voir *La part du feu*, supplément de la revue *Temps critiques*. Novembre 2005 et reproduit dans le n°14, hiver 2006. Disponible sur le site de la revue.

<sup>29</sup> Il serait plus juste de parler de subsumption que de soumission si on veut suivre Marx car le terme de soumission a pris aujourd'hui un sens qui n'exprime pas réellement ce qu'était le rapport de l'individu à sa classe, mais le terme allemand dérivé de *subsumieren* n'est guère traduisible. Je préfère donc garder le terme précis français, mais en donnant un exemple pour éclairer le sens de subsumption : dans la phase de domination formelle et les débuts de la domination réelle l'ouvrier était un prolétaire et de façon dérivée un individu, puis il devient un individu et secondairement un prolétaire à partir des années 50-60 et enfin, depuis les années 80 on a l'individu-démocratique sans médiations.

<sup>30</sup> L'Impliqué, 1987.

<sup>31</sup> Cette thèse reprend, en fait, la thèse d'A. Sauvy sur le déversement d'emplois d'un secteur à l'autre au fur et à mesure de l'augmentation de l'intensité capitalistique et des hausses de productivité ; mais elle la projette d'un niveau national au niveau international. De la même façon que la thèse de Sauvy s'avère caduque pour les capitaux dominants,

relative et peut-être même absolue du nombre de travailleurs<sup>32</sup>. Ainsi, dans un écrit récent, G.Bad<sup>33</sup> cite l'exemple de la Chine qui aurait multiplié en vingt ans son nombre de salariés de l'industrie, soit une progression de plus de 100 millions. Or que démontre l'exemple chinois<sup>34</sup>? D'abord que l'essentiel des créations

---

depuis que la diffusion des nouvelles technologies touchent tous les secteurs et particulièrement celui des services (à productivité plus lente, par définition, dans la thèse originelle), il est très discutable de la généraliser aux capitaux dominés et en particulier aux pays comme la Chine pour au moins 3 raisons : son secteur industriel traditionnel et public ne perd pas des emplois à cause de hausses de productivité, mais de par son caractère obsolète; les créations d'emplois par les FMN sont limitées parce qu'elles se font souvent à intensité capitaliste proche de celle des pays d'origine; son secteur tertiaire est composé essentiellement de services de proximité aux particuliers.

<sup>32</sup> Cette idée avait déjà été développée au sein de la gauche communiste par S.Rüback, *La classe ouvrière est en expansion*. Spartacus. Elle est reprise aujourd'hui par G.Bad dans le n°93 d'*Échanges*. Printemps 2000.

<sup>33</sup> Dans le n°93 de la revue *Échanges* (printemps 2000). Bad, sûrement peu convaincu lui-même, va jusqu'à s'appuyer sur des citations de Lénine afin de montrer que ce transfert est caractéristique de la phase impérialiste du capitalisme !

<sup>34</sup> Je m'appuie ici sur l'article de J.L.Rocca : "En Chine aussi, la crise du travail" paru dans le n°7 de la revue *La Griffes*. Automne 1997 et sur son ouvrage récent, *La condition chinoise. La mise au travail capitaliste à l'âge des réformes (1978-2004)*. Karthala 2004, dont j'extrais quelques passages de la 4<sup>e</sup> de couverture : "La Chine est un géant qui déroute. Elle jouit des bienfaits d'une économie florissante, mais qui ne répondrait pas aux normes du marché. Son système politique serait archaïque, corrompu, voire inefficace, et néanmoins capable d'assurer un minimum d'ordre et de stabilité. Des styles de vie 'modernes' émergent, mais les logiques 'communautaires' continueraient à dominer l'espace social. Cette incapacité des analystes à articuler entre eux des phénomènes apparemment contradictoires ne viendrait-elle pas de leur entêtement à décrypter la condition chinoise à la lumière de 'substances' - le marché, la démocratie, l'État de droit, l'individu, la loi, la contestation démocratique, la classe moyenne, la société civile - dont le monde moderne est censé réaliser 'l'essence'? L'erreur ne serait-elle pas de restreindre la trajectoire de la Chine à une 'transition' vers une 'démocratie de marché', par dissolution du politique et de l'histoire? Migrations et licenciements, intensification de la production, persistance ou aggravation de la pauvreté, dispositifs disciplinaires, politiques sociales : autant

d'emplois productifs n'est pas lié à des transferts externes de main d'œuvre, mais à des transferts internes engendrés par le développement d'activités destinées à satisfaire les besoins primaires des chinois (cela correspond à la prévision de Bordiga déjà signalée). Une très faible proportion de ces emplois correspondrait à des délocalisations occidentales (5 millions sur 200 millions d'emplois non agricoles créés) qui restent marginales par rapport aux délocalisations de seconde génération, en provenance de Singapour, Hong-Kong ou Taïwan. Ensuite, ces quelques délocalisations occidentales ne visent pas à un abaissement du coût de la main d'œuvre, mais à un droit d'entrée sur un marché jugé prometteur. Les entreprises occidentales qui rachètent des entreprises publiques chinoises se dépêchent d'ailleurs de licencier du personnel local et d'appliquer les méthodes actuelles de travail intensif. La majorité des emplois créés le sont dans des petites entreprises de secteur rural<sup>35</sup>, que le pouvoir avantage pour le moment, alors que des dizaines de millions de licenciements sont prévus dans les grandes entreprises publiques qui sont le bastion traditionnel de la classe ouvrière chinoise. Loin de se reconstituer en Chine, la classe ouvrière y subit le même processus que dans les pays occidentaux, en voyant émerger une masse de semi-ouvriers à la condition précaire. "D'autres phénomènes, comme le rôle de plus en plus important que jouent le capital financier, la spéculation mobilière et immobilière ou encore l'économie criminelle (jeu, drogue, racket fiscal) dans l'économie chinoise démontrent la marginalisation du travail vivant comme source de valorisation<sup>36</sup>". Comme ailleurs, un nombre de plus en plus important de prolétaires sont reproduits en dehors de la sphère officielle de la production et non en tant qu'ouvriers, soit à travers des systèmes diversifiés d'allocations, soit au sein d'un lien salarial aussi aléatoire qu'artificiel, soit en activant des relations au sein de réseaux mafieux.

---

d'événements qui créent des situations nouvelles, sans pour autant converger vers une pseudo rationalité supposée moderne. De même, les modes de contestation qui répondent à la mise au travail capitaliste transforment les relations de pouvoir, ainsi que les formes de l'État, dans un sens souvent singulier, sans que l'on puisse non plus parler de l'émergence d'une 'société civile'".

<sup>35</sup> Ce mouvement entamé dans les années 90 semble déjà s'essouffler.

<sup>36</sup> J.L. Rocca, art. cité, p.14.

Il ne faut donc pas confondre une paupérisation réelle d'une grande partie de la population chinoise avec une prolétarianisation effective. Dire cela, ce n'est pas opposer différentes fractions du prolétariat entre elles, mais reconnaître que les conditions de réalisation d'une unité de classe (objective et subjective) telle qu'elle a pu s'effectuer, au-delà des différences de composition, à partir de 1848 en Europe, ne se retrouvera pas pour les pays émergents. L'histoire ne se répète pas (même sous forme de farce) parce que justement, la dynamique du capital transforme les données. Chez certains, il y a une négation de l'histoire du développement capital, une non reconnaissance d'une révolution du capital afin que la révolution du prolétariat reste identique à elle-même, gravée dans les tables de la loi du Programme. Or, de la même façon qu'aujourd'hui, plus aucun pays ne peut appuyer son développement sur la constitution d'un marché national pour son capital national, il ne peut y constituer (ou reconstituer) une classe nationale qui porterait le progressisme du capital dans sa zone, jouant en quelque sorte, le parcours des deux grandes classes antagonistes du XIX<sup>e</sup> siècle.

En Chine comme dans les pays occidentaux, le travail productif industriel tend à devenir obscur et il faut le tenir à l'écart du regard. C'est pour cela qu'il prend des formes souterraines. Le travail se cache dans les entrailles du monde pendant que l'activité des manipulateurs de symboles éclate au grand jour.

Il est donc particulièrement illusoire d'escompter un échange standard de prolétariat<sup>37</sup>. La globalisation et la mondialisation c'est aussi cela: les pays en voie de développement ne sont pas en retard et ne vont pas parcourir à nouveau tout notre cycle historique aussi bien du point de vue du capital que du point de vue du travail. Dans les pays les plus touchés par une capitalisation, ce sont les conditions les plus modernes qui s'imposent aux conditions les plus archaïques, provoquant à terme, il n'en faut pas douter, des conditions de chaos et de luttes qui ne verront pas se reproduire le processus : constitution en classe en soi, prise de conscience, classe pour soi, etc. Les prolétaires chinois qui se sont opposés à "La Grande Révolution culturelle" de Mao et les prolétaires de Bombay habitués aux

---

<sup>37</sup> Les pays dominants, à l'instar des États-Unis, commencent d'ailleurs à réactiver les circuits d'immigration pour répondre aux besoins en main d'œuvre non qualifiée, alors qu'ils utilisent déjà directement des travailleurs très qualifiés débauchés des pays en voie de développement.

longues grèves du textile ne sont pas des zombies. Eux aussi n'ont plus d'identité ouvrière à affirmer contre le capital, mais le procès d'individualisation étant moins développé, la réactivation des identités communautaristes va bon train (hindouistes contre musulmans en Inde, sectes et jacqueries en Chine).

Pour les ouvriéristes impénitents un deuxième niveau de recomposition de la classe (il faut toujours garder deux fers au feu) serait marqué par la nouvelle homogénéité des travailleurs des services qui viendrait compenser la perte d'homogénéité des travailleurs de l'industrie touchés par le processus de précarisation. Le plus souvent cette position s'appuie sur des analyses sociologiques de la transformation sociale, analyses jugées très intéressantes quand elles proviennent de sociologues comme Baux et Pialoux (*Retour sur la condition ouvrière*), alors même que ceux qui les utilisent pour fonder leurs positions théoriques dénie toute valeur à une appréhension sociologique des classes! Mais qu'en est-il en vérité? Si certaines conditions de travail convergent effectivement vers ce qui caractérisait le travail ouvrier (rapport direct à la machine, abstraction croissante des formes de travail dans les services), l'hétérogénéité des positions sociales et aussi des origines s'avère de plus en plus grande<sup>38</sup>. Si une des prédictions de Marx sur la tendance à une réduction du travail complexe à du travail simple semble se réaliser, il n'empêche que les inégalités entre salariés s'accroissent. Cela ne conduit donc pas à une unité plus forte, mais bien plutôt à une atomisation plus importante. Les nouvelles techniques de gestion de la "ressource humaine" essaient de substituer à "l'être pour soi" du prolétaire conscient, un "être pour le capital" du salarié moderne. Les nouvelles configurations productives que représentent les pôles industriels intégrant les réseaux de sous-traitance n'ont rien de comparable avec les anciennes forteresses ouvrières de l'époque de l'ouvrier-masse. Bien sûr, la pratique des flux tendus reconduit d'une autre façon et élargit les conditions du travail à la chaîne, alors que le processus de concentration et le développement de la sous-traitance s'imbriquent toujours

---

<sup>38</sup> Si on prend le cas des enseignants, leurs conditions ont tendance à s'aggraver et à leur faire affronter le même type de problèmes, mais leur origine sociale traditionnellement populaire est en train de laisser place à une origine beaucoup plus diversifiée, situation encore plus marquée si on observe la position sociale des conjoints masculins au sein d'une profession très féminisée.

davantage, mais cette dialectique des formes du capital ne coïncide plus avec une dialectique des luttes de classes. Pour cela il faudrait que le prolétariat puisse encore s'unifier sur ce que la revue *Échanges* appelle des intérêts immédiats à partir desquels il pourrait développer une autonomie de lutte. Il faudrait aussi qu'il puisse affirmer des intérêts propres ce qui est beaucoup plus difficile dans l'entreprise restructurée que dans l'ancienne usine. Or ce qui est appelé "recomposition" de la classe correspond bien plutôt à une décomposition qui brouillent particulièrement les frontières de classes. D'un côté, on a une précarisation des contrats de travail, mais avec une grande diversité de situation (peu de rapport entre un intérimaire immigré du bâtiment et un stagiaire surqualifié) et une tendance à la lumpen-prolétarianisation de certaines catégories (jeunes n'ayant jamais travaillé, chômeurs de longue durée) ; et de l'autre, une concentration du capital qui débouche paradoxalement sur l'émiettement des unités productives. En France, 98% des entreprises emploient moins de 20 salariés<sup>39</sup>. Dans ces PME, les ouvriers sont de plus en plus des salariés non productifs au sens marxiste traditionnel (manutentionnaires, caristes, magasiniers, maintenance des équipements de loisirs et d'aide aux personnes) ou des salariés hors collectif ouvrier (ouvriers du bâtiment) ou même des salariés "indépendants" (certains routiers). Ces ouvriers expriment souvent le point de vue des petits patrons comme le montre à un niveau macro-économique et politique l'exemple de l'Italie berlusconienne et son modèle de réconciliation capital/travail sur la base de la petite entreprise ; comme le montre aussi, en France, à un niveau plus micro-économique, le développement d'une idéologie du "monter sa boîte"<sup>40</sup> dans les jeunes générations de certains secteurs comme le bâtiment, l'informatique, le secteur

---

<sup>39</sup> La tendance à la concentration prévue par Marx s'est donc réalisée du point de vue de la puissance des grands groupes sur l'ensemble de l'économie, donc au niveau macro-économique et politique, mais pas au niveau micro-économique et social qui voit un éparpillement des travailleurs et des unités de production. A la concentration du capital, finalement indépendante du nombre d'unités d'établissements, ne correspond plus une concentration du travail. Il est bien évident que le résultat du point de vue des luttes (niveau comme contenu) n'est pas neutre.

<sup>40</sup> Ce qu'avait très bien perçu, dès le début des années 80, un Tapie, par ailleurs grand admirateur de Berlusconi et récent rallié à Sarkozy.



"solidaire". C'est ce petit patronat et sa "clientèle" (au sens de clientélisme) ouvrière qui défend particulièrement le libéralisme économique dans ses formes modernes et attaque l'État et son armée de fonctionnaires. S'il profite au maximum des allègements fiscaux, subventions ou avantages accordés par ce même État, il est aussi celui qui est le plus soumis aux lois du marché. Son anti-étatisme prend le plus souvent la forme politique d'une demande contradictoire d'un État fort et répressif capable de maîtriser l'insécurité sociale, d'un côté, et d'un État faible et laxiste de l'autre pour laisser prospérer les affaires.

## **2. Les nouvelles formes de lutte**

### **2.1. Le déclin des luttes sur les lieux de production et la crise de l'encadrement syndical**

Les mouvements dits citoyens sont souvent analysés<sup>41</sup> comme ce qui empêche la lutte des classes de s'exprimer en son nom propre, ce qui est inverser complètement l'ordre logique. C'est au contraire parce que les prolétaires ne peuvent plus s'affirmer à travers leur identité et pratique de classe, qu'ils s'expriment, en tant qu'individus-démocratiques par l'intermédiaire de revendications autour du droit (au travail, à des plans sociaux) et la participation à des mouvements de proximité (conseils de quartiers, défense d'un cadre de vie), à des mouvements citoyens ou humanitaires.

Dans les conditions actuelles, l'absence d'alternative et de perspective ne permet pas que la question de la révolution ou plus simplement celle d'une transformation radicale devienne centrale, mais cela ne veut pas dire pour autant que les moyens utilisés dans la lutte ne puissent revêtir des formes illégales et sauvages<sup>42</sup>. Simplement il ne s'en dégage pas une autonomie de forme et de contenu comme on a pu en avoir un exemple dans les mouvements des années 60 ou plus récemment avec les coordinations de 1986. Pour affirmer une autonomie il faut en effet pouvoir affirmer

---

<sup>41</sup> Cf. *Échanges* n°95.

<sup>42</sup> Pour une analyse des luttes depuis 2000, cf. mon article dans le n°12 de *Temps critiques*, "Neo-luddisme et résistances ouvrières" (hiver 2001); les textes sur le mouvement anti-CPE de 2006 dans *Temps critiques* n°14 (2007), ainsi que le texte inédit "Les luttes lycéennes et étudiantes. Mise en perspective (1986-2006)", disponible sur le site de la revue : (<http://membres.lycos.fr/tempscritiques>.)

quelque chose d'autre (une identité de classe dans le premier exemple ou une identité professionnelle pour les roulants de la SNCF ou les infirmières en 1986). Si à certains moments et dans certaines actions on peut quand même avoir l'impression d'une certaine autonomie de lutte, cela provient essentiellement de la crise de toutes les anciennes médiations et particulièrement d'une crise des syndicats traditionnels. Cette crise est évidente dans les anciennes forteresses démantelées ou en voie de l'être. L'organisation syndicale y était le pendant de l'organisation de l'usine. Avec le passage de l'usine-centre à l'entreprise-réseau, le syndicat est désarticulé et peu capable d'impulser la lutte au niveau du lieu de travail. C'est ce qu'a compris, depuis son recentrage, un syndicat comme la CFDT. Elle devient en quelque sorte un élément des réseaux que l'entreprise tisse avec l'État. Quant à la CGT, ses anciens bastions lui servent juste à fournir de la main d'œuvre pour les journées d'action et l'encadrement flicard des manifestations à risque. Mais ce qui prévaut aujourd'hui, en France du moins, c'est l'absence d'implantation ou de véritable encadrement syndical au sein des petites et moyennes entreprises comme l'ont montré la grève à Cellatex ou la lutte chez Lu-Danone, pendant lesquelles on a pu voir une manifestation organisée par des travailleurs de base qui se félicitaient seulement qu'un maximum de personnes les suivent. C'est ainsi qu'à la réunion de bilan qui s'ensuivit, on vit se côtoyer à la tribune un représentant du PCF, un membre du groupe marxiste-léniniste Partisan et un autre de la Gauche révolutionnaire... dans la plus grande équivalence, comme s'il n'y avait plus d'enjeux politiques. Les staliniens n'ont plus besoin de faire régner l'ordre dans leur chasse gardée en en boutant dehors les gauchistes car c'est le terrain de chasse qui s'est rétréci comme peau de chagrin. Dans le même ordre d'idées, les salariés de Lu-Ris Orangis ont signé leurs tracts "salariés en colère" et n'ont pas cherché à s'insérer dans un cadre intersyndical. L'absence d'affirmation d'une identité ouvrière spécifique dans la lutte, pousse d'autre part à un nouveau type de frontisme, qu'*Échanges* définit pourtant dans les termes traditionnels d'un frontisme interclassiste condamnable par-là même, puisqu'il ne peut permettre à la position de classe de s'affirmer de façon autonome.

Cette revue ne perçoit pas que ce nouveau frontisme qui prend la forme d'une adresse aux consommateurs ou au reste de la population, est le signe de la fin de la centralité du travail vivant dans le procès de valorisation de la société capitalisée à l'époque

de la crise de reproduction des rapports sociaux. Le frontisme n'est plus alors une recherche d'alliance avec et derrière une classe fondamentale qui ne serait pas capable, pour le moment, de mener seule le combat, mais une façon de rendre public et collectif des enjeux. C'est le cas des luttes anti-OGM par exemple qu'on ne peut ranger dans les pratiques particularistes quémandeuses de droits, mais qui correspondent à des pratiques situées, à une sorte d'utopisme concret. Le mouvement altermondialiste né des événements de Seattle regroupe certes des mouvements particularistes qui ne sont pas politiques dans le sens de l'Universel Singulier (ils ne sont pas liés à la totalité sociale), mais en tant que mouvement véritablement mondial, il dégage une universalité concrète qui répond à l'universalité abstraite du capital. Sa dimension politique apparaît dans le fait qu'il s'est approprié et a diffusé une grande partie de la critique des quarante dernières années : critique de la marchandise ("Le monde n'est pas une marchandise") ; critique de la techno-science et de la "civilisation industrielle" ; critique du militantisme politique groupusculaire des années 60-70. Mais cette dimension politique interne est limitée pour plusieurs raisons. Tout d'abord, ces critiques restent séparées entre elles d'une part et aussi séparées des pratiques : nombre de contestataires des nouvelles technologies sont des jeunes gens "branchés". Ensuite, ce mouvement n'intervient, pour le moment, qu'aux marges du salariat, d'un côté, en amont avec les mouvements paysans, de l'autre en aval avec les salariés de la communication et de la culture<sup>43</sup>, les intermittents, la jeunesse bohème, les chômeurs, les "sans". Enfin, la réalité des contradictions est souvent occultée, soit au profit d'une recherche de pratiques exemplaires aussi variées et contradictoires entre elles que celles des *Tute bianche* (proches de la désobéissance civile), des *Black Block* (actions directes de destruction) ; soit au profit d'analyses qui n'envisagent le travail que comme soumission et domination et non aussi comme rapport social contradictoire. Cela conduit à positiver son simple inverse, le non-travail et le plus souvent, la débrouille individuelle.

Il ne sert à rien de partir de la critique justifiée d'un conseilisme ouvriériste et gestionnaire si c'est pour prôner une

---

<sup>43</sup> Nous réfutons le terme de salariés de l'immatériel développé par Negri, Lazzarato et les néo-operaïstes qui les conduisent à faire la publicité des révolutions du virtuel.

sorte de conseil de la civilité dans lequel s'exprimerait ce qui est vraiment le propre de l'humain : la discussion, la politique, etc., alors que le travail ne serait que le produit de la domination, de l'inhumain en l'homme (*tripalium*). Le propre de la domination réelle a justement été de brouiller les frontières : "tout est devenu humain au sens d'aujourd'hui, puisque plus rien ne l'est au sens d'hier"<sup>44</sup>. Premièrement cela aboutit à maintenir les séparations et deuxièmement cela revient à hiérarchiser à nouveau les activités en prenant le contre-pied de ce qu'étaient les anciennes hiérarchies de l'État-nation et de la société bourgeoise. Le municipalisme libertaire sous toutes ses formes trouve là un terrain d'expression vers un nouvel "imaginaire"<sup>45</sup> qui propose ces modes de vie alternatifs (squats, centres sociaux, villages autogérés). De même, les positions qui opposent le "changer le monde" au "changer l'Homme" ne font que réactiver la vieille opposition entre marxistes tenants de la première position et anarchistes tenants de la seconde. Or, elles ne doivent s'appréhender qu'à l'aune d'un mouvement historique qui, dans le même temps, transforme le monde et les individus. Version souvent austère et politisée de tendances "bobos" plus hédonistes, ces pratiques ne peuvent être réduites à des comportements de classes moyennes<sup>46</sup> du simple fait qu'elles seraient centrées sur la vie quotidienne, l'environnement, les quartiers et non pas sur l'usine et le travail. A ce compte là, ce qui s'est passé en Argentine relèverait de comportements de classes moyennes à opposer au mouvement prolétarien des seuls *piqueteros* ! Toutefois, ces pratiques n'en participent pas moins d'un mouvement actuel de recomposition des rapports sociaux et expriment la crise de leur reproduction dans la société capitalisée.

---

<sup>44</sup> Lucien Laugier, postface à, *A Stettin et à Dantzig comme à Détroit*, brochure ronéotée, 1975.

<sup>45</sup> Les écrits de A. Pessin (*L'imaginaire utopique aujourd'hui*, PUF, 2001) comme ceux de plusieurs auteurs publiés par la revue *Réfractations* sont emblématiques de cette idéologie de "l'imaginaire politique créatif". En s'extasiant sur "la créativité sociale" des pratiques autonomistes et imaginistes, ces anarchistes de salon contribuent-ils à autre chose qu'à faire de la "communication" pour les nouvelles formes de capitalisation de l'activité humaine, pour ce que Giorgio Cesarano appelait "l'utopie capital" ? (Cf. G. Cesarano, *Manuel de survie*. Dérive 17, 1981).

<sup>46</sup> C'est l'analyse de la revue *Trop loin* dans son n°3.

Elles tentent d'échapper à un développement barbare, mais elles ne représentent en rien une alternative<sup>47</sup>.

On doit se méfier de toute affirmation arbitraire, c'est-à-dire qui n'est pas relayée au niveau historique ou par l'analyse des rapports sociaux. Ainsi la séparation et l'opposition que certains posent entre avoir et être est arbitraire autant que spéculative s'il s'agit de discuter au niveau de référents seulement philosophiques. C'est une pratique indissociable modifiant à la fois rapport à la nature extérieure (ce que l'on appelle communément "la nature") et rapport à la nature intérieure (l'intériorité des hommes et des femmes en quelque sorte) qui a permis de reléguer la question de l'avoir et de l'être au rayon des vieilles lunes philosophiques. Le moyen de cette transformation a depuis longtemps pris la forme du travail, forme aliénée de l'activité générique de l'espèce humaine. C'est justement la crise de cette activité générique, sous la double forme de la crise du travail (la valeur sans le travail) et de la perte de sens de l'activité (travail abstrait, destruction de la nature extérieure, artificialisation et virtualisation de la vie) qui engendre des subjectivités sans emploi et amène les individus à faire n'importe quoi. Il ne s'exprime là aucune diversité des activités humaines car elles dérivent toutes de ce qui était l'activité dominante : le travail. Et elles en dérivent même dans ce qui apparaît superficiellement comme étant son contraire (*Loft story* comme exemple de vie sociale sans travail dans la société capitalisée) ou sa critique (le cache-misère de l'activisme militant).

Le travail vivant a perdu sa centralité dans le processus de transformation du monde et c'est le capital, en tant qu'il est rapport social et non démiurge abstrait, qui a fait sa révolution économique et techno-scientifique. Il n'y a pas aujourd'hui de mouvement de refus du travail, même s'il y a individuellement des comportements de refus ou de contournement. Le mouvement qui s'était développé à partir des années 60 a été défait à la fin des années 70. Il portait la contradiction d'être à la fois le dernier mouvement d'affirmation de la classe du travail (ce fut très net dans le Mai 68 français et la grève générale puis dans le symbole de la grève autogestionnaire de Lip) et d'en envisager déjà le dépassement : critique situationniste en France, opposition éthique d'une partie de la jeunesse américaine, mouvement de refus du

---

<sup>47</sup> Le traitement social du chômage qui en vient à remplacer un lot de salariés licenciés, par un travailleur social, n'est en rien une alternative!

travail très fort en Italie de la part surtout des immigrés du sud et de la jeunesse<sup>48</sup>.

Les périodes révolutionnaires présentent souvent un caractère double : la révolution russe est bourgeoise et prolétarienne comme la révolution espagnole est prolétarienne et républicaine antifasciste, et même quand la révolution est résolument prolétarienne (la révolution allemande des années 1919-23), la contre-révolution se fait par un retournement de la révolution. Ainsi, dans l'optique de Rühle, derrière le "Tout le pouvoir aux conseils ouvriers", il y a l'idée, à l'époque, que tout le monde doit être transformé en ouvrier. Après la défaite, cela se réalisera sous la forme contre-révolutionnaire du salariat généralisé que nazisme et fascisme accéléreront. Pour les courants proches de la Gauche italienne, malgré la défaite militaire des puissances de l'Axe, c'est le fascisme comme forme sociale qui a gagné ; pour le groupe *Socialisme ou barbarie*, la troisième guerre mondiale est proche dans l'affrontement entre les deux blocs et il n'y a pas d'autre alternative que "socialisme ou barbarie!". Mais dans ces deux positions qui recouvrent à peu près tout le champ de ce qu'on peut appeler un communisme de gauche, il n'a jamais été envisagé que ce soit la démocratie qui l'emporte, une démocratie autoritaire comme l'ont bien décrit et dénoncé Adorno, Horkheimer et Marcuse, mais une démocratie quand même avec tout ce qui s'ensuit : une politique réduite à une politique économique avec son pendant, l'individu-démocratique, et un marché qui ne vaine pas tant par sa dimension mondiale que du fait de sa dimension individuelle. *Société du spectacle* (Debord) et *Société de consommation* (Lefebvre, Baudrillard) ne sont pas que des représentations. Le désir s'impose aux besoins.

Le fait est que lorsque la vague révolutionnaire vient se briser, le nouveau dont elle était porteuse va être ce qui dynamise justement le système. Ce qui faisait la richesse du mouvement révolutionnaire devient alors sa faiblesse dans la mesure où l'ancien (la perspective de classe) disparaît dans la tourmente et où le nouveau semble lui échapper complètement dans la douleur de ce qui apparaît comme trahison, récupération, etc.

Aujourd'hui ces exigences se sont autonomisées et sont devenues des formes du capital ou bien des buts en soi : les thèmes des mouvements particuliers d'origine font maintenant

---

<sup>48</sup> C'est ce double mouvement dont j'ai essayé de rendre compte dans *Individu, révolte et terrorisme*. Nautilus, 1987.

partie de l'air du temps et les formes militantes de ces mouvements se sont réduites à l'affirmation d'identités radicalisées, mais sans aucun lien avec une perspective révolutionnaire. La radicalisation ne s'effectue qu'à l'intérieur de l'identité, par exemple, pour le féminisme, dans la militance lesbienne.

Le fil historique des luttes de classes est rompu<sup>49</sup> et cela se remarque facilement aussi bien dans les exemples de ceux qui oublient le capital pour ne s'en prendre qu'aux méfaits du libéralisme (Attac, la mouvance *Monde diplomatique*, Raisons d'agir, etc.), que de ceux qui oublient la spécificité du capitalisme tardif pour le noyer dans un système patriarcal intemporel (les libertaires à la mode anglo-saxonne), que de ceux qui oublient la tension vers la communauté humaine au profit d'une abolition des différences entre espèces (anti-spécisme) et enfin que de ceux pour qui c'est la civilisation industrielle (Zerzan, Kaczynski, *l'Encyclopédie des Nuisances*) qui est coupable. Toutes ces tendances partent de l'idée juste que l'aliénation et la domination pré-existent au capital, mais c'est pour aboutir à supprimer toute histoire et à occulter le processus de production de l'humanité. Les contradictions ne sont plus alors saisies dans un mouvement dialectique qui permet à la fois affirmation et négation, invariance et historicité. On laisse place à l'immédiatisme des dominations et des discriminations, à l'affirmation des codes identitaires<sup>50</sup>. Il ne s'agit plus de la tension vers la communauté humaine, de la recherche de l'en-commun, mais seulement du plus petit dénominateur commun d'un possible entre nous. Les alliances et les oppositions se font au gré du vent, les anti-spécistes peuvent ainsi s'appuyer sur les féministes radicales pour détruire l'idée de nature humaine, prôner un monde sans voiture...et les biotechnologies qui hâteront la destruction des barrières entre espèces et donc la domination de l'espèce humaine<sup>51</sup>.

---

<sup>49</sup> Cf. mon article dans le n°12 de *Temps critiques*.

<sup>50</sup> Dont la genrisation de l'orthographe représente un des pics. Si elle a été initiée par les milieux libertaires et particularistes, la genrisation de l'orthographe se pratique bien ailleurs comme dans les tribunes libres du journal *Le Monde*, qui écrit fréquemment "professeure" et "auteure".

<sup>51</sup> Cf. le texte présenté par Y. Bonnardel à "La coordination nationale de répression du scientisme" au cours de son action contre les Assises nationales de la recherche d'octobre 2004. Des extraits sont publiés dans

## 2.2. Travail et pratiques anti-travail

Aujourd'hui, la pratique anti-travail est l'expression d'une subjectivité particulière qui, en tant que telle, n'a pas plus d'effet sur les rapports sociaux qu'une pratique conduisant, malgré tout, à essayer de bien faire son travail, au moins dans les périodes qui n'offrent pas de possibilité de passer à autre chose<sup>52</sup>. Cette contradiction est présente dès le début du mouvement révolutionnaire comme on peut le voir dans l'opposition entre anarchistes individualistes et anarcho-syndicalistes. Mais la position anti-travail d'individus comme Darien ou Libertad reste minoritaire car elle s'affirme à contre courant historique du processus qui transforme le prolétaire en ouvrier. Cette critique est donc énoncée de l'extérieur du rapport social tel qu'il est en train de s'affirmer à l'époque et c'est ce qui en limitera la portée tout en en faisant la radicalité. C'est cette même extériorité qui caractérise la critique anti-travail que mènera l'*Internationale Situationniste* dans les années 60. Critique externe parce qu'elle ne surgit directement ni de la théorie communiste, ni du sein de la classe. Mais si cette critique redevient possible et audible après plus d'un demi-siècle d'idéologie marxiste forcenée du travail, ce n'est pas principalement du fait qu'elle trouve un écho dans une petite frange de la jeunesse ouvrière ou étudiante, mais parce que le rapport social capitaliste a commencé sa propre critique du travail. La critique subjective trouve ici ses conditions objectives. On voit donc resurgir, parallèlement, même si c'est un peu plus tardivement, Lafargue et son *Droit à la paresse* en contre point plus qu'en opposition avec le droit au travail et/ou au revenu des mouvements de chômeurs et l'utopie d'une automation totale, rendue possible par un haut degré d'accumulation, prémisse d'une fin du travail en tant qu'activité aliénée.

---

la revue *Cette semaine*, de juin 2006. On peut dire que c'est un bon exemple de la libre circulation des "particules élémentaires"... de capital!

<sup>52</sup> Nous disons "malgré tout" car les transformations du processus de travail ainsi que la dévalorisation du travail sous le double aspect de "la valeur sans le travail" et de "le travail sans valeur", produisent une situation où de plus en plus, "bien faire son travail" semble n'avoir plus aucun sens.



Dans les groupes informels auxquels je participe à l'époque<sup>53</sup>, la critique anti-travail est rattachée aux pratiques prolétariennes (absentéisme et sabotages, grèves dures sans revendications particulières qui sont courantes dans la première moitié des années 70). De plus, cette critique est reliée, au niveau théorique, à l'idée d'auto-négation du prolétariat<sup>54</sup>. C'est la tentative la plus avancée, à l'époque, pour essayer de résoudre, au moins au niveau théorique, la fameuse contradiction dans laquelle Debord et l'IS sont tombés, à savoir d'un côté porter la critique du travail à son plus haut niveau ("Ne travaillez jamais") et de l'autre faire l'apologie des conseils ouvriers. Comprendre la production du capital comme rapport social contradictoire implique de refuser une démarche du type ou/ou (travail ou paresse par exemple) car le travail étant une composante du rapport social capitaliste, affirmation et négation coexistent dans le même individu prolétaire.

Le refus du travail ne peut donc être une ligne de démarcation car ce n'est ni une position (c'est l'expression d'une subjectivité), ni une revendication, ni une action précise (comme l'abolition du travail dans la révolution). C'est un mouvement de révolte historiquement situé<sup>55</sup>, une forme concrète de lutte de classes, mais conjoncturelle. C'est la radicalisation de ce mouvement qui seule aurait pu créer les conditions révolutionnaires, la communisation et l'auto-négation du prolétariat. En son absence, le mouvement ne pouvait que refluer rapidement parce que ce n'est justement pas une position collective tenable. Le refus du travail n'est pas un élément de la conscience de classe, car celle-ci comprend l'affirmation du travail comme puissance potentielle de la classe productive, capacité à transformer le monde. Le refus du travail en tant que négation est rupture avec ce processus d'affirmation et ne se développe que dans la crise de la

---

<sup>53</sup> Ils se rattachent de façon critique aux courants des "gauches communistes" historiques, même si certains individus sont plutôt issus de l'anarchisme.

<sup>54</sup> Ces groupes informels chercheront un moment à fusionner, sans succès et de leur éclatement naîtront les revues *Crise Communiste* (un seul numéro paru) et *Théorie Communiste* (21 numéros parus à ce jour).

<sup>55</sup> Le texte de Zerzan est traduit et reproduit dans *Échanges* de décembre 1975 et aussi dans le recueil de textes, présenté par F.Danel, *Rupture dans la théorie de la révolution*. Senonevero. 2003, p.503-519.

reproduction des rapports sociaux<sup>56</sup> C'est pour cela que la controverse de l'époque entre Zerzan (le refus du travail comme désir radical) et Reeves (le refus du travail comme expression d'un rapport de force favorable) reste vaine si on ne saisit l'opposition qu'au niveau théorique, alors qu'elle exprimait un point de basculement de l'Histoire : vers l'abolition du capital et du travail par les prolétaires ou vers la fin de la centralité du travail pour le capital. Nous savons aujourd'hui qui a gagné, au moins provisoirement, mais comme à toute chose malheur est bon, il y a au moins un avantage à la situation actuelle, c'est que le travail ne peut plus s'y affirmer, ni en tant que classe ni en tant que valeur. L'ancienne contradiction, interne au prolétariat, entre affirmation et négation devient caduque. L'affirmation du travail qui constituait en partie la classe ouvrière n'est plus que résignation au travail constitutive de l'individu-salarié indifférencié et non pas de la classe. D'ailleurs "l'identité ouvrière" n'a jamais été résignation au travail, mais adhésion contradictoire au projet d'une communauté du travail dont le pôle ouvrier pensait transformer le monde avant de se l'approprier. Mais en fait, il n'y a pas "d'identité" mais tout juste des identifications provisoires et partielles et des représentations. Il me semble beaucoup plus juste de parler en terme de particularités : le prolétariat et la bourgeoisie comme particularisation historique des rapports sociaux en classes, la nationalité comme particularisation historique et géopolitique de l'humanité et le sexe comme particularisation naturelle de l'humanité. Ce terme de particularités montre mieux toutes les déterminations qui les constituent et les différencient, une sorte "d'en soi" de la séparation, alors que celui d'identités réunit arbitrairement et artificiellement ce qui semble procéder d'un choix, un "pour soi" de la séparation.

Il n'y a donc pas d'identification absolue au travail, mais prise de distance et c'est ce qui est potentiellement subversif. Cette mise à distance qui dépasse la question du travail (salarier ou non) et qui fait que l'individu humain ne se confond jamais avec l'objet de son activité est justement ce qui définit l'humain et fait sa spécificité et, pourquoi se le cacher, la supériorité de cette espèce. Cette propriété de l'humain est aussi ce qui permet de comprendre le mystère de la participation au travail. Le travail n'est pas que domination ; s'il est bien défini par le fait d'être une activité aux

---

<sup>56</sup> Ce que la revue *Crise communiste* appelait "le moment négatif" de la crise.

ordres, il est aussi expérimentation, savoir-faire et parfois même passion de l'activité. Bien sûr, plus on s'éloigne du travail de type artisanal, plus cet aspect devient secondaire ou disparaît, même s'il perdure dans la conscience ouvrière d'une œuvre collective. C'est cette passion de l'activité qui rend si bêtes et dangereux la plupart des chercheurs scientifiques<sup>57</sup>.

Du point de vue de la clarté du langage il vaudrait mieux faire la distinction entre la valeur-travail (ou exactement la théorie de la valeur-travail) et l'idéologie du travail comme valeur, sinon on occulte l'aspect économique et objectif de la chose et on ne peut comprendre que l'une ne va pas sans l'autre, qu'il ne s'agit pas d'un masque. Obnubilé par la représentation (le fétichisme) et le résultat sur le marché (la marchandise), certains oublient que le point de départ, c'est l'activité de production et de reproduction des conditions présentes au sein de rapports sociaux déterminés. Sinon on ne comprendrait pas pourquoi le travailleur libre du capitalisme continuerait à travailler si le travail n'est que *tripalium*. Le salaire ne représente en effet qu'une dimension de l'affaire et quand les travailleurs de LU et d'ailleurs, avancent que pourtant ils sont encore productifs et utiles, ce n'est pas essentiellement parce qu'ils espèrent convaincre leurs patrons ou l'État, mais parce qu'ils croient encore en la théorie de la valeur-travail, et au travail comme valeur. Ils n'ont pas saisi la racine du procès d'inessentialisation de la force de travail. Ils ne peuvent plus affirmer le travail et c'est pour cela qu'ils n'hésitent pas (ou qu'ils hésitent moins) à employer des méthodes de lutte en rapport avec leur désespoir. Un désespoir de travailleurs qui se définissent encore principalement par leur travail alors qu'ils sont amenés à ne plus travailler ou pour certains, à occuper un emploi qui ne leur apparaît plus comme un travail<sup>58</sup>.

Les tentatives comme celle "des Lip" (1973) sont de cet ordre, mais dans une époque et un contexte de basculement où certains

---

<sup>57</sup> Il n'y a donc aucun intérêt particulier à les traiter en ennemis comme semblent le prôner Riesel et le groupe de *l'Encyclopédie des Nuisances*, mais les alerter, les rencontrer, mener des actions communes sur la base que leur activité est aussi un travail, salarié, exploité, aliéné, aux fins qui leur échappent.

<sup>58</sup> Sur ce point, cf. mon article "Néo-luddisme et résistances ouvrières" dans le n°12 de *Temps critiques* (reproduit aussi dans *Courant alternatif* d'avril 2001).

croyaient encore possible une affirmation du travail sur la base d'une double identité, de classe et professionnelle.

Poser un au-delà du travail qui s'appuie seulement sur la force de la négation c'est repartir sur les mêmes bases que dans la période précédente. C'est encore buter sur la question de l'activité, des rapports sociaux, toutes choses qui ne se posent pas uniquement en terme de négation comme le montre le développement actuel de pratiques alternatives lesquelles ne se réduisent pas à du pur réformisme. C'est aussi pour cela qu'il est nécessaire de poser la question du rapport entre "Alternative et Révolution" dans un autre sens que celui qui traditionnellement opposait les deux termes ("Alternative ou Révolution").

On ne peut sauver la place centrale des producteurs dans le programme prolétarien en appelant à une unité entre producteurs et consommateurs. Cela correspond peut être à un programme révolutionnaire qui a inscrit à son fronton théorique : "abolition de toutes les séparations", mais qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire si on est d'accord pour reconnaître justement que le capital a, en tendance, supprimé les producteurs? Là encore on ne peut pas plaquer les recettes du programme prolétarien sur une situation qui n'est plus celle de la lutte des classes entre travail et capital. C'est la thèse de l'auto-négation du prolétariat qui est caduque. Cette thèse, fondamentalement a-classiste et donc impossible à tenir à partir d'un discours classiste, le devient encore plus à partir du moment où le capital a englobé l'antagonisme entre les classes, à partir du moment où c'est lui qui cherche à nier la dépendance réciproque entre les deux pôles du rapport social.

Il y a problème dès qu'on projette un programme sans tenir compte des changements et donc des conditions dont il faut partir. On retrouve ce problème quand certains (la CNT, la LCR, AC) posent la question de l'appropriation de la richesse produite. La société capitalisée ne se caractérise plus par ce que Marx appelait une gigantesque accumulation de marchandises. Aujourd'hui ce qui "s'accumule", se sont de plus en plus des choses non appropriables qui posent la question de leur usage. C'est parce que nous ne sommes plus dans le cadre de la prédominance de la production matérielle et le schéma de la dialectique des classes, que "Expropriation des expropriateurs" et "Rien est à eux tout est à nous" ne sont plus que des slogans pour militants professionnels.

Sur cette base on ne peut que retomber sur une des questions les plus obscures de la théorie de Marx : celle des besoins et *in fine* celle de l'utilité sociale. Je ne développerai pas ici ce que

pourrait être une dialectique besoins/désirs, mais le débat est ouvert avec les immenses questions qu'il porte aussi bien quant aux rapports avec la nature extérieure qu'avec la nature intérieure. Pour moi, la réactivation du mot d'ordre de prise sur le tas, n'a littéralement aucun sens en dehors de celui d'une ponctuelle action de pillage dans une révolte spontanée. Ce n'est qu'action et non pas praxis. D'ailleurs, beaucoup de choses qui n'étaient utiles que par rapport à la logique du capital disparaîtront. La question n'est donc pas celle d'une prise sur le tas réalisée par des exclus de la société capitalisée. Elle est celle de l'activité humaine sous toutes ses formes.

### 2.3. Maintenant, c'est après la révolution du capital.

Cette dimension a été approchée par les leaders étudiants des deux SDS<sup>59</sup> américain et allemand. Dès 1962 avec sa déclaration de Fort Huron, le SDS affirme la pureté du capitalisme américain, la disparition des classes antagonistes et le caractère totalitaire de la société américaine. Quant au SDS allemand, dans la lignée de l'École de Francfort, il sera à l'origine du développement du mouvement anti-autoritaire et extra-parlementaire.

Le mouvement hippie lui-même arrivera à cette idée que le capitalisme a fait la révolution ou tout du moins qu'il a déblayé le terrain pour autre chose : "Le marxisme était trop mécaniste. Il s'est laissé hypnotiser par la machine. Il est né à l'époque des machines à vapeur et du charbon. Il était pré-psychologique, pré-anthropologique, pré-électrique, pré-psychédélique. Il représentait une excellente théorie de la société pour le XIX<sup>e</sup> siècle. Marx a toujours renvoyé les problèmes humains essentiels à après la révolution. Mais maintenant, c'est après la révolution", disait Tuli Kupfenberg<sup>60</sup>. En effet, dans le marxisme, les forces productives sont neutres et à développer, même si elles produisent la mort, simplement il faudra les mettre au service de tous. Le marxisme, en développant l'idée que les machines<sup>61</sup> pourraient, dans un

---

<sup>59</sup> Le *Students for a Democratic Society* créée en 1960, principale organisation de la nouvelle gauche étudiante américaine et le *Sozialistischer Deutscher Studentenbund*, fédération des étudiants socialistes allemands.

<sup>60</sup> Cf. *Comment survivre?* 1967, cité par F.Bochet dans "Héritage et défaite", revue *(Dis)continuité*.

<sup>61</sup> Sans vouloir verser dans la marxologie, il est intéressant de relever une remarque de F.Vatin, dans "Machinisme, marxisme, humanisme" :

système libéré de la propriété privée des moyens de production, servir à diminuer la pénibilité du travail, jouera un rôle important dans l'acceptation de toute la machinerie capitaliste. Dans cette optique, le communisme n'est qu'un capitalisme collectif, un mode de production sans rupture véritable avec la plupart des valeurs du capital et c'est ce qui explique la condamnation, par Marx, des bris de machines et du mouvement luddite. La révolte de la jeunesse des années 60/70, les luttes écologistes sont renvoyées à la poubelle de la récupération et la révolution ne se fera pas à titre humain. Toute la polémique sur le développement des forces productives se déroule malheureusement dans le cadre hégélo-marxiste jamais critiqué, de la nécessité historique. C'est très net, par exemple, dans la plupart des analyses de la révolution industrielle, à la fois arme de la domination absolue sur la nature et fondement du communisme puisqu'elle permet de produire prolétariat et abondance<sup>62</sup>. Sans capitalisme, pas de communisme

---

Georges Friedmann avant et après la guerre", *Sociologie du travail*, 2004, p. 205-223. Vatin fait remarquer qu'on peut se poser des questions sur la traduction de J.Roy du *Capital* (Éd. Sociales de 1969, mais sur l'original de 1872), quand il traduit *Maschinerie* par machinisme et non pas par complexe de machines. Pouvaient-on en déduire que le terme allemand original contient un nouveau rapport de l'homme à la machine (désaliéné) alors que la traduction suggère un usage socialiste possible de la machine capitaliste parce qu'il n'y aurait pas d'aliénation propre au rapport à la machine ? Cela a été rectifié dans la traduction de JP. Lefevre de 1993, mais sans commentaire.

<sup>62</sup> Pour les militants socialistes (fidèles en cela à Marx), la révolution passera nécessairement par l'essor industriel : "La machine est l'arme qui émancipera l'ouvrier" lit-on dans *La défense des travailleurs de Reims* ; "qu'il s'attaque à celui qui s'est accaparé les jouissances de la vie, à celui qui l'a fait machine des machines, mais qu'il ne maudisse jamais la machine elle-même". L'attitude des ouvriers devant la machine montre que les travailleurs ne sont plus foncièrement des rebelles, mais des hommes en voie d'intégration au modèle de productivité commun, en définitive à l'économie bourgeoise et au socialisme "scientifique". Ainsi se soude, et pour longtemps, l'alliance du mouvement ouvrier et de la croissance économique, qui a pour redoutable corollaire le concept d'une révolution dans l'ordre dira M.Perrot dans *Ouvriers en grève (1871-1890)*. Mouton. 1974. Qu'elles paraissent loin, les diatribes de Proudhon contre "la machine qui achève d'avilir l'homme en le faisant déchoir du rang d'artisan à celui de manœuvre" (cité par Rancière dans *Les révoltes logiques*, 1976, p.5).

donc. Peut-on en déduire alors que le processus de globalisation actuel qui inclut les pays émergents dans sa capitalisation, est un mouvement progressiste puisqu'il nous rapproche d'un monde enfin tout industrialisé? Il n'est pas besoin d'être militant écologiste pour percevoir l'absurdité de cette perspective. Pourtant, à lire certains apologistes on a l'impression d'avoir à faire aux experts de Monsanto qui viennent nous dire que non, non, les OGM ne sont pas un risque écologique et une aliénation supplémentaire pour les paysans, mais le moyen de supprimer les pénuries alimentaires, un progrès donc! Les technologies seraient donc neutres politiquement alors qu'elles sont intégrées au sein d'un système technicien total qui est propre au capitalisme et constitue un pilier de la domination capitaliste. A défaut de la révolution par les forces productives, on a la révolution des forces productives! Pourtant, il ne faut pas oublier les doutes de Marx sur cette question, du moins à la fin de sa vie et les rapports qu'il entretint avec les populistes russes après la défaite de La Commune. Dans ses lettres à Vera Zassoulitch et la lettre de 1877 à Mikhaïlovski, il relativisait cette nécessité historique, ne la réservant finalement qu'à l'Europe occidentale<sup>63</sup>. Malgré Boukharine qui avait une vraie préoccupation par rapport à la question paysanne, les Trotski, Préobajenski, puis Staline, se chargèrent de liquider ce qui restait de la commune russe, sans parler de la liquidation de la makhnochtchina et de l'antonovchtchina, puis firent l'apologie du taylorisme et du fordisme.

La tâche de la critique n'est pas finie car le monde a bel et bien été révolutionné et il y a bien nécessité de le réinterpréter. Cela s'est fait, dès la fin des années 60-début 70, à partir d'une relecture des œuvres philosophiques de Marx et particulièrement des *Manuscrits de 1844* en France ou d'une œuvre charnière comme les *Grundrisse* en Italie. Il s'en est suivi une critique du programme prolétarien, mais cela est resté relativement déconnecté des transformations même du capital. Ce sont ces transformations qui ont produit la nécessité de la relecture, mais elles n'ont pas produit la nécessité de l'analyse de ces

---

<sup>63</sup> Sur ces questions, on peut consulter les ouvrages de Venturi (*Les intellectuels, le peuple et la révolution : Histoire du populisme russe au XIXème siècle*, 2 volumes, Gallimard, 1972) et Ch.Faure (*Terre, terreur et liberté*. Maspéro.1979).

transformations qui est apparue finalement beaucoup plus tard, à partir du milieu des années 80<sup>64</sup>.

Un exemple de ces bouleversements est fourni par la question des classes sociales. Quand la société capitalisée a englobé l'antagonisme produit par la contradiction des classes (dépendance réciproque des deux pôles opposés du même rapport social); qu'il tend même à se passer d'un de ses pôles (la valeur sans le travail vivant et l'impossibilité présente de toute affirmation d'une identité ouvrière), que la "classe dominante" (mais peut-on conserver le terme?), dans son déclin, détruit les créations anthropologiques qui lui avaient permis de développer et asseoir son pouvoir (les entrepreneurs schumpeteriens et les fonctionnaires du capital) et qu'apparaissent de nouveaux *specimen* (traders, manipulateurs de symboles, mafieux relookés et blanchis, dirigeants de fonds de pension et autres) que nous reste-t-il d'utilisable de la théorie de Marx sur les classes?

S'il y a bien toujours des luttes, celles-ci ne conduisent plus guère à des formes d'organisation autonomes, comme celles qui ont pu naître et se développer entre les années 60 et 80. Le capitalisme n'est plus attaqué en tant que système d'oppression mais seulement en tant que producteur d'inégalités et de discriminations, en tant qu'il est injuste (il ne donne plus sa "juste" place au travail). Le prolétariat n'est plus que l'idée de la négation quand la classe ouvrière n'est tendanciellement plus une particularisation de classe du rapport social et ne peut donc plus s'affirmer comme telle. C'est ce que les sociologues ont décrit comme "moyennisation" et individualisation des rapports sociaux. Certains marxistes ont tenté d'intégrer cela avec la mise en avant d'une équivalence actuelle entre les notions de salariat et de prolétariat ; d'autres en signalant une tendance vers la formation d'une nouvelle "classe universelle". Par exemple, Lucien Laugier, dans *Les deux scissions du PCI*<sup>65</sup> envisage le triptyque prolétariat/classe ouvrière/catégories salariées et procède par élimination. Le prolétariat est révolutionnaire ou n'est pas, donc pour le moment il n'existe pas. La classe ouvrière est devenue, dans la domination réelle, un pivot de la société capitaliste, ce qui

---

<sup>64</sup>C'est ce qui a été à la base du projet de la revue *Temps critiques* depuis 1989 et cela sans exclusive eu égard à la diversité des expériences théoriques et pratiques des participants.

<sup>65</sup> Ensemble de textes recueillis par F.Langlet, 26 rue G.Bizet. 91460. Marcoussis. 2001.



en fait, au mieux, un facteur antagonique non conscient au même titre que les autres catégories salariées. Pour Laugier : "La non conscience de classe des catégories salariées est en réalité conscience de leur existence comme non classe : celle des conditions d'une survie qui ne connaît d'autre solution que la vente de la force de travail au capital" (p.25). Cette unification des conditions des exploités pose alors la question de la révolution à un autre niveau que celui des classes : la révolution sera faite à titre humain<sup>66</sup>.

Dans tous les cas, il s'est bien produit un déclin du mouvement ouvrier à partir du moment où prend fin sa phase réformiste révolutionnaire et que commence son procès d'internisation<sup>67</sup>. Ce faisant, le capital a posé la question de la classe universelle à un autre niveau, celui de la grande classe moyenne. Cela correspond aussi à un mouvement progressif d'autonomisation de la valeur, qui n'est pas terminé.

La série II de la revue *Invariance* reprendra l'idée de classe universelle au sens de classe unique des salariés, alors que dans la série I (n°3), le mouvement de mai 68 est encore perçu, pour une part, comme un mouvement de classes moyennes. Cela apparaît nettement dans l'appréhension critique que J.Camatte développe à propos du rôle de l'*Internationale Situationniste* dans l'époque. Cette notion de classe universelle sera ensuite critiquée dans le n°5-6 de la série III, intitulé : *Mai-Juin 1968. Le dévoilement*, particulièrement dans la note 8 p.17 que je résume car elle est longue. La classe universelle se formerait avec la réalisation de la domination réelle du capital sur la société. Son unification se produirait après des heurts entre "inclus" et "exclus" du procès de

---

<sup>66</sup> La revue *Théorie Communiste* radicalise le constat, en disant que le prolétariat n'existe qu'en tant que communisation, mais en refusant toute référence à "l'humain" qui n'est que le nom de l'abandon de la perspective prolétarienne et communiste.

<sup>67</sup> Cf. J.Guigou, "Trois couplets sur le parachèvement du capital", *Temps critiques* n°9, 1996. Dans la domination réelle du capital, le rapport social capitaliste n'est pas seulement dépendance réciproque entre le capital et le travail, il englobe les contradictions en les vidant potentiellement de leur caractère antagonique. Sur cette même question, on peut se reporter à une polémique fructueuse au sein de la revue entre B.Schulze et J.Guigou sur ce concept "d'internisation" (p.247-257 du volume II de l'anthologie de la revue, intitulé : *La valeur sans le travail*. L'Harmattan, 1999).

production, avec l'idée que les premiers seraient de plus en plus réduits à la situation des seconds. Mais pour ne pas sombrer dans la barbarie, il faut que le Parti (au sens historique et non au sens formel et léniniste) aide à la négation positive du prolétariat. Or *Invariance* remarque que cette démarche ne se distingue pas du mouvement du capital dans la mesure où elle se conçoit comme rationalisation de la réification : suppression du travail au noir, transports collectifs gratuits, limitation du voiturage privé, revenu garanti, partage des richesses... toutes choses qui sont des possibles du capital et qui ont été largement reprises depuis sans que toutes aillent dans le même sens. *Invariance* cite l'exemple des PTT et de la grève de 1974 qui s'est terminée par la titularisation d'un grand nombre d'auxiliaires, revendication soutenue par la CFDT<sup>68</sup> dans l'optique traditionnelle d'une unité de la classe ouvrière, mais on assiste à des tendances contraires aujourd'hui avec le mouvement de précarisation de la force de travail. L'existence récente des luttes de chômeurs et leurs tentatives d'organisation autonome, ainsi que des revendications comme celle du revenu garanti, montrent bien l'échec de la perspective de la classe universelle qui restait centrée sur le modèle prolétarien du travail, fut-il celui du "travail utile".

Quant à Marcuse et Castoriadis, ils se sont bien rendus compte de la discontinuité historique de cette période charnière, mais ils ont commis l'erreur de chercher un nouveau sujet : les étudiants et les marginaux pour Marcuse, l'espoir en un soulèvement de la jeunesse pour Castoriadis. On retrouve aussi cette dimension, dans les petits groupes qui théoriseront la marginalité révolutionnaire<sup>69</sup>. Néanmoins, identifier le sujet révolutionnaire au prolétariat, mais dans une acception élargie (la classe universelle d'*Invariance* ou

---

<sup>68</sup> Alors qu'elle n'était pas vraiment à la base d'une lutte qui comprenait maints aspects de critique du travail, dans la foulée de Mai 1968. Il est à remarquer que ce texte sur la grève des PTT, bien que non signé, est de L. Laugier, qui, à partir des leçons de Mai 68 délaissa le milieu de la gauche communiste et la théorie du prolétariat sans jamais cesser de désirer la subversion de ce monde. Pour en savoir plus sur Laugier, on peut se reporter à *Les deux crises du PCI, matériaux pour une histoire de la Gauche italienne*, texte rassemblé et annoté par F. Langlet.

<sup>69</sup> Celui autour du journal *Le Voyou*, issu du groupe Négation ; le groupe italien Comontismo avec R. D'Este qui rejoindra plus tard *Temps critiques*; le groupe des Fossoyeurs du Vieux Monde.

l'ensemble des individus-prolétaires<sup>70</sup> de *Crise Communiste*, conception qu'on trouve aussi dans mon livre *Individu, révolte et terrorisme*) restait plus en rapport avec le processus enclenché dès la fin des années 60, qu'avec la théorisation d'un groupe bien défini.

Une autre démarche a été celle des opéraïstes italiens qui ont essayé de lever la difficulté en occultant le caractère objectif de la définition de la classe, à travers les notions de "composition de classe" et de "composition politique de classe". Cela a conduit certains, comme Negri, à voir la révolution déjà à l'œuvre dans la simple existence de "l'ouvrier social" dans sa lutte contre l'Etat du capital. Ce sera d'ailleurs l'une des justifications théoriques du passage à la lutte armée en Italie. Cela revenait à négliger le capital en tant que rapport social et dépendance réciproque des classes pour ne le voir que comme parasite, comme simple commandement capitaliste ; cela revenait aussi à négliger les transformations de l'Etat moderne en ne faisant de l'Etat italien qu'un Etat d'exception.

A l'aune de toutes ces tentatives d'avancées théorique, on mesure les régressions qu'ont pu constituer les analyses d'un N.Poulantzas<sup>71</sup> autour de la question des alliances de classes et celles de A.Bihr qui cherche lui à fonder théoriquement l'existence d'une classe moyenne autonome : "la classe de l'encadrement capitaliste", qui serait aussi la classe de l'étatisation du capitalisme et la classe de la convergence entre les deux systèmes (capitaliste et socialiste). Néanmoins certains aspects de l'analyse de Bihr ne sont pas négligeables : il est conscient que cette question des catégories intermédiaires est le point aveugle des analyses marxistes qui soutiennent à la fois que ces couches ne sont pas des classes, mais qu'elles sont maintenant majoritaires dans la population. Cela ne peut donc conduire qu'à liquider le concept de classe, ce qui est pour lui inacceptable. Pour fonder sa

---

<sup>70</sup> Ce passage du prolétaire-individu, c'est-à-dire subordonné à sa classe, à l'individu-prolétaire constituait la première phase d'un processus de crise conduisant au communisme par l'auto-négation du prolétariat. Pour sa description, cf. surtout la revue *Crise Communiste* (un seul numéro paru), mais la postérité publique en est en partie assumée par un de ses anciens membres, B.Astarian, proche aujourd'hui de la revue *Echanges*.

<sup>71</sup> N.Poulantzas, *Pouvoir et classes sociales*. Maspéro, 1968. A.Bihr, *Entre bourgeoisie et prolétariat. L'encadrement capitaliste*. L'Harmattan, 1989.

classe de l'encadrement capitaliste il est obligé de basculer de l'exploitation à la domination comme mot-clé des rapports de classes, la notion de "reproduction globale du capital" englobant rapports d'exploitation et de domination. On est sur ce point — et seulement sur ce point — assez proche de *Temps critiques*. Toutefois sa position par rapport à la loi de la valeur et la théorie de la valeur-travail est très floue puisqu'il la reprend quand ça lui convient, par exemple, pour expliquer la non confirmation de l'hypothèse de Marx sur la disparition, par prolétarianisation, des classes moyennes. Pour lui, elles ne seraient pas soumises à la loi de la valeur car y règnerait la prégnance des rapports de domination ! On ne peut qu'être étonné d'une loi de la valeur qui ne toucherait plus qu'une partie de plus en plus infime de la population encore concernée par les rapports d'exploitation, tout en permettant la perpétuation et le financement de tout un système et de la grosse majorité des individus. A côté de son côté arbitraire, cette séparation souffre de son incompatibilité avec le maintien de la théorie de la valeur travail. Dans cette optique, la plus value devient introuvable

Une remise en cause théorique de la perspective classiste, appuyée sur l'expérience historique, peut permettre d'un côté, de comprendre le lien entre le mouvement du monde et celui des idées et de l'autre, la dialectique<sup>72</sup> qui unit particulier et universel. Malheureusement sur ce point, on s'aperçoit, premièrement, que sont privilégiées les idées qui décrivent le présent comme un advenu (d'où le caractère catastrophiste de toutes les prédictions sur la mondialisation, les nuisances et l'aliénation) au détriment de celles qui anticipent sur la longue durée, au risque de se voir ponctuellement contredites à court terme ; deuxièmement que sont privilégiées les idées qui mettent l'accent sur un des deux termes de l'opposition. Quand il s'agit du particulier, on a alors l'apologie de la fragmentation du social et l'idée d'une reconstitution de la totalité sociale par l'agrégation de toutes les particularités non antagoniques<sup>73</sup>. Cette agrégation est forcément vaine puisqu'en l'absence d'une véritable force historique de transformation, cette perspective volontariste se heurte à la réalité d'un traitement

---

<sup>72</sup> Le mouvement actuel de précarisation et son engagement personnel dans la revue *A Contre Courant*, semblent avoir ramené Bihl à une position marxiste plus orthodoxe.

<sup>73</sup> Là-dessus, voir mon livre, *Capitalisme et nouvelles morales de l'intérêt et du goût*, L'Harmattan, 2002.

ponctuel de la part du système d'ensemble, qui cherche à les intégrer d'un point de vue transformiste. C'est ainsi que les mouvements féministes, écologistes et homosexuels ont "donné" la parité, le développement durable, Pacs-mariage homosexuel-homoparentalité. Et quand il s'agit de l'universel, il prend de plus en plus la forme d'un essentialisme du prolétariat. C'est cette conception essentialiste qui permet de passer par dessus la contradiction entre la détermination de classe (la particularité) et l'abolition des classes (l'universel). On parle donc encore des classes (*Théorie Communiste*) ou des luttes de classes (*Échanges*) comme si on était encore en plein dans la théorie du prolétariat, elle-même assimilée à la théorie communiste. Accessoirement pour eux, mais pour nous c'est un point fondamental, cet essentialisme qui conçoit la révolution et le communisme comme transparence (l'individu immédiatement social de Marx) supprime toute nécessité de médiation politique pour faire advenir autre chose.

Quant aux libertaires et anarchistes, toujours en retard d'une guerre pour ce qui est de la critique, mais heureusement parfois encore en avance du point de vue de la révolte, ils semblent découvrir ou redécouvrir l'analyse en termes de classes, à travers ce qu'ils perçoivent comme un mouvement général de précarisation.

Pourtant, la perspective classiste est en échec dès l'entre-deux-guerres, dans la mesure où les classes moyennes traditionnelles (il ne s'agit donc pas ici des classes moyennes liées au développement des formes modernes du capital) ne peuvent trouver de sortie de crise (c'est-à-dire de solution pour leur survie) ni dans le réformisme social-démocrate qui domine déjà dans certains pays d'Europe comme la Suède ou l'Allemagne ni dans le programme prolétarien du KAPD ou de l'AAUD qui vise à transformer tous les individus en une immense classe de prolétaires. On a bien à l'œuvre un processus de déclassement et la recherche d'une unité, sans la médiation de la classe, dans de grands ensembles signifiants : la communauté (réduite à celle du sang et de la langue), le territoire, la patrie. Le fascisme est le produit de ce déclassement. Cette explication me paraît plus riche que les analyses traditionnelles qui expliquent le fascisme par la révolte des anciennes classes moyennes ou encore par les besoins de domination du grand capital (D.Guérin), c'est-à-dire dans les deux cas, par une analyse en termes de classes.

Pour finir sur les classes d'un point de vue historique, trois remarques :

1- Avant de donner tout son poids à la détermination objective des classes, il semble que Marx ait choisi de définir principalement le prolétariat comme classe de la conscience, ce qui l'a amené aussi à s'appuyer sur deux contre-exemples : la paysannerie comme groupe sans conscience et qui finalement ne mérite pas le nom de classe parce qu'il ne sait que faire masse et le *lumpenprolétariat* qui serait en quelque sorte le prolétariat réduit à la situation de la paysannerie : une masse d'individus isolés et donc manipulables. D'où sa haine vis-à-vis de l'une comme de l'autre.

2- L'une des difficultés de méthode réside dans le fait que la notion de classe oblige à fixer un moment donné du processus historique. C'est peut être pour cela que Marx a parlé d'une Histoire qui ne serait que "l'histoire des luttes de classes", alors qu'il est bien évident que ni les esclaves de l'antiquité, ni les plébéiens romains n'en formaient une. De la même façon qu'elles n'ont trouvé une forme achevée que dans le capitalisme de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elles ne deviennent caduques que progressivement, ce que Ch.Sfar et moi rendons par l'idée que s'il n'y a plus de classes au sens de sujet historique, il n'en reste pas moins que les rapports sociaux conservent encore partiellement une structuration en groupes sociaux<sup>74</sup>.

3- Si j'ai beaucoup insisté sur la critique de la théorie de la valeur-travail et sur celle des classes, c'est parce que se sont les deux verrous qu'il fallait faire sauter. J.Camatte et *Invariance* s'y étaient attelés, mais ils ont quitté la route ; d'autres, rares, ont essayé de reprendre certains aspects, comme la revue *Marx envers et contre Marx*<sup>75</sup> sur la question de la valeur et de la représentation, mais en réhabilitant Kant contre Hegel ; ou encore l'éphémère revue *Maturation communiste* puis James Bryant dans un texte non publié sur l'autonomisation de la valeur<sup>76</sup> (1975) ; ou *L'unique et son ombre* et la critique des classes dans une optique

---

<sup>74</sup> Cf. Nos articles dans n°6-7 de *Temps critiques*, repris dans le vol. II de l'anthologie de la revue, *La valeur sans le travail*. L'Harmattan, p.75-97.

<sup>75</sup> "Discours de la méthode, discours de la métaphysique" et "Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la valeur..." dans son n°1 de juin 1981 et "Critique du marxisme comme métaphysique" dans son n°2 de 1982.

<sup>76</sup> On peut se procurer ce texte en s'adressant à *Temps critiques* qui transmettra la demande à Bryant.

stimerienne (n°3, 1987). Mais ces théorisations sont restées sans lendemain jusqu'à ce qu'elles réapparaissent sous des formes multiples, à partir de la fin des années 80.

Toutefois, deux implications de ces remises en cause en font reculer plus d'un puisqu'il en découle premièrement qu'il n'y a pas à attendre de crise finale et deuxièmement qu'il n'y a plus de sujet révolutionnaire. En conséquence de quoi on assiste à un raidissement des gardiens du temple sur les tables de la loi (*Théorie Communiste*) autour d'une conception métaphysique de la valeur et d'une conception structuraliste des classes ; ou autour d'une conception essentialiste de la nature révolutionnaire du prolétariat (*Échanges* qui voit des luttes de classes partout dans le monde, puisque n'importe quelle grève a été définie comme élément concret d'une lutte des classes mythifiée). Pour ceux qui, comme ces deux groupes, tiennent pour une évidence définitive l'existence des classes et des luttes de classes dans le capitalisme, l'un des arguments qui est le plus à considérer est celui qui fait d'une classe, en l'occurrence la classe prolétarienne — car plus grand monde dans les milieux libertaires ou ultra-gauche ne se risque à parler de bourgeoisie<sup>77</sup> — la polarisation sociale de la contradiction capital/travail. Par exemple, la revue *Théorie Communiste* attaque notre vision des classes comme étant sociologique, comme simple collection d'individus au sein d'une catégorie sociale, ce qui aurait pour conséquence de "désobjectiver" les contradictions! En outre nous ne connaissons le prolétariat qu'à travers la figure de la classe ouvrière de la grande entreprise et de la communauté ouvrière<sup>78</sup>. Mais comment les classes pourraient-elles continuer à exister sans conditions subjectives (la conscience de classe et l'identité ouvrière) et sans conditions objectives (la concentration des ouvriers dans les grandes forteresses ouvrières constituait un élément essentiel de cette base objective). En fait, *Théorie communiste* exprime une vision désubstantivée de la classe qui est sans doute sa façon de résoudre l'aporie marxienne d'un prolétariat "dernière classe de la société de classes, mais qui n'est déjà plus vraiment une classe...". Le Marx de la dissolution de la Première Internationale avait cru la résoudre dans la distinction entre le Parti formel de la classe et son Parti historique (le fameux Parti-Marx) qui nie idéalement le

---

<sup>77</sup> A part A.Bihr, dans l'ouvrage cité infra.

<sup>78</sup> Pour une synthèse de notre position sur les classes, cf. le n°6/7 de la revue *Temps critiques*.

hiatus entre mouvement et but en faisant de ce Parti historique la seule expression du communisme en période de contre-révolution. *Théorie Communiste* pense la résoudre en affirmant qu'il y a identité immédiate entre abolition du capital et son contenu, l'abolition des classes...mais en reportant sans cesse le moment. Qu'il n'y ait plus de classe-sujet social, nous ne disons pas autre chose quand nous écrivons que la société est encore divisée en catégories mais que celles-ci ne peuvent reconstituer un sujet historique. D'ailleurs, elles ne structurent plus la société capitalisée comme ont pu le faire les paysans au sein du monde rural, puis la bourgeoisie et le prolétariat au sein du monde industriel.

Pour nous, une classe ne peut être définie en dehors d'une conscience de ses intérêts, de son rôle dans la transformation du monde, d'une certaine perspective de société autre, d'un mode de vie de classe, enfin tout ce qui a pu former la communauté ouvrière. Si ces éléments ne sont plus réunis, alors elle n'est plus une classe antagoniste et agissante. Cela ne signifie pas qu'il n'y a plus de luttes, mais il s'agit de décrire leurs nouvelles formes et contenus et d'en voir la portée<sup>79</sup>. Car si on reste dans la problématique d'une abolition des classes, alors qui abolira les classes? Le capital? C'est déjà fait!

*Théorie Communiste* ne donne pas de réponse et se contente de dénoncer l'alternativisme et le "démocratisme radical" définit comme l'expression des limites des luttes actuelles. Celles-ci ne contiennent aucune possibilité d'affirmation d'une identité ouvrière puisque la contradiction se situe au niveau de la reproduction du rapport capital/travail. Les luttes actuelles ne peuvent alors absolument pas dépasser ce niveau de la contradiction et leur devenir n'est que mise en conformité de leur mouvement avec le mouvement du capital. Le démocratisme radical en faisant l'apologie de ces luttes fait en réalité l'apologie du capital! C'est ce que nous reproche *Théorie Communiste* en disant que pour nous, l'abolition (du capital) est déjà accomplie dans ce qui est aboli (le prolétariat). C'est alors l'abolition qui est abolie au profit de l'alternativisme.

---

<sup>79</sup> Pour prendre un exemple dans l'actualité, certaines actions menées par des paysans contre les formes modernes de l'agriculture et des échanges portent-elles des éléments critiques suffisants (références communautaires, luttes du Larzac, imaginaire d'un monde commun à créer ou conquérir) pour les empêcher de tomber dans le creuset national-républicain en voie de recomposition?



A cette aune est alternativiste toute pratique qui n'est pas la révolution ou toute critique qui n'a pas pour constante la référence à la révolution. Tout devient donc alternativisme et démocratisme à partir du moment où on ne se contente pas de laisser prospérer les contradictions<sup>80</sup>. Le destin des luttes est inscrit dans leur

---

<sup>80</sup> On retrouve la même idée dans la revue *Échanges et mouvement*, particulièrement dans son n°89, "Positions et divergences" et dans deux suppléments, l'un écrit par C.Bitot à propos du capitalisme dit triomphant et l'autre sur "Les mythes du fordisme dispersé" qui fait état d'une polémique entre T.Sander et Carlos, polémique relayée dans "L'horizon fragmentée", *Échanges* n°88. A côté de réflexions intéressantes et novatrices sur l'état actuel du monde :

- il n' y a plus de crise de surproduction, alors peut-on encore parler de crise du capitalisme ?

- le système automatique des machines devient l'élément déterminant de la production de richesse et le travail vivant devient subalterne (Bitot pour les deux propositions)

- il y a correspondance entre l'atomisation du procès de travail et l'éclatement de la classe et de la solidarité, absence de projet social et immédiatisme des luttes actuelles, fin de la théologie communiste basée sur un mélange de croyances et de références aux "nécessités objectives" (Carlos)

- la fragmentation de l'horizon de classe prolétarien par le *welfare state* entraînerait de nouveaux rapports sociaux marquant une rupture définitive avec l'horizon de classe traditionnel. La notion de classe ne serait plus qu'une notion abstraite de plus en plus décalée de la réalité d'une désintégration du sujet historique (Lettre de Barcelone de Sander) Mais tout cela coexiste avec des platitudes marxistes du type :

- on assiste à une baisse absolue et non plus tendancielle du taux de profit.

- il ne faut pas commettre l'erreur de penser que ce n'est plus le travail vivant qui crée la valeur, qu'elle se créerait dans le système machinique (les deux propositions de Bitot).

- il existerait un "être du capital" comme il existe un "être du prolétariat" et aujourd'hui seul "l'être du capital" se manifesterait (Bitot). L'analyse garde pour cadre la loi de la valeur-travail, alors que comme lui signale Sander elle présuppose justement l'absence de référence à la plus-value et à l'exploitation (Carlos). Depuis, Bitot a essayé de rendre plus cohérente son argumentation en poussant plus avant les remises en cause dans *Enquête sur le capitalisme triomphant* (*Échanges et Mouvement*, Janvier 1999).

origine. Pour *Théorie Communiste*, il ne peut y avoir transcroissance des luttes dans la mesure où :

- Les luttes quotidiennes ne permettent pas en elles-mêmes de passer à la révolution ;

- On n'est pas dans un cycle de crise ;

- Le prolétariat ne porte aucun projet de réorganisation sur la base de ce qu'il est dans le capital. C'est pour cela que le mouvement de 1995 sera défini comme un mouvement pour un meilleur partage de la valeur ajoutée<sup>81</sup>, sans prendre en compte sa dimension égalitaire (les traminois marseillais) et solidaire (le "Tous ensemble" comme affirmation d'une communauté de lutte).

Outre que certains de ces points étaient déjà discutables quand il s'agissait de critiquer le programme prolétarien, cela devient intenable quand il s'agit d'affirmer positivement le communisme ou la communauté humaine, en dehors de ce programme. Pour maintenir ce principe de non transcroissance, il faut alors faire intervenir l'idée d'une restructuration réussie du capital qui renvoie la crise à 2020, en s'appuyant sur l'hypothèse des cycles longs de Kondratiev<sup>82</sup>. Cela suppose qu'a démarré une phase de croissance portée par les innovations informationnelles, dans le cadre d'une certaine stabilisation des rapports de force entre puissances, d'une intégration des nouvelles zones de développement, d'une nouvelle régulation des rapports sociaux. On peut en douter car ce qui est appelé partout "néo-libéralisme" ne porte nulle part, ni dans les échanges, ni dans la finance, ni dans les rapports sociaux, la trace d'un nouveau mode de régulation. Se référer principalement à Kondratiev, c'est envisager le capital non comme un rapport social (ce à quoi prétend pourtant *Théorie Communiste*), mais comme une suite de cycles d'accumulation dans lequel le capital est rapport à lui-même<sup>83</sup>. Ce n'est pas autre chose que de reconnaître l'avènement de la communauté matérielle du capital et avec elle l'achèvement du cycle des révolutions...mais sans la cohérence argumentative

---

<sup>81</sup> Cf. L.Martin, "Journal d'un gréviste. Théorie et marche à pied". *Théorie communiste*, 1996.

<sup>82</sup> cf. *Théorie Communiste* n°13 qui assimile restructuration achevée et démarrage d'une phase ascendante du cycle long...tout en mentionnant quand même l'importance prise par les cycles courts !

<sup>83</sup> Cf. p. 5 de l'article de B.Lion dans le n°2 de la revue *Meeting*, proche du groupe *Théorie Communiste* (BP 31, Marseille cedex 20).

d'*Invariance* qui à un moment abandonna la vision bordiguiste<sup>84</sup> tardive de la révolution pour 1975, soit un respect total de la datation des cycles par Kondratiev. Une datation que B.Lion ne respecte guère en parlant d'une nouvelle phase ascendante du cycle, dès la fin des années 80, alors qu'en toute logique elle ne devait apparaître qu'à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle. Cette datation est là pour signifier que la restructuration<sup>85</sup>, base de tous les développements de *Théorie Communiste*, est bien achevée et qu'avec elle démarre un nouveau cycle d'accumulation et une deuxième phase de la domination réelle du capital. Pourtant B.Lion reconnaît à demi mot que cette restructuration n'est pas

---

<sup>84</sup> Si Bordiga fut fasciné par cette possibilité de prévision que semblait fournir une théorie des cycles longs, il faut quand même dire que cette théorie ne permit même pas de prévoir la crise de 1929, puisque Kondratiev ne l'annonça pas. Bien plus, les économistes soviétiques qui dissertèrent ensuite sur la crise des années 30 ne n'utilisèrent pas particulièrement puisque presque tous parlaient en terme de crise finale et non pas de cycle. Cette difficulté à faire des prévisions est aujourd'hui amplifiée par plusieurs éléments :

- L'absence d'une classe porteuse de sa théorie. S'il n'y a plus d'affirmation possible d'une identité prolétarienne, il n'y a pas non plus affirmation et développement d'une théorie classiste. Si on récuse tout rattachement à une vision de la théorie comme science, il n'y a plus alors que possibilité d'affirmer une nouvelle théorie critique.

- L'absence de références statistiques fiables. Les grands indicateurs économiques ne sont pas pertinents car ils ont perdu eux aussi toute autonomie. Ils ne "roulent" plus que pour le capital et de plus en plus de chercheurs se reposent les questions d'A.Smith sur qu'est-ce que la richesse ou quelle est son origine? A un niveau élémentaire, la polémique pour savoir si c'est le PIB par habitant ou les PPA (parités de pouvoir d'achat) qui rendent le mieux compte de la situation, est exemplaire de la confusion générale. Et je ne parle pas de tout ce qui touche aux questions de productivité qui relève du grand guignol!

<sup>85</sup> Restructuration qui réduit tous les événements à sa propre dynamique et ne tient compte que de leur dimension économique. Ainsi en est-il de l'analyse de l'effondrement de l'URSS perçue comme un exemple de la restructuration mondiale. Il fallait y penser ! De même, on suppose que les recyclages et blanchiments des capitaux des diverses mafias italiennes comme de celles des pays de l'Est font partie de la restructuration du capital... et de sa stabilisation ! Pour nous, si l'URSS s'est effondrée, c'est justement parce qu'elle n'était pas capitaliste, même si on y trouvait du capital. D'ailleurs quel pays capitaliste s'est effondré dans l'histoire?

achevée ou du moins stabilisée quand il dit que "ce cycle a supprimé toute fixation du rapport d'exploitation" et a donc placé la contradiction des classes au niveau de leur reproduction. Mais on peut alors se demander pourquoi il faudrait attendre 2020! En fait, la raison n'en est pas théorique, mais stratégique : il faut lutter contre tout immédiatisme et bien se démarquer des pratiques alternatives, du démocratisme radical et même du mouvement d'action directe pourtant reconnu comme l'expression concrète de la théorie de l'écart<sup>86</sup>! En fait *Théorie Communiste* est obligé de

---

Que la restructuration ne soit pas achevée et qu'un nouveau cycle ascendant de Kondratiev ne soit pas une évidence, se retrouve dans la théorie économique aussi bien chez les régulationnistes qui s'appuyaient pourtant eux aussi sur Kondratiev pour expliquer le mode de production fordiste et le compromis bâti dessus, que dans la théorie orthodoxe standard qui a élaboré l'hypothèse des cycles courts pour rendre compte de l'irrégularité de ce qui aurait dû être le cycle général actuel. *Théorie Communiste* n'en a cure qui nous donne 2020 comme perspective révolutionnaire c'est-à-dire le niveau le plus bas de la phase descendante du cycle Kondratiev si on admet qu'il y en a eu un nouveau à partir de 1995 (datation logique ne correspondant pas à celle de BL).

A mon avis, voilà pourquoi on ne peut plus raisonner selon l'optique de Kondratiev et même de Kondratiev rénové par Schumpeter :

- son analyse est formulée en période de domination formelle et ignore le développement du capital fictif. C'est pour cela qu'à chaque phase de croissance inflationniste devait succéder une phase de crise déflationniste avec surproduction (schéma assez proche finalement de l'économisme marxiste de base). Or en 1975, les économistes ont été obligés d'inventer le concept de "stagflation" pour rendre compte de la situation nouvelle en domination réelle. Mais plus important, c'est le processus de totalisation du capital, via la globalisation, qui intègre l'ensemble de ces marchés, y compris financier (le marché ne régule rien par lui-même), dans la valorisation, qui noie l'activité proprement entrepreneuriale dans les dédales stratégiques du capitalisme d'organisation. Les décisions deviennent opaques, les anticipations irrationnelles. La prévision ne peut exister qu'à partir du moment où des éléments de continuité permettent de faire le lien entre avant, pendant et après. Mais la prévision a-t-elle encore un sens dès le moment où les déterminations fondamentales du capitalisme ont été quasiment supprimées par le capitalisme lui-même? Les données relatives à ces fondements ne permettent plus alors de bâtir une prévision qui postule à la continuité du capitalisme et à sa reproduction à l'identique. Ce processus de sortie du cycle historique des révolutions capitalistes a été décrit dans la revue *Invariance* sous le

procéder à un découpage de la domination réelle qui fasse apparaître une seconde phase de celle-ci à partir des années 80, phase de restructuration du capital et en même temps, du point de vue des luttes de classes, une phase qui voit l'impossibilité de l'affirmation de la classe du travail et de l'identité ouvrière. C'est un découpage qui permet à *Théorie Communiste* de dire que Mai 68 et mai rampant italien ne portaient encore que l'affirmation du travail comme possibilité. Nous y reviendrons dans notre 3ème partie afin de critiquer cette position.

Cette conception de la toute puissance des cycles et des crises économiques va de pair, chez *Théorie Communiste* avec un rejet d'une perspective dans laquelle la critique du travail serait

---

concept de "mort potentielle du capital" (cf. *Invariance*, série IV, hiver 2002, p.83-112.

- elle se situe donc aussi en dehors d'une intervention économique de l'État et des grandes institutions dont le rôle contra-cyclique atténue la vigueur des crises. L'épuisement des forces productives du capital industriel nécessite la reprise en main de l'ensemble par un capitalisme du sommet, un capitalisme de la puissance dont l'objectif est la maîtrise de la reproduction d'ensemble, un capitalisme qui sent confusément que s'il y a crise elle se fera à ce niveau. Il ne faut pas chercher plus loin le fait que l'essentiel des prévisions à moyen terme soit dirigé vers les problèmes environnementaux et le "développement durable". On a le pendant de cela, chez les "radicaux" avec le développement des théories catastrophistes et primitivistes. Pour une critique de ces dernières on pourra se reporter aux articles d'A.Dréan dans le n°14 de *Temps critiques*.

- le rôle des NTCI depuis une vingtaine d'années ne permet pas vraiment de dire que de nouvelles "grappes d'innovation" ont relancé un nouveau cycle (ce que disent certains comme le Groupe Krisis, mais pas *Théorie Communiste* à ma connaissance, quoique B.Lion reprenne l'idée d'un développement des "pays émergents" mais sans nous dire si cela représente un changement qualitatif important par rapport à la vieille notion de "développement par enclaves" soutenue par eux dans les années 70 ou alors si ce n'est que le cadre qui a changé avec la globalisation qui succède à une division internationale du travail et des échanges plus traditionnelle). En effet cette position sur une troisième révolution plus technologique qu'industrielle est plutôt celle des tenants d'une production de plus en plus immatérielle et de l'avènement d'un "capitalisme cognitif" qui ne connaît plus la crise. A ce que j'en saisis la position de BL semble être celle d'une nouvelle phase ascendante à croissance ralentie et irrégulière.

centrale, que ce soit sous la forme d'un refus du travail ou dans la forme d'une crise du travail (l'inessentialisation) qui inclut un dépassement de la simple perspective classiste, une critique de la loi de la valeur-travail et du caractère prédominant de l'exploitation par rapport à la domination dans les antagonismes sociaux.

Cela implique aussi des dégâts collatéraux, du point de vue théorique, quand *Théorie Communiste* semble parfois charger la barque du néo-libéralisme. En effet, les auteurs de cette revue cherchent à retrouver dans l'attaque contre le salaire social de l'époque de l'État-Providence, le signe que la valorisation n'est plus représentable que dans la forme de la plus value et le mécanisme de l'exploitation qui la produit. Ils refusent l'idée d'une valorisation omniprésente et indécélable produite par le processus de totalisation du capital en cours.

Il ne s'agit pas de dire qu'il n'y a pas de restructuration réussie, mais de reconnaître que la restructuration se fait sans la dynamique d'une conflictualité de classe et sans processus de stabilisation, de type néo-fordiste ou autre. Les tentatives de nouveau compromis (baisse du temps de travail contre baisse ou stagnation des revenus) peinent à s'imposer ou sont même contredits par des effets d'annonce politiques (travailler plus pour gagner plus) ou à l'état de projets (revenu garanti contre consommation et paix sociale).

S'il ne peut y avoir transcroissance des luttes pour *Théorie Communiste*, il faut alors faire intervenir un moment médiateur qui ne peut être que cette future crise qui entraînerait la fin de l'implication réciproque entre le capital et le travail. On en revient à l'objectivisme du capital. Mais à quoi peut bien nous servir une telle prévision qui ressort à la fois de la prédiction (la révolution comme croyance) et de l'histoire faite science? A nous rappeler que le système capitaliste connaît des limites historiques? Nous voilà bien avancé!

La reprise pure et simple de ces tables de la loi par les groupes libertaires organisés (CNT, FA, AL, OCL) qui ne les comprennent même pas — ce n'est pas une question d'intelligence, évidemment, mais de corpus théorique compatible — ne laisse pas d'étonner quand ces tables de la loi connaissent une remise en cause ou au moins sont sujettes à une prise de distance au sein des groupes communistes de gauche eux-mêmes. On a l'impression que ces organisations cherchent à se créer des références sûres et prolétariennes face à la déferlante des petits groupes libertaires

particularistes qui bousculent leur morale des mains calleuses, face aussi à de nouvelles pratiques aussi évidemment non classistes et non strictement libertaires que les actions anti-OMC ou anti-OGM.





## PARTIE III

### OÙ VA LE CAPITALISME

#### 1. GLOBALISATION ET MONDIALISATION<sup>1</sup>

##### 1.1. Sur la soi-disant déconnexion entre "économie réelle" et économie (ou bulle) financière

La globalisation ne doit pas être vue uniquement comme un processus d'autonomisation de la valeur, mais aussi comme un moyen de ralentir le processus de fictivisation du capital; processus engagé sur le long terme qui a atteint son apogée à la fin des années 60 et au début des années 70, du moins dans sa forme inflationniste. La lutte contre l'inflation doit d'ailleurs être reconsidérée dans ce cadre. C'est parce qu'il devient plus difficile de créer des moyens de crédit qu'il s'agit de pomper le crédit potentiel existant sur un marché financier suffisamment attractif (politique de taux d'intérêts élevés<sup>2</sup>). Le problème est que cette libéralisation financière — qui s'accompagne d'effets immédiats comme la multiplication des flux financiers par rapport aux flux traditionnels de marchandises et d'effets pervers comme les produits dérivés — induit qu'une grande partie de la critique sociale se fait à partir d'une lecture des effets et non en direction du moteur du processus. C'est pour cela, et même avec les meilleures intentions du monde, que cette critique de la

---

<sup>1</sup> Sur cette question, on pourra aussi se reporter à un article plus ancien paru dans le vol III de l'anthologie de la revue *Temps critiques (Violence et globalisation* L'Harmattan, 2003), intitulé, "Les ambiguïtés de la mondialisation", p.249-258, ainsi qu'à l'article de J.L.Rocca, "Sur la critique de la mondialisation et ses lieux communs", *ibid.* p.217-248.

<sup>2</sup> Le développement des fonds de pension va dans le même sens. Il est en effet très idéologique et abusif de ne les considérer que comme des fonds spéculatifs car la frontière entre se couvrir contre les risques de placement et spéculer est, du point de vue des détenteurs de capital, de plus en plus floue.

déconnexion entre flux économiques et flux financiers est immédiatement réformiste.

S'il y a bien des tendances à la formation de bulles financières, ce n'est pas une raison pour en déduire une déconnexion vis-à-vis de "l'économie réelle". La bulle n'est pas tant déconnexion que le signe que le capital atteint un haut niveau de représentation. Le prix par exemple est une représentation de la valeur qui permet, dans le contexte de la tendance à la valeur sans le travail, de valoriser même ce qui n'a pas de valeur-travail. En tendance, tout est capitalisé, même ce qui n'est pas produit, comme le montre la place de plus en plus grande tenue par la notion de "ressource humaine". C'est ce qui nous autorise, au niveau théorique, à mettre en avant la notion de "société capitalisée". Dit autrement, le système capitaliste n'est plus limité que par le capital<sup>3</sup> lui-même et non plus par un procès de travail qui lui pré-existerait (c'est la situation d'origine). Le capital peut donc se déployer dans toute la société et le monde entier. L'accroissement du capital fictif par rapport à la "richesse réelle" est le signe de sa tendance à l'auto-présupposition. La valeur se dématérialise<sup>4</sup>. L'existence d'une monnaie métallique qui correspondait à la vision matérialiste des économistes classiques et de Marx lui-même, conception qu'on retrouve actualisée chez tous les tenants de l'étalon-or, a progressivement cédé le pas, depuis 1971 et la fin de la convertibilité du dollar, à une vision totalement conventionnelle de la monnaie. Cette conception ne pouvait pas être anticipée par Marx, pour qui la convertibilité du signe monétaire était posée en axiome, la monnaie n'étant qu'un intermédiaire de la circulation de valeurs déjà réellement existantes ou à venir dans le crédit.

La convergence entre finance et technologie informatique fait que le référent est mis au second plan par rapport à la pure valeur. Il se produit une autonomisation de la valeur par rapport aux agents économiques échangistes. La monnaie peut devenir auto-fondatrice (exemple de l'euro) au niveau économique de la même façon que les médias peuvent l'être au niveau social dans la

---

<sup>3</sup> Cela ne signifie nullement qu'on ne puisse se révolter contre ce processus.

<sup>4</sup> Cf. Guigou J. et Wajnsztein J., *L'évanescence de la valeur*. L'Harmattan, 2004.

production de l'information<sup>5</sup>. Certains économistes d'obédience marxiste, comme M. Aglietta, ont insisté depuis vingt ans sur cet aspect langage de la monnaie. Le manque de transparence et de rationalité des choix des agents économiques remet en cause l'idée d'une main invisible des marchés qui assurerait leur cohérence. Des mécanismes de coordination doivent se mettre en place à travers une économie de l'information qui informe, justement, la sphère économique entendue stricto sensu.

On peut appliquer ce schéma de la tendance à l'auto-présupposition pour montrer que la dernière "crise asiatique" n'est pas une crise financière signalant la déconnexion. Tout d'abord on peut remarquer que cette crise a touché les deux pays les plus industrialisés, le Japon d'abord sous forme de crise immobilière et spéculative corollaire d'une crise de rentabilité du capital productif, la Corée du sud, ensuite, sous forme d'une crise d'endettement. L'effet boule de neige a ensuite affecté les autres régions d'Asie à cause d'une mauvaise spécialisation des productions, d'investissements inefficaces et d'une politique de taux de change par rapport au dollar qui a grevé l'ancienne spécialisation vers les exportations. Le désordre économique préexistait donc à la crise financière. Si on aborde l'aspect financier, on peut voir ce qui lie tout cela : la Corée a 200 milliards de dollars de dette à hauteur de 35% de son PIB auprès de banques japonaises. Or, celles-ci sont elles-mêmes en très grosses difficultés alors qu'elles détiennent une majorité des bons du Trésor américain. Cela permet de faire comme s'il n'y avait pas de problème, au moins tant que "l'endetté en dernier ressort" (les Etats-Unis) bénéficie toujours de la confiance internationale des prêteurs. Mais que se passerait-il si les banques japonaises étaient amenées à vendre et à ne plus éponger la dette américaine ?

Les Américains et le FMI disent ne voir dans cette crise asiatique, qu'une crise de croissance et de mauvaise gestion, alors que de nombreux analystes japonais ont avancé l'idée sacrilège d'une crise systémique du capitalisme globalisé<sup>6</sup>. Toutefois, en prônant simplement pour la zone asiatique, une plus grande

---

<sup>5</sup> A travers des approches spécifiques, c'est ce que virent dès 1967 *La société du spectacle* et 1969 (*La société de consommation*) des auteurs comme Debord et Baudrillard.

<sup>6</sup> Cela a ensuite donné lieu à quelques démissions dans les cercles dirigeants japonais et ils sont revenus à quelque chose de plus politiquement correct.

ouverture de ses marchés, les Américains et les organisations internationales semblent pousser à l'explosion du cycle avec tous les risques de répercussions qui y sont liés. Le refus des États-Unis (Sénat) de transformer le FMI en prêteur en dernier ressort à l'aide d'une augmentation de ses fonds (et donc de la part américaine qui est la plus forte) peut néanmoins être considéré comme un signal d'alarme de la part de l'État le plus endetté du monde. Il nous indique aussi deux choses : tout d'abord, que la finance ne peut s'autonomiser complètement ; ensuite, qu'il ne faut pas confondre pensée unique avec domination américaine. Une "gouvernance mondiale" est un leurre.

Par ailleurs ce qui est appelé bulle spéculative l'est en référence à une théorie économique dominante peu fiable qui suppose des marchés efficients<sup>7</sup> alors que l'incertitude et les risques de marché sont tels que les valeurs courantes s'écartent de plus en plus des valeurs fondamentales<sup>8</sup>. De nombreux contresens existent en première lecture, qui est souvent la lecture maximum effectuée par la critique. Ainsi la politique du franc fort a été taxée de politique libérale ou monétariste alors qu'il s'agissait d'une politique de change étatiste et administrée reposant sur une volonté politique et non sur la supposée dictature des marchés. En opposition à cette stratégie, les politiques de décrochage du système monétaire européen menées par les banques centrales anglaise, italienne et espagnole à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, cherchaient à profiter de certains avantages de marché. Parmi les autres lectures au premier niveau on notera celles qui réduisent toutes les crises actuelles à des crises financières, ce qui a pour conséquence d'ancrer dans les têtes l'idée de la déconnexion. La dernière en date est celle qui concerne la crise asiatique, analysée presque exclusivement dans les termes de crise financière et non pas comme crise de suraccumulation ou de surcapitalisation<sup>9</sup>. Cette

---

<sup>7</sup> C'est-à-dire un marché sur lequel tous les agents économiques ont accès à la même information, ce qui leur permet d'avoir un comportement rationnel qui n'inclut pas de prime de risque.

<sup>8</sup> Ainsi une devise sera d'autant plus surévaluée qu'elle inclut la prime de risque de son évaluation.

<sup>9</sup> Le capitalisme financier réalise paradoxalement un apport théorique de Keynes par rapport à la théorie néo-classique de l'équilibre : de la même façon que Keynes avait dévoilé un "équilibre de sous-emploi", il y aurait aujourd'hui un équilibre en sous-optimalité d'utilisation des facteurs de

dernière est liée au décalage entre les placements actuels et le retour sur investissement futur, mais cela repose quand même sur un socle solide qui est que le capitalisme globalisé, pour se maintenir, a besoin que les pays émergents passent à un autre stade de développement. La crise se produit comme un retournement de tendance qui voit le court terme l'emporter sur le long terme, mais on ne peut parler de mouvement purement financier ou spéculatif<sup>10</sup>. Bien sûr d'une certaine façon les industriels des pays dominants ont intérêt à ce découplage, au moins à court terme, dans la mesure où il leur permet de maintenir des profits (financiers) tout en décapitalisant chez eux, en douceur (et parfois en force!). Mais que se passera-t-il dans les pays comme la Corée du Sud où la marge de manœuvre est beaucoup plus étroite et qui se font en plus imposer des politiques de rigueur budgétaire qui pèsent sur la demande intérieure? Il en est de même sur la question du chômage quand les observateurs insistent sur la corrélation licenciements-augmentation des cours en Bourse; corrélation que la critique s'empresse d'interpréter en termes de relation de cause à effet. On confond alors niveau micro et niveau macro-économique. Au niveau micro-économique, l'entreprise apparaît effectivement comme donnant des gages de bonne conduite à ses actionnaires<sup>11</sup> en pratiquant le *reengineering*, mais au niveau macro il en va tout autrement. Il ne s'agit pas tant d'une soumission industrielle à une logique financière que d'un comportement économique qui se veut rationnel: une hausse du chômage laisse supposer en effet, à terme, une baisse des taux d'intérêt pour permettre le développement d'une politique de relance, or pour diverses raisons quand les taux baissent les cours

---

production; un niveau élevé de profit pourrait alors co-exister avec un niveau relativement faible d'investissements et d'embauche.

<sup>10</sup> On peut faire grosso modo la même analyse pour les fluctuations sur les valeurs du Nasdaq. Il y a bien sûr eu un mouvement haussier à caractère spéculatif, mais on ne peut parler de bulle car le capitalisme globalisé a besoin du développement de ces nouvelles entreprises. Là encore, la crise est dû au décalage temporel.

<sup>11</sup> L'importance de ces actionnaires est d'ailleurs toute relative. General Motors, longtemps plus grosse entreprise mondiale suivant le chiffre d'affaires, a comme actionnaire principal le fonds de pension des enseignants du Michigan qui pèse 1,4% du capital total alors que son concurrent allemand Daimler-Benz est propriété à 41,8% de la Deutsche bank!

montent ! Il y a une logique interne par rapport à un marché auto-référentiel, mais cela n'empêche pas qu'il règne une grande incertitude qui conduit "les manipulateurs de symbole" à sur-interpréter les signaux sociaux<sup>12</sup>.

Une autre confusion a été commise dans l'interprétation des dernières vagues de licenciements dans les entreprises Lu, Mark et Spencer et autres. Au regard des chiffres on s'aperçoit qu'il y a deux types de licenciements de restructuration et des effets sur les cours très différents. Les licenciements "défensifs" s'accompagnent d'une remontée immédiate, mais légère, des cours (celle sur laquelle se fixent les médias) suivie d'une retombée quelques jours après (rarement signalée) puisque l'effet de méfiance perdure. L'effet est beaucoup plus brutal et continu s'il s'agit de licenciements "préventifs" comme chez Danone où la confiance n'est pas remise en cause (stratégie de recentrage et de sécurisation par rapport aux risques d'offre publique d'achat) malgré le heurt politique que peut provoquer, dans un pays comme la France, le maintien de la croyance en la centralité du travail dans la création de richesse.

Néanmoins, d'une manière générale, ce sont, très logiquement, les entreprises qui augmentent à la fois profit et emploi qui manifestent les plus fortes hausses boursières (41% de hausse aux

---

<sup>12</sup> Dans l'ancienne finance contrôlée par l'État, les taux d'intérêts sont rigides (le marché monétaire est contrôlé par les banques centrales publiques) et le volume de crédit s'ajuste à la demande, ce qui favorise investissement, production et emploi. S'il y a déséquilibre, il est absorbé par l'inflation (c'est le cercle vertueux keynésien). Mais dans la finance libéralisée, les taux des marchés financiers répercutent tous les déséquilibres (peur de l'inflation et des déficits, de l'endettement, etc.) Le coût du capital devient incertain et l'investissement de placement est plus intéressant que l'investissement productif traditionnel, dans un contexte devenu déflationniste (celui qu'on connaît depuis au moins le début des années 90). Cela entraîne une modification des rythmes de la croissance et l'émergence de "cycles courts" qui voient se succéder périodes d'expansion et périodes de récession. Cette instabilité cyclique est renforcée par la spéculation, mais contrairement à ce que nous annoncent beaucoup de commentateurs, cette dernière a aussi des vertus régulatrices. L'économiste P. Artus rappelle que la spéculation a une influence stabilisatrice sur les marchés financiers puisqu'elle anticipe les déséquilibres. Elle ne les crée pas, elle ne fait qu'en profiter. Il ne faut donc pas confondre spéculation et crise boursière.

EU entre 1994 et 1999, contre 21% à celles qui choisissent de baisser chiffre d'affaires et emplois pour augmenter les profits), même s'il ne faut pas être trop catégorique car c'est le rapport au profit qui s'est modifié. Celui-ci n'est plus tant évalué à court terme et entreprise par entreprise qu'à long terme par rapport aux possibilités stratégiques et de contrôle qu'il assure ou non à certaines firmes<sup>13</sup>. Mécénat et sponsoring actifs sont par exemple des signes d'accumulation de la puissance sociale et non pas le fruit du gaspillage capitaliste ou le signe de la futilité et des caprices des capitalistes. Quand le capitaliste (individuel ou collectif) place son capital plutôt que de l'investir de façon productive, ce n'est pas parce qu'il a une baisse d'utilité marginale de son capital productif (croyance de l'économiste néo-classique) ou parce qu'il y a une baisse du taux de profit (croyance marxiste vulgaire), mais parce qu'il développe une stratégie de puissance qui n'est plus limitée par le seul champ de l'économie<sup>14</sup>. La tendance à la liquidité s'impose à la tendance à l'accumulation qui est fixité. Elle touche aussi bien l'entreprise où elle devient principe de gestion de la propriété que l'Etat qui se trouve sous la menace de la dette publique. L'ancien équilibre entre pouvoir managérial centré sur la puissance et pouvoir créancier fondé sur les bénéfices est remis en cause avec la notion de "gouvernance" qui voit triompher les exigences de court terme par rapport à une stratégie de long terme.

Il y a processus de totalisation car l'activité productive est soumise aux impératifs de la valorisation en général. L'exigence

---

<sup>13</sup> Les lois de la concurrence (ce que Marx, bien gêné après toute son analyse d'un capital individuel hors concurrence dans le Livre I, appelle les "lois coercitives externes", tome IV. Éd. Sociales, p.157), même si elles ne concernent pas toutes les entreprises dans la même mesure, dictent la course que représente la dynamique du capital. Une course de moins en moins maîtrisée. Il en découle que le capitaliste n'investit plus en fonction de son niveau de profit, mais selon des anticipations plus ou moins rationnelles par rapport à l'évolution d'un certain nombre de grands indicateurs macro-économiques. Ces anticipations le guide dans le choix de sa recherche de compétitivité. Dans cette mesure, il n'est plus un entrepreneur au sens de Schumpeter.

<sup>14</sup> Keynes et Kalecki (*Théorie de la dynamique économique : essai sur les variations cycliques et à long terme de l'économie capitaliste*. Gauthier-Villars. 1966) ont chacun à leur manière dévoilé une vision du capital comme étant essentiellement dépense et non pas épargne.

de rentabilité s'impose à l'exigence de puissance et les entreprises ont donc tendance à se recentrer sur leur activité principale. Mais nous sommes encore dans une situation intermédiaire ; la restructuration n'est pas achevée et la régulation financière censée coiffée l'exercice libre des lois du marché est encore très incomplète, même si la Fed, le FMI ou la banque mondiale sont censés parer à tous les dysfonctionnements.

## 1.2. La mondialisation au-delà du mythe

F. Braudel et I. Wallerstein, deux des spécialistes de l'histoire du capitalisme, ont rejeté la thèse de l'internationalisation récente tout comme le premier avait rejeté la thèse d'une financiarisation récente faisant succéder capitalisme marchand puis capitalisme industriel et enfin capitalisme financier. Le capitalisme s'est formé au sein de ce qui était déjà une "économie-monde", bien antérieurement à ce qui allait devenir ensuite des marchés nationaux qui correspondent à la constitution progressive d'États-nations au niveau politique. Dans cette optique, les périodes de tout-marché ont été analysées comme des périodes de faiblesse du capitalisme puisqu'elles conduisaient inmanquablement à la baisse des prix et des profits. Il n'y a pas lieu de concevoir d'une autre façon la période actuelle. Le néo-libéralisme n'est pas la preuve que le système n'a plus besoin de régulation, mais qu'il n'en a pas trouvée une nouvelle. Dans ces conditions l'État et les entreprises nationales à vocation "citoyenne" font office de régulateurs et d'initiateurs comme le montrent les politiques commerciales agressives de l'administration Clinton d'un côté et le fait que l'exportation à partir d'une base nationale soit encore le premier vecteur de l'internationalisation, devançant la production à partir de filiales<sup>15</sup> de l'autre. Les déboires récents de Coca Cola et Microsoft vont dans ce sens.

Il n'y a pas d'économie sans État et "l'autonomie" de l'économie n'est due qu'à son irrésistible tendance à échapper aux limites territoriales. Les États-nationaux sont donc toujours au cœur d'un processus séculaire de constitution d'une économie-monde et au lieu d'une "gouvernance mondiale" souhaitée ou détestée, on assiste à des alliances (les unités supranationales) au cours de conflits pour l'hégémonie ou chacun s'affronte sur ses positions de force (le Japon pourvoyeur de capitaux... et de

---

<sup>15</sup> Seuls Ford et Sony, parmi les géants, ont plus de 50% de leurs salariés à l'étranger.



confiance, les EU emprunteurs<sup>16</sup> et capteurs de richesse<sup>17</sup>). On a pu relever aussi des similitudes entre les années 90 et le début du XX<sup>e</sup> siècle, l'Asie tenant le rôle de la Russie et de l'Amérique du Sud de l'époque, avec le même phénomène d'extraversion, mais cette fois avec une prédominance des fluctuations financières.<sup>18</sup>

A un autre niveau c'est le terme de mondialisation qui doit être abandonné pour son ambiguïté et pour que la critique elle-même s'approfondisse et se précise. Le terme a en effet une connotation trop géographique et des implications idéologiques non explicitées. Cet aspect a parfois été développé en France par des spécialistes de l'économie internationale, comme C.A. Michalet, qui préfère parler d'économie globale. Cela lui permet de démystifier l'idéologie sous-jacente de la mondialisation qui repose sur l'idée d'une libre concurrence qui profiterait à tous, y compris aux pays les plus pauvres<sup>19</sup> alors que dans la réalité la liste des pays choisis par les gros investisseurs est assez courte. Tous les pays ne sont donc pas gagnants et certains sont même exclus du jeu (l'Afrique sub-saharienne par exemple)<sup>20</sup> Le développement du capital peut donc être global, au sens où il ne laisse rien en dehors de son horizon, sans pour cela être mondial et en voie d'homogénéisation.

A leur manière, les militants anti-mondialisation en rendent compte quand ils reprochent à la mondialisation de tout recouvrir et vouloir unifier et en même temps de laisser de côté les

---

<sup>16</sup> On pourrait voir là un paradoxe indiquant une position de faiblesse si Kalecki ne nous avait pas averti que : "si les salariés dépensent ce qu'ils gagnent, les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent".

<sup>17</sup> Cf. Guigou J. et Wajnsztein J. (dir.), *La valeur sans le travail*, L'Harmattan, 1999. On peut reprendre aussi la métaphore de Fourquet dans *Les comptes de la puissance* (Recherches, 1980) : L'État, du point de vue économique est comme le Roi au jeu d'échec. Son déplacement est limité, par exemple par rapport à la Reine, mais la puissance des autres et donc de la Reine, n'existe que si le Roi n'est pas échec et mat.

<sup>18</sup> Flux financiers déjà remarqués à l'époque par le théoricien social-démocrate Hilferding, puis Lénine et sa théorie de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme.

<sup>19</sup> Idée qui repose elle-même sur la théorie ricardienne des "avantages comparatifs relatifs" qui veut que tout pays ait au moins un avantage relatif dont il doit profiter à fond en s'y spécialisant.

<sup>20</sup> Ce qui confirme la théorie des "avantages comparatifs absolus" de Smith (certains pays n'ont plus aucun avantage).

plus démunis. C'est alors en s'adressant aux États, parce qu'ils sont censés pouvoir tenir les deux bouts (cf. La mode de la notion de "développement durable" et l'accent récent sur la lutte contre le sida dans les pays pauvres) qu'ils pensent effectuer leur mission "citoyenne" et en dénonçant les grands groupes privés qu'ils pensent effectuer leur travail militant<sup>21</sup>.

### 1.3. "Empire" ou impérialisme ?

La critique du livre de Negri et Hardt est rarement abordée de front et sur le fond, dans les milieux de la gauche communiste ou libertaire<sup>22</sup>. Au mieux ils n'y voient qu'une tendance et non pas le moteur d'un nouvel équilibre mondial. L'analyse est souvent statique et les transformations au niveau mondial ne sont pas référées à celles au niveau de l'État. Ainsi on en reste à la notion d'État-nation soit pour noter sa moindre importance par rapport aux firmes transnationales et à la puissance dominante étasunienne, soit pour confirmer son importance nécessaire dans une perspective souverainiste. La mise en réseau de cet État-nation n'est pas envisagée<sup>23</sup>, pas plus que les profondes modifications qui affectent l'État et d'une façon plus fondamentale encore, les rapports infrastructure/superstructure. En effet, la plupart des fois, c'est la rassurante thématique de l'impérialisme qui semble s'imposer. Il est alors affirmé qu'elle n'est pas incompatible avec la mondialisation et que s'il y a globalisation, c'est que cela correspond à la stratégie la plus adaptée aux besoins du capital dominant.

Il leur faut alors chercher des obstacles au mouvement de globalisation (nous disons plutôt "totalisation"<sup>24</sup>) en cours et comme le risque de troisième guerre mondiale, tarte à la crème des

---

<sup>21</sup> Cf. Naomi Klein, *No Logo*. Actes Sud, 2001.

<sup>22</sup> J'ai tenté d'en faire une présentation critique dans le volume III de l'anthologie des textes de *Temps critiques* intitulée *Violence et globalisation*, p.259-278. L'Harmattan, 2003. Mon objectif principal était de m'inscrire en faux contre l'assimilation entre Empire et États-Unis.

<sup>23</sup> Cf. J.Guigou et JWajnsztejn : "L'État-réseau et l'individu démocratique", paru dans le n°20 (été 2002) de la revue *La Griffes* et mon article : "État-réseau, réseaux d'État et gouvernance mondiale" dans le n°13 de *Temps critiques*. L'impliqué, hiver 2003.

<sup>24</sup> Cf. *Temps critiques* "L'unité guerre paix dans le processus de totalisation du capital" (septembre 2003). Disponible sur le site de la revue ou dans le volume III de l'anthologie (op. cit., p.9-50).

années 50 et 60 ne peut plus être avancée, on nous annonce que la Guerre du golfe a inauguré une ère de conflits sans précédents ! Or s'ils sont sans précédents, c'est que sont alors ignorées les deux premières guerres mondiales et même une guerre dévastatrice comme celle du Vietnam ! C'est en fait les deux interventions dans le golfe et plus généralement la situation au Moyen-Orient avec en plus la menace de l'Iran qui sont censées fournir une justification concrète à ces positions. Mais que la guerre ait partout reculé, à l'aune d'une période historique courant sur un siècle, au profit d'opérations de police en vue de maintenir l'ordre est nié par les tenants de l'impérialisme. Pourtant, les exemples ne manquent pas comme le montre la gestion, par le système global ("l'Empire") de l'écroulement du bloc soviétique avec son intégration accélérée à l'Union européenne. Bien entendu cela ne veut pas dire que ces bouleversements se font sans soubresauts (dans l'ex-Yougoslavie par exemple) ni que massacres locaux et "guerres des pierres" n'existent pas<sup>25</sup>.

Il faut dire que les principales théorisations-prophéties énoncées depuis 1945, au sujet de la guerre, ont toutes été invalidées et réfutées par l'histoire immédiate. Pour le groupe *Socialisme ou Barbarie*, la troisième guerre mondiale était inéluctable et la révolution sortirait d'une révolte à l'intérieur du camp soviétique, dans son affrontement au camp américain. Il y avait donc une focalisation théorique sur l'URSS et son bloc socialiste. Des révoltes il y en a eu, mais les Américains les ont laissé écraser pour qu'il n'y ait pas de troisième guerre mondiale, mais seulement une guerre froide qui s'est terminée par l'implosion du bloc soviétique. Pierre Souyri (sous le pseudonyme de François Brune) critiquera cette position au sein même de *Socialisme ou Barbarie*, en montrant comment le capitalisme s'est réorganisé

---

<sup>25</sup> On trouve encore deux autres critiques du livre de Negri : une du groupe Krisis (*Les habits neufs de l'Empire*. L. Scheer. 2003) qui critique (Kurz) aussi bien la notion "d'Empire", tout en s'y référant ("L'Empire de la crise globale", p.59) que celle d'impérialisme puisque les deux notions sont en opposition fondamentale avec la vision d'une "constitution fétichiste des sociétés de production marchandes modernes" (p.96) ; enfin, d'autres disqualifient l'analyse du livre *Empire* (le plus souvent sans l'avoir lu) sur la base des positions politiques actuelles de Negri, par rapport à la Constitution européenne, ce qui équivaut à juger l'œuvre de Marx à partir de ses positions sur la guerre franco-allemande ou sur son soutien aux nordistes dans la guerre de sécession !

après 1945 sur des bases très différentes de celles des années 30 qui conduisirent justement à la guerre. La formation de l'AELE, la CEE et un développement intense des échanges entre pays dominants et non plus essentiellement sur la base des anciens échanges impérialistes ou néo-colonialistes, n'a pas produit de véritable anti-américanisme chez les principaux concurrents des États-Unis que sont le Japon et l'Allemagne. Encore aujourd'hui d'ailleurs, ceux qui pleurent le plus les attentats du 11 septembre sont les Allemands! Sur cette base déjà très internationalisée et qui mordait par ailleurs sur la *Mitteleuropa*, zone traditionnelle d'influence de l'Allemagne, la question d'un nouveau partage du monde et la perspective d'une guerre prochaine s'évanouissait. Pour Bordiga et une partie de la Gauche italienne, au contraire de *SoB*, l'URSS a un caractère subordonné au sein des contradictions du capital et il n'y avait pas de raison de se focaliser sur elle. La guerre devait advenir quand les principales puissances économiques (l'Allemagne et le Japon) deviendraient des concurrents des États-Unis pour la valorisation. Si ces deux puissances viennent effectivement peser de tout leur poids dans ce que nous avons appelé la marche vers la totalisation du capital, leur position au cours de l'intervention dans le Golfe a montré leur rôle de complémentarité avec les États-Unis, plutôt que de véritable concurrence. Il y a bien concurrence économique mais pas concurrence de puissance, même si l'Allemagne joue un grand rôle dans la constitution d'une grande Europe, au moins tant que son élargissement ne sera synonyme que de grand marché et non pas d'unité politique. D'une manière générale, ce sont les analyses portées par l'idée d'un cours historique qui lierait ensemble crise, guerre et révolution qui ont failli. De 1945 à 1965, il y a bien eu une période de tension entre deux blocs, mais qui n'a pas eu besoin de la guerre pour faire son œuvre et geler toute possibilité de reprise d'un cycle révolutionnaire, du moins jusqu'à la fin des années 60. La crise des années 70 a plutôt montré les capacités du capital à résister aux assauts des contestataires et prolétaires de la fin des années 60. Sa relative stabilisation depuis — à ceci près qu'elle n'a pas atteint un véritable mode de régulation (on n'est pas sortie de "la crise") — nous éloigne encore de la probabilité que se réalise ce "cours historique". S'il y a encore un cours historique, le moins que l'on puisse dire c'est qu'il est alors indéterminé et il n'y a plus guère de raison d'employer cette notion qui fait partie intégrante de ce qu'on a appelé le programmatisme prolétarien. Abandonner cette perspective c'est aussi abandonner toute

perspective partitiste et avant-gardiste et reposer la question de la théorie et des rapports entre théorie et critique.

Toute l'analyse de la guerre comme destruction nécessaire de capital est également caduque quand les accords internationaux entraînent la destruction des armes en temps de paix. Bien sûr, cela pose le problème du nouveau rôle des complexes militaro-industriels, de leur redéploiement ou recyclage. En effet, contrairement aux prédictions de Castoriadis<sup>26</sup> sur la "stratocratie soviétique", l'exemple russe montre qu'il ne faut pas trop croire à la possibilité d'autonomisation d'un secteur au sein d'un ensemble qui a une cohérence interne supérieure à la logique de chacune de ses composantes<sup>27</sup>. Les États-Unis sont bien conscients des avantages et des inconvénients de leur situation. Depuis plus de cinquante ans, ils ont dû sacrifier de la valorisation de capital pour mener la guerre froide et défendre le "monde libre", pendant que le poids économique des démilitarisés allemand et japonais ne faisait que croître. Mais ce qu'ils ont perdu en valorisation et qui les a amenés à une chute de productivité au début des années 70, ils le récupèrent aujourd'hui dans les nouvelles formes de la valorisation, dans la valeur-puissance qui est captation de la richesse des autres au lieu de les combattre directement. La priorité est à la guerre économique non parce qu'elle serait une nécessité économique au sens de petits intérêts étroits à défendre, mais parce que c'est une nécessité vitale du système de reproduction capitaliste. L'ancien ennemi extérieur doit être "internisé" dans la compétition<sup>28</sup> comme l'a été l'ancien ennemi intérieur de classe, dans la consommation. Toute l'analyse sur la guerre comme continuation de la politique par d'autres moyens est également caduque. Non pas parce qu'on assisterait à un retour du politique comme le disent les médias, mais parce que la guerre est archaïque : à l'époque où presque tout circule, les guerres pour des possessions de territoire sont inutiles. Ainsi, les États-Unis n'ont pas besoin d'être présents en Afghanistan, pas plus qu'ils n'en avaient besoin en Bosnie, car leurs compagnies pétrolières sont

---

<sup>26</sup> Cornelius Castoriadis, *Devant la guerre : les réalités*, Fayard, 1981.

<sup>27</sup> L'URSS n'était pas un petit pays d'Amérique du sud ou centrale. Quand l'édifice s'écroule parce qu'il n'a plus de cohérence du point de vue de la reproduction des rapports sociaux comme de la reproduction des rapports de production, l'armée s'écroule avec et ne peut servir de dernier recours.

<sup>28</sup> C'est une constante de la politique étasunienne vis-à-vis de la Chine depuis Nixon.

toutes puissantes dans ces régions. C'est bien plutôt le libre accès à toutes les zones que les militaires professionnels disséminés dans le monde sont chargés de garantir.

La solution des contradictions par l'affrontement direct entre les hommes n'est plus opérationnelle à cause de la prédominance incontournable de la matérialité technique, matérialité technique elle-même non maîtrisable comme vient de le démontrer l'action du 11 septembre<sup>29</sup> qui retourne des armes de la Puissance contre la Puissance. Dans son procès de totalisation, le capital n'a plus le temps d'envisager ses failles que déjà des obstacles imprévus se dressent devant lui. La dénomination des États-voyous comme étant ceux qui ne respectent pas les règles de l'Empire de la paix perpétuelle et l'ordre de ses différents gendarmes, venaient à peine d'être trouvée, avec sa riposte : la défense anti-missiles prenant le relais de la dissuasion nucléaire, que déjà il fallait théoriser le concept de guerre asymétrique et s'apercevoir que toute grande ville est menacée. La criminalisation de l'adversaire (on ne saurait plus dire ennemi puisque l'adversaire d'aujourd'hui est l'ami d'hier) est aussi le signe de l'absence de réelle stratégie politique au sein de ce qui apparaît, tant bien que mal, comme un ordre mondial.

Les guerres, les crises, les luttes de classes ont été des moteurs de la dynamique du capital et c'est ce qui fait que d'un côté, on a tendance à penser que c'est consubstantiel au système, que cela ne peut que perdurer jusqu'à une crise finale, mais de l'autre, on est bien obligé de reconnaître que si le capital perdure, c'est justement par sa capacité à englober les contradictions, sa tendance à pacifier, restructurer, stabiliser les rapports sociaux de production.

Pourtant, on trouve encore des groupes comme *Perspectives Internationalistes* pour nous décrire la supériorité sans faille des États-Unis : "Bien au contraire, la violence et la destructivité qui font partie intégrante du fonctionnement du capitalisme décadent, ne font qu'accroître les rivalités inter-impérialistes" ! On aimerait connaître lesquelles quand on sait que l'Europe n'a plus d'armée et que les Russes vendent leur matériel militaire sur leurs lieux de "conquête" avant même d'avoir conquis quoi que ce soit ! Le fantôme fascinant et menaçant à la fois, pour ce type de groupe, c'est celui de Kautsky et sa théorie du "super-impérialisme". Fascinant parce que collant tellement à l'anti-américanisme de base, mais menaçant car conduisant tout droit à reconnaître qu'il y

---

<sup>29</sup> Cf. notre brochure, *Soubresauts* (septembre 2001) reproduite dans *Violence et globalisation* (op. cit.), p.204-231.

a là un ferment de stabilisation et même de développement, ce qui ne peut que heurter leur position sur la décadence du capitalisme. Pourtant, les firmes multinationales, comme les États-Unis, n'ont pas la force d'imposer une véritable régulation mondiale du capital sans les autres puissances, étatiques ou non. Les États-Unis, par exemple, refusent d'assumer seuls la fonction protectrice traditionnelle dévolue aux Empires. Ils ne cherchent pas non plus à conquérir<sup>30</sup>, mais seulement à garantir la libre circulation des ressources. Comme les russes en Tchétchénie, les américains en Irak ne sont pas en conquête, ils sont empêtrés !

#### 1.4. Des États sous influence, mais pas sans influence

Le capital n'est pas une question de forme. Il fut d'abord argent-capital qui, en se transformant en marchandises ou en se prêtant, se gonflait en captant les surplus des formes non capitalistes avant même de chercher à asseoir un système proprement capitaliste. C'est ce qui se reproduit aujourd'hui avec la réactivation du travail à domicile et du travail à façon, avec la gigantesque OPA lancée par les firmes de l'agro-business et des nouvelles technologies sur l'agriculture<sup>31</sup>, avec le développement des petites entreprises dans lesquelles plus personne ne sait s'il est encore salarié ou déjà patron (cf. dans le secteur du transport routier, les nouvelles formes de contrats commerciaux remplaçant les contrats de travail).

Parler en termes de libéralisme, de néo-libéralisme ou d'interventionnisme étatique est particulièrement délicat car aujourd'hui toutes ces formes se chevauchent ou s'interpénètrent. Des États peuvent ainsi nationaliser (les nationalisations de 1982 en France), puis privatiser (ex. des Télécoms, les grandes banques de dépôt) sans qu'on puisse dire qu'il s'agit vraiment de politiques différentes. Dans les deux cas, la finalité est de constituer ou reconstituer des quasi-monopoles. Au niveau national on a la

---

<sup>30</sup> Dans *Soubresauts*, op.cit., nous pensons avoir montré que les dernières interventions américaines ne sont pas basées essentiellement sur des intérêts économiques, mais plutôt stratégiques et en termes de puissance et d'équilibre. Que la puissance américaine et l'équilibre mondial soient liés est un autre problème. Il va sans dire que cette analyse est irrecevable pour ceux qui pensent toujours que la Seconde Guerre mondiale et Auschwitz ont des causes économiques !

<sup>31</sup> La différence est que ce n'est plus la terre qu'on achète, mais directement des agriculteurs, comme aux États-Unis.

politique des "champions nationaux" et au niveau mondial, la tendance à l'oligopole mondial. L'État n'a plus besoin de nationaliser, de posséder pour montrer sa puissance, car la puissance ne passe plus essentiellement par l'accumulation de biens, par des immobilisations sources de coûts. La puissance de l'État français est bien supérieure dans la privatisation des Télécoms que dans la nationalisation des Charbonnages de France ! Ce n'est plus de la même puissance dont il s'agit et elle ne s'étend plus sur le même espace. Cela répond à une logique de puissance toute étatique. On peut aussi dire qu'il en va de même en ce qui concerne la privatisation d'EDF-GDF; d'un côté, elle répond à une recommandation libérale de la Communauté européenne et affaiblit le patrimoine de la nation, mais de l'autre elle ouvre des possibilités d'accroissement de la puissance nationale à travers les nouvelles stratégies commerciales de l'État.

L'État retrouve ainsi, à travers la croissance d'un tertiaire international, une politique commerciale stratégique, théorisée par Krugman dans le concept "d'État commercial"<sup>32</sup> rationnel. Dans cette optique, l'État fait financer ce que le pays ne produit pas, par des exportations dont les intrants... sont souvent importés. Tous les pays se prennent pour Gênes, Amsterdam ou Venise à l'époque des cités-États capitalistes!

Aujourd'hui, nombreuses sont les positions qui conduisent à nier toute spécificité au rôle de l'État. Pour certains, tout est néolibéralisme et l'État n'a plus guère de pouvoir. Cette position conduit en général à souhaiter un retour à Keynes du point de vue des politiques économiques et sociales et à vouloir ressusciter un champ politique, à redonner ses lettres de noblesse à la politique par rapport à la gestion<sup>33</sup>, ce qui conduit souvent à se retourner vers l'État pour lui demander d'agir vraiment en État<sup>34</sup>; pour d'autres, tout est économie et l'État n'est qu'un capitaliste parmi d'autres, spécialisé dans la production de services collectifs, un État qui, paradoxalement, retrouverait des marges de manœuvre dans le climat libéral actuel, au moins au niveau de son action en tant que capitaliste particulier. C'est oublier que les objectifs de l'État sont globaux et que pèse sur lui la double contrainte

---

<sup>32</sup> *La mondialisation n'est pas coupable*. La Découverte. 1998.

<sup>33</sup> Cf. l'intérêt suscité par les écrits d'H. Arendt depuis une vingtaine d'années.

<sup>34</sup> C'était la position de Bourdieu et c'est toujours celle du groupe *Raisons d'agir*.



d'assurer la cohésion des rapports sociaux et de favoriser la croissance économique. En tant qu'expression politique du capital global il doit mener les deux opérations de front alors que chaque capital particulier peut être tenté de s'affranchir de la première contrainte, en la reportant sur les autres capitaux particuliers (politique de la recherche à tout prix de la meilleure compétitivité-prix et course aux gains de productivité), soit sur l'État (garant de la solidarité nationale et opérateur du traitement social du chômage) ; enfin certains ne voient plus dans l'État actuel qu'une forme élargie d'un ministère de l'Intérieur développant un apartheid social chargé d'isoler et de gérer les nouvelles classes dangereuses, alors que fondamentalement l'État et le capital intègrent<sup>35</sup>.

"Ce monde est bien notre monde et nous sommes condamnés à penser le monde de l'intérieur. Bien sûr, d'une certaine façon cela a toujours été le cas, au moins pour qui pense le capitalisme comme un rapport social et non comme une chose, mais auparavant la dynamique des contradictions semblait porteuse d'un autre devenir possible, porteuse d'un universel, la communauté humaine, reposant sur le côté prolétarien de la contradiction<sup>36</sup>".

Il y avait ce mouvement dialectique de l'en dedans et de l'en dehors, de la part d'une classe qui est classe pour le capital tout en étant la classe du travail, classe qui est affirmation du travail, mais aussi abolition du travail; classe qui est affirmation de soi, mais aussi la dernière classe et la négation de toutes les classes. Avec la tendance à la société capitalisée, c'est la visibilité des contradictions qui disparaît et c'est même l'idée de contradiction et la dynamique de la dialectique qui est remise en cause. Au niveau des luttes et des actions on le repère dans les références de plus en

---

<sup>35</sup> Là encore, rien n'est univoque. D'un côté il y a l'entassement sur une grande échelle dans les prisons américaines, la tolérance zéro et autres idéologie et pratiques sécuritaires, mais de l'autre il y a tous les efforts de prévention et l'augmentation du nombre de travailleurs sociaux ainsi que des bénévoles de diverses associations. Bien sûr on pourra toujours dire que les travailleurs sociaux sont des supplétifs de la police... mais comme ceux qui disent ça sont souvent eux-mêmes travailleurs sociaux (...libertaires !), la remarque perd un peu de son poids.

<sup>36</sup> Bodo Schulze : "Ce monde est notre monde", *Temps critiques* n°13, hiver 2003, p.38-40.

plus nombreuses à la notion d'alternative plutôt qu'à celle de révolution.

Paradoxalement, le champ d'action de l'État s'est accru dans la mesure où il réalise la synthèse de différentes formes : libérale, chrétienne, sociale-démocrate, fasciste. Chaque forme est intégrée dans autre chose, à partir du moment où une logique étatique de la puissance aboutit à dépasser les clivages politiques originels. La défaite d'une forme politique ne conduit donc pas automatiquement à la disparition de la forme générale comme on a pu le voir, par exemple en France, dans la continuité qui a pu exister au niveau économique entre l'État corporatiste de Vichy et la France planificatrice de la reconstruction. La puissance de l'État s'accroît aussi dans la mesure où il a englobé l'ancienne *société civile*, qu'il pénètre en contrôlant et déterminant tous les aspects de la vie quotidienne de l'individu-démocratique, mais en même temps il semble se dissoudre dans "la société" ou réseaux et associations de toutes sortes s'entremêlent.

Si comme nous venons de le voir, l'État se transforme, retrouve des prérogatives, il résiste aussi à ce qui apparaît parfois comme un abandon de souveraineté. Ainsi, les banques centrales jouent aussi à tromper les marchés au profit des États dont ils dépendent peu ou prou malgré toutes les déclarations d'indépendance. Par exemple, en repoussant à plus tard les critères de convergence pour l'Europe ou en repoussant à jamais la réduction du déficit et de la dette américaine ou enfin en effectuant une gestion fine des taux comme l'a menée Greenspan à la tête de la Fed. US<sup>37</sup>.

### 1.5. La crise de l'État-nation

Le capital n'a pas de forme modèle, mais uniquement des formes historiques. La tendance au capitalisme d'État relevé par de nombreux auteurs dans les années 70<sup>38</sup>, n'a donc été qu'une de ces formes et non pas une tendance définitive. Ce qui l'a pourtant

---

<sup>37</sup> Si les taux longs sont fixés par les marchés financiers et ont tendance à augmenter car le capital est rare, les taux courts restent fixés par les banques centrales. Comme nous l'avons déjà dit, cela signifie que nous sommes encore dans une situation intermédiaire qui n'a pas réglé le rapport monnaie/finance. Mais d'un point de vue pratique cela a peu d'effets car toute politique contra-cyclique de baisse des taux courts est immédiatement interprétée par les agents économiques comme reprise de l'inflation et donc dévalorisation des actifs.

<sup>38</sup> Cf. H.Lefebvre et son concept de "mode de production étatique".

fait prendre comme telle, c'est le développement particulier des années 1930 à 1970 qui ont vu croître l'intervention publique dans les domaines économique et social, à l'intérieur du cadre de l'État-nation. L'approfondissement de la domination réelle du capital s'est faite à partir de politiques keynésiennes affirmant une franche hétérodoxie par rapports aux canons classiques de l'économie politique : critique de toute théorie de la valeur, de la conception ricardienne et marxienne du salaire et extension du champ de la valorisation par le développement de la "société de consommation" (mode de régulation fordiste) ; développement extraordinaire des forces productives par la création "d'externalités positives" impulsées le plus souvent par l'État à travers la recherche, militaire ou civile, la formation des ressources humaines, etc.

Cette intervention de l'État n'amène pas un capitalisme d'État car depuis la restructuration entamée dans les années 80, l'action de l'État se redéploie en dehors de formes institutionnelles. L'État est partout où de l'argent public est dépensé, investi. Ses actions ne visent plus un service public représentant un intérêt général, mais répondent à des problèmes et des populations ciblées comme le montrent les réformes de l'Éducation Nationale (ZEP, quotas, discrimination positive). Le redéploiement en réseau permet de brouiller les frontières du privé et du public<sup>39</sup>, rend progressivement caduques les anciennes polémiques entre protectionnisme et libre-échange<sup>40</sup>, et réalise une homogénéisation des structures (États, FMN, organisations internationales) qui sont à l'avant-garde de la globalisation.

Cette tendance conduit à un grand déséquilibre entre d'un côté des politiques de croissance économique qui de nationales (politiques protectionnistes, puis politiques de "champions nationaux") deviennent de plus en plus internationales (délocalisations, investissements directs à l'étranger, ouverture des frontières, interpénétration de plus en plus grande des économies des capitaux dominants) et ne sont donc plus vraiment planifiées

---

<sup>39</sup> Pour de plus amples développements, on pourra se reporter au n°13 de *Temps critiques* qui est largement consacré à la nature actuelle de l'État.

<sup>40</sup> Si à l'origine le circuit keynésien est un cadre d'analyse national à vocation isolationniste (EU) ou autarcique (Allemagne nazie), son adoption partout à partir de 1945, permet son ouverture libre-échangiste jusqu'au début des années 70.

par des États qui se mettent simplement à les accompagner<sup>41</sup> ; et de l'autre côté une reproduction des rapports sociaux qui continue à s'effectuer au niveau des États. L'État se transforme donc dans cette nouvelle configuration et semble épouser la forme réseau d'un côté, celle qui colle le mieux aux transformations du capital et de l'autre il se raidit dans des formes régaliennes répressives comme dans les pays anglo-saxons, ou républicaines en France<sup>42</sup> où il essaie de conserver son caractère d'État-nation.

Dans cette tendance à la forme réseau, l'État devient plus une infrastructure du système d'ensemble, qu'une superstructure comme Marx le décrivait à l'origine, mais c'est au détriment de sa forme nation. En effet, sa forme réseau manifeste la nécessité de la médiation étatique, non pas dans l'accumulation du capital<sup>43</sup> puisque cela fait maintenant plus de 20 ans que l'action de l'État est au désengagement et à la privatisation, mais dans les facilités qu'elle accorde aux circuits financiers qui ne connaissent pas de frontières. Les fonds de pension anglo-saxons ont ainsi pénétré la plupart des grandes sociétés françaises par actions alors qu'en tant qu'État-nation, il n'a toujours pas laissé se constituer des fonds de pension à la française. D'une manière générale, on peut dire que plus la dynamique du capital est faible plus elle a besoin de l'intervention de l'État et c'est un peu une constante du capitalisme français, même si le poids de l'État correspond aussi à une histoire politique particulière.

Dans sa résistance régalienne, l'État-nation résiste sous des formes politiques de plus en plus présidentielistes, l'élection de Sarkozy en France nous en fournit le dernier exemple, ce qui renforce le pouvoir de réglementation administratif au détriment du pouvoir législatif. L'administration ne peut plus alors s'abriter derrière sa mission de service public et sa légendaire neutralité par rapport au pouvoir politique. Elle est directement impliquée dans la politique gouvernementale à travers des commissions de

---

<sup>41</sup> Y compris avec des plans de sauvetage pour les "canards boiteux" (exemple du plan sidérurgie de 1979).

<sup>42</sup> Certains groupes libertaires l'accusent par exemple de se transformer en super ministère de l'Intérieur, mais c'est que la contradiction entre production et reproduction est immédiatement politique. Comme il ne semble plus y avoir d'ennemi identifiable, tout conflit devient potentiellement criminel ou terroriste.

<sup>43</sup> Vision traditionnelle des marxistes officiels du PCF avec leur thèse sur le "capitalisme monopoliste d'État".

"sages" et elle participe directement au contrôle social comme le montrent les exemples des reconductions aux frontières des sans papiers, projet de mise en place d'une prévention de la délinquance qui confond médecine préventive et médecine prédictive, les réformes de l'ANPE, les mesures de retour à l'emploi et enfin les réformes de la Justice. Cet aspect régalien ne doit pas être réduit à un pur aspect policier et répressif dans la mesure où l'action de l'Etat se situe toujours dans la perspective de la reproduction des rapports sociaux. L'exemple de l'aide aux associations est éclairante de ce point de vue. L'Etat avait supprimé une aide aux associations un an avant la révolte des banlieues et elle a été contrainte à la rétablir après cette même révolte.

Dans ce passage, je suis donc parti de l'idée que le capital n'a pas de forme modèle et j'ai essayé de montrer que la tendance au capitalisme d'Etat n'était qu'une forme historique. Il en est de même du néo-libéralisme qui n'est pas la forme enfin retrouvée du vrai capitalisme sauvage et inhumain qu'il suffirait d'humaniser. C'est un minimum à préciser, mais il faut aller plus loin pour éviter un contre sens possible qui serait de croire que ce néo-libéralisme n'est que le moyen du processus de totalisation du capital. Il est bien cela, mais il est aussi mouvement contradictoire de réaction contre la dimension abstraite de cette totalisation. Dans ses attaques contre l'Etat-providence, il cherche souvent à remettre en avant les valeurs originelles de "l'utopie capital"<sup>44</sup>. C'est particulièrement sensible parmi le courant libertarien. On obtient ainsi un panachage entre formes néo-modernes et formes conservatrices dans lequel se tissent des alliances pourtant hautement improbables qui contribuent à brouiller encore plus les positions politiques. C'est la marque des périodes charnières annonçant de grands bouleversements.

Malgré des énoncés idéologiques qui se veulent particulièrement intransigeants, néo-libéraux et néo-keynésiens ont parfois bien du mal à se distinguer. Il faut d'autant plus être prudent que des positions ou mesures soi-disant libérales conduisent à des effets keynésiens : ainsi dans le discours économique néo-libéral, la demande est considérée comme une donnée (toyotisme), à laquelle il faut répondre (inversion du sens de la chaîne fordiste). Dans un raisonnement, en temps réel, le salaire ne peut plus alors être considéré que comme un coût et non

---

<sup>44</sup> Pour reprendre l'expression de G.Cesarano dans *Critica dell'utopia capitale*. Vol III, p.1-215. Centro d'iniziativa Luca Rossi. 1972.

plus comme un revenu futur. C'est en principe le raisonnement keynésien qui s'écroule. Or, si ce processus produit bien des effets libéraux (stock-options et participation aux bénéfiques et donc accroissement des inégalités), il produit aussi des effets keynésiens par l'augmentation de la part de crédits destinée à la consommation, puisque cet argent ne peut plus être avancé par les entreprises sur la base de la demande anticipée. Ce crédit joue alors le rôle de l'État providence du mode de régulation précédent dans la mesure où il permet de réaliser la demande effective, c'est-à-dire monétaire. Les banques participent donc à ce nouvel équilibre en rendant toujours plus fluides les paiements. Mais les travailleurs y participent aussi à travers leur plus grande dépendance par rapport aux banques et à l'Etat<sup>45</sup>. Plus on est pauvre (en tant que travailleur) plus on est dépendant (et non exclu !) et plus on est entraîné vers une spirale travailleuse plus que consommatrice qui se repère dans la course aux heures supplémentaires, une diminution des jours de grèves et des petits congés maladies (non remboursés), une "préférence" pour l'augmentation des salaires par rapport à la RTT et enfin, une "droitisation" des positions politiques.

Paradoxalement, beaucoup de gauchistes et la plupart des libertaires s'engouffrent dans cette impasse qui fait prendre pour argent comptant le discours ultra-libéral du capital qu'ils transposent ensuite dans leur opposition basique à l'Etat conçu toujours comme l'État purement répressif de la domination formelle du capital. L'État est alors pensé comme tout puissant alors que son raidissement est plutôt la preuve de sa faiblesse comme on a pu le voir dans le cadre de la situation italienne pendant les "années de plomb" et aussi depuis les élections de 2002 en France<sup>46</sup>. Il se produit une véritable fixation sur lui et contre lui par mise à distance. Le rapport à l'État n'est plus vu que comme contrainte et non pas comme médiation de rapports

---

<sup>45</sup> Cf. les différentes lois contre le surendettement.

<sup>46</sup> Les dernières manifestations anti-Sarkozy après les élections de mai 2007, au-delà de la saine révolte spontanée qu'elles dénotent, mobilisent les militants libertaires contre ce qu'ils perçoivent comme la fascisation du régime. Ils rejouent les maos de la gauche prolétarienne et montrent aussi qu'ils sont le dernier avatar du gauchisme.

sociaux<sup>47</sup>. La société capitalisée tend à réaliser l'oubli du capital à travers les fétiches que sont l'État, l'argent, la marchandise.

Comprendre le capital n'implique pas de chercher sa forme pure. Ce n'est pas une question de forme, sinon on est obligé de bâtir une théorie adéquate à chaque forme, comme certains l'ont fait autour du capital industriel ou autour du capital-marchandise. Il fut d'abord argent-capital qui, en se transformant en marchandises ou en se prêtant, se gonflait en captant les surplus des formes non capitalistes. C'est ce qui se reproduit aujourd'hui avec la réactivation du travail à domicile et du travail à façon, avec la gigantesque OPA lancée par les firmes de l'agro-business et des nouvelles technologies sur l'agriculture (à la différence que ce n'est plus la terre qu'on achète, mais directement des agriculteurs, comme aux États-Unis), avec le développement des petites entreprises dans lesquelles plus personne ne sait s'il est encore salarié ou déjà patron car de nouveaux contrats de type commerciaux<sup>48</sup> viennent remplacer les anciens contrats de travail.

#### 1.6. Valeur, rente et création de valeur

La libéralisation financière (dérégulation, déspecialisation et désintermédiation) s'accompagne d'une valorisation à connotation rentière qui s'intègre assez bien avec notre hypothèse d'un *système de reproduction capitaliste*. On peut relever cela à plusieurs niveaux :

- L'État le plus puissant n'est pas celui qui possède les plus grosses réserves "réelles" car matérialisables, mais celui qui achète le plus sur la base de ses richesses supposées et sa capacité à en créer de nouvelles. Puissance et richesse ne coïncident pas automatiquement avec la production de valeur, ni au sens marxiste qui néglige la puissance et intronise la valeur comme sujet de la production, ni au sens économique classique qui confond valeur et richesse et va donc prendre toute augmentation de valeur comme

---

<sup>47</sup> L'anarchiste de 1900 était effectivement extérieur à l'État et il pouvait donc le définir comme l'ennemi. Il n'en est plus de même aujourd'hui où nombre d'anarchistes sont salariés de l'État, sont affiliés à la Sécurité Sociale, etc. L'État, c'est aussi nous!

<sup>48</sup> Même à l'intérieur du salariat, les contrats se transforment et des salariés se retrouvent dans des situations de commerçants ou de professions libérales. C'est le cas pour un nombre toujours plus important de conseillers financiers dans les banques et assurances.

augmentation de richesse<sup>49</sup>. C'est sur cette base que s'entretient la mystique du PIB, mystique dénoncée par Baudrillard dans son ouvrage de 1969, *La société de consommation*. Si la valeur correspondait à un coût de production comme le croyaient les économistes de l'école classique anglaise et Marx lui-même (le coût du travail), alors il devrait y avoir constamment dévalorisation et ce devrait même être un but (l'abondance). Le discours et les pratiques actuelles cherchent au contraire à créer toujours plus de valeur (et de rareté).

- le captage de la richesse par les États (Fourquet<sup>50</sup>) peut très bien se dérouler à l'intérieur d'un jeu à somme nulle. La théorie des coûts de transaction, coûts qu'il s'agit d'abaisser, légitime la mise en réseau opérée par les firmes multinationales et un véritable système de captation des savoirs à l'échelle internationale. La compétitivité ne dépend donc pas que du prix (théorie de la firme et du marché en concurrence parfaite qui n'existe pas) ou que du produit (théorie de la compétitivité hors-prix dite aussi compétitivité-qualité), mais de ce qui est créé ou capté.

- La rente est toujours liée à la politique comme le montre en France la stratégie de l'État à travers des groupes aussi différents qu'EDF et la Compagnie Générale des Eaux.

- La croissance des réseaux mafieux en Russie, en Asie et en Amérique du Sud participe de gigantesques transferts plutôt que d'une nouvelle forme d'accumulation primitive.

- Au niveau interne on assiste à des stratégies de transfert des richesses plutôt que de création<sup>51</sup>.

---

<sup>49</sup> L'économiste américain Porter (*Choix stratégiques et concurrence*, Economica, 1982) critique à ce sujet la notion clé de valeur ajoutée dans la mesure où de nombreuses entreprises augmentent leurs coûts afin d'augmenter "la valeur" de leurs produits et donc leurs prix. Cela n'est évidemment possible qu'en situation monopolistique ou oligopolistique, cette dernière correspondant justement à la situation la plus courante pour les grandes entreprises. Cette pratique existait aussi, mais sous une autre forme, plus adaptée à la théorie de la valeur-travail, dans les ex pays socialistes (ce n'était pas les prix qui étaient gonflés, mais les quantités).

<sup>50</sup> Cf. F. Fourquet, *Richesse et puissance*. La Découverte, 1982, rééd. 2002.

<sup>51</sup> Cf. Chesnais et l'exemple du rachat d'entreprises par des fonds de pension. *Le Monde* du 01/09/98.



- La croissance mondiale est tirée par une croissance américaine basée sur l'actionnariat des couches aisées, ce qu'on peut analyser comme une dépense de rente. Les fonds de pension remplissent aussi cette fonction à côté de la fonction proprement assurantielle.

Les frontières entre rente et profit sont d'ailleurs de plus en plus floues. Si l'investissement direct à l'étranger (IDE) comporte toujours un apport en capital-argent et qu'on peut donc supposer que le profit rémunère le capital avancé, les nouvelles formes d'investissement (NFI) comportent majoritairement des actifs immatériels : savoirs-faire, licences, contrats d'assistance qui ont un caractère rentier par utilisation d'une position dominante dans l'échange.

- Robert Reich<sup>52</sup> cite le fait que chez IBM (400000 salariés dont 20000 ouvriers), le coût de production d'un ordinateur ne représente que 10% de son prix ! L'incidence est triple : premièrement, les profits et salaires ne représentent plus qu'une partie extrêmement réduite (5,3% pour les profits, chiffres américains de la fin des années 80) de la richesse créée en terme comptable au moins (PIB) ; deuxièmement, les actionnaires tant décriés par les critiques de la financiarisation de l'économie et les idéologues du travail ne touchent un revenu (dividende) que sur cette petite part ; troisièmement, "la valeur" est en grande partie ailleurs et son captage est effectué par les hommes de l'ombre : les identificateurs et résolveurs de problèmes, les courtiers-stratèges, les décideurs, les manipulateurs de symboles.

Il faut revenir sur la question de la "création de valeur". Ce n'est sûrement pas un hasard si création se substitue aujourd'hui à production de valeur. C'est parce que la valeur n'est pas une substance — contrairement à ce que pensait Marx — qu'elle épouse d'autant mieux les flux financiers pour mesurer ce qui est présenté comme les nouvelles sources de richesse. Le critère de rentabilité essentiel n'est en effet plus un critère de rentabilité entrepreneuriale, mais un critère de rentabilité sur l'ensemble des fonds propres de l'entreprise, c'est-à-dire la totalité de l'argent investi dans l'entreprise. De là à en déduire qu'il y a prédominance d'un caractère rentier et domination des actionnaires sur les managers, il n'y a qu'un pas que la "pensée

---

<sup>52</sup> *L'économie mondialisée*. Dunod. 1993.

unique de gauche" franchit allègrement<sup>53</sup>. Elle défend l'action progressiste de l'entreprise et l'activité humaine comme productrices de valeur, activités nobles et utiles par rapport à ce qui ne serait qu'activité parasitaire dans la captation de la valeur. J.P. Fitoussi par exemple, assimile valeur et richesse ce qui l'amène à négliger la question du profit et celle de capital, qu'il ne voit plus que sous les traits du capital financier ("l'argent"), à négliger aussi les transformations du processus de valorisation et le déclin du travail vivant au sein de ce processus<sup>54</sup>.

L'opposition faite par Fitoussi entre actionnaires et managers peut aussi être fortement nuancée car si le nombre des actions croît sans cesse, la pratique aujourd'hui la plus courante est celle qui voit les entreprises racheter leurs propres actions<sup>55</sup>, limitant ainsi la part des actionnaires extérieurs. Toutefois cela n'enlève rien à la réalité des fonds de pension.

Plus fondamentalement, l'erreur serait de croire qu'on en a fini avec un capitalisme d'organisation que Galbraith d'un côté, avec sa notion de technostructure et Chandler de l'autre avec sa notion de "main visible du management"<sup>56</sup> ont décrit dès les années 60. Le marché et les actionnaires auraient fait place nette et donné

---

<sup>53</sup> Cf. l'article de J.P. Fitoussi : *La valeur et l'argent* dans *Le Monde* du 05/06/1999. Pourtant, L'analyse en terme de déconnexion semble avoir pris un peu de plomb dans l'aile depuis que les grandes FMN comme Coca Cola, Unilever, Procter et Gamble et British Airways constatant la faiblesse de leurs cours ont effectué des compressions d'effectifs. Cela s'oppose à l'idée devenue quasi dominante — au moins à gauche et depuis le best seller de Forrester — selon laquelle ce serait la compression d'effectifs qui créerait de la valeur !

<sup>54</sup> D'autres, plus au fait du processus de valorisation en dehors du travail, ne reculent devant aucune vision révolutionnaire et proposent d'associer les licenciés économiques aux gains boursiers de leur entreprise!

<sup>55</sup> C'est une procédure technique qui réduit le montant du capital et augmente mécaniquement le ratio de "création de valeur". C'est un tour de passe-passe qui doit être distingué d'une simple opération marketing sur le titre et qui vise le même effet, comme on a pu le voir dans la bataille entre la BNP et la SG. La valeur prend ici un sens symbolique que l'on retrouve dans l'idée d'entreprises virtuelles. Confondant tout, A. Toffler parle, dans *Les nouveaux pouvoirs*. Poche. 1997, de "capital super-symbolique".

<sup>56</sup> On peut y voir une ironie critique sur la notion de "main invisible" de Smith.

naissance à ce capitalisme patrimonial qui semble tant faire plaisir aux médias. C'est rester à la surface des choses que de penser cela. C'est au contraire parce que la propriété capitaliste, sous la forme de l'actionnariat généralisé produit une séparation nette avec la fonction d'entrepreneur et avec l'entreprise comme organisation, qu'elle se retrouve incapable de contrôler un processus technologique qui lui échappe en partie. Le seul contrôle qui lui reste est alors le contrôle financier. Celui-ci peut être contraignant si des masses de capitaux flottants cherchent à se placer au plus offrant, mais cela n'est pas le moteur du processus et de la dynamique du capital.

Cette démonstration, valable pour les grandes entreprises, l'est aussi pour un grand nombre de petites entreprises organisées en réseau de sous-traitance et formant des écheveaux complexes. Elle l'est aussi pour un autre type de petites entreprises, à caractère patrimonial il est vrai, mais où la propriété est à nouveau confondue avec la direction des entreprises, sur l'ancien modèle de la production artisanale et familiale, mais organisée de façon moderne, à la Benetton, dans des villages-usines reliés entre eux.

### **1.7. Fictivisation du capital et organisation de la société capitalisée selon trois niveaux**

Dans un texte<sup>57</sup> de 2003, Loren Goldner s'affranchit de la théorie de la valeur-travail en faisant ressortir que les éléments essentiels du livre III du *Capital* de Marx ont rarement été pris en compte; or la notion de capital fictif n'apparaîtrait qu'avec ce livre III<sup>58</sup>. Goldner critique les marxistes qui se focalisent sur ce qu'il

---

<sup>57</sup> Loren Goldner, *Du capital fictif*, 2003. Consultable sur le site <http://home.earthlink.net/~lrgoldner/>

<sup>58</sup> Pour être juste, la notion de capital fictif apparaît déjà dans les *Grundrisse* : "La tendance nécessaire du capital est : circulation sans temps de circulation ; cette tendance est la détermination fondamentale du crédit et des inventions de crédit du capital. D'un autre côté, le crédit est donc aussi la forme sous laquelle le capital cherche à se poser différent des capitaux particuliers ou que le capital particulier cherche à se poser en tant que capital à la différence de ses limites quantitatives. (...) Le plus grand résultat que le crédit apporte dans cette voie c'est le capital fictif ; en outre le crédit apparaît en tant que nouvel élément de concentration, de destruction de capitaux en des capitaux particuliers centralisés. D'un certain côté, le temps de circulation de l'argent est objectivé (...) L'antagonisme du temps de travail et du temps de

nomme le "système clos" des livres I et II du Capital, c'est-à-dire le procès de production immédiat dans lequel "ne figurent que des capitalistes et des prolétaires". Selon lui, le capital fictif puise sa valeur dans le pillage des formes de la reproduction non payées par le capital : petits producteurs des périphéries, épuisement de la nature, exploitation d'une force de travail exemptée des charges sociales de sa reproduction, etc. Il résume son propos dans une formulation qui demande à être explicitée : "Le capital fictif est l'écart entre le prix global et la valeur globale à une échelle mondiale". Explicitation nécessaire, car au niveau de la globalisation, on ne voit pas où se trouve cet écart. Il y aurait là plutôt identité entre prix et valeur si on conçoit le prix comme représentation de la valeur en dehors de la valeur d'usage.

En parallèle avec le développement de Goldner, mais plutôt sur un modèle braudélien, nous pourrions distinguer une articulation du processus de totalisation du capital, en trois niveaux :

-le niveau 1 ou niveau supérieur dans la mesure où il contrôle et oriente l'ensemble. Il comprend les Etats dominants, les banques centrales, les institutions financières, les trusts et les sphères informationnelles. On peut donc dire que ce niveau 1 est celui de la représentation. C'est le niveau de la puissance et du captage de la richesse ; c'est aussi le point de départ du capital fictif et le lieu de son contrôle (politiques de crédit facile ou restrictive et lutte contre l'inflation). Les très grandes entreprises qui en font partie échappent presque totalement aux lois strictes du marché et fonctionnent en tant qu'organisations et groupes affairistes en situation de marchés oligopolistiques<sup>59</sup>. Ce type de société-entreprise n'a guère besoin d'actifs, mais plutôt d'un solide capital-confiance qui lui permette d'attirer les capitaux flottants et autres fonds de pension en recherche de placements intéressants. Les

---

circulation contient toute la théorie du crédit, dans la mesure où l'histoire de la circulation intervient" (*Fondements*, tome II Anthropos, p.171-172). A.Negri, souvent traité en chien crevé du marxisme pour toutes sortes de raisons, s'est penché de façon très intéressante sur cette question dans son ouvrage, *Marx au-delà de Marx*. Bourgois, 1978.

<sup>59</sup> C'est-à-dire sur un marché où quelques entreprises dominantes imposent leurs conditions à une multitude potentielle d'acheteurs. Grâce à leur position dominante, elles captent la valeur produite par les entreprises de sous-traitance, par des ententes mutuelles illicites et des rentes.

gains enregistrés représentent bien du capital fictif, mais ils sont souvent recyclés par l'intermédiaire des banques de façon à dynamiser l'ensemble.

-le niveau 2 ou niveau intermédiaire qui est celui que Goldner appelle "le système clos" dans lequel on a la dépendance réciproque entre le pôle travail et le pôle capital du rapport social capitaliste. Ce niveau est aujourd'hui celui des innombrables petites et moyennes entreprises, travaillant souvent en sous-traitance ou en réseau avec de plus grandes et qui subissent de plein fouet les exigences d'une économie de marché mondialisée sur le mode sauvage. L'usine-entreprise, siège du procès de production est un lieu qui, maintenant, freine le mouvement du capital et pour surmonter cette fixation, il faut qu'elle perde ce caractère qui reposait sur l'entrepreneur, la propriété, les salariés. C'est ce qu'atteignent les entreprises du niveau 1, celles qui forment "l'oligopole mondial". C'est aussi ce vers quoi tendent les nouvelles entreprises de la "net-économie". Sur la base d'un capital fixe proche de zéro, il leur suffit d'une avance de capital pour faire démarrer l'affaire.

Goldner perçoit bien le processus de totalisation du capital et ce que *Temps critiques* a désigné comme "l'inessentialisation de la force de travail" dans la capitalisation des activités humaines. Il souligne la nécessité pour le capital "de se mélanger au travail vivant pour se développer (...) et sa tendance simultanée à chasser la force de travail vivante du processus de production". En extrapolant ce processus que *Temps critiques* a nommé "la valeur sans le travail", Goldner énonce une sorte de "parachèvement du capital" (Guigou<sup>60</sup>, 1996) qu'il décrit ainsi : "A un certain point, l'obstacle à l'expansion du capital devient le capital lui-même". Il ne semble toutefois pas franchir le pas qui le conduirait à adopter la notion camattienne de "mort potentielle du capital". Il ne peut le faire car cela viendrait anéantir son modèle du capital fictif comme pillage des espaces de non reproduction globale du système réalisé grâce aux titres de propriété.

-Le niveau 3 ou inférieur car il subit les conditions des deux autres niveaux, est donc celui du pillage des richesses produites par les petits producteurs des pays dominés et du pillage des ressources naturelles. Ce pillage ne serait pas payé et le "profit"

---

<sup>60</sup> Cf. J.Guigou, "Trois couplets sur le parachèvement du capital", *Temps critiques* n°9, 1996, p.43-59. Réédité dans Guigou et Wajnsztein (dir.), *La valeur sans le travail*. L'Harmattan, 1999, p.261-276.

qui en serait tiré masquerait le fait d'un coût de reproduction non payé bien supérieur à long terme. Goldner rejoint ici, sans le dire, les critiques réformistes de l'économie en terme "d'externalités négatives" et de l'écologie en termes de "développement durable", mais en utilisant, dans leur acception marxiste, les notions de valeur et de propriété. En effet, pour lui, le capitalisme contemporain n'aurait pas encore sombré dans "la dégringolade déflationniste" car "la combinaison de la valeur excédentaire et du pillage soutient les titres papier qu'il invente". La base matérielle du capital fictif serait donc elle-même une fiction, celle d'un titre de propriété (foncière et industrielle) qui n'a plus de valeur équivalente réalisable, mais qui permet, "grâce au système de crédit, au capital fixe d'entreprises endettées de passer dans la circulation générale, comme une bulle de promesses en l'air". Selon Goldner, les titres de propriété tireraient encore leur puissance de leur origine proto capitaliste (du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle) lorsqu'ils représentaient une "autorisation de pillage" de la paysannerie soutenue par l'État royal et son armée.

Ce que Marx a décrit comme la fonciarisation du capital et en a fait un opérateur majeur de sortie de la féodalité peut-il aujourd'hui être encore actif ? Certainement pas. La propriété foncière, puis la propriété industrielle ont été successivement vidées de leur capacité de valorisation ; la première dans la période de domination formelle du capital (épuisement de la domination de la classe des propriétaires), la seconde dans la période de domination réelle (englobement de la classe du travail). Avec l'épuisement de la dialectique des classes, le capital s'est affranchi de la nécessité dans laquelle il était de se référer à un titre de propriété. C'est d'ailleurs ce processus d'abstraction du capital qui a permis à Marx de parler de capital fictif. Certes, Marx conserve l'implication foncière de la valorisation<sup>61</sup>, mais ce n'est plus le cas pour les théories du capital fictif élaborées à partir de la crise de la valeur-travail après 1968 ; celle de la revue *Invariance* notamment.

---

<sup>61</sup> Attention, la critique de la propriété, telle qu'elle s'énonce ici, ne concerne que la propriété dans le secteur 3 (la propriété foncière) et dans le secteur 2 (la propriété sur le capital fixe de l'entreprise), mais non celle du secteur 1 dans la mesure où les titres qui circulent sont quasi-virtuels car à ce niveau, la fictivisation du capital joue à plein.

Mais revenons à l'articulation par niveaux. Goldner reconnaît qu'il y a réactivation de formes proto-capitalistes, mais il est peu pertinent de les nommer dans ces termes car elles sont aujourd'hui des formes modernes dans le cadre de leur articulation au sein du procès de totalisation du capital. Goldner rappelle bien que l'État, les banques, le crédit ont pré-existé à la valorisation par le travail productif dans le "système clos" qui justement ne l'est plus dans la nouvelle articulation. Le niveau 2 est complètement pénétré par le niveau 1 et agit aussi en rapport avec le niveau 3 puisqu'il participe éventuellement au pillage, même si c'est de façon subordonnée.

Résumons-nous : dans le niveau 1, le capital domine la valeur dans la mesure où il s'autonomise de sa forme valeur pour revêtir n'importe quelle forme, y compris celle du capital fictif ; Dans le niveau 2, il y a tendance à l'autonomisation de la valeur, ce qu'un fin marxiste comme P.Mattick Junior reconnaît dans son commentaire des mini krach boursiers de 1987 et 1989 : "Si on en est là, c'est tout simplement parce que l'économie capitaliste n'est plus en expansion en tant qu'économie capitaliste"<sup>62</sup>. C'est reconnaître que l'accumulation se fait en partie en dehors de la sphère productive et qu'elle correspond donc à une accumulation de valeur fictive. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il y a "échappement" de la valeur puisque ce processus reste sous le contrôle du niveau 1<sup>63</sup>. C'est ce que Goldner dit quand il lie augmentation du capital fixe et dévalorisation du capital fixe dans le "système clos", mais le problème reste qu'il l'envisage toujours dans les termes de la loi de la valeur, ce qui nous semble faire preuve d'incohérence..

On peut essayer de resituer cette modélisation théorique au sein du mouvement historique. Chez Marx, le capital fictif concerne surtout le développement du capital par actions, les traites etc... autant de catégories qui ressortent plutôt du capital financier. Cette conception ne conduit donc pas encore à une transformation même du concept de capital quand la valeur n'est plus qu'une simple représentation. Pour Marx le capital fictif n'est encore qu'une variable extérieure (dans le *Capital*, elle n'apparaît qu'au livre III comme le signale Goldner) et à son époque le système de crédit ne peut vraiment être appelé capital fictif car il repose

---

<sup>62</sup> Cf. *Cahiers du doute* n°3 de juin 1989.

<sup>63</sup> Sur cette question on peut aussi se reporter au n°6-7 de *Temps critiques* (p.53).

premièrement, les chiffres statistiques des flux de main d'œuvre sont privilégiés par rapport à ceux des stocks (pour parler comme les économistes), pourtant ces derniers sont nettement plus nombreux en valeur absolue. Sous prétexte que les flux seraient aujourd'hui majoritairement précarisées, il en découlerait que ce mouvement est irréductible et donc qu'à terme, c'est toute la force de travail qui se retrouverait dans cette situation, indiquant par là une nouvelle régulation des rapports de travail et une nouvelle unification des statuts au plus bas niveau; deuxièmement cela conduit à associer absolument flexibilité et précarité comme s'il s'agissait d'une évolution unilatérale des statuts alors que les pratiques d'absentéisme et de *turn over* dans les années 60-70 comme le recours des jeunes au travail intérimaire et plus généralement à l'intermittence du travail aujourd'hui prouvent que ces formes représentent aussi une résistance au travail salarié. Certains aspects du mouvement des intermittents du spectacle vont dans ce sens, même s'il ne faut pas le mythifier et en faire le modèle de conquête d'une nouvelle autonomie, celle du salarié du cognitariat<sup>76</sup> qui succéderait à celles de l'ouvrier-masse puis de l'ouvrier social; enfin, troisièmement, à masquer la division objective qui sépare les salariés, mêmes précaires, des chômeurs et particulièrement des chômeurs de longue durée et des laissés pour compte du salariat.

Cette unilatéralité dans la prévision s'accompagne d'une vision de l'État comme pure émanation du grand capital, simple superstructure dépendant de l'infrastructure économique, vision qui est justement une des bases de la faillite théorique et pratique des partis communistes et de leur aile gauche trotskiste. L'État est alors assimilé au MEDEF alors que, s'il est bien un représentant du capital global, il est aussi l'expression des rapports sociaux du moment et l'agent de leur reproduction. Sa marge d'autonomie n'est donc pas négligeable, même si comme on le voit aujourd'hui elle est très fluctuante et plutôt réduite par rapport à la période antérieure. Le MEDEF n'est d'ailleurs pas le représentant de tout le patronat. Par sa direction actuelle (Depuis Seillères et l'influence de personnalités comme F.Ewald)) il est le représentant d'une partie du patronat et justement pas de celui qui a toujours été

---

<sup>76</sup> Ce point a été particulièrement développé par le courant néo-opéraïste autour de Lazzarato et Negri, dans la revue *Futur antérieur*. Nous avons énoncé sa critique dans "Sur deux méprises à propos des intermittents". *Temps critiques*, n°14, p.70-71.



associé au "Grand Capital". En effet, les syndicats patronaux de la métallurgie et de l'industrie lourde sont opposés aux positions actuellement dominantes dans le MEDEF et à l'idée de refondation sociale. De même pour les PME/PMI qui sont pourtant les plus grosses consommatrices de main d'œuvre précaire et dont beaucoup souhaiteraient au contraire fixer une main d'œuvre qui les fuit sans cesse! Ce sont leurs récriminations sur la difficulté à embaucher et à garder leurs salariés qui permet de faire passer l'idée qu'il y a bien du travail mais que certaines personnes ne veulent pas travailler !

On retrouve ici notre schéma des 3 niveaux. La direction du MEDEF est le représentant du niveau 1 et ne représente pratiquement plus les intérêts du capital industriel en tant que tel. Il ne les défend que dans la mesure où ils s'inscrivent dans les objectifs de la gouvernance générale fixés au niveau 1, c'est-à-dire dans la tendance à l'oligopole et à une direction financière de l'économie. Tout doit être fluide, de la monnaie jusqu'à la force de travail puisque la production par le travail vivant n'est plus considérée que comme une prémisse du procès d'ensemble. De la même façon qu'on parlait avant des "faux frais" de la production, on ne tardera pas non plus à parler de cette production par le travail vivant que comme d'une anecdote.

L'offensive du MEDEF cherche à créer "une refondation sociale", c'est-à-dire un nouveau mode (post-fordiste) de régulation des rapports capital/travail. Elle n'a donc pas pour objectif central l'accroissement des profits en tant que tel. Et c'est bien cette dimension-là qui peut lui faire chercher des alliances aussi bien avec la CFDT qu'avec la CGPMI ou l'État. La question des intérêts particuliers de telle ou telle fraction du capital... ou du travail est alors très intégrée au souci "d'intérêt général" comme le montrent les convergences de fait entre l'offensive patronale sur les retraites et la Sécurité sociale qui ouvre aux assureurs (comme par hasard à la tête du MEDEF) et autres acteurs financiers de nouveaux horizons et des mesures comme la nouvelle couverture mutuelle (œuvre de la CFDT) ou le projet de Prime Au Retour à l'Emploi (PARE) accepté par ce même syndicat. La CFDT veut à la fois maintenir la centralité du travail (cf. son opposition irréductible au mouvement des chômeurs et à leur auto-organisation) et lutter contre les tendances à la résistance passive vis-à-vis du travail. Ces tendances se font plus visibles quand le nombre de créations d'emploi augmente fortement, que le nombre de chômeurs (de type I dans la classification ANPE) baisse et que

le nombre de *disoccupati* reste stable ou même augmente. La CFDT enregistre aussi la nécessité d'une nouvelle régulation qui soit au plus près des transformations en cours ; elle les comprend mieux que ses concurrents car elle les a souvent initiées sous une forme à l'origine critique (autogestion, revendications dites qualitatives qui l'ont démarqué du syndicalisme traditionnel en 1968 et dans l'immédiat après-68) qui a été retournée dans le mouvement de restructuration des années 80. Ce n'est donc pas un hasard si elle se dépêche aujourd'hui de les accepter, même sous une forme édulcorée et patronalisée ! C'est comme si elle souhaitait une stabilisation la plus rapide possible, afin de pouvoir à nouveau jouer son rôle de syndicat. C'est un peu faute de saisir cela que la plupart des attaques contre la CFDT manquent leur objet. Elle est accusée de trahison alors qu'elle se voit dans la continuité, mais "recentrée", institutionnalisée.

Quant à l'État, ses objectifs sont très globaux : reproduction des rapports sociaux et cohésion sociale d'un côté, assurer les meilleures conditions possibles au développement économique et à la compétitivité des entreprises de l'autre. C'est ce qui différencie le représentant du capital global de chaque capital particulier, fût-il une multinationale. Il doit mener les deux opérations de front alors que pourtant chacune exerce une contrainte sur l'autre. Ce n'est pas le cas de chaque capital particulier qui essaie, depuis les restructurations de ces vingt dernières années, de s'émanciper de la première contrainte, en la renvoyant soit sur les autres capitaux (la recherche de la compétitivité-prix) soit sur l'État (solidarité nationale et traitement social du chômage).

Dans cette lecture, la prime pour l'emploi n'est pas un cadeau fait aux patrons, comme on peut le lire un peu partout sur AC ou dans les journaux d'extrême gauche car il ne faut pas oublier qu'elle remplace d'ailleurs la proposition de suppression de la CSG pour certains ! Elle peut effectivement leur profiter dans le cas où les chômeurs ne seraient plus pris en charge au sein du système assuranciel lié au salariat (cotisations et charges sociales contre prestations), mais par un système de solidarité nationale financé par l'impôt. Toutefois, dans ce cas, elle profiterait aussi aux salariés. De toute façon, dans les deux cas, l'avantage tiré est bien indirect. Le but de cette opération n'est pas là car il s'agit d'une stratégie politique dont le sens n'est pas univoque :

- d'un côté, en s'adressant majoritairement à ceux qui sont dans le circuit du travail, à un degré ou un autre, cette stratégie s'inscrit

dans le refus de l'Etat de cautionner un système d'assistance aux pauvres supposés oisifs. Il faut récompenser le salarié-pauvre bien méritant en lui montrant que d'abord il a tout intérêt à continuer à travailler et qu'ensuite, de toute façon, il n'a pas le choix. .

- d'un autre côté, pourtant, cette stratégie prend acte de la caducité de la valeur-travail et de la théorie de l'exploitation qui en découle, au profit d'une reconnaissance des inégalités nouvelles produites par les restructurations et leur incidence sur les rapports sociaux. Elle ne va pas jusqu'à soulever la question des dominations, mais elle développe la vision d'une nouvelle hiérarchisation des groupes sociaux, qui privilégie la différenciation horizontale (inclus/exclus) par rapport à la différenciation verticale (propriétaires/non propriétaires, dirigeants/exécutants). C'est aussi la manière qu'à la société capitalisée, d'exprimer la fin de la société de classes et sa peur d'une "nouvelle question sociale". Il n'est donc pas étonnant qu'elle y réponde par l'antienne de remettre le travail au centre de la société, mais d'un travail qui ne garderait que sa fonction de discipline ou de compétition et non plus sa fonction productive qui devient accessoire. Les dominants ont bien conscience que tout cela ne peut rentrer dans le cadre strict du salariat. La nouvelle idéologie du travail se détache donc chaque jour un peu plus de la réalité du travail salarié comme elle s'était déjà détachée de la figure du travail productif, pour recouvrir tout type de travail et laisser penser que le travail peut redevenir "libre" dans l'idéal de "monter sa boîte"<sup>77</sup>, dans l'idéal du "gagnant"<sup>78</sup>

A l'époque où la valorisation s'effectuait essentiellement par le travail vivant, la survaleur produite à l'aide de ce dernier était fondamentale et la dimension "sociale" du système de salariat n'était qu'induite. Pour toute une frange de surnuméraires potentiels, aujourd'hui c'est la situation inverse qui prédomine : les "forteresses ouvrières" survivantes (par exemple dans

---

<sup>77</sup> Cet "idéal" est particulièrement développé dans les lycées professionnels qui, malheureusement pour les "révolutionnaires professionnels", ne sont pas peuplés que de "lascars".

<sup>78</sup> Discipline et compétition vont souvent de pair et les entreprises branchées encouragent la surmédication, la performance, la culture du résultat. Cela évite de se poser des questions. Les limites de ce harcèlement au travail commencent à apparaître dans l'augmentation des taux de suicides au travail et dans la banalisation du terme de "souffrance" au travail.

l'automobile) finissent à peine de dégraisser que les nouveaux secteurs (banques, assurances et informatique) licencient déjà à tout va. Pour reproduire les rapports sociaux il faut alors créer des emplois dont, il y a quelques temps encore, il serait venu à personne l'idée de les appeler "travail". Le mouvement ne se fait donc pas tout seul.

La discipline du travail doit s'imposer quand le travail vivant n'a plus de valeur, quand les identités de classe et les identités professionnelles disparaissent et qu'il ne reste plus que la chasse aux revenus et la résistance à l'atomisation sociale.

A l'origine le travail est une activité aux ordres dans des sociétés qui ont perdu leur fonctionnement communautaire. Il prendra différentes formes comme l'esclavage, le servage et enfin celle du travail "libre" dans le salariat. Dans cette dernière forme, le travail a pu et su s'organiser en force antagoniste. A sa puissance réelle de transformation du monde a correspondu une théorie du prolétariat comme classe de l'affirmation du travail à travers la réappropriation de cette puissance à son profit (la lutte des classes). Pour diverses raisons qui ont été développées ailleurs, cette entreprise a échoué. Nous en sommes là et le travail est redevenu aujourd'hui une simple activité aux ordres, en dehors de toute valeur d'usage et donc livrée aux affres de la valeur d'échange. L'une des contradictions présentes est que de ce travail il n'y a rien à attendre du point de vue d'une alternative, alors que concrètement, dans les luttes sur le terrain, il y a toujours l'idée que le travail est utile, que la communauté du travail perdure même si c'est sous la forme affadie des relations de travail, que l'entreprise est viable, etc. On l'a encore vu avec l'incompréhension rencontrée par les ouvriers de Cellatex, de Metaleurop, des biscuits Lu, au cours de leurs luttes<sup>79</sup>, ces dernières années.

Cette discipline passe par de nouvelles règles, dont le PARE nous fournit un exemple. Mais ces règles doivent rester compatibles avec l'idée de bien commun, de cohésion sociale et autres balivernes consensuelles. Il en va du développement de cette nouvelle forme de capitalisme qui donne l'impression de vouloir s'émanciper de toute contrainte, mais qui en même temps ne le peut pas car elle doit continuer à se présenter sous l'apparence de la légitimité qui permet l'adhésion active ou

---

<sup>79</sup> Cf. le n°12 de *Temps critiques* (hiver 2001) et plus particulièrement mon article : "Neo-luddisme et résistances ouvrières", p.16-26.

passive du plus grand nombre à l'idéologie de l'entreprise comme société.

Il faut voir tout cela comme une tentative de "refondation sociale", mais à l'état de projet, sans rien de définitif. C'est la différence avec l'époque des classes. Il n'y a plus de projet au sens fort, c'est-à-dire s'accompagnant d'une certaine *Weltanschauung* (pour la bourgeoisie) ou d'un sens millénariste (pour le prolétariat). Il ne faut donc pas élaborer des fictions sur un grand ordonnateur qui tirerait les ficelles à partir d'un plan pré-établi, comme le font par exemple ceux ou celles qui mettent l'accent sur un projet tout ficelé dans lequel tout s'emboîterait sans contradiction. S'il n'y avait pas de contradictions on se demande bien d'ailleurs où pourrait se situer notre intervention.

Tout cela doit nous amener à être très modeste quant à la vérité et à la portée heuristique de nos analyses. Si on prend par exemple l'analyse de la loi sur les 35 heures, bien malin aujourd'hui qui pourrait en lire les effets à moyen terme. Si on regarde ce qui se passe à La Poste, cela a entraîné la création d'un nombre très important de CDI<sup>80</sup>, mais avec une aggravation des conditions de travail pour certaines catégories (les facteurs et le problème des samedis, flexibilité accrue avec semaine de quatre jours ou quatre jours et demi dans les bureaux...mais avec rigidité accrue dans la prise et la fin de poste !). Où est la lisibilité de tout cela ?

On en arrive à des logiques antédiluviennes, issues du marxisme vulgaire auxquelles puisent d'ailleurs l'essentiel des analyses libertaires ; on aboutit ainsi à des raisonnements où la dialectique masque le mensonge et surtout l'absence de sens critique, du type : si le MEDEF est pour la loi des 35 heures, c'est qu'elle permet encore plus d'exploiter les travailleurs...mais si le MEDEF est contre c'est normal, car c'est que la loi fera baisser la productivité. Mais dans tous les cas on fait comme si on avait raison et c'est ce qui compte. D'autre part l'évolution des conditions du marché (la "reprise") a rendu non pertinente l'idée

---

<sup>80</sup> Bien sûr dans le code particulier de lecture de SUD PTT et de la CNT PTT, cela se traduit par : augmentation de la précarité, toutefois on peut se demander comment des syndicalistes révolutionnaires en arrivent à revendiquer le fonctionnariat comme modèle ! De la même façon, mais de manière plus subreptice, ces syndicats "radicaux" ne voient pas forcément d'un bon œil l'extension de loisirs aliénés. En effet, ceux-ci viendraient renforcer un individualisme qui plombe le recrutement syndical et le militantisme.

qu'une baisse du temps de travail ne pouvait s'accompagner que d'une baisse des salaires. En fait on s'aperçoit qu'elle s'accompagne d'une hausse de la part modulable, ce qui correspond aussi au désir de différenciation d'une partie des salariés ou simplement à "l'obligation" de travailler plus pour gagner plus. On a le même double langage quand on entend dire que les patrons organisent le chômage et en même temps qu'ils ne veulent pas laisser chômer les chômeurs. Ce double langage est possible parce que les individus ou groupes qui l'énoncent ont une force d'intervention très faible et qu'ils n'en sortent même pas discrédités. Si au moins cela correspondait à la conscience que le rapport social capitaliste se définit par sa dynamique et sa capacité à se nourrir de ses contradictions et antinomies ce serait positif, mais si c'est seulement pour pouvoir hurler au loup, c'est profondément démobilisateur.

La question de la discipline du travail et par le travail n'est pas, comme je l'ai dit précédemment, une réponse directe aux pratiques anti-travail. Cette dimension répressive du travail n'était cependant pas absente pendant et immédiatement après la période des années 60-70. Mais la défaite du dernier assaut prolétarien ainsi que le processus d'inessentialisation de la force de travail<sup>81</sup> qui s'est renforcé dans la période ultérieure des restructurations, donnent un autre sens à la crise actuelle du travail. Comme le disait Marx, "le mort saisit le vif", avec une tendance à la domination du travail mort sur le travail vivant et un processus de substitution capital/travail qui n'a pris toute son ampleur que dans le capitalisme moderne. Mais que le travail vivant ne soit plus vraiment au cœur de la production, cela ne signifie pas que le travail en tant que valeur soit mort. En tout cas, dans le doute beaucoup veulent le ranimer. C'est là qu'on retrouve la dimension disciplinaire dans la variété des positions travaillistes, que ce soit celles de Blair et Brown, du PS ou de la CFDT. Aujourd'hui, tout le discours qui prétend remettre le travail au centre de la société vise à discipliner la force de travail potentiellement sans emploi et

---

<sup>81</sup> Il ne s'agit pas de savoir combien il y a de travailleurs productifs, si le nombre baisse ou augmente, en France ou dans le monde, absolument ou relativement, comme il est envisagé dans les discussions entre marxistes, mais de voir que cette force de travail devient périphérique dans la production de valeur, inessentielle donc, seule position qui peut permettre de faire immédiatement le lien, au niveau théorique, entre lutte des salariés et luttes des chômeurs.

celle dont le travail n'est justement qu'un emploi, un *job*. Il vise aussi à une remoralisation des salariés alors que tous les signaux envoyés par la société mettent en lumière non pas le travail mais la prédation ("parachutes dorés" des PDG licenciés, argent facile des *traders*), les "affaires", le dopage, etc. Il n'y a pas jusqu'au "travaillez plus pour gagner plus" qui ne signale, sous la formule morale, un appel à gagner plus par tous les moyens.

## **2. LES LUTTES À L'ÉPOQUE DE LA FIN DE L'IDENTITÉ OUVRIÈRE**

### **2.1. De la crise du travail à la crise de la critique du travail**

A l'autre pôle du rapport social on est aussi passé d'un mouvement de critique du travail à des comportements individuels de refus qui peuvent s'expliquer par le peu d'intérêt (dans tous les sens du terme) que représente le fait de travailler; la difficulté qu'il y a à trouver un travail quand on ne correspond pas au modèle de l'employabilité. Malgré des positions plus radicales et plus théorisées comme celles du groupe CARGO en France ou celles des *chômeurs heureux* en Allemagne, ce qui prédomine, c'est une critique passive comme le montre encore le désamorçage des conflits par plans sociaux successifs.

L'erreur que nous avons commise dans les pratiques anti-travail des années 60-70 et dans leur interprétation, c'est de ne voir dans le travail qu'aliénation et exploitation (la contradiction du travail salarié) et non pas une contradiction de l'activité humaine (le travail en général comme contradiction). Nous n'avons donc perçu le déclin de ces pratiques que comme retournement contre-révolutionnaire d'un cycle révolutionnaire qui s'achevait, sans tenir compte du fait que la situation antérieure ne se reproduirait plus. En effet, les cycles analysés par Marx où révolution et contre-révolution se succédaient sont aujourd'hui inopérants parce que le rapport social capitaliste a réussi à englober ses deux pôles, le capital et le travail, en détruisant les sources originelles des antagonismes de classes et particulièrement la dépendance réciproque entre les deux pôles. La critique du travail est maintenant l'œuvre du capitalisme lui-même. Certes le travail subsiste encore, comme l'entrepreneur capitaliste d'ailleurs, mais à l'état de résidu dont on ne sait quoi faire. Il n'est plus moteur dans la création de la valeur. Il est travail-fonction dans un système d'attribution des revenus. Le stade actuel atteint par la contradiction, c'est que le revenu est de plus en plus

socialisé, de moins en moins lié à un travail concret exercé, mais qu'il doit encore s'inscrire à l'intérieur du système du salariat qui est le garant de la perpétuation de la domination en dehors même du cycle de la production et de l'extraction de valeur. C'est pour cela qu'il y a une telle opposition, de la part du pouvoir, face à la notion de "droit au revenu" et que tous les projets actuels cherchent toujours à maintenir un lien avec l'employabilité, comme le montre encore le blocage des projets pour une allocation sociale aux moins de 25 ans. C'est aussi pour cela que la critique du travail ne prend plus les formes de l'ancien cycle révolutionnaire. Pour beaucoup d'individus, l'usine, le collectif de travail, le salaire n'ont plus (ou n'ont pas) de réalité.

Le discours sur le travail à remettre au centre de la société n'est plus le discours de la classe qui donnait effectivement du travail à partir de sa position de détentrice des moyens de production. C'est aujourd'hui un discours à géométrie variable et à vocation citoyenne quand l'entreprise essaie de refonder sa légitimité (cf. la "refondation sociale") non pas sur sa dimension usiniste et productiviste, mais en tant qu'institution totale à l'origine d'une production sociale. Le sponsoring, la charité humanitaire à la Bill Gates, le coaching, signalent un déploiement de l'esprit d'entreprise dans toute la société.

## **2.2. L'affirmation devenue impossible d'une identité ouvrière**

Ce qui a été le programme prolétarien (l'affirmation du travail) ne s'est jamais réalisé, même en URSS ou alors de façon limitée, dans le temps comme géographiquement : dans la république des conseils de Bavière (1923) et pendant la révolution espagnole (1936-37). Ce programme qui fut critiqué partiellement dans le dernier assaut des années 60-70 du XX<sup>e</sup> siècle, l'a été pratiquement par la dernière révolution produite par le capital, celle qui a produit un changement qualitatif au sein même de la phase de domination réelle du capital. Mais sa faillite n'est pas due qu'à une cause externe; elle est bien aussi le fruit de la lutte des classes et de la défaite du prolétariat. Défaite de la Commune de Paris, défaite dans les nationalismes de la guerre de 1914 (fin de l'internationalisme prolétarien tel qu'il s'inscrivait dans le programme de l'AIT), défaite devant la mise en place de l'OST de Taylor puis de la chaîne fordiste. L'identité ouvrière n'existe plus dès lors qu'à travers l'organisation syndicale ou le Parti et leurs multiples réseaux, mais en se séparant de toute aspiration révolutionnaire. Cette identité ouvrière peut prendre n'importe



quelle forme : stalinienne, sociale-démocrate, doriotiste, collaborationniste<sup>82</sup>. Par exemple, l'internationalisme va se réduire à une simple défense de la patrie du socialisme consacrant ainsi la séparation absolue entre une légitimité ouvrière (interne dans l'usine) et une légitimité révolutionnaire (externe dans la dévotion à l'URSS). Cette division consacrait la faillite de l'idée d'autonomie ouvrière telle qu'elle avait été pensée dans le mouvement ouvrier révolutionnaire conçu comme mouvement des producteurs.

La restructuration actuelle contient bien l'impossibilité d'affirmation de toute identité ouvrière dans l'inessentialisation de la force de travail produite par la perte de centralité du travail vivant dans le procès de valorisation. Il n'y a plus d'intérêts de classe nettement perceptibles et donc plus d'unité de classe car tout apparaît comme l'expression de corporatismes. Les classes ne sont plus des sujets historiques mais des particularisations de la société, ce qui permet de comprendre qu'il demeure encore une structuration en classes de la société, sans que ces classes puissent exprimer encore un profond et durable antagonisme de classe. La crise des rapports sociaux dans le dernier assaut prolétarien n'a donc pas conduit à l'auto-négation du prolétariat comme nous avons pu le penser dans les années 70, mais à une restructuration du capital. Et maintenant, c'est la caducité du programme prolétarien qui entraîne l'impossibilité de concevoir un dépassement de la contradiction des classes par l'auto-négation<sup>83</sup>.

Nous avons pu voir précédemment<sup>84</sup> que les mouvements des années 1967-79 constituaient le dernier sursaut du mouvement prolétarien. Il faut reconnaître que ces mouvements ont été battus

---

<sup>82</sup>Cf. le rôle de l'ancien leader de la CGT, Belin, qui, sous Vichy, déclare défendre "l'autonomie ouvrière" par l'existence maintenue à tout prix du syndicalisme par opposition à ceux qui veulent revenir au système corporatiste.

<sup>83</sup> Pour certains, comme la revue *Théorie Communiste*, le fait que dans le cycle actuel on ait la disparition de toute identité ouvrière du prolétariat confortée par la reproduction du capital ne signifie pas que la classe a disparu... mais qu'elle n'existe que dans sa contradiction avec le capital. La classe ouvrière n'aurait donc plus d'avenir, mais elle aurait encore un présent qui est l'abolition du capital. Nous sommes ici en pleine eschatologie.

<sup>84</sup> Pour une esquisse d'analyse de ces mouvements cf. le volume I de l'anthologie de *Temps critiques*, intitulé, *Individu et communauté humaine*. L'Harmattan. 1999, p.15-70 et un livre à paraître en mai 2008.

et l'espoir qui peut nous rester c'est qu'ils étaient aussi gros d'autre chose. En effet, ils n'ont pas été battus au sens où ont été battus les mouvements révolutionnaires des années 1917 à 1937. Malgré des épisodes de répression, il n'y a pas eu destruction physique des mouvements (même si le cas italien peut y faire penser), mais affrontement d'une situation nouvelle, non saisie comme telle puisque des caractéristiques de l'ancien cycle de luttes perduraient. C'est ce mélange d'ancien et de nouveau qui empêche de parler d'un seul cycle de luttes entre 1917 et 1975, même si on peut y observer un certain nombre de récurrences (de la gestion ouvrière des années 20 à l'autogestion des années 70, des occupations de 1936 à celles de 1968). Les années 60 et 70 voient d'un côté une reprise des luttes des années 20, mais sur la base des limites de celles-ci : un prolétariat qui pense pouvoir se débarrasser du capital et de la bourgeoisie, tout en restant prolétariat et de l'autre un mouvement qui est déjà en dehors de la théorie et de la dialectique des classes et qui sert de dévoilement de toutes les autres contradictions que le marxisme a occulté. Les mouvements qui ont suivi, "nouveaux mouvements sociaux", "mouvements alternatifs", n'ont pas révélé clairement leur nature et leur sens, malgré quelques tentatives plus descriptives que vraiment théoriques<sup>85</sup>. Pourtant il s'avère aujourd'hui nécessaire de poser la question de la nature des luttes actuelles.

Nous partions paradoxalement de la position d'auteurs qui ont su enregistrer la rupture historique des années 60/70, mais pour en tirer des conclusions complètement réformistes<sup>86</sup>.

Pour eux donc, un mouvement social est défini comme étant un mouvement qui fait progresser le rapport social ou au moins qui le perpétue. C'est un mouvement organisé sous une forme syndicale ou social-démocrate, au projet précis, à l'ennemi clairement identifié, dont la violence éventuelle n'est qu'instrumentale et donc contrôlée. On peut dire alors que le mouvement social est instrumentalisé par le rapport social. Il n'est que la médiation d'un mouvement plus large vers le Progrès. Le symbole du mouvement social envisagé sous cet angle, c'est le mouvement ouvrier. A ce

---

<sup>85</sup> Cf. *Temps critiques* n°9, automne 1996, p.111 à 118.

<sup>86</sup> Il s'agit ici d'A.Touraine et de son "école" dont les représentants les plus connus sont M.Wieviorka et F.Dubet. Il est parfois nécessaire de s'intéresser à des individus fort lointains du point de vue théorique, quand les individus plus proches quant à leur but, restent empêtrés dans les ânonnements de quelques "vérités révolutionnaires".

mouvement social caractéristique de l'époque de la lutte de classe succéderait aujourd'hui un "anti-mouvement social", défini comme étant l'inversion du mouvement social car faute de projet, il serait pure conscience immédiate. L'anti-mouvement social serait ce qui est extérieur à l'identité sociale du mouvement et qui ne pourrait donc s'en réclamer qu'en formulant des principes abstraits qui ne sont pas produits à partir de l'identité concrète ou réelle. Ces auteurs estiment la valeur heuristique de cette notion suffisante pour qu'elle puisse servir aussi bien à comprendre et critiquer les mouvements de lutte armée des années 70, que le mouvement écologiste et les mouvements "corporatistes" à partir des années 80<sup>87</sup>. En effet, pour eux la référence unique et définitive c'est le mouvement ouvrier et ils ne voient dans le nouveau que des formes dévoyées de ce mouvement et non la crise des identités prolétariennes et révolutionnaires.

En fait tout cela ne tient pas compte de plusieurs éléments. Tout d'abord les mouvements actuels sont justement liés à une crise d'identité sociale et politique, à une crise des rapports sociaux et de leur reproduction ; ensuite nous pouvons dire que dans cette crise, l'identité sociale n'existe justement qu'au nom des principes, au nom d'abstractions (solidarité, dignité, égalité) qui seules peuvent encore fournir une image, fonder une unité un peu plus remise en cause chaque jour par la transformation des rapports sociaux et la "capitalisation" de la société. Ces principes sont affirmés dans des luttes qui permettent de construire ou de reconstruire une identité que suivant les cas ou les besoins ont rétrécira, comme dans le cas de la grève à la SNCF en 1986, dans laquelle les "roulants" s'affirmeront cheminots et non pas ouvriers ou que l'on élargira comme dans le cas du "Tous ensemble" du mouvement de 1995. Mais dans tous ces cas, on a à faire à un mouvement qui nie ou néglige l'ancienne identité de classe afin de produire une identité de lutte. Cette lutte peut exprimer une violence d'expression que Touraine et consorts voient comme dangereuse parce que si elle a un sens elle n'a pas de but. Elle dissocierait en effet le social et le politique. Il y a exprimé là une pensée de l'État, d'un futur ou d'un autre État qui pointe néanmoins quelque chose de juste en mentionnant implicitement l'absence de médiations politiques. Mais cette position ne

---

<sup>87</sup> Tels apparaissent pour eux les mouvements de 1986 et à plus forte raison celui de 1995 qui finalement seraient incapables de comprendre les enjeux de société, les nécessaires réformes, etc.

comprend pas ces "anti-mouvements sociaux" comme l'expression de la crise des rapports sociaux et elle se pose comme tâche de les faire "progresser" vers la conscience d'un but qu'ils sont incapables d'entrevoir par eux-mêmes. C'est une nouvelle version de la conscience apportée du dehors...

Si nous quittons le marigot réformiste et sociologiste pour le grand large révolutionnaire, trouvons-nous l'eau plus claire et agréable ? Ce n'est pas évident du tout.

Certains font le constat d'un écart entre le niveau actuel des luttes, leur caractère immédiat et une pratique anti-capitaliste. Il leur faut alors soit reprendre l'analyse du capital afin de saisir ce qui ne colle plus<sup>88</sup>, soit constater que finalement l'époque est vraiment trop contre-révolutionnaire et qu'il faut se replier sur des positions sûres afin de restaurer la théorie et reconstruire une organisation<sup>89</sup>.

Pour d'autres on niera l'écart en intégrant toute lutte immédiate, même la plus anodine, dans le processus général d'une lutte des classes posée comme un invariant de l'histoire. Les appréciations sur les mouvements ponctuels se feront à l'aune de cette prémisse et de conditions objectives qui déterminent le cadre et les possibles de ce mouvement. Il n'y a donc pas de dynamique interne de la lutte, ces protagonistes n'y tiennent aucun rôle particulier. Certes c'est une condamnation bienvenue de la théorie de l'avant-garde, mais elle liquide aussi toute singularité de la lutte et toute action singulière qui pourrait être menée par des individus ou fractions du mouvement d'ensemble. Le mouvement

---

<sup>88</sup> Cf. C.Bitot dans *Échanges*, op. cit.

<sup>89</sup> Position de R.Camoin dans *Échanges*, op.cit, mais aussi de la revue *Trop loin* qui critique le "Tous ensemble" de 1995 comme le signe de l'absence d'unité de la classe dans lequel s'exprime simplement une solidarité regroupant des catégories maintenues comme différentes. Mais ce groupe ne voit pas que la crise se situe au niveau de la reproduction des rapports sociaux et non plus au niveau de la production et qu'en cela réside le sens du "Tous ensemble", proclamation non classiste par excellence. En fait, ce groupe reste dans une perspective étroitement usiniste comme on le voit aussi quand il dit que les luttes quittent les lieux de travail pour se porter sur les lieux de décision (G8, forums). Pour ce groupe, c'est seulement parce que le capital règne en maître sur les lieux de travail que les luttes s'exilent. Il reste donc sur l'idée d'un mauvais rapport de force temporaire (d'où le titre de la revue) et non pas d'une transformation profonde des rapports sociaux.

est censé ne jamais pouvoir dépasser ce qui dès l'origine est sa nature. Il y aurait une sorte de destin de la lutte, comme il y a un destin du prolétariat puisque toute cette analyse se fait en son nom<sup>90</sup>. Mais il ne faut pas s'y tromper, cette position n'a rien à voir avec un quelconque ouvriérisme : "Ce n'est donc pas par vertu que le prolétariat est révolutionnaire, mais de par sa position dans la société capitaliste, comme pôle de la contradiction. C'est là une manière de réaffirmer que le prolétariat n'est révolutionnaire ni par moralisme ni parce qu'il serait porteur d'une hypothétique humanité perdue dans le développement de l'espèce, ainsi que le souhaiterait l'idéalisme ouvrier, qui n'est du reste qu'une version contemporaine du messianisme et en porte toutes les tares religieuses. Refuser le phantasme de l'humanité perdue et l'éthique particulière du prolétariat c'est, ce me semble, comprendre que le prolétariat est et ne peut être qu'à l'image de la société capitaliste tant qu'il n'a pas entrepris la transformation radicale de ses conditions d'existence. C'est-à-dire tant qu'il ne travaille pas à sa propre suppression<sup>91</sup>". Outre que la dernière phrase réactive l'idée de l'auto-négation que nous avons déjà critiquée<sup>92</sup>, on ne peut qu'être surpris par le truisme de la phase précédente. On apprend donc que le prolétariat a toujours été à l'image de...mais que devient-il quand des transformations radicales de son existence se sont produites et qu'il en vient lui-même à ne plus ressembler à son image et même à ne plus avoir d'image du tout ? C'est ce qu'on appelle la perte de toute identité ouvrière et de toute référence révolutionnaire. Et il ne sert à rien d'en appeler aux "conditions objectives" qui forcément, un jour ou l'autre, feront se manifester à nouveau au grand jour la fameuse contradiction qu'il ne faudrait pas confondre avec une simple opposition. Or ce qu'à produit le capital c'est justement un englobement de la contradiction qui fait qu'il n'y a plus deux pôles antagoniques, qu'il n'y a donc plus non plus de dépassement à partir de ces pôles<sup>93</sup>.

---

<sup>90</sup> Position de H.Simon dans *Échanges*, op. cit.

<sup>91</sup> Cf. *Échanges* n°91 (automne 99), p.56 et 57.

<sup>92</sup> La lutte ouvrière est condamnée à la revendication (et au réformisme) ou au programmatisme de l'affirmation de la classe et à la "libération du travail". La classe ouvrière ne peut s'abolir à partir de sa propre position de classe. La révolte à titre humain doit intervenir.

<sup>93</sup> C'est aussi pour cela que, dans l'actualité militante, la question révolutionnaire laisse la place à la "question sociale" chez les libertaires

Cette position dans *Échanges* ne tient pas compte du fait que le prolétariat n'est pas que le négatif à l'œuvre dans le capital. C'est une vieille discussion dans la gauche communiste, qui s'efforce de séparer d'un côté, la classe ouvrière dont l'implication dans le rapport social est bien rendue par la dénomination marxienne de "capital variable" et de l'autre, le prolétariat, classe qui n'est plus déjà une classe, classe de la négation des classes. C'est occulter la double nature du prolétariat, d'un côté classe de l'affirmation en tant que classe productive qui a changé le monde au même titre que la bourgeoisie, dans un rapport de dépendance réciproque; mais de l'autre classe de la négation vers l'abolition du salariat et des classes. C'est en ne se concevant finalement que comme classe productive, au XX<sup>e</sup> siècle qu'elle a abandonné sa dimension révolutionnaire. Dans un premier temps le travail productif a tué le travail du négatif, puis dans un deuxième temps la soumission à un nouvel ordre productif fondé sur l'utilisation de la techno-science et accepté comme "progrès", lui a fait perdre tout son pouvoir créateur et transformateur. C'est cette subordination au nouvel ordre et non l'aggravation de l'exploitation ou la domination de la finance qui a creusé la tombe du travail producteur de valeur et conséquemment la perte de tout espoir révolutionnaire à partir de cette position dans l'appareil productif; position qui seule autorisait de faire le lien entre les deux caractères de la double nature du prolétariat. C'est en effet la puissance au sein du processus productif qui pouvait engendrer un travail du négatif d'une égale puissance rendant vaine toute résistance policière et militaire de la part de la classe dominante. En perdant sa puissance productive la classe a non seulement perdu sa force de frappe et sa capacité à organiser un autre futur; elle a aussi perdu sa communauté et ses références, elle n'est plus une alternative au mode de production capitaliste et elle laisse le champ libre au développement du phénomène "alternatif".

Conséquence funeste de cette évolution, on voit réapparaître aujourd'hui une moderne figure du prolétaire en dehors ou plutôt au-delà de ce qui serait la réalité d'un prolétariat. On a ici une

---

(cf. la revue du même nom), à la question du partage de richesses dans les courants alternatifs. Il faudrait peut être faire une différence entre les courants alternatifs avérés et la question de l'alternative en général, de la même façon que nous faisons une différence entre la politique conçue comme domaine particulier, comme exercice du pouvoir et la politique comme niveau intervention.

inversion du rapport qui liait traditionnellement individu et classe sociale : ce n'est pas l'appartenance de classe qui détermine les individus, mais une situation individuelle vécue par un grand nombre qui crée l'opportunité d'une expression et d'une action communes<sup>94</sup>. Il ne s'agit pas d'une nouvelle forme que prendrait "l'armée industrielle de réserve" parce que nous sommes dans une situation de crise de la centralité du travail. La société capitalisée produit son contingent de surnuméraires et doit gérer cette nouvelle situation qui n'est pas sans risque pour elle. Les chômeurs ne forment pas en effet une nouvelle catégorie, une nouvelle particularité qui demanderait à s'insérer dans le régime des droits. Les chômeurs n'ont rien à affirmer en tant que chômeurs et c'est ce qui fait la difficulté pour les organisations de chômeurs qui cherchent à les organiser sur cette base. Mais la tâche de la CGT qui, après un refus et sous l'action des chômeurs de Marseille et d'Hoarau, a accepté la fondation d'une section chômeur, n'est pas plus aisée. A la limite, on peut dire que leur mouvement est dans le même temps affirmation de leur situation particulière et tentative de négation de cette situation. Ils expriment ainsi la contradiction qui était celle de la classe ouvrière/prolétariat, mais en dehors du travail. Ils sont un nouveau négatif à l'œuvre mais ne pouvant s'affirmer en dehors de leur mouvement ils ne font qu'annoncer l'heure de l'alternative. A leur manière ils énoncent la nécessité de dépasser le couple historique de la lutte des classes : Réforme ou Révolution qui reposait lui-même sur la dichotomie classe ouvrière/prolétariat et le hiatus entre mouvement et but. On peut dire aussi que cela signale le passage d'une situation dans laquelle la contradiction est toujours plus forte que l'antagonisme<sup>95</sup> à une situation dans laquelle l'antagonisme peut être plus fort que la contradiction. C'est, par exemple, ce que le mouvement operaïste italien a essayé de théoriser puis de mettre en pratique. Il va innover en faisant de la critique du développement technologique des forces productives, la base d'une nouvelle composition de classe dans laquelle les OS deviendraient la nouvelle fraction hégémonique de la classe dans la figure de l'ouvrier-masse. Elle supplanterait l'ancienne fraction hégémonique des ouvriers qualifiés qui aurait failli en troquant l'ancien programme prolétarien de la révolution des producteurs contre une participation intéressée à la nouvelle démocratie

---

<sup>94</sup> Cf. l'article "Chômeurs sans honte", *Temps critiques*, n°10, p.159-164.

<sup>95</sup> C'est grosso modo la position de Théorie Communiste.

industrielle nationale (l'exemple de la CGT et de la CGIL en 1945). Si cette nouvelle fraction de la classe n'a évidemment pas la capacité technique de contrôler l'intégration de la techno-science au procès de production, elle en aurait la capacité politique et c'est là que l'antagonisme l'emporte sur la contradiction. On connaît les critiques qui ont été faites à un mouvement qui dérivera d'une juste analyse de la contradiction rapports de production/forces productives (Panzieri) et de la nécessité "d'une lutte de la classe ouvrière contre elle-même comme capital (Tronti<sup>96</sup>)" à un subjectivisme exacerbé qui proclame "la logique de l'antagonisme et de la subjectivité<sup>97</sup>" et pour finir qu'il faut passer "du pouvoir des locomotives au pouvoir des fleurs<sup>98</sup>".

Il est tout à fait réactionnaire de concevoir, aujourd'hui, le nouveau processus de paupérisation sur le modèle de Marx, c'est-à-dire sur celui d'une nouvelle prolétarisation, celle des nouvelles classes moyennes cette fois. Le modèle marxien pouvait s'énoncer, au moins pour les pays au cœur du capitalisme, comme étant celui d'une prolétarisation accrue dans le cadre d'une extension du salariat au sein même de ces pays. C'est cet aspect que Marx jugeait progressiste et donc qu'il souhaitait. Mais aujourd'hui faudrait-il que la précarité s'étende, que le chômage progresse pour ressusciter les morts et la révolution? C'est ce que certains semblent penser quand ils en arrivent à produire un nouvel ennemi, le néo-libéralisme qui n'aurait pour but que de produire toujours plus de misère, comme si leur espoir ne pouvait se rattacher qu'à cette misère accoucheuse de révolutions!

D'autres groupes ou revues<sup>99</sup> ont soulevé la question de la réalité d'un mouvement de chômeurs en lui reprochant à la fois son manque de radicalité et de violence d'un côté et son rapport subordonné aux médias de l'autre. Sur le premier point on peut déjà s'étonner que radicalité et violence soient systématiquement présentées comme des synonymes. Il nous semble que pour ce qui

---

<sup>96</sup> M.Tronti, *Ouvriers et capital*. Bourgois, 1977, p.322.

<sup>97</sup> A.Negri, *Marx au-delà de Marx*. Bourgois, 1979, p.292.

<sup>98</sup> A.Negri, *ibid*, p.317 et "Sabotage et auto-valorisation ouvrière", in Varii auctores, *Usines et ouvriers*. Galilée, 1978, p.145-160.

<sup>99</sup> Cf. la brochure "Mouvement des chômeurs : un semblant de lutte pour nous intégrer encore plus dans la gestion démocratique de la misère", signée *Des prolétaires apatrides*. Corresp. M. Rienzi, TPVS 39 Quai Jaurès 69009 Lyon. Et aussi *L'oiseau-tempête* n°3, c/o Ab Irato BP 328 75525 Paris cedex 11.



est de la lutte des chômeurs, sa potentialité subversive réside bien plus dans l'impossibilité de toute fixation de la lutte, de toute affirmation d'un statut de chômeurs que sur le degré visible de violence qu'il peut développer. Ce mouvement questionne l'ensemble des rapports travail/revenu, capital/travail, travail/activité, social/économie et c'est en cela qu'il est politique, même s'il n'apporte pas de réponse. Mais pourquoi la réponse viendrait-elle des seuls chômeurs ? C'est trop leur demander alors qu'ils ne font, par leur action pourtant particulière, que poser des questions au niveau global dans une période historique où s'est produit une fragmentation particulière et définitive de l'horizon de classe. En effet, le mouvement des chômeurs reste faible numériquement et il tire principalement sa force de ce qu'il exprime de critique potentielle. Il injecte de la subversion en exprimant simplement la réalité du capital qui, au-delà des différences de cycles économiques, est de faire exister le chômage comme tendance de fond. Malheureusement, pour l'instant ce mouvement n'arrive pas à faire ressortir suffisamment la spécificité de la phase actuelle qui est celle de la crise définitive du travail dans la société capitalisée de la valeur sans le travail. Il ne peut donc produire la perspective de l'abolition du travail salarié comme condition de l'abolition de la misère et il se contente souvent de demander l'abolition de la misère sans se préoccuper de ce qui pourrait se développer en dehors du travail salarié. D'où son centrage sur les questions du partage de la richesse et du revenu garanti.

Ce que dans le n°10 de *Temps critiques*, nous avons appelé "l'État du tout social", marque une rupture avec l'État de l'époque du compromis fordiste des Trente glorieuse mais certainement pas une rupture avec la notion d'État Providence. En effet, à côté d'un *welfare* officiel en crise et en voie de régression, *welfare* dont bénéficiait l'ensemble des salariés, se développe un *welfare* plus occulte (subsides divers à certaines catégories, minimum sociaux, programmes de formation plus ou moins bidons mais rémunérés, incitation au travail indépendant et aux départs précoces en retraite) ou qui s'adresse à des couches non salariées, lumpen prolétarisées (couverture médicale universelle). Tout cela modifie les rapports sociaux et les intérêts des différentes fractions qui constituaient potentiellement une classe<sup>100</sup>. Mais il ne faut pas faire une analyse trop sociologique de la fragmentation. Seule une

---

<sup>100</sup> cf. l'analyse contenue dans "Lettre de Barcelone", *Échanges* n°88.

analyse qui prend en compte la dimension historique du changement peut permettre son interprétation politique.

En effet, on peut dire que la fragmentation de la classe est ancienne. Marx le signalait déjà dans *Les luttes de classes en France* et dans son analyse de la Commune ou avec son concept de lumpen prolétariat. G.Noiriel<sup>101</sup>, dans son histoire de la classe ouvrière en France le montre aussi. De même, le sociologue américain Piore, dans son analyse du fordisme américain dans les années 50, fait bien ressortir l'existence d'un double marché du travail déjà gros d'une division entre travailleurs garantis et travailleurs précaires. Les divisions entre OS et ouvriers qualifiés dans les années 60/70, entre travailleurs autochtones et immigrés dans les années 80 nous fournissent encore des exemples de cette fragmentation de l'horizon de classe. Mais il ne faut pas confondre division, fragmentation et désintégration de la classe. Division et fragmentation ne relèvent que de "l'en soi" de l'existence de la classe, alors que la désintégration touche au "pour soi", à l'existence de la classe comme possible sujet politique, comme possible sujet révolutionnaire.

Il y a désintégration parce que :

- le travail était le fondement de la société capitaliste, première et dernière société à être organisée sur la base d'un "mode de production".

- la classe du travail était elle-même au centre du procès de production, ce qui lui conférait un statut, des valeurs, un mode de vie, bref une expression communautaire, une unité "en soi", même si c'était dans une position de subordination.

- la classe du travail participait à la transformation du monde même si elle ne le révolutionnait pas pour son propre compte. Dans son rapport dialectique à la classe du capital elle produisait son programme prolétarien, son unité politique (pour soi), son projet politique.

C'est tout cela qui a disparu ou qui est en train de disparaître. Il ne s'agit pas de regretter ce temps-là qui charriait aussi son cortège de crétinismes à côté des plus belles illuminations. Il faut en prendre acte. Il ne s'agit pas de "maudire" ce temps<sup>102</sup> et de cultiver le passé en rejouant l'histoire du va et vient entre syndicalisme révolutionnaire et anarcho-syndicalisme au tournant

---

<sup>101</sup> G.Noiriel, *Les ouvriers dans la société française*. Seuil, coll. Points. 1986.

<sup>102</sup> cf. *Les Temps Maudits*, revue théorique de la CNT.

du siècle, ou de faire la critique du temps en cultivant le futur et ses libérations virtuelles<sup>103</sup>. Comme dans toutes les grandes phases historiques de transformation, il s'agit de comprendre ce qui est encore lié à l'ancien et ce qui déjà appartient au nouveau. Le mouvement n'est pas dépassement de l'ancien par le nouveau car l'ancien c'est de l'histoire sédimentée et rien ne s'écrit sur une page blanche. Le mouvement se développe dans l'exacerbation de la tension entre cet ancien et ce nouveau, par exemple aujourd'hui entre le travail et le non travail, mais la solution n'est pas la victoire de l'un sur l'autre. Un mouvement ce n'est pas simplement une lutte ou une grève mais c'est un processus qui englobe plusieurs modes d'expression à partir d'une situation objective qui inclut des déterminations d'origine, liées au passé donc et une perspective, des buts, pas forcément un projet pré-établi, qui manifestent le nouveau à l'œuvre. Même s'il y a toujours un hiatus entre mouvement et but, un mouvement doit être capable de faire le lien entre son action mue par un but immédiat ou par l'événement qui la produit et la perspective, comme avenir du mouvement des individus vers la communauté humaine. C'est cela qui peut permettre de tirer des enseignements des grandes luttes sans sombrer dans la paranoïa des récupérations et autres trahisons.

Revenons aux luttes significatives de ces dernières années. Je ne suis pas convaincu d'une quelconque parenté entre les mouvements anti-CIP de 1994, contre la modification de la loi Falloux et le plan Juppé en 1995, contre l'article de la loi Debré sur le séjour des étrangers de 1997, le mouvement sur l'école en Seine-Saint-Denis au printemps 1998, le mouvement lycéen de l'automne 1998, le mouvement sur les retraites de 2003, les révoltes des banlieues de 2005 et la lutte contre le CPE de 2006<sup>104</sup>.

---

<sup>103</sup> cf. la revue *Alice* et par exemple son article du n°2 sur l'organisation du travail à Ubi soft et son syndicat virtuel baptisé "Ubi Free".

<sup>104</sup> C'est la position d'H.Simon dans *Échanges* n°88, qui voit comme point commun à tous ces événements le fait "qu'ils surgissent à propos de situations ponctuelles ou apparemment mineures, qui dépassent les limites contingentes (localisation, encadrement syndical, limite dans le temps etc.) pour s'étendre spontanément ou géographiquement, ou / et à des problèmes beaucoup plus généraux touchant des couches sociales de plus en plus importantes. Potentiellement ils traduisent une sorte de ras-le-bol diffus d'une société ou toutes les valeurs antérieures qui pouvaient

Et cela, même si, d'un autre côté on peut établir un lien entre le mouvement de 1995 et celui de 2003.

Il s'agit, d'ailleurs, de définir ce qu'est un mouvement. Une lutte ne produit pas automatiquement un mouvement, elle peut être individuelle, juridique, judiciaire, syndicale. Par exemple le mouvement des sans-papiers s'affirme comme étant celui de tous ceux qui, à partir de cette détermination commune, expriment que cette situation est intolérable, alors que la lutte contre la loi Debré, même si elle touche un problème proche est une lutte par procuration. Il y a substitution de protagonistes. C'est parce qu'il n'y a pas de mouvement direct contre la loi de la part des individus les premiers concernés, que se met en place, à partir de réseaux de relations, voire de pouvoirs, une lutte pour une bonne cause.

Quant à la lutte contre la modification de la loi Falloux, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle a particulièrement été encadrée par toutes les forces syndicales et associatives laïques, que la grande majorité des enseignants y ont participé alors qu'ils n'avaient soutenu le mouvement étudiant-lycéen anti-CIP que du bout des lèvres, entre autres parce que justement il n'était pas "organisé", ce en quoi justement il faisait peur.

La seule similitude entre tous ces événements paraît être leur "interclassisme" si on peut encore s'exprimer ainsi aujourd'hui. S'il faut vraiment comparer quelque chose j'en resterai à la comparaison entre deux événements dans le même secteur : l'éducation, avec le mouvement anti-CIP et le "mouvement" de l'automne 98.

Le mouvement anti-CIP a été marquant parce que son enjeu se trouvait au carrefour de deux crises :

- une crise du fonctionnement du système éducatif, de sa capacité à assurer encore une certaine sélection avec tout le cortège d'inégalités sociales qui en découle, alors que parallèlement la fonction politique de l'école en France passe par l'idéologie méritocratique et la démocratisation de l'enseignement comme tremplin pour "l'ascenseur social" dans une société réputée peu mobile ;

- une crise du travail avec tension sur le marché du travail liée à l'inessentialisation de la force de travail. Comme cela arrive parfois dans les luttes actuelles (cf. les cheminots pendant le

---

garantir la mainmise de la classe dominante sont détruites par l'évolution du système lui-même".

mouvement contre le plan Juppé), le mouvement se développe à partir de catégories ou groupes qui bien sûr sont concernés par l'enjeu général mais qui ne sont pas les plus touchés ou pas les plus directement affectés par les mesures ou projets qui sont l'objet de la lutte (les lycéens étaient bien moins concernés que les étudiants). Ils en tirent une certaine autonomie, une certaine distance qui leur permet de ne pas se plier complètement aux "conditions objectives". Cela a produit un mouvement à la fois fort et ouvert vers l'extérieur (aux chômeurs, sans logis parfois), aux antipodes donc de ce qui s'était passé en 1986 contre le projet Devaquet. Le mouvement a été immédiatement réprimé et cela tous les jours par des forces de police dont la violence a paru disproportionnée, au moins à Lyon et Nantes où le mouvement a été le plus fort<sup>105</sup>. La contre-violence des manifestants contre la police, les édifices publics et des magasins est toujours restée incluse dans le processus d'ensemble de la lutte, même si on pouvait observer une coupure entre les manifestations massives et tolérées du matin avec les manifestations plus restreintes et interdites de l'après-midi ou du soir. Seule la dernière manifestation à Paris où la mobilisation est restée faible a donné lieu à des scènes différentes avec une coupure très nette entre manifestants et "profiteurs" dont la violence ne s'exerce pas contre la police, mais contre les lieux de consommation. On pourrait éventuellement y voir une résurgence de "la reprise individuelle" des anarchistes, si cette reprise ne s'accompagnait pas aussi d'une "dépouille" crapuleuse auprès des manifestants eux-mêmes. Cela ne semble pas interpeller certains qui nous disent : "mais quand même, se sont des pauvres !", comme si la pauvreté était un concept et un concept explicatif qui plus est<sup>106</sup>!

---

<sup>105</sup> Pour plus de renseignements sur ce mouvement je renvoie au n°8 de la revue *Temps critiques* et aux trois articles qui y sont consacrés ainsi qu'à un supplément de septembre 2006, consacré à une mise en perspective des luttes lycéennes et étudiantes depuis 20 ans, disponible en version électronique sur le site de la revue

<http://membres.lycos.fr/tempscritiques>

<sup>106</sup> Dans notre supplément sur les révoltes de 2005 (reproduit dans le n°14 de *Temps critiques*), nous avons fait la différence entre ces révoltes qui peuvent parfois, comme toute révolte, produire des débordements et les actes délibérés de castagne ou de vols contre les manifestants au sein des manifestations. Que les manifestations soient l'occasion de pillages et autres débordements contre la propriété ou les institutions, cela fait partie

C'est cette situation particulière qui s'est retrouvée presque partout en 1998, dans un contexte très différent d'insatisfaction diffuse de la part de lycéens très enfermés dans leur univers. Ce n'est pas l'institution qui semble en crise, mais elle connaît des dysfonctionnements que les lycéens s'acharment à mettre à jour dans une ambiance de réforme possible qui ne peut que satisfaire le ministre. L'action tourne vite en rond sans trouver l'ancrage qui pourrait lui donner sa dynamique. Il n'y a même pas de projet, style CIP permettant de fixer un objectif clair. L'Etat a tiré les leçons de 1994 et gère les deux crises de façon distincte. Une réforme de l'école d'un côté, les "emplois-jeunes" de l'autre.

Il ne sert à rien d'opposer ce qui aurait été un mouvement, bien limité en nombre et aux pauvres revendications avec un mouvement d'incontrôlés ou d'exclus qui eux, n'auraient rien à revendiquer<sup>107</sup>. La masse des lycéens, y compris le manifestant de base n'avait pas grand chose à revendiquer comme l'ont montré d'ailleurs et avec une certaine délectation, les médias au cours de leurs interviews. Les revendications n'étaient portées que par des "représentants", qui au-delà de l'importance que le pouvoir leur donne (la FIDEL) ou ne leur donne pas (les coordinations régionales), affirment en cœur les mêmes récriminations contre les dysfonctionnements quand ils ne font pas que reprendre les arguments des syndicats enseignants. La crise de l'institution n'est pas mise à jour parce que justement "ça" fonctionne encore un peu ! Mais les soi-disant incontrôlés ou exclus en Lacoste et Nike, parfumés Calvin Klein n'affirmaient pas plus une rupture. S'il y a une rupture, c'est parfois avec le système scolaire...mais parce qu'il est particulièrement ringard du point de vue des valeurs qu'il véhicule encore tant bien que mal ; mais il n'y a pas rupture avec le système dans son ensemble, système dont les valeurs sont bien plus modernes qu'on ne le pense. Qui ne voit que les "incontrôlés" sont contrôlés par la mondialisation (marques US, world music,

---

du mouvement, même si ces actes n'emportent pas l'adhésion du plus grand nombre des participants, mais qu'ils se situent entre protagonistes de la lutte et sans marquer clairement les motivations qu'ils expriment est inacceptable. Le fait que cela ne débouche pas, pour le moment sur une solution entre manifestants, a réintroduit, par la bande, la fausse solution d'un service d'ordre plaqué par des organisations extérieures au mouvement qui espèrent ainsi se faire une place au soleil ou établir leur légitimité dans la gestion du capital.

<sup>107</sup> Cf. *Échanges* n°88.

Mac Do) et que eux aussi, comme tous les bons financiers veulent la libre circulation des marchandises à la plus grande vitesse possible, recyclage compris. A quel degré d'auto-culpabilisation quasi religieuse faut-il monter pour que des "révolutionnaires" en haillons y décèlent la révolte d'un nouveau "lumpen"<sup>108</sup>?

Si rupture il y a c'est avec l'image d'une jeunesse qui, malgré ces problèmes, resterait positive (*think positive* comme dit la pub) et refuserait la politique et la violence. La situation aujourd'hui est certes explosive, mais qu'avons-nous à en attendre, quand on sait déjà que, sans lutte globale qui toucherait aux fondements du système, l'étape suivante serait l'organisation de la survie en ghetto avec au mieux des révoltes comme à Los Angeles, émeutes revêtant des formes particularistes et communautaristes<sup>109</sup> qui restent sans lendemain. Sur ces questions, il faut absolument éviter une critique auto-satisfaite<sup>110</sup> qui se livre à des scénarios catastrophes, vision science fiction<sup>111</sup>, qui se veulent beaucoup plus réalistes que ceux imaginés par Huxley et Orwell. La

---

<sup>108</sup> Nous reconnaissons ici la difficulté qu'il y a à maintenir des positions politiques quand un texte s'étend sur presque cinq ans de rédaction. C'est bien là toute la différence entre la théorie et la critique. Nous ne pensons pas qu'il faille reconstruire une théorie au sens fort, au même titre que par exemple la théorie du prolétariat, puisqu'il n'y a plus de classe qui puisse porter le projet qui lui correspond et que triomphe partout le simple discours du capital. Nous restons modeste en prônant la nécessité d'une activité critique qui fonde nos interventions politiques, mais cette activité critique est justement tributaire de ce qu'elle critique et qui est changeant. C'est ce qui explique qu'un lecteur avisé puisse saisir entre les lignes, une différence entre notre caractérisation des actions de certains jeunes des banlieues avant les révoltes de 2005 et celle faite après et cela, même si les débordements sous forme d'agression contre les personnes ont été plus fortes après qu'avant.

<sup>109</sup> Ainsi à Los Angeles les afro-américains ne sont essentiellement en contact qu'avec des asiatiques (coréens ou indiens) et c'est sur leur dos que s'exerce la révolte, du plus faible vers celui qui est situé juste au-dessus dans la hiérarchie sociale ou plutôt si on raisonne en terme de hiérarchisation horizontale, vers celui qui est situé un peu moins loin du cœur de la Bête. Tout cela s'effectue sans grand soucis pour les dominants : un peu de répression, un peu d'aide sociale, pas mal d'encadrement mafieux doivent suffire pour un retour à l'ordre.

<sup>110</sup> Par exemple la position de Mike Davis dans *Contrôle urbain, écologie de la peur*. Ab. Irato. 1998.

<sup>111</sup> Cf. le film de Richet, "Assaut sur le central 13".

délectation devant l'avènement du pire produit une alliance involontaire entre les apologètes de la mixité ethnique et sociale qui, aux États-Unis, applaudissent à la transformation de ces États-Unis en un pays latino et ceux qui y voient le risque d'une implosion sociale. Toute perspective révolutionnaire est abandonnée au profit, au mieux d'une idéologie multiculturaliste, au pire d'un cynisme critique.

Revenons à la caractérisation des mouvements et par exemple à leurs rapports aux médias. Nous avons déjà fait remarquer (*Temps critiques* n°9) que l'une des différences appréciables entre les luttes lycéennes et étudiantes des années 86 et 94 résidait dans la prise de distance avec les médias et même en 1994, dans le refus de contact avec ces médias. Inversement les mouvements de chômeurs et de sans papiers n'ont eu de résonance qu'à partir du moment où les médias les ont relayés. C'est assez logique puisque dans notre système celui qui n'est rien n'est pas audible. On peut dès lors se poser la question : Pourquoi les médias rendent-ils audible et visible ce qui autrement resterait latent et souterrain ? Il s'agit là d'une contradiction que je n'expliquerais pas en détail ici. Il suffit de dire que la société capitalisée est organisée d'une façon plus complexe que ne le laissait envisager la simple imagerie gauchiste peuplée d'ennemis, de méchants, de "journalputes" aux service du pouvoir, à la mode des années 70<sup>112</sup>.

Le problème c'est de savoir jusqu'où tolérer les médias puisque chercher à les instrumentaliser est une grosse erreur de départ qui méconnaît leur fonctionnement profond. Ainsi, en Mai 1968 la radio (et non la télé) a joué un rôle de premier plan, même si c'était avec ses propres objectifs, dans la diffusion des actions du mouvement et de ses idées. En effet, les médias permettaient une circulation de l'information qui produisait une diffusion immédiate des trajets de manifestation, des lieux de l'affrontement alors qu'aujourd'hui, elles pratiquent plutôt la rétention d'informations. On peut donc différencier cette opportunité qui a été saisie par le mouvement, des prestations médiatiques du trio Cohn-Bendit, Geismar, Sauvageot Plus concrètement on peut penser qu'il ne sert à rien d'empêcher les médias d'assister à une assemblée générale, mais qu'il doit être exclu qu'une action puisse être "fabriquée" avec l'aide des médias, comme cela a pu être le

---

<sup>112</sup> C'est drôle d'ailleurs de voir le langage mao (style *Gauche prolétarienne*) ou stalinien (style Halimi et ses nouveaux *Chiens de garde*) revenir à la mode aujourd'hui!



cas dans des occupations programmées de locaux ANPE ou de supermarchés. La aussi ce n'est pas une question qui demande une réponse abstraite. Plus un mouvement est fort moins il a besoin de faire des démonstrations de force. Il peut en passer par là mais en évitant toute répétition qui est justement un signe de faiblesse, le signe qu'il reste bloqué dans son développement<sup>113</sup>. Cela ne signifie pas qu'il reste alors inactif. Il peut trouver ses propres expressions, dont les journaux de lutte représentent un exemple, au même titre que les comités de liaison dépassant les catégories particulières.

Le niveau de violence est aussi non seulement dépendant du niveau de radicalité d'un mouvement, mais de son positionnement dans le couple production/reproduction du capital. La violence des secteurs archaïques encore liés au travail productif (mineurs, agriculteurs, pêcheurs, routiers) est encore tolérée parce que par leur voix et leur action les individus expriment la légitimité du travail "utile" et la nostalgie d'un monde perdu. C'est cela qui en retour légitime leur violence, aussi bien du point de vue de l'opinion publique que de l'Etat. Un agriculteur violent n'est pas condamné à la même peine qu'un sauvageon! A l'inverse, les secteurs de la reproduction tirent leur force du fait que sans rien faire ils bloquent le fonctionnement de l'infrastructure et des réseaux de la société capitalisée. Toute violence leur est interdite car le blocage est déjà une violence jugée illégitime<sup>114</sup>, puisque

---

<sup>113</sup> Deux exemples : la répétition des manifestations au Quartier latin en 1968 et plus récemment, les répétitions de manifestations de décembre 1995, au son du juppéon orchestré par la CGT.

<sup>114</sup> Cf. les menaces récurrentes contre le droit de grève ou pour un service minimum dans ces secteurs. Le secteur reproductif comprend les services publics et transports, une partie du secteur public ou contrôlé par l'Etat (armement, espace, atome), les mutuelles et associations, le secteur de l'information et des communications. Dans la phase actuelle, ce secteur assure ou rétablit une cohérence d'ensemble entre l'économie et le social que l'organisation et les finalités productives remettent sans cesse en question. La contradiction étant que si c'est la reproduction qui devient déterminante en dernier ressort, c'est toujours à partir du secteur productif que le système cherche sa dynamique. Il semble que le nouveau secteur de l'information a l'ambition de se développer comme synthèse de ces deux exigences pour la survie de l'ensemble. En cela, il dévoilerait alors sa nature politique et sa fonction au sein du processus de domination : une vitrine de la techno-science qui indique une certaine

leur travail n'a pas d'utilité intrinsèque (en langage marxiste, on dira qu'il est improductif), mais une utilité qui lui est extérieure, qui lui est donnée, comme après-coup par sa nature de service quasi naturel à l'usager. En dehors de l'effet blocage, ces luttes portent en elles le sens du "tous ensemble" de par la généralité des problèmes qu'elles posent (santé, transports, socialisation et formation<sup>115</sup>) et les valeurs afférentes : égalité, solidarité, service public pour tous), même si, elles convergent rarement, excepté en 1995 ou en 2003 où elles ont pu manifester un peu plus fortement ce que nous appelons la tension des individus vers la communauté.

Elles portent aussi un effet de réalité dans un monde dont la complexité d'organisation nécessite que toujours tout fonctionne et tout le temps, mais d'une façon virtuelle car la "mécanique" générale semble fonctionner toute seule et les individus qui l'animent n'apparaissent visiblement que quand cette mécanique se grippe ou quand les individus se révoltent contre leurs conditions. Les grèves dans les transports publics sont ainsi des bons révélateurs de l'artificialité et de l'irrationalité d'un système qui tend à se présenter comme un ordre naturel (de seconde nature il va sans dire !) fondé sur la science et les techniques. C'est en fait

---

inadéquation entre ce qui est montré et les différents niveaux de réalité. Le "système" n'a pas un niveau de cohérence suffisant !

<sup>115</sup> Il ne faut pas faire une lecture au premier degré de ces différents mouvements. Ainsi le mouvement anti-CIP ne luttait pas contre une mesure d'ordre économique visant à faire baisser la valeur de la force de travail des jeunes diplômés de niveau moyen. Croire ça c'est croire que l'État de la fin du XX<sup>e</sup> siècle est encore le valet de la bourgeoisie. L'État moderne justement, au moins en France refuse de créer un SMIC-jeune réclamé par le patronat ; mais cela ne l'empêche pas d'essayer de résoudre la crise des débouchés sous l'effet de la double contrainte de l'école moteur d'un supposé ascenseur social d'une part et de l'inessentialisation de la force de travail d'autre part. Le CIP ne correspondait donc nullement à une exigence des patrons (le CNPF était contre comme il sera contre le CPE 12 ans plus tard, affichant par là une belle continuité stratégique), ce qui ne veut pas dire qu'il n'était qu'une bévue de technocrate puisqu'il s'insérait quand même dans un plan quinquennal pour l'emploi. Il en est de même de la signification du CPE qui accompagnait la création du CNE de 2006. Pour une mise en perspective historique de 20 ans de luttes étudiantes et lycéennes, on pourra se reporter au texte inédit de *Temps critiques*, "Les luttes étudiantes et lycéennes, mise en perspective (1986-2006)", disponible sur le site de la revue.

quand ce secteur ne reproduit plus les conditions de la reproduction d'ensemble (grèves, dysfonctionnements) qu'on s'aperçoit, a contrario, de son importance.

Néanmoins, ces mouvements connaissent des limites importantes : s'ils affirment bien indirectement un caractère global parce que leur lutte pose la question du fonctionnement de ce monde, alors qu'on les accuse souvent d'être des mouvements corporatistes, il n'en reste pas moins que ce global, comme au cours du mouvement de 1995 où il devient action directe et conscience, est affirmé sous la forme d'une apologie du social qui se dresse comme une sphère autonome face aux contraintes du monde de l'économie et face à l'État.

De la même façon que la classe ouvrière se présentait comme étant la classe du travail et considérait le travail productif comme étant tout le travail, le secteur de la reproduction et particulièrement sa composante publique se présente comme toute la société et par là même renonce à toute dimension expressément politique puisqu'elle n'exprime pas d'antagonisme réel. Tout juste fait-elle mention d'un ennemi, le "néo-libéralisme" contre lequel s'élèverait la "société civile". Il n'est donc pas étonnant que ces secteurs restent fortement dépendants de l'Etat, de l'Etat employeur évidemment, mais aussi de l'Etat comme dernier rempart face à un ennemi qui avance souvent masqué. Par exemple, le mouvement de 1995 exprime contradictoirement une crise des médiations politiques, syndicales et même de toutes les médiations. La question des formes ne se pose même plus. Il n'y a rien à opposer à rien, pas de bonnes assemblées générales et coordinations face à de mauvais syndicats. Mais il n'y a pas de critique véritable de ces formes et c'est encore plus criant en 2003 qu'en 1995. Elles ne sont pas dépassées. Aucune médiation ne structure plus vraiment la non classe du salariat, ce qui laisse libre cours à sa fragmentation produite par les restructurations du capital. La lutte, quand elle se déclenche, est donc le seul moment qui peut unir et structurer les forces diverses qui composent ce salariat, y compris donc les chômeurs qui, majoritairement encore, sont définis par ce salariat, même si certains ne sont plus guère définis par le travail.

S'il s'agit de mettre le doigt sur les limites du mouvement, cela ne doit pas conduire à concevoir ce type de mouvement comme forcément limité, ce que font par exemple le groupe autour de *l'Encyclopédie des nuisances* en invoquant la "paralysie" de

décembre 1995<sup>116</sup>. Pour eux, ce mouvement n'a pas existé pour trois raisons : d'abord par son aspect volatile qui le fait disparaître du jour au lendemain, comme s'il n'avait jamais existé...avec l'espoir en moins nous disent nos moralistes qui, du haut d'une moderne Olympe, contemplant la vie des fourmis. Or justement, ce qui a été remarquable et même un peu illusoire, c'est que ce mouvement a produit une des premières ruptures avec le fatalisme de l'économie, ouvrant ainsi une brèche dans la fuite en avant vers toujours plus de libéralisme idéologique et économique, brèche qui a continué de s'ouvrir avec la lutte contre les multinationales de "l'agrobusiness génétiquement modifié". Là où il y aurait eu illusion, c'est dans le fait que nombre de participants au mouvement pensaient qu'il serait immédiatement suivi d'autre chose ; ensuite, les grévistes n'auraient pas critiqué "l'appauvrissement général de la vie par l'économie" qui ne fut perçue que comme stricte paupérisation à l'intérieur de l'économie non critiquée<sup>117</sup>.

Cet hyper-criticisme ne résiste pas vraiment à un examen objectif de l'évolution des consciences et pratiques. Le succès des ventes de *L'horreur économique* de V.Forrester et même de *La fin du travail* de Rifkin indiquent pourtant qu'une critique, certes superficielle de l'économie, est aujourd'hui largement acceptée par les salariés et que c'est bien plutôt l'opposition entre l'économie et le social qui apparaît comme la voie de sortie et qui constitue l'erreur d'analyse qui bouche, justement, toute perspective de sortie<sup>118</sup> ; enfin une lutte qui ne s'élève pas de son combat misérable pour la défense des acquis vers "un sens supérieur"<sup>119</sup> ne peut que "retourne(r) piteusement à ses limites initiales et devient une offense pour ce qui aurait pu être". Le style de nos encyclopédistes est assez léché, mais le contenu de leur différend est assez léger.

---

<sup>116</sup> Cf. *Remarques sur la paralysie de décembre*. Éditions de l'Encyclopédie des nuisances. Paris, 1996.

<sup>117</sup> Nos modernes encyclopédistes ont dû revoir leur position contemplative puisqu'ils n'ont eu de cesse depuis, de soutenir R.Riesel et diverses actions anti-industrielles ou anti-économiques.

<sup>118</sup> Cf. le n°9 de *Temps critiques*, intitulé, "Par où la sortie? Contre la fausse opposition entre l'économie et le social, credo immédiat de la société capitalisée.

<sup>119</sup> Op. cit, p.21.

Les mouvements des années 2000<sup>120</sup> n'ont fait que confirmer et amplifier la place prise par la communauté de lutte comme moment d'unification des aspirations à un devenir-autre qui dépasse les intérêts catégoriels. C'est justement ce que certains ont commencé à faire en marquant bien la différence entre ce qui est à l'ordre du jour : une substitution capital/travail qui ne correspond plus seulement à une exigence de productivité et d'augmentation du profit, mais à une volonté générale de maîtrise de la production par la raison techno-scientifique que symbolise bien la formule de J.Ellul (à propos de la bombe atomique) : "Puisque c'était possible, c'était obligatoire"<sup>121</sup>. Cela manifeste l'impossibilité toujours plus grande d'affirmation d'une identité prolétarienne. Aujourd'hui, pour l'ancienne classe du travail, si identité il y a, elle ne peut être que négation de cette condition prolétarienne, ce que les salariés en lutte de Cellatex dans les Ardennes, Kronenbourg en Alsace, Bertrand-Faure dans l'Aube et d'autres ont manifesté par des pratiques illégales mais rendues publiques, qui ne font pas partie des traditions du mouvement ouvrier, au moins depuis l'aggiornamento de 1851<sup>122</sup>. Des pratiques qui les conduisent à rompre avec leur statut de travailleur de l'entreprise et se lancer dans des pratiques d'outlaws, même si, comme à l'époque des luddites, elles ressortent plus de la négociation collective par l'émeute que de la rage destructrice. La différence est toutefois importante avec le XIX<sup>e</sup> siècle car les travailleurs ici concernés ne vont pas aller rejoindre une "armée de réserve", mais les rangs des *disoccupati*. En fait, pour ce type de travailleurs, c'est une expérience négative qui vient remplacer l'expérience ouvrière qui devait être à l'origine d'un processus d'auto-organisation de la classe<sup>123</sup>. Cette expérience négative est celle de l'inessentialisation du "travail vivant" lui-même. Alors que le caractère social du travail occupe maintenant toutes les dimensions de l'existence du

---

<sup>120</sup> Cf. "La révolte des banlieues" et "Le moment CPE", *Temps critiques* n°14. Hiver 2006.

<sup>121</sup> J.Ellul, *La technique et l'enjeu du siècle*. A.Colin. 1954.

<sup>122</sup> Date de la première exposition universelle à la gloire des nouvelles techniques et qui a vu se produire une communion des classes bourgeoises et ouvrières autour du dieu Progrès.

<sup>123</sup> Expérience ouvrière qui sera à la base des théorisations de la revue *Socialisme ou Barbarie* dans les années 45-55. Cf. Ria Stone et "L'ouvrier américain", puis Cl.Lefort, H.Simon, D.Mothé et l'idée d'opposition permanente ; puis, enfin, Panzieri et les operaïstes italiens.

travailleur que ce soit en tant que processus machinique ou comme *general intellect* (savoir accumulé), le travailleur ne perçoit plus son propre travail que comme contingent et non nécessaire. L'expérience négative n'agit pas alors comme "travail du négatif"; elle signale seulement qu'il n'y a plus ni programme ni projet liés à la centralité du travail et à l'existence d'une classe qui le porterait. Cette impossibilité était déjà apparue pendant le mouvement des chômeurs, à partir du moment où il exprima la revendication d'un droit au revenu sans passer par le travail. Dans une certaine mesure, c'est bien ce que l'on retrouve dans la révolte de jeunes des cités. Ce qu'ils dévoilent dans leurs actions, c'est non seulement leur rapport décentré<sup>124</sup> aux forces productives (ils ne travaillent pas ou alors de façon intermittente) et aux secteurs de la reproduction (échec scolaire, absentéisme, désintégration familiale), mais aussi le fait qu'ils ne veulent pas ou ne s'illusionnent plus sur une possibilité de s'insérer davantage. S'insérer dans quoi, d'ailleurs, puisque certains refusent le rôle de "bon ouvrier" bien exploité qu'ont tenu leurs parents pendant si longtemps<sup>125</sup>, rôle qu'on ne leur propose plus que de façon

---

<sup>124</sup> Ce décentrage apparaît bien dans "l'intervention" de certains jeunes des cités au cours d'une manifestation de 2005, contre la loi Fillon. Même si certains d'entre eux sont encore scolarisés, ils ne se reconnaissent plus dans la communauté scolaire et ne peuvent plus en exprimer une tendance à la radicalisation, ce qui était encore le cas au moment des grandes luttes contre la loi Devaquet en 1986 ou contre le CIP de Balladur en 1994. Leur radicalité sans débouché s'exprime alors dans une violence de bande à bande. Les flics sont assimilés à une autre bande, les chevelus et babas à une autre.

<sup>125</sup> Le mépris du travail qui fut jadis l'apanage des couches dominantes (citoyen grec, noblesse du Moyen-âge, hidalgo espagnol de la Renaissance) imprègne aujourd'hui les couches dominées. Et les plus concernés ne sont pas ces ouvriers étrangers sans papiers qui se précipitent, faute d'alternative, dans les ateliers clandestins de la surexploitation, mais les propres enfants de générations d'immigrés sans qualification qui sont venus participer à la reconstruction puis à la croissance du pays. Une partie de cette jeunesse en déshérence refuse de repartir de zéro et dénonce non pas tant la discrimination à l'embauche que ce qu'elle ne perçoit que comme des "boulots de bâtards" qui lui seraient maintenant réservés. Qu'elle soit parfois prête à troquer le bleu de travail d'ouvrier de ses pères pour le bleu sombre de l'uniforme d'agent de sécurité en dit long sur l'effondrement de la communauté du

extrêmement limitée dans une société capitalisée qui produit de plus en plus d'insécurité sociale. C'est cela qui rend vain tout appel à l'unité sur la base du salariat, comme si celle-ci devait se reformer à partir d'un pôle travail dominant (une classe ouvrière "en soi") qui n'est justement plus central dans le procès de production et dont les valeurs ne sont plus portées que par des individus atomisés. C'est enfin cette impossible affirmation d'une identité prolétarienne qui amène à percevoir les révoltés comme des groupes dangereux dont les actions seraient en dehors de toute signification politique. La révolte ne paraît plus pouvoir être rapportée à une quelconque positivité qui lui viendrait de l'extérieur comme cela était encore le cas en 1968 en France et dans les années 70 en Italie, avec le rattachement empathique de la jeunesse ouvrière et des "marginaux" au mouvement étudiant et au mouvement révolutionnaire.

Pourtant, ce qui est regrettable ce n'est pas que des jeunes se révoltent sans objectifs ou perspective, mais bien plutôt que si peu d'individus se révoltent et participent alors à des émeutes de plus grande ampleur. C'est cette absence de révolte de masse qui fait apparaître la révolte de ces jeunes comme dangereuse ou incontrôlable.

Là encore, face au mythe de l'unité de la classe, on assiste à sa décomposition. C'est ce qui fait renaître l'idée de "classe dangereuse" à propos des révoltes de banlieue dans la mesure où une partie de la classe se détache du reste parce qu'elle ne se reconnaît pas ou plus dans "l'être ouvrier". Au tournant du siècle précédent cela ne concernait que ceux qui ne se reconnaissaient pas dans cette figure, alors qu'aujourd'hui cela concerne aussi bien ceux qui ne se reconnaissent plus (la fin de l'"affirmation de l'identité ouvrière") que ceux qui ne se reconnaissent pas par refus du travail et de la condition ouvrière. On a là une limite du mouvement opéraïste comme analyse et affirmation d'une nouvelle composition de classe car tout ce mouvement peut être lu, à l'inverse, comme décomposition de la classe, d'abord par le développement d'une fraction minoritaire interne (les jeunes OS

---

travail et le déclin de la perspective classiste. Sa révolte ne signale pas une reprise de la guerre de classe mais son exigence d'une véritable communauté humaine. C'est seulement dans cette mesure que nous en sommes solidaires.

du sud de l'Italie), puis d'une minorité externe (les "indiens métropolitains"). Toute analyse en termes de majorité ou de minorité ne peut avoir qu'une valeur descriptive car ce n'est pas tant l'absence de médiation démocratique qui a précipité la défaite du mouvement qu'une dynamique du capital qui a su dynamiser le rapport de classes.

C'est d'ailleurs une des raisons qui explique la difficulté à intervenir d'une manière ou d'une autre. Cette difficulté ne provient pas du fait que nous ne saurions pas reconnaître l'importance de cette révolte, de la même façon que certains n'avaient pas reconnu dans les revendications des étudiants de Nanterre le début d'une reprise révolutionnaire. En effet, reconnaître cette importance ne produit rien de plus car nous ne sommes pas du tout dans le même cas de figure que celui de la révolte de Nanterre en mars 68. Le problème n'est pas tant dans le point de départ d'une lutte, son caractère local ou général, son aspect revendicatif ou non. On peut même dire que les raisons de la colère des jeunes de 2005 sont plus intenses et plus étendues que celles des jeunes de 68, mais ce qui compte c'est la capacité d'extension dans les têtes et dans la pratique. C'est le caractère objectivement et subjectivement universaliste de la révolte qui lui donne sa portée et rend possible sa généralisation. Or, la colère ou la rage n'ouvrent pas de perspective en elles-mêmes si elles ne sont pas portées par une certaine dimension utopique et ludique qui dépasse la simple réaction mortifère. Ce sont ces conditions qui ont rendu possible mai 68 et le mouvement italien. Ils n'étaient pas pure négation, mais ils se voulaient producteurs de nouveaux rapports sociaux, à la fois mouvement de désobjectivation et de désobjectivisation des anciens. Ce sont ces conditions qui ne sont pas toutes réunies aujourd'hui dans la mesure où si les conditions objectives d'une révolte plus générale, en tout cas d'un mouvement d'ampleur – car la révolte suppose une certaine extériorité au rapport social dominant – sont bien réunies, les conditions subjectives ne suivent pas.

### **2.3. L'auto-organisation n'est pas une fin, ni même un pis-aller**

Tant que les travailleurs ont constitué la classe du travail à l'intérieur d'un capitalisme régi essentiellement par les lois de l'accumulation, cette classe du travail, que ce soit dans sa composante ouvrière le plus souvent ou paysanne plus rarement, a su poser des formes politiques propres : les conseils ouvriers, les



communes agricoles encore que ces dernières, pendant la révolution en Espagne, aient reposé sur la séparation entre la forme économique-sociale et les formes politiques abandonnées aux organisations anarchistes et démocratiques. Mais ces formes ont été défaites politiquement et militairement... alors que la classe du travail a gagné en tant que classe de cette société<sup>126</sup>. Alors qu'aujourd'hui la classe du travail s'est fondue dans la non classe du salariat et que la valorisation du capital s'effectue largement en dehors du travail vivant, il devient beaucoup plus difficile, d'envisager de nouvelles médiations. Les coordinations en France et en Espagne, les Cobas en Italie ou "l'assembléisme" en Espagne ont montré leurs limites.

Bien souvent les coordinations correspondent à trois situations au sein du salariat : tout d'abord une affirmation d'identité non reconnue statutairement ou syndicalement (les infirmières en France, les enseignants, souvent auxiliaires, en Italie) ; ensuite, un statut et des acquis en péril, avec la dévalorisation d'une spécialisation professionnelle de type ouvrière (les roulants de la SNCF) à l'intérieur d'un secteur, les transports publics, où prédominent la non classe des salariés et les impératifs de la reproduction ; enfin, un statut non permanent (lycéens, étudiants, intermittents du spectacle). Bien que d'origine récente ces formes retrouvent des modèles historiques d'action directe qui furent celles du syndicalisme révolutionnaire du tournant du siècle précédent, à la différence près que ces formes ne perdurent pas. A la retombée des mouvements soit elles disparaissent immédiatement, leur but limité accompli (l'organisation de l'action et la circulation de l'information), soit elles se transforment en coquille vide (la coordination des infirmières), soit elles se rapprochent ou se transforment en syndicats (les éphémères syndicats indépendants de la banque, des hôpitaux, des transports, SUD). Dans ce dernier cas il n'y a pas d'autre solution que de mimer les grands syndicats ou disparaître car le syndicalisme est le produit de la dépendance réciproque entre travail et capital. Il représente le pôle travail dans sa dépendance au capital, puisque c'est toujours dans le capital que se retrouvent

---

<sup>126</sup> Ce que J.Guigou appelle "l'internisation" de la classe du travail dans la société du capital représenté (cf. Anthologie de *Temps critiques*, vol II, *La valeur sans le travail*, p.251-257, L'Harmattan, 1999 et pour une critique interne de cette notion cf. *ibid.* B.Schulze, "Critique de la notion d'individu particule de capital", p.247-249.

les conditions de reproduction des rapports sociaux<sup>127</sup>. On comprend mieux que tout cela ne puisse déboucher sur une recomposition syndicale que beaucoup appellent de leurs vœux puisque nous sommes justement aujourd'hui engagés dans une crise de cette dépendance réciproque que nous définissons comme tendance à l'irreproductibilité de la force de travail. Le revers de la médaille, c'est qu'on a l'impression qu'il n'y a plus de sédimentation des expériences de luttes. L'expérience ouvrière chère à la revue *Socialisme ou Barbarie* et qui devait être à la base de son auto-organisation laisse la place à une "expérience négative", celle du chômage, de l'absence de programme de rechange, de la désocialisation, de la non intégration<sup>128</sup>.

L'auto-organisation n'entérine pas l'existence du prolétariat comme classe de la production capitaliste ; elle est une des formes de la lutte qui tend à la fixation et dans cette mesure à la reproduction. Mais aussi bien en Argentine que dans les luttes contre le CPE on a pu voir que cela commençait à être beaucoup moins net. Il n'y a pas à faire de l'auto-organisation un ennemi, mais il faut en marquer les limites. Le centrage du groupe Théorie Communiste sur cette question<sup>129</sup> montre bien qu'il ne peut s'en détacher tout en ayant l'obligation de s'en démarquer. Ne peut-on pas considérer cela comme une concession majeure faite au "démocratisme radical" ?

Mais il nous faut revenir à la notion d'autonomie. D'entrée de jeu, dans ce n°20 de *Théorie communiste*, on apprend que l'autonomie, comme perspective révolutionnaire se réalisant au

---

<sup>127</sup> Sur cette question du syndicalisme et pour de plus amples développements on consultera avec profit la revue *Théorie Communiste* (BP 17, 84300 Les Vignères) et particulièrement le n°13 ainsi que le livre de L.Marin sur le mouvement de 1995, "Journal d'un gréviste : Théorie et marche à pied". *Théorie Communiste*, 1996. L'analyse s'effectue dans le cadre d'un strict respect des canons de la lutte des classes et dans l'interprétation de ce mouvement comme relevant d'une lutte pour le partage de la valeur ajoutée, ce que nous ne pouvons accepter, mais la caractérisation du syndicalisme qui y est faite échappe aux facilités de l'anti-syndicalisme radical et représente l'analyse la plus poussée que l'on ait actuellement à disposition.

<sup>128</sup> Pour des références plus récentes on peut se reporter au n°14 de *Temps critiques* et particulièrement à l'analyse de la révolte de novembre 2005, "La part du feu".

<sup>129</sup> Cf. toute la première partie du n°20, septembre 2005.

travers de l'auto-organisation, est inséparable d'une classe ouvrière stable correspondant à la période fordiste. Or déjà dans cette période, toute autonomie ouvrière du point de vue du travail concret était devenue impossible, la capacité de l'ouvrier ne dépendant plus que du processus technologique. Des syndicats comme la CGT et la CGIL, purs représentants de l'idéologie ouvrière du travail, refusèrent de le reconnaître pour pouvoir garder leur fond de commerce de défenseur du travail salarié. Pour cela, ils effectuèrent une pirouette en passant de la défense de la valeur de la force de travail à la défense de la valeur du travail. Toute pénibilité devait donc faire l'objet d'une rétribution particulière augmentant la valeur du travail effectué et non pas d'une lutte contre la pénibilité. Cette stratégie ne pouvait que rencontrer l'incompréhension chez les OS qui jamais ne se sont aventurés à marchander la spécificité de leur travail. Reconnaître cela, les aurait condamner à leur situation de force de travail non qualifiée du bas de l'échelle hiérarchique. Pour eux, le salaire ne saurait apparaître comme le prix du travail car celui-ci n'a aucune réalité individuelle. De là va naître une autonomie par rapport à la stratégie syndicale (et patronale) de différenciation de la classe. Refus des primes et volonté de gagner plus en travaillant et en souffrant moins vont être les objectifs de l'ouvrier-masse<sup>130</sup>. L'ouvrier-masse ne marchande pas la valeur de son travail concret, mais la rétribution de sa force de travail en tant qu'élément indifférencié du procès collectif de production de richesse. Il demande de jouir de la richesse générale produite et cela va passer par des revendications égalitaires et maximalistes, par une revendication d'un "salaire politique" qui le pose à la fois dans le capital et au-delà. A la contestation anti-autoritaire des étudiants et *emerginati* va correspondre la lutte contre la division du travail dans les ateliers. Cette "revendication" du salaire politique rompt le lien salaire-productivité et se situe dans une perspective de dépassement de toutes les lois de l'économie et d'une critique de l'idéologie des producteurs et de la loi de la valeur-travail. Sur cette base, l'OS ne peut développer une véritable conscience de classe car de quelle classe pourrait-il s'agir si on caractérise la classe par tout un poids social-historique (pour parler comme Castoriadis), des références communautaires etc. Il ne se voit pas comme sujet de l'histoire car il ne transforme plus le monde, mais il a une conscience de sa situation qui l'amène à un dégoût

---

<sup>130</sup> Je fais mienne, ici, la notion operaïste d'ouvrier-masse.

constant pour son travail et un goût immodéré pour l'argent, c'est-à-dire pour son salaire<sup>131</sup>. Il est devenu individu-prolétaire (individu malgré le fait d'être prolétaire) et non plus prolétaire-individu (individu en tant que prolétaire). Il se situe en dehors du cadre marxiste et syndical qui comprend la conscience comme quelque chose qui se construit progressivement. On ne passe plus de la classe en soi à la classe pour soi car l'OS exprime un va et vient constant entre en soi et pour soi dans lequel la question du rapport à la nature intérieure (la vie quotidienne et la question de la reproduction) est aussi importante que celle du rapport à la nature extérieure (les rapports de production et les forces productives). C'est ce clivage production/reproduction qui ne joue plus à ce moment là.

C'est ce que confirme le développement des luttes italiennes de 1962 à 1975. Elles sont souvent le fait de franges récemment prolétarisées de la jeunesse, d'individus du sud de l'Italie issus du monde rural. Ce ne sont pas des luttes qui prennent un caractère strictement revendicatif, mais une révolte clamant *Vogliamo tutti* et qui conteste tous les aspects du travail. Une révolte qui se situe en partie en deçà du strict caractère prolétarien<sup>132</sup> mais qui est portée en partie au-delà par les transformations ultra rapides du capital. Ainsi, ce qui est revendiqué n'est pas de l'ordre du corporatisme (ce que les syndicats reprochaient aux "révoltés"), mais d'une critique du travail et de l'identité ouvrière qui cherche à

---

<sup>131</sup> A l'ingénieur qui lui propose un nouveau travail alors qu'il vient de se faire licencier, l'ouvrier de *Vogliamo tutti* (N.Ballestrini. Seuil. 1973) répond : "Non, vous ne m'avez pas compris, je ne veux plus travailler. Je veux rien faire. Alors je suis allé prendre le pognon le mois d'après et comme ça l'histoire de l'Idéal Standard a été terminée. Je suis resté au chômage un certain temps, mais je me suis acheté des chaussures élégantes, un imperméable et des vêtements. En 15 jours, j'ai dépensé tout mon argent" (p. 21). De la même façon, un peu plus loin, le jeune ouvrier raconte comment, venu l'été, il cherche à se faire licencier pour revenir se baigner chez lui, dans le sud.

<sup>132</sup> Comme toujours pourrions-nous rajouter en référence à notre caractérisation des classes et leur rapport à la révolution. En effet, nous affirmons depuis longtemps (cf. *Temps critiques* n°6-7, 1993) le caractère mixte des classes porteuses de la subversion pendant les moments révolutionnaires. Les "sans culottes", les artisans, les paysans-ouvriers, les intellectuels déclassés ont tous joué un rôle de premier plan dans ces rares "orgasmes de l'histoire".

se faire monnayer et accorde peu d'importance aux valeurs de celle-ci et à ses revendications sur la *professionalita* et la santé (*La salute non si paga*), points sur lesquels insistait le syndicat unifié de la métallurgie représentant surtout les ouvriers qualifiés et les techniciens. L'accent est mis sur l'insubordination immédiate à la domination plutôt que sur la perspective d'une lutte à long terme contre l'exploitation. Sur la valeur de la force de travail plus que sur la valeur du travail<sup>133</sup>, ce qui signifie bien différencier les deux actes que sont le moment de l'achat-vente de la force de travail et l'activité-travail elle-même. Dans le programme prolétarien classique, cette différenciation n'est pas claire et permet en fait de sacrifier le premier moment au second. C'est ce qui ouvre la perspective de l'affirmation du travail.

Les revendications quantitatives extrêmes sont la critique en acte d'un programmatisme ouvrier fondé sur une loi de la valeur rendue obsolète par l'impossibilité de continuer à mesurer la production de richesse par le temps de travail<sup>134</sup>. Une révolte qui se développe en faisant éclater le mode fordiste de régulation et le maillage serré constitués par le trio État, patronat syndicats qui enserrait les luttes à l'intérieur du seul cadre du renouvellement des conventions collectives et de la défense de l'échelle mobile des salaires. Même si la question de l'autonomie de la lutte s'est posée pour la frange de "l'autonomie organisée" — autonomie par rapport au capital et par rapport aux syndicats et à la gauche — elle ne s'est pas posée en terme d'auto-organisation et l'analyse de *Théorie Communiste* sur 1969 en Italie apparaît peu probante. En effet, les revendications les plus radicales prenaient la forme de revendications quantitatives et spécifiques aux OS, mais en faisant sauter tout l'appareil conceptuel de l'idéologie ouvrière du travail. Par les revendications égalitaires sur le salaire, c'est tout le cadre

---

<sup>133</sup> Les thèses de M.Tronti sur le rôle central de la valeur de la force de travail et la revendication de *Potere operaio* sur le salaire politique semblent trouver ici leur pleine résonance. "Les ouvriers modernes, et depuis longtemps, veulent surtout deux choses : travailler peu et gagner beaucoup" (M.Tronti, *Ouvriers et capital*, Christian Bourgois, 1997).

<sup>134</sup> Si à l'époque, cette critique était encore interne au procès de production et à la classe (dans la figure et les pratiques des OS) tout en posant leur dépassement, aujourd'hui les mouvements de chômeurs, les grèves *desesperados*, les révoltes de banlieues, se mènent en marge ou même de l'extérieur du procès de production et sans l'affirmation d'une identité de classe.

hiérarchique qui est remis en cause et les traditionnelles séparations entre luttes défensives et offensives, entre revendications quantitatives et qualitatives<sup>135</sup>. Par les cortèges ouvriers, c'est le rapport entre avant-garde active et masse passive qui est bousculé et par le *Vogliamo tutti* et le "nous avons tous les mêmes besoins"<sup>136</sup>, c'est le "A chacun selon son travail" de la phase de transition socialiste<sup>137</sup> qui est remis en cause. C'est un combat frontal et sans médiation syndicale qui est énoncé. La revue *Théorie communiste* ne saisit pas la véritable signification du "salaire politique". Elle en fait une forme particulière et exacerbée du programmatisme prolétarien puisque se situant dans la perspective du "pouvoir ouvrier". Elle ne voit pas la tentative de dépassement en réduisant le *Vogliamo tutti* à un "Nous voulons tout" (en tant qu'ouvriers), alors que ce slogan trouvera ses prolongements dans le mouvement des autoréductions dans les quartiers et culminera avec les événements de Bologne en 1977. Elle semble aussi faire de l'échec ou de la réussite du mouvement en Italie, une question d'organisation : "Les secteurs ouvriers en lutte avaient été incapables de créer une 'assemblée' reliant entre elles les diverses formes d'auto-organisation et le mouvement avait été 'récupéré' par la CGIL et ses comités d'atelier"<sup>138</sup>. C'est, à mon avis, une erreur de jugement sur le niveau de lutte atteint par la pointe avancée du mouvement qui en était à se poser la question

---

<sup>135</sup> Ce sur quoi viendra buter, encore plus fortement, le mouvement du mai français.

<sup>136</sup> C'était le mot d'ordre de l'atelier 52 de la Fiat. Cf. *La Fiat aux mains des ouvriers* de D.Giachetti et M.Scavino. Les nuits rouges.2005. Mais ce slogan ne se fait pas à titre ouvrier comme on s'en aperçoit en lisant l'ouvrage de N.Ballestrini. Il n'y aura d'ailleurs pas de focalisation des prolétaires sur les occupations d'usine, même en 1969 et dès 1973, il est clair, pour tous les militants d'usines à la pointe du combat, qu'il faut sortir des usines, élargir la lutte et regrouper l'ensemble des prolétaires ("l'ouvrier social") quelque soit son statut et sa situation du moment. L'intervention des femmes dans les luttes de quartier sera d'ailleurs une des formes du mouvement féministe italien.

<sup>137</sup> C'est logique puisque c'est justement le capitalisme qui la réalise aujourd'hui à travers ce que j'appelle "la révolution du capital".

<sup>138</sup> Cf. le texte : "L'auto-organisation est le premier acte de la révolution, la suite s'effectue contre elle", supplément à *Théorie Communiste* n°20 (juin 2006) p.2.

de sa composition de classe dans des termes nouveaux<sup>139</sup>, mais néanmoins encore à l'intérieur d'une perspective ancienne, celle du combat classe contre classe (ce qu'exprime la dureté des confrontations entre les OS d'un côté, les employés et le petit encadrement de l'autre). Cette tendance se heurtait à la réalité dominante de la dépendance réciproque des classes. Les cortèges défilant dans les ateliers et les sabotages n'étaient pas communisation mais le signe d'une faiblesse du mouvement face à l'ensemble de la classe qui était loin d'être prête à la révolution car sa frange qualifiée s'était créée une réserve sur la base du compromis fordiste. C'est cette frange qui s'avéra particulièrement rétive aux nouvelles formes de lutte "ne faisant pas partie de la tradition ouvrière"<sup>140</sup>. C'est sur cette frange que le PCI s'est appuyé, après 1974, pour isoler puis liquider les prolétaires les plus radicaux<sup>141</sup>.

Alors que l'identité ouvrière habite encore la classe ouvrière du Nord et se renforce au travers de l'idéologie résistancialiste de son extrême gauche<sup>142</sup>, cette identité est ignorée, si ce n'est refusée, par cette frange composée de déracinés et de déclassés en provenance du Sud. Pour ceux-ci, il n'y avait donc rien à libérer<sup>143</sup> si ce n'est une gigantesque créativité hors travail qui apparaîtra bien dans le mouvement de 1977, mais qu'on trouve déjà à l'œuvre dans le mouvement de 1968 en France. C'est ce que confirme aussi toute la réflexion théorique entamée par les *Quaderni Rossi* dès le début des années 60 et qui prendra le nom d'opéraïsme, réflexion ignorée ou mésestimée par *Théorie Communiste*, jusqu'à ce que

---

<sup>139</sup> Cf. Les développements sur "l'ouvrier-masse", "l'ouvrier social", le prolétaire métropolitain", etc.

<sup>140</sup> Sabotages, pratique des congés maladies les jours de grève syndicale (le jour de la grève des métallos du 25/09/69, il y eut 20% des salariés en arrêt maladie), démocratie ouvrière directe, etc.

<sup>141</sup> Cf. "l'affaire des 61" licenciés de la Fiat.

<sup>142</sup> Par exemple au sein des ouvriers influencés par l'un des courants de la FGCI (jeunesse communiste italienne) dont Franceschini, qui sera un des fondateurs des Brigades Rouges.

<sup>143</sup> Malgré ce que dit *Théorie Communiste*, p. 2 de "L'auto-organisation est le premier acte de la révolution, la suite s'effectue contre elle" quand les auteurs de cette revue sous-entendent que le mouvement de 1969 est un mouvement d'affirmation de la classe et de libération du travail.

Ch. Charrier en "découvre" l'importance aujourd'hui<sup>144</sup>. Cette caractéristique de la composition de classe explique la coupure qui se produira plus tard (à partir de 1974-75) avec la frange organisée de la classe, celle qui lutte pour l'unité syndicale (les "comités syndicaux unitaires d'usine" comme réponse au "nous sommes tous des délégués" des Comités Unitaires de Bases) et l'hégémonie ouvrière ; et celle ensuite des "autoconvocations", mais qui sont étroitement contrôlées par des appareils bureaucratiques modernisés au contexte de l'époque. Aucune "autonomie" là-dedans ! Il est d'ailleurs étonnant de voir aujourd'hui certains néo-operaïstes comme Vercellone analyser la période 1968-73 en Italie comme celle d'une révolte du savoir vivant contre le capital fixe alors que les operaïstes de l'époque la qualifiait de lutte contre le travail menée par l'ouvrier-masse.

*Théorie Communiste* est obligé de réécrire l'histoire pour dire que l'autonomie était possible et qu'elle a existé avant (mais comme partie du programme dans ce qui serait une première phase de la domination réelle du capital), mais qu'elle ne l'est plus aujourd'hui parce qu'on se trouverait dans une deuxième phase (fin du programmatisme et de la double nature ouvrière et prolétarienne de la classe) qui voit se manifester des formes d'auto-organisation (sans autonomie).

Nous ne serions pas en désaccord avec cela si cela n'impliquait pas, premièrement, une adhésion à l'idée qu'il y aurait deux phases radicalement différentes dans la domination réelle au point qu'on a l'impression que la deuxième pour exister en tant que toujours domination réelle, doit se faire "plus réelle que réel" ce dont nous ne sommes pas convaincus ; et deuxièmement, l'idée que l'autonomie n'était que le programme et que ça condamne toute les luttes de l'époque au nom de la nécessaire restructuration du capital. De la même façon que pour *Échanges* il faut que la classe soit la plus pure possible pour marquer sa différence avec les autres, pour *Théorie Communiste*, il faut que le capital soit devenu pur pour que la vraie révolution apparaisse. Il n'est d'ailleurs pas tiré toutes les leçons de cette perte d'autonomie dont la racine se trouve dans une domination du travail mort d'une nouvelle nature qui ôte toute humanité interne au travail productif. C'est ce qui

---

<sup>144</sup> Il est paradoxal que l'exhumation nouvelle des théories operaïstes au sein de la revue *Meeting* intervienne quand ce courant prononce l'impossibilité de toute affirmation d'une identité prolétarienne.



nous oblige à en appeler à une révolution à titre humain. C'est une chose qui avait été plus ou moins clairement saisie par *l'Internationale Situationniste* puis par une revue comme *Négation* et qu'on ne retrouvera pas ensuite dans les prolongements théoriques que constituèrent *Crise Communiste* et *Théorie Communiste* à la fin des années 70. Cette dernière, en refusant à la fois la révolution à titre humain et une possible autonomie prolétarienne se condamne effectivement à fonder une théorie de l'écart<sup>145</sup> entre d'un côté un rapport social qui ne produit plus l'unité du prolétariat par et dans l'implication, mais le précaire, le pauvre, l'ouvrier désespéré, l'émeutier ; de l'autre une pratique communisatrice à laquelle il s'agit de donner une figure : celle d'un nouveau prolétaire qui n'est plus défini que par sa capacité communisatrice. C'est pourquoi sa figure emblématique devient le travailleur précaire et surtout le chômeur. Mais s'il n'est plus défini par son appartenance à une "classe en soi" et déterminée par la conscience "d'être une classe pour soi", qu'est-ce qui distingue alors la révolution communisatrice de la révolution à titre humain? *Théorie Communiste* a longtemps dit que c'était le fait que les seconds allaient trop vite en besogne en liquidant le prolétaire pour installer "l'homme" à sa place, mais qu'en est-il aujourd'hui quand cette revue soutient à la fois, qu'il n'y a plus de caractérisation sociologique possible de la classe et plus d'affirmation possible de son identité?

Dans les derniers mouvements, comme nous l'avons déjà dit, les coordinations n'apparaissent même plus comme des supports de l'action alors que de nouvelles structures cherchent leur voie. Le syndicat SUD en se développant réactive une gauche syndicale, mais sans base ouvrière puisqu'elle prospère dans le secteur public de la reproduction. C'est ce qui l'amène à développer une idéologie du social et à être présente dans toutes les structures qui animent ce social (Droit au logement, Agir contre le chômage, mouvement des sans papiers, Éducation sans frontières, etc.).

On a un autre exemple, mais encore plus dilué, de cette nouvelle forme de conflictualité, dans l'opposition à l'OMC et particulièrement la forme de lutte qui s'est exprimée autour de la conférence de Seattle. Là encore, mais de façon un peu dérisoire, les opposants ont cherché à se présenter comme les citoyens du monde face aux puissances et aux puissants de ce monde, comme si eux-mêmes ne participaient pas de cette puissance et des

---

<sup>145</sup> Cf. le n°20 de *Théorie Communiste* (2005) et "la théorie de l'écart".

rapports de force dans le monde et à l'intérieur de leurs propres États. S'il y a bien une révolte ou un refus à la base que posent des individus de la Confédération paysanne en France, certaines associations de paysans en Inde ou au Brésil, cette opposition sans véritable critique du monde cherche à développer une logique de la contre-expertise qui se situe forcément sur le même terrain que ce qu'elle attaque : ATTAC et la taxe Tobin, la Coordination contre l'AMI, "l'Appel des économistes contre la pensée unique" se situent dans le droit fil des experts du syndicat polonais *Solidarnosc*. Toutefois ces derniers pouvaient-ils encore se prévaloir d'un certain passé historique et d'une légitimité politique forgée dans les prisons. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, dans nos sociétés capitalisées où prédomine une expertise professionnalisée et non plus militante. Ainsi, le Réseau d'Alerte contre les Inégalités composé d'anciens membres du Centre d'Études sur les Revenus et la Consommation (CERC) dissout par le gouvernement Juppé, est à l'origine de la fameuse revendication sur "le partage des richesses", revendication reprise sans aucune distance critique par toutes les officines trotskistes et libertaires.

La démarche bourdieusienne va dans le même sens. La théorie marxiste de la fausse conscience empêchait toute expression autonome du prolétariat sans son parti d'avant-garde, la présence des conditions objectives et l'intellectuel sartrien comme compagnon de route. La théorie de la méconnaissance de Bourdieu conduit aujourd'hui l'intellectuel à être celui qui donne son unité à un mouvement social multiforme et éclaté, parce qu'il est l'unique dépositaire du savoir. Le sociologisme se fait médiation intellectuelle (*La Misère du Monde*) qui porterait l'exigence d'une pratique sociale ("Raison d'Agir"), mais comme l'économisme anti-"pensée unique", il ne conduit qu'à la dépolitisation de la critique par une apologie du social qui redouble celle produite par les limites actuelles des luttes.

Si, la période des révolutions prolétariennes est close cela ne signifie pas qu'un autre contenu historique de la révolution est impossible à faire advenir. Si la notion de révolution devient problématique cela n'implique pas pour autant son abandon. La rupture dans la théorie de la révolution permet d'interpréter autrement que comme un "réformisme" les nombreuses alternatives qui se sont manifestées depuis le dernier assaut prolétarien des années 65-75. Le surgissement des alternatives pourrait notamment rétablir le rapport entre la critique révolutionnaire et les socialismes utopiques du XIX<sup>e</sup> siècle qui

furent rejetés par Marx et les marxismes du XX<sup>e</sup> siècle. Un nouveau fil historique en quelque sorte, qui viendrait supplanter le fil rouge perdu des luttes historiques de la classe ouvrière<sup>146</sup>.

### 3. RÉVOLUTION ET ALTERNATIVE

#### 3.1. Le travail du négatif n'est plus ce qu'il était

Dans une intervention de 1966 à la Sorbonne, intitulée "Sur le concept de négation dans la dialectique", H. Marcuse s'en prend à l'interprétation la plus courante, chez les marxistes (à la suite de Hegel), de l'idée de négation comme constituant un élément dissolutoire interne de la contradiction entre deux pôles antagoniques d'une même totalité; par exemple, les pôles capital et travail du rapport social capitaliste. A cette vision, il oppose une négation qui serait externe à la totalité : "L'extérieur dont je viens de parler ne doit pas être conçu d'une manière mécanique, en termes d'espace, mais comme la différence qualitative qui dépasse les oppositions présentes à l'intérieur de tout partiels antagoniques et n'est pas réductible à ces oppositions (...) La force de la négation, nous le savons, ne se concentre aujourd'hui en aucune classe. Elle constitue une opposition encore chaotique et anarchique ; elle est politique et morale, rationnelle et instinctive ; elle est refus de jouer le jeu, dégoût de toute prospérité, obligation de protester. C'est une opposition faible, une opposition inorganique, mais qui, à mon sens, repose sur des ressorts et vise des fins qui se trouvent en contradiction irréconciliable avec la totalité existante<sup>147</sup>".

Quoiqu'il en soit des erreurs de Marcuse sur la recherche d'un nouveau sujet révolutionnaire alors que la révolution n'est justement plus une question de sujet, cette prévision semble se réaliser dans les mouvements de la fin des années 60-début années 70 et particulièrement en Italie. Les luttes ouvrières et étudiantes s'élargissent à la ville et débordent des catégories particulières dans des grèves et les pratiques d'auto-réduction des impôts et des loyers, ouvrant des formes de pratiques alternatives forts différentes de celles des "alternatifs" auto-proclamés. La

---

<sup>146</sup> Sur cette question du fil historique, on peut se reporter à mon article du n°14 de *Temps critiques* (hiver 2003) : "Invariance, discontinuité, rupture", p.27-37.

<sup>147</sup> H. Marcuse, *Pour une théorie critique de la société*.

redistribution permanente de l'espace dévolu à la production (pas seulement la délocalisation) et la restructuration permanente de secteurs affectés à la reproduction créent, au moins momentanément, des zones de fragilité. Un campus universitaire comme Nanterre, sis à 300 mètres des bidonvilles de travailleurs immigrés a pu, en dehors de toute probabilité, jouer ce rôle de terreau. Il en fut de même dans les banlieues rouges de Milan et de Kreuzberg à Berlin. Ces luttes montraient la nécessité de sortir et de dépasser l'espace de la production et de l'usine, mais de façon encore confuse, en raison aussi de la confusion même de l'époque, à cheval sur deux périodes. Ces luttes pouvaient donc encore apparaître comme complémentaires des luttes ouvrières et finalement subordonnées à elles ou bien apparaître comme le résultat des pratiques de refus du travail et d'une nouvelle conflictualité diffuse et diversifiée, dans laquelle s'inscrivait aussi une remise en cause des rôles traditionnels (femmes/hommes, militants/non militants). Le recul global des luttes à la fin des années 70 réduisit ce qui restait de ces pratiques à un mode de survie misérabiliste<sup>148</sup> agrémenté de quelques actions directes aussi répétitives que dérisoires (particulièrement à Berlin et Hambourg). Le sens de certaines pratiques change avec le contexte de la lutte. Offensives à l'origine, ces tentatives d'appropriation du "local" afin de donner sens à une ville enfouie au sein du magma urbain (un aspect important de la domination) se sont mues aujourd'hui en idéologies-relais qui participent de la revitalisation de la politique de la ville (décentralisation, municipalisme libertaire, conseils de quartiers et pratiques citoyennes).

Si on revient à l'exemple de l'Italie, une surenchère sur la valeur de la force de travail (le "salaire politique") séparée d'une remise en cause profonde de la structure du système de besoins par la critique de la notion de valeur d'usage, a pu produire une tendance au consumérisme ouvrier qui, par la suite, a été en partie captée et orienté dans le sens d'une restructuration productive et

---

<sup>148</sup> Mode de survie plutôt que mode de vie, qui caractérise encore aujourd'hui les pratiques de squats, des contestations écologiques qui se traduisent parfois par une sorte d'ascétisme, de paupérisme empreint de moralisme et des positions anti-consuméristes qui ne font que prendre le contre-pied des positions dominantes en s'attaquant aux effets plutôt qu'aux causes.

une modernisation sociale<sup>149</sup>. Mais il ne faut pas oublier que cela est le produit de la défaite du mouvement. Ce n'était pas son sens automatique. A preuve, le formidable besoin d'autonomie qui s'exprimait dans les mouvements de l'époque et débouchait sur des besoins d'un nouveau type, entre biens de production et biens de consommation manifestant encore mal une ambiguïté qui leur est propre et qui apparaît plus clairement aujourd'hui dans les discussions autour des "logiciels libres" par exemple.

### 3.2. Réformisme ou alternative ?

Il ne s'agit pas de condamner et de donner des leçons tant que nous-mêmes ne sommes pas capables d'articuler plus clairement les liens entre particulier et universel. Ainsi, il me semble erroné de penser que les composantes de l'altermondialisme représentent seulement une tendance vers un nouveau type de réformisme parce qu'elles sont souvent axées sur une lutte particulière. Par exemple, dans la lutte anti-OGM transpire un utopisme concret et non messianique qui est pourtant porteur d'espérance. Il ne s'agit pas non plus de donner des leçons tant que nous n'avons pas défini plus précisément ce que nous appelons la tension individu/communauté. Mais il n'y a pas de doute que ces particularisations des rapports sociaux et la particularisation des mouvements qui s'ensuivit ont constitué, à un certain moment, des pratiques de repli correspondant à l'abandon de toute perspective révolutionnaire.

Le développement des SEL (Systèmes d'Échanges Locaux), par exemple, indique que la valorisation se faisant de plus en plus en dehors du travail vivant, sa réalisation sous forme monétaire n'irrigue plus suffisamment l'ensemble du rapport social. La demande non solvable, c'est-à-dire celle qui n'existe pas pour le monde de l'économie, s'invente donc de nouveaux instruments. Laissons de côté les activités des petites bandes mafieuses pour examiner un mouvement qui bien souvent prend son origine dans des actes quotidiens de survie, qu'imposent des difficultés passagères ou endémiques. Quand ce mouvement dépasse le simple voisinage, il peut rencontrer d'autres attentes similaires ou même s'insérer dans des pratiques alternatives plus larges.

---

<sup>149</sup> Cela explique peut être le fait que, dans un raccourci provoquant, *Théorie Communiste* puisse réduire ce slogan du salaire politique à celui du revenu garanti, le second devenant la vérité du premier à partir du moment où on accepte l'idée des deux phases de la domination réelle.

Mais qu'est-ce que l'alternative ? Bien souvent les mouvements alternatifs des années 60 et 70, surtout forts aux États-Unis et en RFA ont été critiqués parce que, tout en se voulant alternatifs au capitalisme, ils auraient constitué en fait une alternative à la révolution, l'expression du nouveau visage du réformisme. Il y a sans doute de cela mais c'est une interprétation univoque. Mai 1968 n'est pas réductible à Geismar, Cohn-Bendit et Glücksmann, le mouvement alternatif ne l'est pas à Joschka Fischer, ni d'ailleurs dans un autre sens, à Ulrike Meinhof ! Cet exemple allemand montre d'ailleurs l'étendue et la variété de ce qui a été appelé, en Allemagne du moins, "la scène alternative".

Aujourd'hui, le mouvement alternatif, en tant que mouvement, appartient à l'Histoire, mais cela ne signifie pas qu'il n'existe plus de pratiques alternatives au sens de pratiques qui affirment ici et maintenant la possibilité de changer les choses et non pas seulement de demander des moyens qui permettront ensuite de changer les choses, ce qui est le cas, par exemple des revendications sur un revenu minimum garanti. Nous y reviendrons. Ces mouvements constituent un mélange d'actions de solidarité à l'état embryonnaire, entre individus en déshérence avec un encadrement idéologique et militant clairement alternativiste.

Certes les SEL n'ont rien de révolutionnaire. Ils manifestent une tension vers la communauté, même si c'est une tension de basse intensité pourrions-nous ajouter. En l'état, il n'y a aucune raison, même s'ils s'étendent, qu'ils dépassent les contradictions de tout alternativisme. Mais on peut toutefois s'étonner que cette forme concrète de réactivation d'un socialisme utopique soit aussi vilipendée par ceux qui se présentent comme radicaux ou par les gardiens d'une orthodoxie révolutionnaire. Par exemple, certains font remarquer<sup>150</sup> que des SEL se sont institutionnalisés, dans les pays anglo-saxons, comme en Ecosse, où ils ont été reconnus officiellement. Mais juger les pratiques à l'aune de ce qu'elles deviennent ou deviendront, relève de la même méthode que celle qui juge les révolutions en fonction de ce qu'elles sont devenues. Comme dans la vie en général si on savait ce qui va se passer plus tard, la plupart du temps on ne ferait rien, mais alors il faut renoncer à toute intervention politique. Il y a parfois la volonté de se servir d'exemples historiques pour montrer que l'on sait bien où tout ça mène, de qui ça vient, ce qui amène involontairement à

---

<sup>150</sup> Claude Guillon, *Économie de la misère*. La Digitale, 1999.

diluer les expériences présentes dans une vision cyclique du temps et de l'Histoire qui impose le retour du même.

Sur la notion même d'échanges locaux, A.Dréan<sup>151</sup> montre que l'optique keynésienne des années 30, fut très favorable aux monnaies locales qui permettent de solvabiliser une demande qui autrement ne le serait pas sans les mesures d'accompagnement de l'État. Mais il ne précise pas que c'est justement les pays où l'État-Providence est aujourd'hui le plus fort qui sont les plus opposés aux SEL, alors que les pays plutôt libéraux y sont davantage favorables car ils sont favorables au développement de tous les types d'échanges. On retrouve là toute l'ambiguïté des formes alternatives qui ne sont pas incompatibles avec ce qui a été médiatiquement défini comme faisant partie de l'idéologie "libérale/libertaire".

A.Dréan cite un long passage de *SEL mode d'emploi* : "Dans les régions marginalisées, les SEL créent les conditions favorables où l'effort est valorisé à l'abri de la compétition mondiale (...) Ils constituent des alternatives pour le développement de l'économie locale. Ils réhabilitent les avantages des monnaies locales, apportent des formes d'autorégulation au sein des communautés désagrégées (...). Ils permettent la remise en service des biens et des savoirs déclassés par la crise (...) et ainsi ils redonnent confiance aux exclus et leur offrent la possibilité de ne pas désespérer". A.Dréan poursuit : "Tout cela sent son catho et la morale de l'effort". Mais à quoi cela sert-il de surinterpréter en traduisant dans la novlangue radicale : "En d'autres termes ils entendent neutraliser à l'avance les velléités de révolte que peut engendrer l'aggravation de la crise. Pour les réformateurs du monde, mieux vaut en effet distraire les chômeurs par des discours sur la convivialité et la rencontre (...)".

Pourtant, si les choses étaient si simples les individus ne se laisseraient justement pas manipuler. Si la révolte pointait vraiment le nez, les distractions intéressantes ne manqueraient pas et dévoileraient ce que pourraient avoir de dérisoires ou misérables ces activités de survie. Ou alors faudrait-il attendre l'aggravation de la crise ? De là à espérer que ça s'aggrave, il n'y a qu'un pas... que les "deshérités", eux, ne souhaitent peut-être pas voir franchi.

---

<sup>151</sup> A.Dréan, "Les SEL manquent de sel" in *L'Oiseau-Tempête* n°3 (c/o Ab Irato. BP 328 75525 Paris cedex 11).

Cette surinterprétation n'a pas pour but principal de pointer les ambiguïtés des SEL, mais de tracer une ligne de démarcation entre réforme et révolution. Cela amène A. Dréan à donner un sens univoque à ces pratiques, alors qu'il leur reconnaît pourtant plus loin d'être "l'expression la plus conséquente des formes de solidarité embryonnaire sans laquelle nombre de déshérités sombreraient dans la clochardisation pure et simple".

Le problème, c'est qu'en l'absence d'une crise forte de reproduction des rapports sociaux qui amèneraient les individus à étendre ou approfondir les tentatives d'auto-production de nouveaux rapports sociaux, les SEL connaissent vite des problèmes de "gestion" qui passent alors au premier plan. Ainsi les SEL butent-ils sur la question de la valeur, mais le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils sont en bonne compagnie ! Deux siècles de polémiques autour de la question de la valeur, la façon dont l'ultra-gauche s'accroche encore à la théorie de la valeur-travail et les libertaires à la valeur d'usage, sans oublier les exemples historiques et néanmoins théoriques des bons de travail, de la phase de transition et les polémiques autour de la révolution espagnole, le montrent bien. Les SEL butent sur la valeur parce qu'à partir du moment où ils veulent étendre ou pérenniser des actes spontanés d'échanges qui se rapprochent des formes de réciprocité, ils rencontrent alors la question de l'évaluation, la distinction entre travail simple et travail complexe, toutes choses qui sont loin d'avoir été réglées dans les révolutions du passé. Même dans les SEL qui adoptent une évaluation égalitaire, des pratiques liées au système dominant demeurent (exploitation, parasitisme). On peut dire que la situation relève d'un développement inégal. La reproduction d'ensemble des rapports sociaux est en crise, ce qui se manifeste, à un bout de l'échelle sociale par des reproductions partielles ou même des "sorties de route". Pour les individus concernés, les pratiques alternatives deviennent alors une obligation de survie et il s'agit de reproduire ce qui ne l'est plus sur d'autres bases. Ce mouvement quasi objectif vient souvent rencontrer des projets plus idéologiques et subjectifs de choix de vie, mais il faut voir que cela reste encore très marginal. Là encore, ces tentatives ne pourraient prendre véritablement leur essor que dans la crise de reproduction.

Il faut faire une différence entre d'un côté les pratiques alternativistes immédiates qui constituent des réponses à la crise du travail et à la difficulté de plus en plus grande de reproduction des rapports sociaux, ce qui amène des individus à chercher des



solutions immédiates et empiriques et de l'autre les théories alternatives qui peu ou prou s'adressent à l'État comme celle sur le "tiers secteur", défendue par l'écologiste Lipietz. Mais le plus souvent, il ne s'agit donc pas d'un choix politique réformiste ou de la marge, mais d'une question de survie et de reproduction d'un rapport social que le capital a du mal à assurer dans des secteurs comme celui de la restauration rapide ou celui des intermittents du spectacle. Ces derniers sont eux-mêmes des salariés réels ou potentiels de la production globale<sup>152</sup>, mais ils sont aussi éloignés de l'usine que le sont certains jeunes des banlieues d'un côté, les "bobos" de l'autre. Le va et vient entre les formes de statut est le résultat d'un rapport de force. La protection qui leur était accordée par l'ancien système d'indemnisation correspondait à un compromis entre un statut d'artiste indépendant et une couverture sociale de salariés. Ce compromis a perdu de sa pertinence à partir du moment où le développement des spectacles culturels a croisé la crise du travail. Le nombre d'intermittents du spectacle s'est alors gonflé de manière exponentielle. Cela a eu pour effet de ruiner l'équilibre du système et d'entraîner une réaction qui vise à reprendre le contrôle du secteur, en en ruinant sa spécificité<sup>153</sup>. La complémentarité est forte entre d'un côté, une inessentialisation du travail vivant qui conduit à faire la chasse à tout ce qui n'est pas vraiment du travail (le temps de préparation et de formation par exemple) et de l'autre, une volonté de transformer toute activité en travail, ce qui conduit à vouloir revaloriser le travail.

Dans tous les cas, ce qui ressort, c'est non seulement une fragmentation accrue du salariat, fragmentation qui a toujours plus ou moins existée, mais une baisse relative de son importance quantitative alors qu'il marquait un accroissement continu depuis plus de 150 ans. Nous en avons déjà parlé à propos du développement des contrats commerciaux et de l'idéologie du "monter sa boîte".

Pour le moment si la crise de reproduction des rapports sociaux peut amener les individus à une réponse immédiate parce qu'il y

---

<sup>152</sup> Le terme "d'immatériel" qu'emploient beaucoup les néo-opéraïstes — mais d'autres modernistes aussi — ne convient pas car même un réseau informatique ou une intervention de théâtre de rue a une base matérielle.

<sup>153</sup> Des périodes de chômage qui étaient considérées comme un temps de travail non pas parce que correspondant à un travail réel, mais parce qu'il fait partie du processus global de travail abstrait. L'indemnité de chômage fonctionne alors comme salaire socialisé.

va de leur survie, la crise du travail n'a pas les mêmes implications pratiques. Les mouvements de chômeurs sont pour le moment dans une pratique de revendications qui reste proche de celle des salariés et les pratiques anti-travail restent très marginales sur les lieux de travail et très informelles à l'extérieur de la part de jeunes qui "rouillent" plus qu'ils n'affirment un refus du travail.

Ces limites amènent le développement des théories "garantistes". Claude Guillon<sup>154</sup> en fait une excellente présentation historique à partir des abondancistes des années 30 et de l'œuvre de Duboin (idée d'un "maximum vital"), puis d'ATD Quart-Monde (idée d'un revenu garanti) jusqu'à AC (Agir contre le chômage). Il montre bien l'évolution de cette dernière organisation qui, partie de la lutte contre le chômage et du droit au travail avec des revendications sur la réduction du temps de travail, est passée progressivement à la revendication : "Un revenu c'est un dû, un emploi c'est un droit". Nous pouvons dire que ce slogan correspond à un compromis entre la première position et des revendications plus axées sur le revenu et le relèvement des minima sociaux, avant d'adopter finalement, sous l'influence du groupe Cargo, un : "Avec ou sans emploi, un revenu c'est un droit".

"Si nous voulons un revenu garanti c'est parce que, quoiqu'en dise l'idéologie dominante, nous ne sommes ni des exclus, ni des inutiles, ni des assistés. Nous voulons une part de la richesse sociale que nous produisons<sup>155</sup>". C'est une remise en cause du travail salarié et bien sûr du "travail productif", au sens marxiste, comme seul producteur de valeur, mais sans critique de la valeur, ce qui conduit Cargo à réintroduire ce qu'on pourrait appeler un travail reproductif réalisant une utilité sociale et qui devrait être rétribué au même titre que le travail porteur de valorisation. Par extension cette rétribution s'étendrait au travail domestique, tout cela s'unifiant dans un "revenu d'existence".

Cette activité serait la prémisse d'une production à venir qui dépasserait l'étroite rationalité capitaliste. C'est le pari politique du revenu garanti comme phase de transition vers un autre mode de production<sup>156</sup>.

---

<sup>154</sup> *Op.cit.*

<sup>155</sup> *Lettre rapide d'AC n° 89.*

<sup>156</sup> *Tract de Cargo du 24 Juin 1995.*

Pourtant le "garantisme" n'est pas une utopie qui tenterait de se réaliser ici et maintenant ; ce n'est pas non plus un pas de côté et dans ses tendances les plus radicales il ne fait que se mouler dans ce qu'il voit être un nouveau sens de l'histoire et des luttes. Il épouse alors ce qu'il analyse comme une nouvelle phase du capitalisme, post-fordiste caractérisée par la prédominance du "travail immatériel"<sup>157</sup>. Il s'agit donc de donner une figure à cette nouvelle réalité du travail vivant, figure qui ne peut plus être celle de "l'ouvrier-masse", ni celle de "l'ouvrier social" telles que les définissaient les opéraïstes dans les années 70. Pour ce faire, la revue *Alice* va théoriser plusieurs retournements. Tout d'abord il y a un retournement des limites de l'ancien cycle de lutte des années 60/70 qui a vu justement la flexibilité offensive ouvrière (turn over, absentéisme) être retournée en flexibilité patronale par le capital, à partir des années 80 (précarisation, annualisation du temps de travail). Mais en fait, pour ces neo-opéraïstes, cette flexibilité subie peut être réappropriée par les salariés par un mouvement de reconnaissance de ce qui constituerait en fait de nouveaux droits de la personne : mobilité, formation continue, coopération, communication<sup>158</sup>.

Cette position est une illusion et une erreur. L'illusion d'un travail vivant qui ne serait déjà plus force de travail mais capacité de travail et de création, encore momentanément subordonnée au commandement capitaliste. Une erreur dans le fait qu'on n'y trouve aucune critique du travail en général : "En somme, à la base de la proposition du revenu garanti, on trouve une approche qui considère la crise actuelle du travail comme la crise du modèle capitaliste-industriel fondé sur l'équation travail/emploi salarié (le "labeur" au sens de Marx) et non comme la crise du travail en général (comprenant la *free activity* au sens de Marx) conçu

---

<sup>157</sup> Ce courant a trouvé ses bases théoriques dans les thèses néo-opéraïstes de la revue *Futur Antérieur* et particulièrement chez A.Negri et M.Lazzarato. Leur diffusion édulcorée s'est exprimée ensuite dans l'éphémère revue *Alice* qui n'en a pas moins porté le bébé qu'on dénommera "Multitude". Pour une critique des thèses opéraïstes actuelles, cf. mon article, "Le devenu de l'Autonomie : le néo-opéraïsme" dans le volume I de l'anthologie de *Temps critiques* intitulée, *L'individu et la communauté humaine*. L'Harmattan, 1998, p.71-77.

<sup>158</sup> *Alice* n°1, édito p.25.

comme activité de transformation de la nature et comme mode de coopération engendrant la richesse sociale<sup>159</sup>.

De la même façon la loi de la valeur n'est critiquée qu'en tant qu'elle est mesure de la valeur par le temps de travail direct et matériel : "C'est pourquoi la crise de la loi de la valeur comme loi de mesure de la valeur fondée sur le temps de travail direct et matériel, ne signifie pas la crise du travail comme fondement de la production de richesse". Ce tour de passe-passe nécessite toutefois de transformer tout travail en travail productif et même comme nous le verrons toute activité en production et travail. Face à la dynamique de la société capitalisée pour qui tout travail devient productif pour le capital, cela revient à poser un nouveau travail créateur de richesse.

Si cette position est dans la droite ligne de l'analyse opératoire des origines<sup>160</sup>, en ce qu'elle caractérise avant tout le mode de production capitaliste par sa capacité d'innovation, son dynamisme qui l'amène sans cesse à se restructurer, à produire d'autres formes d'organisation du travail, auxquelles correspondent de nouvelles figures de classe (l'ouvrier-masse), elle rompt avec elle dans son appréhension du rapport capital / travail. En effet, pour Panzieri : "En face de l'union intime de la technique et du pouvoir propre au capitalisme, on ne peut pas projeter un autre emploi (ouvrier) des machines qui se fonderait sur le renversement pur et simple des rapports de production (de propriété) conçus comme une coquille destinée à tomber

---

<sup>159</sup> Alice, *ibid.* p.44.

<sup>160</sup> Cette vision quelque peu schumpeterienne du progrès technique est surtout présente chez Raniero Panzieri, fondateur des *Quaderni rossi* avec Mario Tronti en 1961, particulièrement dans ses articles "Capitalisme et machinisme" et "Plus-value et planification" reproduits dans : *Quaderni rossi : Luites ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui*. Maspero, 1968. Nous émettons d'ailleurs une objection à ce titre puisque Panzieri et les *Quaderni rossi* emploient le terme spécifique de "néo-capitalisme" pour justement désigner le capitalisme d'aujourd'hui et signifier la rupture d'avec l'ancienne forme. M.Tronti insiste aussi là-dessus dans son premier article, "Marx hier et aujourd'hui" où il écrit : "Et avant tout une prémisse : une recherche qui veut reprendre la question de la validité actuelle de certaines thèses fondamentales du marxisme doit confronter Marx non pas à son époque mais à la nôtre. Il faut juger *Le Capital* en fonction du capitalisme actuel". M.Tronti *Ouvriers et capital*, p.37. Christian Bourgois, 1977.

simplement parce qu'elle est devenue trop étroite à un certain stade d'expansion des forces de production. Les rapports de production sont "intérieurs" aux forces de production. Celles-ci ont été "formées" par le capital ; c'est ce qui permet au capitalisme de progresser même après que les forces de production ont atteint leur expansion maxima<sup>161</sup>". La volonté du capital est présente dans des machines qui ne peuvent pas être appréhendées de façon empirique comme des choses que l'on pourrait utiliser ou des agencements que l'on pourrait investir, parce que c'est le mort qui saisit le vif et à la double aliénation par rapport au produit du travail d'une part et par rapport au travail lui-même en tant que séparation, vient se rajouter l'aliénation de soi-même dans les nouvelles techniques d'intégration des salariés.

Dans cette mesure, pour Panzieri, seules les luttes qui représentent la résistance ouvrière à l'exploitation peuvent porter "l'anarchie" au sein du "plan capitaliste" et provoquer une crise et la rupture.

On est loin de cela dans la tendance néo-opéraïste<sup>162</sup>. Pour elle, le néo-capitalisme, défini comme post-fordiste, produit dans son développement les conditions de l'émergence du "travail immatériel". Cette nouvelle forme prédominante du travail vivant s'incorpore la partie du capital qui est intelligence collective (*general intellect*) et qui devient la première force productive. "Le nouveau capital fixe, la nouvelle machine qui commande le travail vivant, qui fait produire l'ouvrier, perd sa caractéristique traditionnelle d'instrument de travail, physiquement individualisable et situable, pour être tendanciellement toujours plus dans le travailleur même, dans son cerveau et dans son âme<sup>163</sup>".

---

<sup>161</sup> Panzieri. op.cit., p.93. On a là une bonne critique implicite de toute théorie de la décadence du capitalisme, théorie qui faisait pourtant rage dans de nombreux groupes d'extrême gauche et même de la gauche communiste, depuis les années 30. Enfin, c'est aussi une critique d'une idée dominante du marxisme vulgaire selon laquelle, à partir d'un certain moment, les rapports de production deviennent trop étroits par rapport au développement des forces productives.

<sup>162</sup> Représentée aujourd'hui par une revue comme *Multitude* et des auteurs comme Lazzarato, Moulier-Boutang, Negri, Virno.

<sup>163</sup> C.Marazzi, *La place des chaussettes : le tournant linguistique de l'économie et ses conséquences politiques*, p.107. Éd. de l'Éclat. 1997. Marazzi, sans se référer explicitement aux néo-opéraïstes expose des

Cette réappropriation virtuelle du travail mort par le travail vivant réduirait la fonction proprement capitaliste du capital au simple commandement et à la détention de la propriété. Nous voilà revenu au XIX<sup>e</sup> siècle, mais il ne s'agit plus de prendre le commandement comme à l'époque de *Potere operatio* et de Rosso par le biais de la revendication du "salaire politique" et du slogan "Nous voulons tout" ; mais de réaliser une variante du mot d'ordre "De à chacun selon ses capacités" (l'entrepreneuriat politique) à "à chacun selon ses besoins" (le revenu social)<sup>164</sup>. La question de l'aliénation dans la forme extrême que prend cette subordination de l'être même du travailleur au processus techno-scientifique, est ignorée<sup>165</sup>. Alors qu'on a l'impression que le travail envahit toute la vie, en fait ce serait au contraire la vie qui pourrait enfin se faire travail... créateur !

On est donc bien toujours dans le paradigme productiviste, mais d'un productivisme de l'activité dans la mesure où le travail ne se distinguerait plus des autres types d'activité ou plus exactement, ne serait plus qu'une forme particulière d'activité. D'où ce panégyrique d'une sorte de "société des créateurs"<sup>166</sup> qu'appelait de ses vœux le lettriste Isidore Isou : "le graphiste qui

---

thèses proches de celle du *general intellect*, en parlant de "technologies mentales", de classe du "cognitariat". Le travail immatériel est vu comme "travail communiquant" et son extension est infinie puisqu'il peut recouvrir tout le travail domestique et même la plus grande partie de la vie privée qui peut être mise au travail. On nous avertit donc (en 4<sup>o</sup> de couverture) que nous n'entrons pas dans l'époque de la fin du travail comme certains ont voulu le faire croire, mais au contraire dans celle du travail sans fin. Comme chez Negri et son "entrepreneuriat politique", on ne saisit pas bien ce qui ressort de la description analytique ou de l'apologie.

<sup>164</sup> De la même façon que Keynes désirait l'euthanasie du rentier, il s'agirait dans ce cas d'euthanasier le capital en supprimant sa rente au profit d'un fond social distribué à tous les membres de la société.

<sup>165</sup> En cela il y a une grande fidélité avec les premières thèses opérâistes du milieu des années 60, dans lesquelles Panzieri refuse de considérer le marxisme comme une philosophie ou une vision du monde et où Tronti parle du marxisme comme d'une analyse scientifique du capitalisme du point de vue ouvrier. Cf. par exemple Tronti, "Marx hier et aujourd'hui", p.40 d'*Ouvriers et capital*.

<sup>166</sup> Reprenant (à leur insu?) les thèses du fondateur du mouvement lettriste Jean Isidore Isou. Cf. *Traité d'économie nucléaire*. Aux escaliers de Lausanne, 1949.

travaille à la conception d'un logo de marque de lessive, l'informaticien employé à inventer des moyens pour barrer l'accès à des informations numériques sur le réseau, utilisent à ces fins la même intelligence et la même énergie que celles qu'ils mettent en œuvre pour écrire un poème, concevoir une affiche d'agitation politique ou inventer un logiciel pour "craquer" des codes informatiques<sup>167</sup>. On a ici affaire à un second retournement. Dans les années 70 l'opéraïsme a exalté le caractère immédiatement révolutionnaire de la satisfaction des besoins ouvriers. Aujourd'hui, par Deleuze et Guattari incorporés, l'opéraïsme nouveau nous indique que le désir s'est fait travail vivant, travail "créateur" et qu'il s'agit maintenant d'exalter le foisonnement des expériences du "travail immatériel". Ch.Reeves<sup>168</sup> critique très bien cette tendance "désirante" avec son "usine sociale", ces "machines de luttes" et une véritable fascination vis-à-vis de la question du pouvoir reformulée par Foucault au niveau théorique mais qui était déjà présente au sein de la problématique des groupes gauchistes italiens tels *Lotta continua* et *Potere operaio*. Le fait que cette question du pouvoir soit aujourd'hui actualisée aux couleurs de la puissance et que Spinoza remplace Foucault ne modifie pas la donne et ne fait que perpétuer la fascination.

La remarque qui peut être faite aux critiques de Reeves, c'est qu'il fait un amalgame entre "garantistes" et keynésiens, en les incluant dans les théories non marxistes de la sous-consommation, alors que nombreux sont les garantistes qu'on devrait plutôt ranger parmi les tenants de la reproduction simple, de la croissance zéro et du partage des richesses. Ils intègrent à la fois l'écologie (cf. le passage de Guattari chez "Les Verts") et une dimension distributive bien plus ancienne (cf. Duboin). Le seul point commun de ces deux positions réside dans leur immédiatisme qui ne se pose aucune question sur la nature des besoins, ni sur la nature du capital.

Malgré son caractère productiviste, ce courant n'est pas industrialiste, puisqu'il s'adresse aux couches de travailleurs du secteur de la production "immatérielle", couches que les néo-opéraïstes conçoivent sur un modèle fort proche de celui défini par R.Reich avec sa notion de manipulateurs de symboles, sauf qu'ils l'étendent à presque tous les salariés de ce secteur. Ces

---

<sup>167</sup> *Alice*, n°1, p.49.

<sup>168</sup> Dans un article de *L'Oiseau-Tempête* n°7, automne 2000 consacré au livre de C.Guillon : *Économie de la misère*. La Digitale, 1999.

travailleurs se transformeraient eux-mêmes en "capital humain" qu'il s'agit de faire fructifier et pour cela il leur faut abolir les frontières entre travail et loisir, entre vie privée et vie publique. Ils formeraient même une nouvelle classe, la classe du "cognitariat"<sup>169</sup>. Cette vision du travail immatériel laisse de côté le fait que la plus grande part des travaux concrets qui le composent ne présentent pas le plus petit intérêt pour le salarié moyen qui les effectue. En fait il y a confusion entre travail immatériel et travail intellectuel comme si le premier était compris dans le second alors que c'est le processus inverse qui se développe. L'appropriation par le capital de l'être même du travailleur n'est perçue que comme mise en action d'un travail créateur, de l'intelligence

---

<sup>169</sup> Pour Marazzi (op.cit.), l'erreur des hommes politiques et des politologues est de limiter le travail immatériel à une classe, qu'elle soit celle des "manipulateurs de symboles" de Reich, "l'hyperclasse" d'Attali ou même la nouvelle classe moyenne chère aux différents dirigeants sociaux-démocrates. En effet, le travail immatériel traverserait toute la société au sein de multiples activités. En ce sens, la classe du "cognitariat" ne serait qu'une fiction qu'il s'agirait de rendre vraie. La définition de cette classe ne peut être que rhétorique car pour l'instant son désir de communauté vient se heurter à son inconsistance politique. Ce qu'oublie de préciser Marazzi, c'est que ce désir de communauté est surtout un désir d'entre-soi au sein d'une communauté de communicants qui ne s'élargirait que par la transformation de tous, et par exemple des chômeurs, en nouveaux travailleurs communicants !

De la même façon que l'affirmation de la classe ouvrière dans le programme prolétarien était censée passer par la mise au travail productif de l'ensemble de la société, l'affirmation du cognitariat doit passer par la mise en communication de tous et de tout. Mais quel est le sens historique et politique de tout cela ?

"Le vrai problème est celui de savoir créer d'autres lieux en commun capables de combler l'écart entre le désir de communauté et son inconsistance concrète, c'est-à-dire politique (op.cité, p.146). Il n'y aurait rien à redire à cela si, implicitement, il ne s'agissait pas de trouver une médiation raisonnable pour que la société civile refonde la démocratie. Chute libre sur Habermas, même si Marazzi cherche à s'en démarquer en critiquant la notion de "socialement partagé" pour ce qu'elle implique de consensus et de soi-disant objectivité qui échapperait à toute critique.



collective ou de l'auto-valorisation<sup>170</sup> et non pas comme programmation capitaliste.

Par un troisième retournement, c'est aujourd'hui la revendication d'un revenu garanti, c'est-à-dire d'une forme de loi sur les pauvres, qui permettrait d'être dans le sens de l'Histoire, alors que Marx (en bon élève de Ricardo) s'élevait contre la loi sur les pauvres et s'affirmait dans le sens de l'Histoire et du "Progrès" par son soutien à la bourgeoisie industrielle en train de créer un véritable marché du travail contre des propriétaires terriens soucieux de garder une main d'œuvre mi serve mi salariée sur place !

Si le garantisme est bien une réponse à la crise du travail, elle est une réponse en rupture avec les conceptions traditionnelles du mouvement ouvrier, y compris dans ses composantes anarcho-syndicalistes, une rupture aussi d'avec le marxisme, pour qui la détermination des salaires est fonction du coût de la reproduction de la force de travail et de sa capacité potentielle à valoriser le capital. Dans cette perspective, il s'agira de se battre pour la réduction du temps de travail ou éventuellement d'accepter l'idée du partage du travail comme fruit d'un compromis, mais il n'y a jamais mise en cause du contenu du travail, de sa finalité ou de son utilité puisqu'il y a assimilation de tout travail concret au travail en général, à l'activité générique des hommes. La critique ne s'adresse donc qu'au travail abstrait spécifique de la production marchande et capitaliste.

A l'inverse le garantisme, par certains côtés, aborde la question du sens des activités : donnons un revenu indépendant du travail et on verra ensuite quels sont les types de travail vraiment utiles (Marazzi) ; mais c'est pour retomber sur la question de l'utilité sociale — notion que nous avons longuement critiquée<sup>171</sup> — et cela reste dans le cadre de l'idéologie du travail, du travail comme valeur et comme nécessité. Cela fait encore partie intégrante d'un rapport à la nature extérieure qui conduit à la mise en utilité du monde.

D'autres vont plus loin en abolissant la frontière entre consommation et production. Les improductifs (enfants,

---

<sup>170</sup> Le terme utilisé par les néo-operaïstes prête à confusion car il conserve le terme de valeur comme si chaque salarié était un petit entrepreneur et pouvait faire fructifier son capital.

<sup>171</sup> Dans notre article, "La crise du travail exige une révolution dans la théorie", *Temps critiques* n°10. Printemps 1998, p.27-54.

chômeurs, vieux) participeraient à une production sociale, ne serait-ce qu'en consommant<sup>172</sup> (des services, des programmes télé, etc.). Au mieux on peut prendre cela pour de l'humour, comme lorsque Marx glosait sur la productivité du criminel qui nécessite toujours plus de travail pour s'occuper de son cas ! En réalité c'est un retournement facétieux (le quatrième) de la perspective classiste qui s'appuyait sur le travail productif des ouvriers. Retournement qui n'empêche pas de se poser la question d'une perspective classiste... en dehors du référent d'une classe concrète. On retrouve l'idée de fiction avec ici l'hypothèse d'une subjectivation bio-politique qui devrait trouver son projet. La subjectivation bio-politique est un processus qui se développe en partant de la vie comme travail et qui s'exprime en fait à l'intérieur de ce que nous avons critiqué comme le mouvement des particularités<sup>173</sup>.

Terminons par un exemple. Nous avons déjà dit plusieurs fois que le communisme n'était pas un nouveau mode de production et c'est pourquoi nous ne reprendrons pas nos positions sur l'opposition entre travail et activité et nous ne prendrons qu'un exemple, dans l'activité agricole à partir de la pratique des producteurs biologiques. Pour ces producteurs, ce qui compte ce sont les moyens, qui sont actuellement déterminés par un cahier des charges, mais qui pourraient devenir libres, alors que le but reste aléatoire. Le fait de faire un bon "produit" n'est pas une obligation. On est dans une situation inverse du capitalisme : dans celui-ci, tous les moyens sont bons parce qu'il y a une obligation de résultat mais pas d'obligation de moyens ; alors que dans l'activité biologique il y a une obligation de moyen sans obligation de résultats. Mais comme nous l'avons vu dans la notion d'aliénation initiale, la passion de l'activité ne peut se passer complètement du rapport au produit qui est à la fois moyen et but, sinon l'activité ne serait que pur jeu.

---

<sup>172</sup> Alice, n°1, p.47.

<sup>173</sup> Cf. J. Wajnsztein, *Capitalisme et nouvelles morales de l'intérêt et du goût*. L'Harmattan, 2002.

## 4. VERS UN AUTRE MONDE

### 4.1. Démocratie, communisation, communauté humaine

Certains inscrivent le communisme ou la tension vers la communauté humaine (peu importe, pour ce qui nous intéresse ici) dans le cadre de la démocratie. C'est une affirmation qui ne va pas de soi dans la gauche communiste (particulièrement parmi les personnes ou groupes influencées par la Gauche communiste italienne) et qui demande des précisions. Hormis dans les œuvres de jeunesse où il entrevoit la question, mais par rapport à des sociétés qui ne sont pas encore capitalistes, Marx n'aborde cela que dans son analyse de la Commune. La grandeur de la Commune, reconnaît-il, c'est d'être parvenue à l'existence contre l'État ; il ne s'agit donc pas de s'emparer de l'État comme plus tard dans le bolchevisme d'inspiration jacobine, ni de s'abandonner à l'immédiatisme social qui se propose de reproduire le rapport social de façon à rendre caduque l'existence de l'État (la "communisation" pour la gauche communiste).

Marx en appelle à une médiation politique qu'il appelle "la Constitution communale", forme qui pour lui, échappe au formalisme car ce n'est pas la forme qui importe mais son contenu qui est de n'exister que dans l'opposition à la forme étatique. La démocratie directe qu'elle pratique avec la révocabilité des délégués est ce contenu et non pas un modèle théorique. Dans cette intervention sur la Commune, Marx prend le contre-pied de ses affirmations précédentes sur la disparition de la forme politique et le règne de l'administration des choses dans le communisme. C'est ce que reprend Abensour<sup>174</sup> quand il dit qu'il faut rejeter les idéologies du consensus, notamment celle qui associe la démocratie et l'État<sup>175</sup>.

Cela revient à revitaliser le concept de démocratie à partir d'une critique actuelle de la démocratie représentative, étant entendu que le communisme est définitivement associé à l'idée de dictature d'une classe ou dictature au nom d'une classe. La démocratie serait alors à réaliser en tant que "libre produit de l'homme"<sup>176</sup>. Mais comment penser la démocratie sans l'État<sup>177</sup>?

---

<sup>174</sup> *La démocratie contre l'État*. PUF, 1997.

<sup>175</sup> *Op. cit.*, p.113.

<sup>176</sup> Cf. le n°1 de la revue *La guerre de la liberté* (juin 2005) et particulièrement l'article de Ph.Garonne intitulé: "Matériaux pour une reprise critique de la politique" qui cherche à associer démocratie et

D'autres contredisent cette proposition en affirmant que le communisme est un système dans lequel le "gouvernement des personnes" fera place à "l'administration des choses". La plupart font de cette phrase un vieux slogan communiste...sans nous dire ou au moins sans insister sur le fait que Marx l'a reprise de Saint-Simon, dont les positions peuvent se rapprocher d'un néo-corporatisme scientiste qui préfigurait le devenir technocratique du capitalisme. C'est l'influence de cette position qu'on retrouve dans toutes les conceptions du communisme comme gestion ouvrière par les travailleurs eux-mêmes (position issue, historiquement, de la gauche germano-hollandaise). Je ne développerais pas ici cette critique, mais ferait simplement remarquer que cette seconde proposition est complètement incompatible avec la première. D'un côté, la reprise de la formule Saint-Simon/Marx conduit plutôt d'habitude à la disparition de toute figure politique et à la fin de la politique avec la fin de l'État; alors que de l'autre on avance l'idée d'une organisation démocratique de type conseilliste. Mais de deux choses l'une : soit cette organisation en conseil est purement gestionnaire et dans ce cas, elle n'a pas besoin d'être démocratique car la gestion impose des choix gestionnaires qui relèvent de décisions techniques le plus souvent, soit elle n'est pas que gestionnaire et dans ce cas, elle est une forme de médiation politique<sup>178</sup>. Mais le plus souvent, il y a silence radio sur cette question et par exemple, les individus gravitant autour de la revue *Échanges* s'en tirent en proclamant que "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes"! A la limite, la position de ceux qui pensent que l'essentiel est hors discussion, que le processus révolutionnaire obéit à des déterminations purement objectives telles que les prolétaires seraient contraints de les suivre, est plus cohérente. Mais cette conception tombe alors sous une autre critique, celle d'une compréhension du réel subordonnée à la lecture théorique qu'on en fait et alors peu important les faits ou l'événement, tout passe par le prisme théorique qui opère le filtrage. C'est l'idée marxiste d'une

---

communisme comme deux éléments d'un même mouvement (révolution politique et sociale).

<sup>177</sup> C'est ce à quoi s'est attaché Castoriadis à partir des années 80, sans trouver de solution, à mon avis.

<sup>178</sup> Je ne développe pas plus, mais je renvoie à la fameuse polémique historique entre Pannekoek et Chaulieu-Castoriadis reproduite dans la brochure d'*Échanges*.

"révolution sans phrases" dans laquelle peu importe ce que chaque prolétaire pense puisqu'il sera amené à... par les lois de l'histoire et l'appui de la théorie juste. C'est recouvrir d'une chape de plomb marxiste une pensée ouvrière qui a bel et bien existé, dans ses journaux mais aussi en tant que protestation, révolte, spontanéité, utopie. C'est aussi un refus d'admettre que ce sont les individus qui font les événements, qui font face à l'imprévu et prennent des décisions en conséquence, qui font donc œuvre de création historique, mêmes s'ils sont déterminés aussi par des conditions objectives. C'est ce qu'un cinéaste comme Ken Loach, montre bien dans son film sur la guerre d'Espagne : la révolution est indissociablement discussion (les discussions des paysans sur la collectivisation), communisation la moins autoritaire possible et tendance à l'abolition de l'État et des hiérarchies de domination (la CNT et le POUM ne le comprendront pas, qui se rallieront à la militarisation et renverront les femmes à la maison).

Il faut donc repartir de la tension individu/communauté<sup>179</sup> qui atteint alors une grande intensité et non pas d'une idée a priori de société qui renforce l'impression d'une grande continuité entre société communiste et société capitaliste : progrès, satisfaction des besoins, utilité sociale, tous ces mots semblent utilisables et réutilisables en dehors de toute référence historique. Or, par exemple, on ne peut parler des "besoins" comme si on était encore au XIX<sup>e</sup> siècle, à l'époque où pour la majorité de la population, ceux-ci se limitaient aux besoins primaires et qu'on pouvait encore opposer valeur d'usage et valeur d'échange. Ce n'est plus du tout le cas et malheureusement c'est l'usage de la théorie de Marx sur la question qui devient obsolète quand les valeurs d'usage ne sont plus qu'usage dans et pour le capital et que les

---

<sup>179</sup> Et non d'une hypostase de la communauté (*Gemeinwesen*) comme être social de l'homme, telle qu'elle a été théorisée par Bordiga, puis la revue *Invariance*. Dans cette conception il n'y a pas tension historique et dialectique entre individu et communauté, mais séparation. La communauté serait alors à retrouver après une longue errance de l'humanité. Pour des développements sur cette question et une critique des dernières thèses d'*Invariance* sur l'invariance de la communauté comme ensemble des êtres vivants, on peut se reporter à mon article du n°11 de *Temps critiques* (1999) : "Individu, rapport à la nature et communauté humaine".

"besoins" laissent la place aux désirs<sup>180</sup>. L'idéologie progressiste quant à elle, nous dit que la technologie (neutre on suppose !) nous apporte l'abondance et que donc tous les besoins pourraient être satisfaits alors qu'abondance et rareté sont définis par le capital. Et pour finir, tout ira mieux dans le meilleur des mondes quand la production pour le profit aura cessé<sup>181</sup>.

#### 4.2 Quelques remarques autour du débat sur les "communisateurs"

Si certains<sup>182</sup> montrent bien les différences entre la gauche communiste historique et le mouvement communisateur<sup>183</sup>, l'origine de cette différence n'est pas suffisamment soulignée. Pour la plupart des "communisateurs" il y a prise en compte de la nature particulière des luttes des années 60-70 en France et en Italie surtout<sup>184</sup>. La réflexion s'est alors réorganisée à partir de là avec la conscience d'une période charnière aussi bien pour le capital

---

<sup>180</sup> Cf. l'idéologie des besoins potentiellement illimités qui se fait force matérielle !

<sup>181</sup> Mais en URSS, il n'y avait pas production pour le profit et les besoins n'étaient pas pour autant satisfaits ! Pour plus de développements sur cette question, cf. mon article "Le navire va" dans *Temps critiques*, n°6/7.

<sup>182</sup> Cf. M.Brachet sur le *Réseau de discussion*.

<sup>183</sup> Pour aller vite, il regrouperait tous ceux qui critiquent l'idée d'une phase de transition entre capitalisme et communisme et qui refusent aussi toute médiation politique, la révolution étant directement les mesures de communisation.

<sup>184</sup> Pour ne prendre qu'un exemple récent, on peut se reporter à l'ouvrage de B.Astarian, *Les grèves en France en Mai-Juin 68* qui vient (paradoxalement) de paraître chez *Échanges*. A l'opposé, la position reprise par *Échanges* est en rupture complète avec la plupart des positions qui se sont exprimées dans les derniers numéros d'*ICO* en Mai 68 et qui insistaient sur la rupture produite par l'événement. En allant vite, on peut dire que la seule notion de l'époque conservée par H.Simon, est celle de l'autonomie de la classe, mais pour lui cette autonomie n'est pas un moment de la lutte des classes, c'est une nature et c'est pourquoi il la cherche encore aujourd'hui dans le moindre mouvement revendicatif. Ce que je dis là d'un groupe particulièrement ouvert est a fortiori encore plus valable pour les divers petits "partis" de la gauche communiste historique. C'est au contraire ce caractère de moment historique particulier de l'autonomie de la classe qu'ont bien saisi l'opéraïsme italien tout d'abord, les revues *Théorie Communiste* et *Temps critiques* aujourd'hui.

conçu comme rapport social que pour la théorie. L'abstraction idéologisante, surtout présente à la fin des années 70-début 80 tenait en partie au fait que la théorie cherchait à se réorganiser à l'intérieur d'un "néo-programmatisme" qui ne sera critiqué que plus tard. Mais dans un premier temps cela conduisit à une autonomisation de la théorie dans une volonté de ne plus réduire la théorie communiste à une théorie du prolétariat. Pour certains, l'activité théorique devint la seule activité communiste en l'absence de tout mouvement tendant au communisme. Le mouvement des concepts remplaçait le mouvement de lutte<sup>185</sup>. L'idée que cette autonomisation de la théorie était sans issue<sup>186</sup> rendit nécessaire un bilan du passé et une saisie de la nature des transformations en cours. Plusieurs pistes furent explorées car pour certains, s'il fallait reconstruire une théorie cela ne pouvait se faire que progressivement, au rythme de la restructuration du capital<sup>187</sup>, alors que pour d'autres cela ne pouvait se faire qu'à long terme dans le cadre d'une théorie de la communauté-espèce<sup>188</sup>. Pour d'autres encore il apparut qu'il n'y avait pas besoin de construire une théorie post-ouvrière parce que la théorie communiste n'avait jamais été ouvrière, l'ouvriérisme étant la contre-révolution<sup>189</sup>, enfin, pour nous il s'agissait, au-delà du bilan nécessaire des vingt années écoulées de prendre acte de l'impossibilité d'une unification a priori de la théorie en l'absence d'une classe clairement porteuse de ce projet communiste. Mais tout cela restait encore très anti-politique, très anti-activiste et finalement la théorie ne se rapportait que rarement aux mouvements sociaux dans la mesure où ceux-ci se voyaient dénier tout caractère ou tous sens communiste. La théorie et les groupes qui l'exprimaient s'étaient faits sectaires. Il me semble que cette situation a commencé à changer avec le mouvement de 1995, puis avec le "mouvement" anti-mondialisation et la "contestation" citoyenniste. Ces deux phénomènes, malgré leurs limites, ont relancé une contestation anti-capitaliste à l'intérieur de

---

<sup>185</sup> C'est ce dont j'ai essayé de rendre compte dans la première partie d'*Individu, révolte et terrorisme*. Nautilus, 1987.

<sup>186</sup> Elle conduisit d'ailleurs nombre d'entre nous à abandonner toute activité théorique communiste pendant un temps ou définitivement.

<sup>187</sup> C'est la position de *Théorie Communiste*.

<sup>188</sup> Positions de J. Camatte (à partir de la série IV de la revue *Invariance*) et F. Bochet (revue *Dis(continuité)*).

<sup>189</sup> C'est la position de Dauvé et *Trop Loin* n°4.

mouvements plus larges, aux contours incertains et indéfinissables en termes classistes. C'est par exemple au sein de ce mouvement anti-mondialisation que certaines formes d'immédiatisme communiste se sont affirmées et que des passerelles peuvent s'établir avec des courants plus théoriques. Il en a été de même avec la bataille autour des OGM qui questionne productivisme, progrès, industrialisme. Bien sûr cela peut déboucher sur des tendances anti-industrialistes ou même "primitivistes" qui rejettent tout fil historique avec le mouvement révolutionnaire prolétarien, mais cela laisse aussi place pour une remise en cause globale du capital<sup>190</sup>.

La vitalité de ces courants est bien sûr relative, mais elle transgresse les sortes d'avant-garde qu'ils constituent, bien malgré eux la plupart du temps, en débordant sur la place publique dans des termes qui deviennent presque courants : critique de la marchandise, de la société marchande, éloge de la paresse<sup>191</sup>. Même s'il n'y a pas d'incompatibilité entre les termes de communisation et de communisme, il n'y a pas non plus d'automatisme. Si la plupart des communisateurs se disent communistes, ce n'est pas le cas de tous et par exemple Krisis ou L. Debray de *Temps critiques* ne parlent pas de communisme mais d'association des individus singuliers. J. Guigou et moi-même préférons parler de communauté humaine dans son rapport aux individus, en tant que tension qui prend différentes formes historiques. Elle n'est pas un but ou un état et encore moins un dépassement d'une contradiction entre l'individu et la société.

Le terme de communisation indique un mouvement et ne préjuge pas du but. Il ne fait pas de doute que dans cette brèche peuvent s'infiltrer des individus ou groupes venus du milieu libertaire ou du situationnisme<sup>192</sup>. Il ne fait pas de doute non plus que le terme de communisation ne règle pas tout car s'agit-il de

---

<sup>190</sup> Quoiqu'on puisse penser, par ailleurs, d'individus comme J. Bové et R. Riesel, leurs actions expriment bien un mouvement d'action directe anti-capitaliste, même si progressivement, ce dernier semble rejoindre le camp de ceux qui parlent en terme de société industrielle et non de société du capital.

<sup>191</sup> Cf. le groupe qui signe : "les chômeurs heureux" ou plus récemment le livre *Bonjour Paresse* de C. Maier. Michalon, 2004.

<sup>192</sup> Le groupe Tiquun par exemple et un de ses avatars qui a signé le texte "L'Appel" puis la brochure *L'insurrection qui vient* ; la revue *A trop courber l'échine*, etc.



tout communiser? En l'absence de précision de certains, nous pouvons dire qu'il ne s'agit pas d'un nouveau terme qui viendrait simplement rénover le concept de socialisation des moyens de production.

Max Brachet pointe bien ce que je dis<sup>193</sup> en parlant de transition, sans phase de transition quand il note : "En d'autres termes, il y aurait bien un processus de dissolution du prolétariat se développant dans le temps; en ce sens, il existerait une transition entre capitalisme et communisme mais celle-ci ne commencerait pas avec la prise du pouvoir politique...". La distinction entre les communistes intervient entre ceux qui pensent que finalement cette dissolution s'est faite en grande partie dans la dialectique des classes par un englobement de l'antagonisme (*Invariance, Temps critiques*) ou par le fait qu'il n'y a jamais véritablement eu d'antagonisme vu la dépendance réciproque des deux classes (*Krisis* et surtout A.Jappe) et ceux qui pensent que c'est dans la révolution que se produit la dissolution des classes (*Théorie Communiste, Meeting*). Mais quelles que soient les différences, nous sommes tous d'accord pour dire qu'il n'y a plus d'affirmation possible d'une identité ouvrière ou prolétarienne, ce qui n'empêche pas d'ailleurs certains communistes de continuer à parler de luttes de classes ! C'est sans doute ce qui autorise encore certains à parler de "classe des salariés" et à dire qu'après tout ce n'est que le nom qui change, mais que cela peut faire l'affaire puisqu'on retrouve un agent potentiellement révolutionnaire et majoritaire de surcroît. Cette "classe universelle" qu'*Invariance* avait déjà théorisé dès le début des années 70, personne n'a pu s'y tenir depuis. Il n'y a pas de classe de remplacement (si on excepte l'expérience de la bureaucratie stalinienne, mais qui était une classe de remplacement de la bourgeoisie et non du prolétariat) et le procès d'individualisation continue ses effets en supprimant toujours plus les médiations traditionnelles exprimant la tension individu/communauté.

C'est parce que le projet révolutionnaire est aujourd'hui au-delà des classes que l'on peut parler de la révolution à titre humain ; mais il serait faux de croire que la plupart des communistes épousent ce point de vue. La tendance "dure" que représente *Théorie Communiste* y est ainsi particulièrement opposée.

---

<sup>193</sup> Dans un courrier au Réseau de discussion.

Pour nous, la perspective n'est pas celle d'une société démocratique radicale ou d'une société communiste, mais celle de la communauté humaine. Si Marx l'a bien envisagé dans son concept de *Gemeinwesen*, il l'a conçu essentiellement comme liée au développement des forces productives qui devait permettre le dépassement des déterminations particulières ("races", peuples, nations, etc.). Il ne la voit pas comme étant déjà-là en tant que processus, en tant que tension individu/communauté. Pourtant il approche cela en disant que l'individu n'existe qu'en tant qu'être social, mais en le référant à une pré-histoire de l'humanité alors que la tension individu/communauté est production de l'histoire humaine comme rapport social et comme praxis. C'est ce mouvement aussi qui permet de considérer d'un autre œil les expériences et les alternatives qui n'expriment pas immédiatement une dimension révolutionnaire.

Pour en revenir à la perspective de la communauté humaine, il ne s'agit pas de la décrire dans le menu au nom d'un programme qui n'est plus porté par personne et encore moins, catastrophe, de voir réapparaître le spectre de la "société de transition". Beaucoup de questions restent actuellement sans réponses et en tout cas leur résolution ne représente pas un préalable à la subversion de ce monde. Ainsi en est-il de la question de l'équivalent général. Les échanges ont pré-existé au capitalisme et à la forme marchande. Dons et contre-dons, échanges symboliques ont tous une existence très ancienne et ne sont pas assimilables à du troc. Les objets échangés, même s'ils sont utiles au sens matériel du terme, ne sont pas des marchandises. Ce que cela implique (la fin de la forme marchande) du point de vue de l'existence de l'argent, n'est pas aujourd'hui pratiquement déterminable. C'est-à-dire que la question reste ouverte contrairement à ce que laissent penser les slogans à l'emporte pièce qui sont habituellement avancées comme gage de radicalité révolutionnaire. Quelques pistes peuvent être suggérées : notre rattachement aux différents courants critiques de la notion de phase de transition implique normalement l'avènement immédiat d'un monde sans argent puisque le passage direct au "chacun selon ses besoins" signifie une critique radicale du travail et de toute idée de "bons de travail" comme avaient pu l'envisager des communistes de conseils (GIK) dans l'optique de la transition du "chacun selon son travail à chacun selon ses besoins". Mais pour qu'il y ait libre circulation des moyens de produire, des produits, des idées et non pas planification soviétique ou société-usine de Bordiga, il sera peut être nécessaire

d'utiliser des équivalents pour régler des échanges qui ne correspondent pas à des activités de même nature. En ce sens, la monnaie ne s'oppose pas à la gratuité. Cette dernière sera sans doute totale dans des secteurs qui relèvent de l'infrastructure de la société, de sa reproduction et de la communication (transports collectifs, habitat, hôpitaux, logiciels, etc.) facilement et logiquement communisables, mais un ou des équivalents pourront s'avérer nécessaire pour ce qui est de la satisfaction individuelle ou collective des désirs, pour les activités créatives, ludiques, aventureuses. Les SEL, ou du moins les plus intéressants, s'attachent déjà à ces questions mais en régime de pénurie organisée par l'économie du capital ils viennent buter, eux aussi, sur le problème d'une détermination objective de la valeur alors qu'elle est essentiellement devenue une représentation. Dans une communauté qui n'organiserait pas sciemment la pénurie pour créer les conditions du profit et compte tenu du fait qu'il y aurait bien quand même des limites propres aux caractères de l'espèce et de la nature extérieure, passion de l'activité, passions tout court pourraient se déchaîner. Émulation et rivalité pourraient y trouver leur sens aux antipodes à la fois de la concurrence sauvage dans la compétition capitaliste et d'un communisme de caserne qui fonctionnerait par interdictions. L'argent n'est pas le capital, ce que n'ont pas compris maints critiques du capitalisme, qu'ils soient marxistes, anarchistes ou même fascistes. S'il n'y a nulle possibilité de transformer l'argent en capital ni donc possibilité de réformer le système du salariat, les risques de contre révolution sont peu élevés et même une accumulation d'équivalents (par une activité plus intense ou plus qualitative par exemple) ne servirait alors qu'à une dépense ou un "gaspillage" plus important. L'équivalent pourrait alors avoir la même fonction dans l'échange que le mot dans le langage sans que se développe une activité séparée qui crée l'autonomisation puis la fonction puis le porteur de la fonction et donc une nouvelle division hiérarchique. La "palabre" est d'ailleurs fondamentalement liée à l'échange comme le montre la pratique du marchandage, pratique progressivement exclue du marché capitaliste justement. Bien sûr toute cette vision suppose une conception des "besoins" au-delà d'une vision étroite de "l'utilité sociale", vision qui ne fait que reproduire l'idée d'une rareté originelle et finalement une vision très morale (et chrétienne) de la révolution. Celle-ci est alors conçue comme retour aux "vrais" besoins, à une vie naturelle emplie de frugalité et empreinte d'ascétisme, un peu sur le modèle des collectivités

agricoles andalouses de 1936-37 qui cherchaient, à travers l'idéologie libertaire, à retrouver les anciennes conditions de la vie agraire avec son indépendance, son égalité, sa dignité. Sur cette base, l'argent<sup>194</sup> et la plupart des échanges furent bien abolis avec retour sur soi et une autarcie qui coupa les collectivités de ce qui se passait aussi bien au front qu'au niveau du pouvoir politique et réduisit finalement la portée de leur expérience. De toute façon, cette pratique n'est plus possible dans un monde urbanisé et industrialisé. Une véritable révolution anthropologique (selon le mot de Pasolini) a mis en conformité les besoins et les valeurs des individus avec les besoins et la logique du capital, mais sans que cela supprime les contradictions. Il s'ensuit que la révolution ne peut plus être une question de conscience. Les individus savent ce qu'ils font, mais tant que ne se produit pas une brèche dans cet agencement (crise, événement imprévu, contradiction devenu irréproductible), les individus se comportent en sujets cyniques, mais sans que cela supprime les contradictions.

Il est plus judicieux d'interroger le rapport entre ceux qui peuvent faire la révolution et la révolution elle-même et donc il faut arrêter de négliger la question du futur, de l'imagination sociale. Ainsi, si l'image de la révolution et du communisme s'est brouillée, ce n'est pas dû essentiellement à des déviations, dégénérescences par rapport à un modèle ; ce n'est pas dû non plus à des monstres qui auraient en fait affirmé leur dictature puisque la faillite du "socialisme réel" est surtout apparue à partir du moment où il n'y a plus eu identification à Staline et autres Mao ou Castro. En fait, il y a eu progressivement prise de conscience, dans l'achèvement d'un mouvement d'individualisation commencé aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, de ce que pouvaient avoir de totalitaires et nihilistes les révolutions du passé. L'hypothèse révolutionnaire veut tout réduire au social puisque l'Homme est défini comme un être social. Nous sommes bien d'accord avec cet énoncé de Marx... à condition de ne pas oublier que l'Homme est aussi un être naturel, limité par la conscience de la finitude de la condition humaine. C'est bien ce qui va resurgir, par exemple en Italie, et qui culminera en 1977 à Bologne. La faillite de l'affirmation de l'identité ouvrière, repérable dès 1973, va précipiter le mouvement vers la recherche de nouvelles identités collectives référées aux antiques déterminations

---

<sup>194</sup> Néanmoins, on trouvait de nombreux petits marchands ambulants dans les rues de Barcelone.

naturelles (âge, sexe<sup>195</sup>) occultées par la prédominance de la lutte de classes comme agir et perspective. Mais pour sortir d'une simple substitution abstraite et arbitraire de sujet collectif et historique, il aurait fallu un début de processus de production de nouveaux rapports sociaux. En son absence, la nouvelle composition de classe devenait introuvable et l'opéraïsme devenait victime de ses propres présupposés classistes.

Ce retour des déterminations naturelles et des contradictions ancestrales englobées par le développement du capital n'a pas été prévu par la critique marxiste. Déjà, c'est ce que Marx semble les avoir occultées quand il réduit l'être social aux résultats objectivés des rapports sociaux (du troc à la monnaie, de la rareté à l'abondance, etc.). La "qualité humaine" n'est vue que comme un devenir alors qu'elle est un élément de départ qui qualifie justement notre espèce. Ne pas le reconnaître, c'est déjà tout interpréter en termes économiques, de nécessité, etc.

Non, "l'Homme nouveau" des révolutionnaires ne devient pas un nouveau démiurge et un être de liberté par rapport à ses prédéterminations. Or n'insister que sur le premier aspect induit qu'il faudrait donc tout changer puisque d'une certaine façon, dans le capital, c'est l'être social qui semble nié. Tout changer est alors compris comme changer aussi ce qui est agréable, ce qui relève de l'intimité, de l'amour et des passions; bref ce qui relève de la singularité et non des particularités. En cela, l'hypothèse révolutionnaire ne peut conquérir profondément et durablement le cœur des individus. Les "révolutionnaires professionnels" se sont souvent plaints de l'activité cyclothymique du peuple ou des masses, cherchant, pour les plus honnêtes d'entre eux, des explications dans la confiscation de la révolution par des avant-gardes, la bureaucratisation du processus révolutionnaire. Bien que ces raisons ne soient pas à négliger, elles passent à côté du fait que la révolution n'est jamais un but pour ses protagonistes (c'est justement cela qui les distingue des révolutionnaires professionnels), mais un moyen pour aboutir à autre chose, un moment extraordinaire pendant lequel sautent tous les verrous. C'est parce que la politique n'englobe pas toute la vie que la

---

<sup>195</sup> "C'est toujours davantage aux jeunes en tant que jeunes, aux femmes en tant que femmes, aux vieux ouvriers en tant que 'anciens', qu'il revient de constituer les contours et la matière des sujets collectifs", Berra et Revelli, dans, "Absentéisme et conflictualité : l'usine reniée", *Usines et ouvriers*, op. cit., p.136.

révolution n'est qu'un moment, qu'il y a toujours ensuite des pratiques de retrait ou de prise de distance dès que la révolution cherche à se consolider, à s'institutionnaliser. Finalement, les individus ont tendance à renvoyer dos-à-dos la polémique entre marxiste et anarchistes au sein de l'AIT, entre pouvoir et non pouvoir dans la révolution. Ce qui s'exprime souvent dans les révolte de classe, comme d'ailleurs dans toutes les grandes révoltes historiques, c'est la volonté de ne pas être opprimé et de ne pas servir de support à de nouvelles oppressions<sup>196</sup>. Il s'agit alors de pratiques de résistances plus que de pratiques révolutionnaires comme on peut le lire à travers les révoltes contre des situations intolérables, contre des abus manifestes, mais qui ne vont pas jusqu'à s'attaquer aux fondements mêmes de l'ordre social. Si de nouvelles perspectives, à la fois individuelles et collectives ne viennent pas relayer cette manifestation de la révolte, moment souvent très court, pour lui donner sa dimension politique et révolutionnaire, il y a alors de grandes chances que la vie reprenne son cours... au grand dam des révolutionnaires<sup>197</sup>.

octobre 2000- mai 2007

---

<sup>196</sup> Cf. J.Rancière, *Les scènes du peuple*. Horlieu. 2003, p.322-325.

<sup>197</sup> Parmi les erreurs d'analyse commises dans les années 60/70, essentiellement dans la mouvance de l'Internationale Situationniste, il y a eu celle de croire que les individus ne vivaient pas, qu'ils ne faisaient que survivre.